



Mémoire
Présenté par
Jean Marcellin
MANGA
LEBONGO

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I
FACULTÉ DES ARTS, LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES
DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

JEUNESSE URBAINE
CAMEROUNAISE, CREATIVITE SOCIALE ET
CONTESTATION POLITIQUE
Analyse de quelques modes d'expression et
d'action d'une categorie sociale

Année académique :

2008-2009

03 MAI 2010

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

14.04.03

MAN

14776



FACULTÉ DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

Faculty of Arts, Letters and Social Sciences

DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

Department of Sociology



**JEUNESSE URBAINE CAMEROUNAISE, CRÉATIVITÉ
SOCIALE ET CONTESTATION POLITIQUE**

**Analyse de quelques modes d'expression et d'action d'une catégorie
sociale**

Mémoire présenté en vue de l'obtention du DEA en Sociologie

Par

Jean Marcellin MANGA LEBONGO

Spécialisation : *Sociologie Politique*

Sous la direction de

Valentin NGA NDONGO

Professeur

Année académique 2008-2009

« Pour qu'il se produise des nouveautés dans la vie sociale, il ne suffit pas que des générations nouvelles arrivent à la lumière, il faut encore qu'elles ne soient pas trop fortement entraînées à suivre les errements de leur devancières. Plus l'influence de ces dernières est profonde — et elle est d'autant plus profonde qu'elle dure davantage —, plus il y a d'obstacles aux changements. »

E. Durkheim, *De la division du travail social*, Félix Alcan, Paris, 1930 (1893), pp. 279-280.

En hommage à la mémoire du professeur Jean-Marc Ela
qui nous a ouvert tant de chemins

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

Les lignes qui suivent auraient difficilement pu être écrites sans le soutien d'un certain nombre de personnes et d'institutions. C'est ici le lieu de leur témoigner notre obligation.

Dans cette perspective, nous voulons exprimer notre reconnaissance au professeur Valentin Nga Ndong, notre directeur de travaux qui a pris sur lui de nous accompagner et de nous laisser libre dans notre itinéraire intellectuel sur le trajet du travail de sociologue.

Nous sommes également gré au corps professoral du département de Sociologie dont les enseignements ont contribué, à maints égards, à modeler notre personnalité scientifique.

Nous tenons également ici à exprimer nos profonds remerciements au *Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria)* qui a bien voulu nous accorder une subvention grâce à laquelle nous avons pu, non seulement, bénéficier d'un important fonds documentaire, mais également couvrir la géographie de cette étude.

Tout au long de cet effort analytique, nous avons été poreux aux intuitions rigoureuses, cordiales, critiques et souvent corrosives de certains aînés. Faute de faire figurer ici toutes leurs empreintes, les échanges de données documentaires et les discussions interminables que nous avons eues avec MM. Armand Leka Essomba et Patrick Awondo, respectivement docteur en sociologie de l'Université de Yaoundé I et doctorant en sociologie au Laboratoire d'Anthropologie de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess) de Paris nous ont beaucoup parlé.

Merci à toutes ces personnes, de même qu'à mes camarades, à mes amis, ma famille, et spécialement à M. Halidou Sadjo, Mlle Oscarine Mela, Mme Myriam Nyangono et à Mme Veuve Lebongo née Geneviève Menguena, qui m'ont toujours accompagné par leur présence, leur patience, leur disponibilité et m'ont accordé un appui qui ne s'est jamais démenti.

RESUME

Ce mémoire dont le titre est « *Jeunesse urbaine camerounaise, créativité sociale et contestation politique. Analyse de quelques modes d'expression et d'action d'une catégorie sociale* » est le résultat d'un travail académique mené principalement dans la ville de Yaoundé. Il se construit sur deux constats de départ. Le premier pose que, au Cameroun, les jeunes constituent une forte population démographique. Quant au deuxième, il est traductible dans le fait qu'on les retrouve surtout dans les centres urbains.

Seulement, en dépit de leur importance sociale et au-delà des discours, slogans et autres formules politiques, les jeunes sont, dans la majorité des cas, perçus comme un problème social, appréhendés à travers les catégories de la déviance et de la marginalité, présentés par des images réductrices et négatives qui les enferment dans l'étroitesse des paradigmes de la délinquance et de la paresse.

La présente analyse se construit à l'envers de ces représentations dominantes. Considérant les jeunes comme des « forces sociales émergentes », elle entend rendre compte des manières de faire à travers lesquelles ils construisent la société camerounaise, tout en étant construits par celle-ci. La question fondamentale à laquelle nous essayons de répondre est celle de savoir comment nuancer le discours dominant qui affirme la passivité des jeunes à l'égard d'un système socio-politique qui les marginalise et qui, par là-même occasion, présente la jeunesse camerounaise en la confinant dans les paradigmes de la déviance.

Pour répondre à cette interrogation principale, nous avançons l'hypothèse selon laquelle, en s'efforçant de porter son regard loin des simplifications abusives et négatives qui confinent la jeunesse camerounaise dans les catégories de la délinquance et de la maladie, les jeunes apparaissent comme des acteurs qui sont au départ d'une nouvelle culture urbaine. Celle-ci est décelable au travers de certaines formes d'expressions qui mettent en question leur prétendue résignation à l'égard d'un système socio-politique qui les marginalise.

La méthode qualitative a été utilisée pour collecter les informations de terrain. Elle a été caractérisée par le recours à des observations *in situ*, des entretiens approfondis formels et informels. Nous avons également exploité des données secondaires actualisées. Les données de terrain ont été interprétées à partir d'une analyse thématique.

Les résultats indiquent qu'en dépit de l'adversité socio-économique et politique qui particularise le contexte dans lequel ils sont appelés à se dépenser, il est possible de découvrir chez les jeunes acteurs urbains camerounais une créativité protéiforme. Celle-ci permet de se rendre à l'évidence que ce qui se dramatise auprès de la jeunesse urbaine camerounaise, c'est, tout à la fois, une autre manière de voir le monde, de nouvelles formes d'affirmation de l'identité culturelle et d'autres modes de contestation politique occultes. Cette recherche révèle également, à travers les données factuelles que nous avons fait parler tout au long de ce travail, qu'on assiste à l'éclosion d'une nouvelle grammaire de la participation à la vie politique à travers lequel les jeunes affirment leur divorce avec les aînés et le pouvoir. Il nous a aussi semblé y déceler la matérialisation des ambitions d'une jeunesse camerounaise qui refuse toute mise à l'écart en s'efforçant de trouver sa place dans une nouvelle configuration des choses à laquelle elle ambitionne.

ABSTRACT

This dissertation, entitled « *Jeunesse urbaine camerounaise, créativité sociale et contestation politique. Analyse de quelques modes d'expression et d'action d'une catégorie sociale* », is the result of an academic work carried out in Yaoundé town. At the start, it is built on two observations. The first states that the youth form a dense demographic population. As for the second, it is noticeable that the youth are mostly found in urban centres.

But, despite their social importance and beyond speeches, slogans and political formulas, the youth are perceived, in the majority of cases, as a social issue, apprehended through categories of deviancy and marginality, presented by negative and reducing images which imprison them in the narrowness of delinquency and laziness paradigms.

The present analysis is built up upside down dominant representations. Considering the youth to be "emergent social forces", it intends to give an account of ways of behaving through which they build the Cameroonian society, being built by this one. The fundamental question to which we try to answer is to know how to qualify the dominant speech which asserts the passivity of the youth towards a socio-political system which marginalizes them and which, at the some occasion, presents the Cameroonian youth by confining it in the paradigms of deviancy.

To answer this main question, we put forward the hypothesis that, by making efforts to focus its attention far from the negative and improper simplifications which confine the Cameroonian youth in the categories of delinquency and disease, the youth appear as actors who are at the start of a new urban culture. This one is detectable through some forms of expression which question their pretending resignation towards a socio-political system which marginalizes them.

The qualitative method has been used to collect information from the field. It has been characterized by the resort to observations *in situ*, to formal and informal detailed discussions. Furthermore, we have equally had recourse to the exploitation of updated secondary data. The facts from the field have been interpreted from a thematic analysis.

The results indicate that despite the political and socio-economical adversity which particularizes the context in which they are called to exert themselves, it is possible to discover in the Cameroonian urban young actors a protean creativity. This one allows to face the fact that what is dramatized nearby the Cameroonian urban youth, is all at once, another outlook on the world, new forms of affirmation of cultural identity and other customs of occult political contesting. This research equally reveals, through factual data that we have made speak throughout this work, that there is an opening of a new grammar of participation to political life through which the youth assert their divorce from the elders and the power. The materialization of the ambitions of a Cameroonian youth, who absolutely refuses to be kept out of things by making efforts to find its place in a new configuration of things which are its ambition, is also detectable.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : BREF APERÇU DE LA CONDITION DE LA JEUNESSE AU CAMEROUN.....	49
CHAPITRE I : SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES	51
I. Qu'est-ce que la crise ?	52
II. Situation de la crise sur le plan économique et incidences sur le vécu des jeunes.....	54
III. Crise sociale et manifestations sur le vécu des jeunes.....	69
CHAPITRE II : LA JEUNESSE CAMEROUNAISE DANS LE JEU DU POUVOIR : « UNE GENERATION EN DIFFICULTE ? ».....	96
I. Le faible renouvellement de l'élite politique.....	98
II. Peut-on parler d'une génération de la « crise » ?.....	115
III. La génération dorée.....	120
IV. La génération de la « crise ».....	127
DEUXIEME PARTIE : LANGAGES DES JEUNES, CREATIVITE SOCIALE ET CONTESTATION POLITIQUE.....	139
CHAPITRE III : JEUNES, CREATIVITE SOCIALE ET CRITIQUE DE L'ORDRE DOMINANT.....	141
I. Qu'entend-on par « créativité sociale » ?.....	143
II. Jeunesse urbaine camerounaise et créativité économique.....	148
III. Jeunesse urbaine camerounaise, créativité artistique et contestation.....	167

CHAPITRE IV : JEUNES, CREATIVITE LINGUISTIQUE ET	
 INSOUMISSION.....	184
I. Qu'est-ce que le camfranglais ?.....	185
II. Analyse sociolinguistique du camfranglais.....	187
III. Lire la créativité linguistique à travers le camfranglais.....	206
IV. Langage camfranglais et indocilité.....	214
CONCLUSION	222
BIBLIOGRAPHIE.....	229
ANNEXES.....	246
TABLE DES MATIERES.....	259

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. PROBLÈME DE RECHERCHE

Les jeunes sont très souvent perçus à travers les catégories de la déviance et de la marginalité, présentés par des images réductrices et négatives, qui les enferment dans les paradigmes de la délinquance¹. Or, en les appréhendant de la sorte, on a tendance à oublier que loin des figures péjoratives et dévalorisantes qui confinent la jeunesse camerounaise dans les conceptions du « voyoutisme » ou de la maladie, les jeunes apparaissent aussi comme des acteurs qui produisent une nouvelle culture urbaine. Celle-ci est repérable dès lors que l'on s'intéresse à leurs formes d'expression, à leurs manières de parler, de travailler, ou encore de pratiquer la musique, bref à leurs goûts et styles de vie.

Dans le cadre de la présente recherche, il est question de savoir de quelle manière, en prenant comme matière d'analyse les gestes, les signes, les agissements, les actes et les comportements, qui constituent quelques modalités d'expression de ce langage, les jeunes sont en train de mettre sur pied des formes de vie sociale qui, en milieu urbain, participent d'une nouvelle culture en gestation.

II – PROBLÉMATIQUE

« Jeunesse urbaine camerounaise, créativité sociale et contestation politique. Analyse de quelques modes d'expression et d'action d'une catégorie sociale », tel est l'énoncé que porte le travail de recherche que nous nous proposons d'engager ici. Ainsi libellé, le sujet qui nous occupe emprunte une trajectoire analytique qui commande, dès à présent, certaines clarifications afin de lever le voile sur quelques possibles incompréhensions.

Les jeunes se **situent** en effet au cœur des questions qui nous préoccupent tout au long de cet effort de réflexion. Pour définir le sens des interrogations de notre étude et préciser le cadre de référence des analyses qui vont suivre, certains constats s'imposent.

Dans cette perspective, il convient de relever la réalité selon laquelle, au niveau des recherches locales, les jeunes n'ont pas toujours été au centre des réflexions qui mobilisent la

¹ Nous indiquons les travaux qui étudient ces aspects dans nos développements suivants. Cependant, il est important de ne pas perdre de vue que cette lecture déborde le cadre strictement scientifique et étend ses tentacules au niveau des représentations que différentes catégories (y compris les jeunes eux-mêmes) portent sur ce segment social.

plupart des chercheurs en sciences sociales. Comme le relève fort opportunément Anne-Sidonie Zoa,

« En un sens, la planète des jeunes Africains reste un monde à explorer. En examinant la littérature consacrée au domaine qui nous intéresse, on se rend compte que la question relative à l'identité des jeunes et à la spécificité de leur monde n'est pas au centre des recherches africanistes. »²

Face à cette réalité, le chercheur qui réfléchit au monde des jeunes se retrouve presque toujours confronté à une indigence documentaire. Très souvent, *« pour se faire une idée de ce qui arrive aux jeunes dans les sociétés africaines qui passent du rural à l'urbain, on est obligé de recourir à des données dispersées, à des cas isolés »³.*

Ce constat surprend dans la mesure où, à l'heure actuelle, la plupart des discours – politique, scientifique ou social – s'accordent à reconnaître que les sociétés africaines sont en phase de rajeunissement profonde. À en croire ce que rapportent certains travaux récents, à l'observation des sociétés africaines, *« ce qui retient ici l'attention, c'est surtout, l'extrême jeunesse de la population africaine. 50% des habitants du continent ont moins de 25 ans ; 3% à peine ont 65 ans »⁴.* Ces mêmes auteurs poursuivent : *« Comme on l'observe dans les villes, on trouve en Afrique la région la plus jeune du monde. Elle est aussi la seule qui risque de continuer à rajeunir si la fécondité des femmes se maintient dans un système social où l'on se marie jeune. »⁵*

Certaines informations permettent d'avoir des statistiques prédictives un peu plus précises. Ainsi, le démographe Jacques Vallin, dans un entretien accordé à *Jeune Afrique*, déclare :

« Il y a entre 600 et 700 millions d'Africains aujourd'hui, il n'y aura pas de stabilisation avant que le continent n'ait atteint environ trois milliards d'habitants ou même un peu plus, soit un petit tiers de la population mondiale, ou trois fois la Chine actuelle. Et il y aura déjà 2,3 milliards d'Africains en 2050. »⁶

² Anne-Sidonie Zoa, « Langages et cultures des jeunes dans les villes africaines », in Madeleine Gauthier et Jean-François Guillaume (sous la dir), *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde*, PUL/L'Harmattan, Laval/Paris, 1999, p. 235.

³ Idem.

⁴ Jean-Marc Ela et Anne-Sidonie Zoa, *Fécondités et migrations africaines : les nouveaux enjeux*, L'Harmattan, Paris, 2006, p. 23.

⁵ Idem.

⁶ Cité par Jean-Marc Ela et Anne-Sidonie Zoa, *Ibid.*, p. 23.

Commentant cette déclaration, Jean-Marc Ela et Anne-Sidonie Zoa écrivent : « Ainsi, la part des Africains dans la population mondiale est appelée à s'accroître : 9% de l'humanité vers 1960, 12% en l'an 2000, 19% vers 2025 »⁷. On l'aperçoit, la population africaine augmente avec rapidité. Elle se particularise par le fait qu'elle présente une physionomie essentiellement juvénile.

Au Cameroun, comme du reste dans beaucoup d'autres Etats du Continent noir, « compter les hommes et les femmes est une opération complexe et difficile »⁸. En l'absence des résultats du troisième recensement général de la population réalisé en 2005, le chercheur doit être soupçonneux vis-à-vis des statistiques qui sont communiquées ici et là⁹. Dans cette situation, même si les chiffres avancés peuvent être tenus aujourd'hui pour problématiques, les informations que nous avons pu nous procurer attestent la forte présence des jeunes dans la pyramide des âges. Ainsi que le certifient certaines probabilités officielles, en 2001, sur les 15,5 millions d'habitants que comptait le Cameroun, 44% avait moins de 15 ans, tandis que 20% se retrouvait dans la tranche d'âge variant entre 15 et 24 ans¹⁰. Les jeunes constituent, par conséquent, de même que l'entérinent ces renseignements chiffrés, une catégorie sociale dont la masse démographique permet de défendre l'idée qu'elle exerce un ascendant éminent dans la configuration morphologique de la société camerounaise¹¹.

⁷ Idem.

⁸ Ibid., p. 17. En effet, « Il faut dire que (...) les recensements démographiques ne sont pas fiables en Afrique. A preuve : les conflits autour de l'établissement des listes électorales depuis l'amorce des processus démocratiques. On a ainsi vu le pouvoir et l'opposition se déchirer au sujet du nombre exact d'inscrits ou de votants à une élection ! », Valentin Nga Ndongo, L'opinion camerounaise, T. I., Problématique de l'opinion en Afrique noire, Thèse pour le Doctorat d'Etat ès Lettres et Sciences Humaines (Sociologie), Université de Paris X – Nanterre, U.F.R de Sciences Sociales, p. 225.

⁹ « Lorsqu'elles existent, les statistiques africaines sont surannées, dépassées, approximatives, incohérentes et contradictoires d'une année à l'autre. De source généralement officielle, ces statistiques revêtent parfois un caractère confidentiel et ne sont pas exemptes de toute manipulation politique. D'où les risques que représente leur utilisation dans une recherche (...) », Valentin Nga Ndongo, Idem.

¹⁰ Ecam II cité par Cameroon Tribune du 12 janvier 2006.

¹¹ Le Cameroun se singularise en effet par la jeunesse de sa population. Selon les statistiques descriptives que fournit Tsala Tsala, « Le taux de croissance annuelle de la population du Cameroun est passé de 3,0% en 1976 à 2,9% en 1987 et à 2,87% en 2000 selon les projections (DSCN, 1987). Toujours à partir des mêmes sources, et suivant les calculs effectués par le FMI en octobre 2000, la population camerounaise est théoriquement passée à plus de 17 106 000 habitants. Les différentes projections donnaient les chiffres de 18 000 000 pour 2005, 23 000 000 pour 2014 et 25 000 000 pour 2020 dont 51% de femmes et 49% d'hommes. », « Psychologie et développement. Comment la psychologie peut-elle contribuer au développement du Cameroun », in Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, Numéro Spécial, Actes des « Mercredis des Grandes Conférences » 2006-2007, p. 101. D'après les résultats provisoires de la troisième enquête camerounaise auprès des ménages (Ecam III), « La population camerounaise est estimée à 17,9 millions de personnes en 2007, dont 51% de femmes et 49% d'hommes. » Selon les données de cette même source, « cette population est extrêmement jeune : 43% des personnes ont moins de 15 ans et 3,5%

A dire vrai, pour comprendre l'Afrique contemporaine et, subséquemment, les jeunes qui y vivent, on aurait tort de limiter notre regard à l'effervescence socio-démographique que connaît cette partie du monde. Car, à bien scruter l'Afrique d'aujourd'hui, en marge des considérations que nous avons évoquées en amont et qui s'articulent principalement autour des enjeux de population, une autre remarque mérite d'être relevée qui, elle aussi, est susceptible d'aider à cerner la pertinence des questions qui nous intéressent ici et à dégager la portée du choix du sujet qui nous préoccupe. C'est que,

« L'urbanisation de l'Afrique est, après l'accroissement démographique, le changement le plus spectaculaire qu'a connu le continent au cours de ces dernières décennies. Aux yeux de certains, c'est aussi le changement le plus préoccupant car rural à plus de 80% en 1960, il est aujourd'hui urbanisé à 41,3%. On estime, d'ailleurs, qu'en 2030 le continent affichera un taux d'urbanisation de 52,9% (...) »¹².

Cette célérité et cette importance que connaît l'urbanisation en Afrique ont conduit certains analystes à lui attribuer les épithètes les plus hétéroclites. D'aucuns parlent d'une « urbanisation « galopante », « effrénée ». Pour d'autres, il s'agit d'une urbanisation « déferlante »¹³. D'autres encore parlent d'une urbanisation « sauvage »¹⁴. En réalité,

« Si l'explosion urbaine en Afrique paraît préoccupante c'est sans doute en raison de son caractère non planifié. En effet, la poussée démographique générale des villes africaines, liée aux effets conjugués de l'exode rural et de l'excédent naturel, s'est traduite par l'élévation des densités humaines dans les quartiers d'accueil et par une extension démesurée des villes (...). »¹⁵

Les jeunes sont tout particulièrement au cœur de ces dynamiques urbaines. Au Cameroun, pareillement à plusieurs autres pays d'Afrique, à l'observation, on ne peut manquer d'être frappé par le constat selon lequel, ce sont les jeunes qui majoritairement pratiquent de plus en plus la ville. Pour s'en convaincre, « il suffit d'observer les rues des

seulement sont âgés de 65 ans ou plus. », in Ecam III, Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007 », Juin 2008, Yaoundé, p. 25.

¹² Nguendo Yongsi H. B., Priso D. Dickens, Ngala Ndi Humphrey, « Mutations fonctionnelles de l'espace en milieu urbain camerounais : occupation des fonds de vallées et risques de santé à Yaoundé », in Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, Vol. 1, N° 8, Nouvelle série, 2008, Premier et Second Semestres, pp. 229-231.

¹³ Idem.

¹⁴ Idem.

¹⁵ Idem.

villes à la sortie des classes »¹⁶. Dans ce sens, « en voyant comment ils envahissent ces rues, on est frappé de voir à quel point les jeunes font la ville en Afrique. Ici, habiter la ville est d'abord un phénomène des jeunes dont plus de 70% ont entre 6 et 25 ans. »¹⁷ On perçoit à ce niveau les répercussions des migrations qui hâtent la poussée urbaine au Sud du Sahara¹⁸.

« En effet, les jeunes participent à ces dynamiques migratoires qui, comme le rappelle Jean-Marc Éla, s'apparentent à des « voyages initiatiques » (...) dans un contexte où, selon le sociologue, le désir et le mythe de la ville travaillent en profondeur l'imaginaire des nouvelles générations africaines. De nombreuses petites villes sont nées des collèges et des lycées. Ainsi, processus d'urbanisation et scolarisation sont liés. En fait, de nombreux jeunes sont les migrants dont l'insertion socioprofessionnelle à la vie urbaine est l'un des défis majeurs des pays d'Afrique (...). »¹⁹

On peut s'en apercevoir, les jeunes ne sont pas seulement statistiquement majoritaires. Ils sont aussi les plus présents dans les milieux urbains où, très souvent, ils contribuent d'ailleurs à gonfler la proportion des chômeurs. Les villes de Yaoundé et de Douala nous en fournissent une illustration patente dans la mesure où les jeunes y sont la catégorie sociale la plus touchée²⁰. En outre, il convient de relever l'existence d'un fort taux de chômage urbain dans la mesure où les deux villes précédemment citées, respectivement capitale politique et économique, enregistrent les taux de chômage les plus élevés du pays : soit 30% pour Yaoundé et 22% en ce qui concerne la cité de Douala²¹. La forte proportion du chômage dans ces agglomérations trouve une clé d'élucidation dans le fait qu'elle peut être lue comme une conséquence d'un taux élevé de migration des populations en provenance d'autres localités du pays vers ces deux territoires urbains qui constituent, par ailleurs, de véritables pourvoyeurs d'emplois non agricoles²².

¹⁶ Anne-Sidonie Zoa, op.cit., p. 236.

¹⁷ Idem.

¹⁸ Touré, Moriba et T. O. Fadayomi (sous la dir.), *Migrations et urbanisation au Sud du Sahara : quels impacts sur les politiques de population et de développement*, Dakar/Paris, Codesria/Karthala, 1983, Coll. « Série des livres du Codesria ».

¹⁹ Anne-Sidonie Zoa, *ibid.*, p. 236.

²⁰ « 49,9% des jeunes entre 15 et 24 ans sont sans emploi dans l'année 2001 », in *Cameroon Tribune* du 12 janvier 2006.

²¹ *Cameroon Tribune* du 17 Janvier 2007.

²² Pour se faire une idée de l'importance de l'exode rural dans les sociétés africaines en général, et dans la société camerounaise en particulier, le lecteur pourra lire avec profit la production intellectuelle de Jean-Marc Éla. Cet auteur insiste surtout sur la séduction que le milieu urbain exerce sur les populations rurales du fait du sous-développement des campagnes. Voir surtout deux de ses productions scientifiques, *La plume et la pioche. Réflexion sur l'enseignement et la société dans le développement de l'Afrique noire*, CLÉ, Yaoundé, 1971, Coll. « Points de vue ». Cf. aussi, *La ville en Afrique noire*, Karthala, Paris, 1983, Coll. « Les Afriques », pp. 152-158.

Si, parvenu à ce stade de notre étude, nous avons pu établir le caractère déterminant des jeunes non seulement dans la cartographie démographique au Cameroun, mais aussi, dans les processus d'urbanisation en cours dans le même pays, il faut se presser de rappeler que les jeunes ont jusqu'ici été méconnus dans la plupart des domaines de la vie sociale.

« Alors même que les enfants et les jeunes forment en Afrique un groupe démographique très important, ils ne sont pas encore considérés sérieusement comme des catégories sociopolitiques significatives et indépendantes, avec leur propre façon de vivre. Enfants et jeunes sont généralement perçus comme en marge des processus sociaux, économiques et politiques, et jouant souvent un rôle social peu prometteur. »²³

Pour s'en rendre compte, peut être faut-il se souvenir que, dans les imaginaires populaires, les jeunes restent cette portion sociale que l'on assimile à des « cadets sociaux ». Forgé par Jean-François Bayart, le concept de « cadets sociaux »²⁴ a été bénéfique dans les recherches historiques, anthropologiques et sociologiques. Il a notamment permis de faire comprendre les formations sociales et leurs transformations, et a aidé à la compréhension de certaines dynamiques sociales.

« Les « cadets sociaux » étaient ce groupe de personnes qui, à partir de la première guerre mondiale, ne trouvant pas les moyens de se promouvoir au village, ont émigré en ville, et notamment à Douala. Etant écartés de la succession – pour ceux originaires de l'Ouest notamment –, ou issus d'une famille ayant peu de pouvoir ou de terre, ils subissaient la domination des aînés détenteurs du pouvoir politique, traditionnel, des terres et du jeu des alliances matrimoniales. »²⁵

Même si, comme l'écrit Gilles Séraphin, par la suite, « en ville, en revanche, ils ont pu gagner un peu d'argent, se marier et pour certains s'enrichir » et qu'« ils reviennent dans ce cas au village avec un statut envié, ceux ayant réussi pouvant de surcroît conquérir des titres »²⁶, nous pensons, contrairement à cet auteur, qu'à l'observation de ce qui se joue dans la formation sociale camerounaise, le concept de « cadet social » n'est pas, aujourd'hui, seulement opératoire « dans le contexte villageois aux structures sociales « sclérosées » par

²³ Filip de Boeck et Alcinda Honwana, « Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique », in *Politique Africaine* n° 80, Décembre 2005, Karthala, Paris, p. 5.

²⁴ Jean-François Bayart, *L'Etat au Cameroun*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1985 (2^e édition revue et augmentée), Chap. VII.

²⁵ Gilles Séraphin, *Vivre à Douala. L'imaginaire et l'action dans une ville africaine en crise*, L'Harmattan, Paris, 2000, pp. 92-93.

²⁶ *Ibid.*, p. 93.

un pouvoir à la fois politique, traditionnel et économique détenus – et fort bien tenus – par une catégorie déterminée »²⁷.

Il est vrai, Bayart lui-même n'indique pas une explication précise à cette notion néanmoins cardinale dans son livre *L'Etat au Cameroun*.

*« Les cadets sociaux sont (...), écrit-il, avant tout les femmes qui représentent la catégorie sociale la plus exploitée (par les aînés sociaux mais aussi par les jeunes hommes) et qui, fournissent l'essentiel du surproduit ; ensuite les cadets, soumis à une exploitation moins ample et divisés, grosso modo, en futurs aînés (au sens large) et en futurs aînés privilégiés ; enfin, par extension, les communautés asservies, les esclaves, les gens de castes. »*²⁸

Par ailleurs, la critique que formule Séraphin et qui vise à déconstruire l'utilisation systématique du concept « bayartien » de « cadet social » à laquelle ont recours bien des chercheurs pour définir la place qu'occupent certains acteurs dans la hiérarchie des positions sociales sans tenir compte des variances liées à l'ancrage non seulement physique, mais aussi sociologique de leurs territoires d'étude vaut ici son pesant d'or. En effet, eu égard à la nouvelle configuration des statuts sociaux suite à l'influence des dynamiques de mobilité sociale en contexte urbain, nous sommes d'accord avec ce sociologue lorsqu'il écrit :

*« (...) Utiliser le même concept – « cadet social » – pour désigner ceux qui sont dominés masque la véritable nature du pouvoir qu'ils subissent, et stratifie une situation de domination complexe. Car, ceux qui sont dominés peuvent subir des pouvoirs forts différents : pouvoir masculin, pouvoir « générationnel », certes, mais aussi pouvoir politique, pouvoir économique, pouvoir traditionnel, pouvoir religieux, etc. Et surtout, parce qu'un personnage ne fait que rarement subir – ou imposer – tous les pouvoirs à la fois : une femme ou un jeune peuvent être grands commerçants et « ennuyer » des hommes, y compris s'ils sont âgés. La ville et la crise économique ont de surcroît fracturé les catégories sociales existantes : auparavant, un homme âgé avait généralement plus de pouvoirs, y compris économique, qu'une femme ou qu'un cadet : mais que dire lorsque ce sont les enfants ou l'épouse qui, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, « rationnent » dans le foyer ? »*²⁹

²⁷ Idem.

²⁸ Jean-François Bayart, op.cit, p. 326.

²⁹ Gilles Séraphin, op.cit, pp. 93-94.

Cette réflexion de Gilles Séraphin est opportune. Elle introduit une nuance forte à propos et qui permet de réveiller la vigilance épistémologique du chercheur quant à l'usage des concepts qu'il définit pour ses analyses. Dans cette perspective, insistons pour relever avec Jean-Marc Ela que « *le choix des concepts n'est pas neutre* »³⁰. Dans le cadre de cette étude, la remarque de Séraphin montre très bien l'écart que le concept de « cadet social » peut avoir avec la réalité empirique en fonction des contextes. On mesure l'ampleur de la labilité de cette notion à partir du moment qu'en milieu urbain, il arrive souvent que le « cadet social » devienne un aîné, ainsi que l'attestent certaines figures de la réussite sociale à l'instar des *feymen* et des sportifs.³¹ Pour contourner cet écueil, Séraphin suggère :

*« Il est dès lors préférable d'utiliser les propres termes et le propre jugement de la population, tout en laissant à ces termes le flou qui permet l'adaptation à toutes les situations : on parle de Petit ou de Grand, en sachant en fait que la distinction se fait, malgré tout – même si certains font l'unanimité sur la nomination qu'il leur est accolée – par la population qui porte un jugement sur sa propre situation. »*³²

Malgré le caractère judicieux de cette précision sémantique, de notre point de vue, le concept de « cadet social », qui renvoie très largement à la place subalterne que certains acteurs (notamment les femmes et les jeunes) occupent dans la hiérarchie des positions sociales, est congruent dans ce travail pour deux raisons au moins. La première, et là réside tout l'intérêt et toute la richesse de cette notion, c'est que, à cause de sa polysémie, elle peut servir à décrire plusieurs situations d'inégalités dans la distribution des statuts à l'intérieur d'une société donnée. Par ailleurs, dans la société camerounaise où l'imaginaire des acteurs sociaux est travaillé par la quête d'un statut social élevé, le concept de « cadets sociaux » déborde le cadre d'un domaine de pouvoir précis dans la mesure où il est enraciné non simplement dans l'État, mais aussi, dans la société. Nous préférons cette terminologie à celle que suggère Séraphin, parce que, en plus, elle nous évite de tomber dans le piège de la banalité qui guette le chercheur qui recourt aux propres mots et termes de la population.

Au Cameroun, la crise sociale, politique et économique à l'œuvre depuis les années 1990 a surtout affecté les populations les plus vulnérables parmi lesquelles les enfants, les

³⁰ Jean-Marc Ela et Anne-Sidonie Zoa, *op.cit.*, p. 26.

³¹ Cf. Politique africaine, « *Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir* », Karthala, Paris, n° 82, Juin 2001.

³² Gilles Séraphin, *op. cit.*, pp. 93-94.

femmes et les jeunes³³. Ces deux catégories sociales font partie des « cadets sociaux ». En ce qui concerne particulièrement les jeunes, il faut signaler qu'en dépit des discours, formules, des déclarations d'intentions et autres slogans politiques, ils tardent à être responsabilisés³⁴. Et si des travaux existent qui mettent en valeur les compétences et les qualités d'inventivité des jeunes dans un contexte de difficultés d'insertion professionnelles,

« les discours dominants et certains reportages ne voient en eux que « des vagabonds », « des vandales », « des irresponsables », « des contestataires », « des déracinés », « des voyous », « des voleurs », « des bandits », « des pyromanes », « des prostitués », « des drogués », « des délinquants », « des chômeurs. »³⁵

Il est aussi courant que l'on présente les jeunes comme des acteurs que l'on instrumentalise, des souffre-douleur, des individus exploités et abusés. Ou encore, des insoumis, des hors-la-loi, des malandrins, etc. Lors des émeutes survenues à la fin du mois de février 2008 au Cameroun, le scrutateur attentif a pu constater la dramatisation de ces approches réductrices et stériles dans le corps social camerounais³⁶. Beaucoup d'observateurs, spécialistes ou non, se sont succédés dans l'espace public en se livrant à des exagérations abusives. Certains responsables politiques, « incapables » de saisir la complexité de ces événements ont tôt fait d'étiqueter la jeunesse, incriminant, dans cette perspective, les jeunes au chômage³⁷. D'autres ne se sont pas privés d'imputer la paternité des exactions qui ont eu lieu à l'essence même de la jeunesse. Cela ne surprend pas. Car, le fait est connu : le politique, qui a très tôt compris que les jeunes qui composent la majorité statistique d'un point de vue démographique sont un enjeu de pouvoir dans le champ socio-politique, ne se prive pas régulièrement de les déclasser³⁸.

³³ Jacques-Philippe Tsala Tsala, « Psychologie et développement. Comment la psychologie peut-elle contribuer au développement du Cameroun », op. cit.

³⁴ Pour un exemple, voir le développement que nous esquissons dans le deuxième chapitre de ce travail.

³⁵ Anne-Sidonie Zoa, op. cit, p. 236.

³⁶ En réalité, on aurait tort de lire les émeutes survenues au mois de février 2008 seulement et exclusivement comme des protestations contre la vie chère. Car plusieurs raisons expliquent le surgissement de ce moment de révolte populaire. Pour se faire une idée plus précise des déterminants de cette insurrection, consulter la série d'études de la crise de février 2008 au Cameroun réalisées sur différents sites urbains par le Centre National de l'Éducation (CNE), 2008, Inédit.

³⁷ Il serait intéressant à cet effet de se souvenir des sorties médiatiques que la plupart des élites (sociales, culturelles, politiques, etc.) ont eu à effectuer sur les chaînes de radio et de télévision à capitaux privés et dans lesquels la jeunesse était régulièrement fustigée.

³⁸ Achille Mbembé, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, L'Harmattan, Paris, 1985, Coll. « Logiques sociales ».

En réalité, même si on est bien obligé de reconnaître qu'ils présentent en général plusieurs visages³⁹, les jeunes sont très souvent appréhendés comme un problème social, perçus à travers les catégories de la déviance et de la marginalité, présentés par des images réductrices et négatives qui les enferment dans l'étroitesse des paradigmes de la délinquance et de la paresse. Or, en les affichant de la sorte, on a tendance à ignorer qu'au-delà des figures péjoratives et dévalorisantes qui confinent la jeunesse camerounaise dans les conceptions du « voyoutisme » ou de la maladie, les jeunes apparaissent comme des acteurs qui produisent une nouvelle culture urbaine. Celle-ci est repérable dès lors que l'on s'intéresse à leurs formes d'expression, à leurs manières de se vêtir, de se divertir, de danser, de pratiquer ou de consommer la musique, bref à leurs goûts et styles de vie.

Portés au cœur des interrogations qui retiennent notre attention tout au long de cet exercice analytique, les jeunes nous intéressent tout particulièrement. De ces jeunes, il ne faut toutefois pas, à première vue, considérer ce groupe d'acteurs que l'on exhibe sous une physionomie avilissante, déterminée à partir d'un implicite culpabilisant⁴⁰. Dans ce travail, il ne s'agit pas, non plus, dans la perspective des études de sociologie des imaginaires de l'aisance sociale, de s'intéresser aux figures de la réussite qui remportent l'adhésion de la jeunesse urbaine africaine dans notre contemporanéité⁴¹. Tout comme il ne nous importe guère, de nous intéresser à certaines catégories pathologiques qui travaillent la jeunesse camerounaise contemporaine⁴². Encore moins, de réfléchir à la dimension associative ou

³⁹ « (...) on peut tout aussi bien les percevoir comme une « influence émergente » que les considérer comme « submergés par le pouvoir » ; ils peuvent être cibles et victimes, exploités et abusés, mais ils peuvent tout aussi bien être combattants, activistes et entrepreneurs, ou encore rebelles, hors-la-loi et criminels. Souvent, ils combinent et occupent plusieurs de ces positions à la fois. Point de rencontre de multiples statuts, leur vie est complexe et ils parviennent à naviguer dans de nombreuses arènes sociales grâce à la variété de leurs comportements et de leurs statuts. », Filip de Boeck et Alcinda Honwana, op. cit, p. 5.

⁴⁰ En portant notamment le regard sur les jeunes de la rue par exemple. Ou encore, en interrogeant les « vagabonds », les « délinquants », et/ou toute la part de « déchets sociaux et/ou domestiques » qu'on y fait figurer.

⁴¹ Sur ce sujet, consulter le dossier de Politique Africaine, n° 82. Se tenir également informé du contenu des textes suivants : Alawadi et Honoré Mimché, « Sociologie d'un nouvel itinéraire d'accumulation et de promotion sociale chez les jeunes camerounais : le phénomène des « feymen », Inédit ; Christian Bios Nelem, « De la séduction médiatique à la mobilité transfrontalière : L'utilisation d'Internet par la femme camerounaise en question », in Revue Camerounaise de Sociologie et Anthropologie, Yaoundé, Vol. 4, n°1, Avril, 2007, pp. 57-81 ; Yves Alexandre Chouala, « L'entrepreneur feyman au Cameroun : les transformations de l'ethos de l'accumulation », Communication présentée au Colloque International de l'APAD sur « Les entrepreneurs en quête de normes », Yaoundé, 2005 ; Peter Geschiere et Piet Konings (sous la dir.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, ASC-Karthala, Paris, 1993 ; Ludovic Lado, « L'imagination africaine de l'Occident », in Etudes, Paris, Juillet-Aout, 2005, pp. 17-27 ; Eric Rosny (de), « L'Afrique des migrations : les échappées de la jeunesse de Douala », in Etudes, Paris, Tome 396, 2002, pp. 623-633.

⁴² Ce qui ne signifie pas que nous n'avons pas le droit d'évoquer cet aspect de la réalité. A titre d'illustration, voir Fred Eboko, « Pouvoirs, jeunesse et sida au Cameroun. Politique publique, dynamiques sociales et constructions des sujets », thèse pour le Doctorat en Science politique, sous la direction de Jean-

ludique de l'existence sociale des jeunes comme ont pu l'analyser, récemment, certains travaux⁴³.

Nous tournons également le dos, dans cette analyse, à l'optique qu'empruntent certaines études qui se sont uniquement données pour objectif d'évaluer la participation des jeunes à la vie politique nationale⁴⁴ ou encore, d'examiner le poids dont ils pèsent dans les processus démocratique et économique en cours dans la plupart des pays africains. Encore moins, de porter un regard « culpabilisateur » sur le secteur informel qui constitue une véritable niche d'emplois pour les jeunes qui y sont, du reste, surreprésentés. Ce, bien entendu, dans le but d'y évaluer la contribution que ce secteur apporte dans l'amélioration des conditions de vie de cette portion sociale. L'itinéraire que nous empruntons dans les lignes qui suivent s'oriente vers un axe qualitativement différent. L'échappée se veut plus sobre et moins saillante : interroger les jeunes qui se meuvent dans les espaces urbains camerounais en tant qu'acteurs producteurs d'un ordre urbain profondément marqué par une nouvelle culture en émergence qu'il s'agit de retrouver. De quoi est-il question exactement ?

La réalité sociale africaine a, jusqu'ici, fait l'objet d'intellectualisations diverses⁴⁵. Qu'il surgisse de l'intérieur ou qu'il soit exogène, le regard que posent les spécialistes des sciences sociales ne peut contourner certaines réalités. En procédant à une lecture cursive des principales productions intellectuelles africanistes qui réfléchissent aux aspects spécifiques au continent noir, l'on ne manque pas, en caricaturant quelque peu la réalité, d'observer une certaine permanence. Celle-ci se lit davantage au niveau institutionnel. Ici, ce qui surgit de certaines conversations avec quelques enquêtés, c'est que, « *ce sont les mêmes qui gèrent le pays depuis* ». Dans cette perspective, Faus, jeune cadre en service à la Cameroon

François Médard, Institut d'Études politiques de Bordeaux, Centre d'Étude d'Afrique Noire, Université de Montesquieu / Bordeaux IV, Décembre 2002.

⁴³ Patrick Awondo, « Loisir et socialité à Yaoundé. Contribution à une sociologie du ludique au Cameroun », Mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Yaoundé I, 2004. Du même auteur, « Loisir et mode au Cameroun. Analyse de la culture ludique à Yaoundé », mémoire de DEA en sociologie, Université de Yaoundé I, 2006. Le travail de Désiré Manirakiza, « Le sport-loisir au Cameroun. Analyse de la sociabilité dans le « deux-zéro » et le « bonbon » à Yaoundé », mémoire de DEA en sociologie, Université de Yaoundé I, 2009, Inédit, fournit également des indications utiles.

⁴⁴ Mohamed Njoya Mama, « Socialisation politique des jeunes et reproduction socio-culturelle au Cameroun : le rôle des partis politiques », mémoire de Maîtrise en sociologie, Année académique 1998-1999, Université de Yaoundé I, Inédit.

⁴⁵ L'essentiel des productions intellectuelles objectivées sur les réalités à l'œuvre au sein du continent noir, notamment dans le rapport que les sciences sociales, juridiques et institutionnelles entretiennent avec le devenir de l'Afrique prend la figure de l'africanisme politique. Sur le sens et la puissance de cette notion, mais aussi sur quelques enjeux, lire l'article de Valentin Nga Ndongo, « Les mensonges scientifiques du nouvel africanisme politique », in *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, Numéro Spécial, Actes des « Mercredis des Grandes Conférences » 2006-2007, pp. 71-90.*

Telecommunications (Camtel), 26 ans, que nous avons rencontré au campus de Nkolbisson de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (Ucac) déclare :

« Nous, nous sommes les enfants de l'ère Biya. Je suis né, j'ai trouvé Paul Biya. J'ai fréquenté jusqu'à obtenir ma maîtrise, il est toujours au pouvoir. Et maintenant, je travaille, il est toujours là. Je suis même sûr que quand j'aurais mes enfants, il sera toujours là. Finalement, c'est la mort qui va l'enlever. »⁴⁶

Cette situation n'est pas que l'apanage du Cameroun. Dans la plupart des Etats en Afrique, les gouvernements semblent inamovibles⁴⁷. Au niveau politique, il est difficile de ne pas remarquer le faible recyclage des élites politiques en Afrique qu'ont analysé récemment certains auteurs⁴⁸. Dans la même veine, les errements du processus de démocratisation⁴⁹, l'institutionnalisation de la corruption⁵⁰, la faillite du développement dont parle Ela⁵¹, les conflits nationalistes⁵², etc., ne peuvent être passés sous silence.

⁴⁶ Entretien non avoué réalisé le 03 avril 08. On pourrait tout aussi bien procéder au même constat en confrontant les propos que rapporte notre enquête à d'autres contextes africains.

⁴⁷ Pour une prise en charge de ces aspects, bien vouloir s'appropriier les textes parus dans *Les Cahiers de Mutations*, septembre 2007, Vol. 046. Ce numéro traite de la gérontocratisation de la vie politique au Cameroun. Dans la même veine, voir aussi le Vol. 058, Juin 2009 du même mensuel qui traite de « Ces chefs d'Etat qui s'accrochent au pouvoir ».

⁴⁸ Jean-Pascal Daloz (sous la dir.), *Le non-renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, CEAN/IEP, Paris, 1999.

⁴⁹ Pour un exemple d'une approche purement sociologique de cette question au niveau du Cameroun, et à titre purement indicatif, se reporter aux travaux de Joseph-Marie Zambo Belinga, « Quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun », in *Cahier d'Etudes Africaines*, n°XLIII (3), 171, 2003, pp. 573-589 ; « Les élections au Cameroun. Contribution à l'explication du vote dans les localités dites « acquises » au Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (Rdpc) et au Social Democratic Front (Sdf) », Thèse pour l'obtention du Doctorat d'Etat, Université de Yaoundé I, 2004. Lire aussi l'article du même auteur, « La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques. La violence comme phénomène électoral d'ici et d'ailleurs », in *Cahier d'Etudes Africaines*, XLVII (1), 185, 2007, pp. 29-63. Pour une revue de la littérature des travaux portant sur l'évaluation du processus de démocratisation en Afrique noire, parcourir le document rédigé par R. Buijtenhuijs et E. Rijnierse, *Démocratisation en Afrique au Sud du Sahara, 1989-1992*, un aperçu de la littérature, Research Report 1993/52, ASC, Leiden, 1993. Consulter également le contenu du CD-ROM intitulé *Démocratisation en Afrique subsaharienne, un aperçu de la littérature (1992-2002)*.

⁵⁰ Sur ce sujet, voir Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du monde d'en-bas*, L'Harmattan, Paris/Montréal, 1998. S'appropriier également le texte de Patrick Chabal et de Jean-Pascal Daloz, *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Economica, Paris, 1999, pp. 100-103.

⁵¹ Jean-Marc Ela, *Afrique : l'irruption des pauvres. Société contre Ingérence, Pouvoir et Argent*, L'Harmattan, Paris, 1994.

⁵² L'Afrique est aujourd'hui travaillée par une pluralité de conflits qui épousent une coloration « nationaliste ». Dans une perspective géostratégique, considérer avec attention ce qui se joue dans la région des grands lacs. L'observateur curieux pourra également étendre son regard à d'autres écosystèmes sociaux à l'instar du Soudan, ou encore du Tchad.

L'observateur peu attentif aux dynamiques à l'œuvre dans ces sociétés « *aux repères ambigus* » pour emprunter une catégorie de Zambo Belinga⁵³, a tôt fait, à la vue de ces phénomènes, de conclure à une sorte d'immobilisme tous azimuts. De ce point de vue, le devenir historique de l'Afrique semble « chaotique »⁵⁴. Avec ce regard « empreint de superficialité »⁵⁵ et d'afro-pessimisme⁵⁶, il ne manque pas, de façon consciente ou inconsciente, de réactualiser – comme si elle s'était éteinte un jour – une certaine lecture ethno-anthropologique qui a, jadis, maladroitement qualifié les sociétés non occidentales de « timides », « froides »⁵⁷.

Pour le sociologue qui scrute avec application ce qui se joue sur le sol africain, il est difficile de corroborer ces analyses qui, il faut le relever, présentent, souvent, un caractère excessif et pèchent par un préjugé défavorable à l'Afrique ; lequel rejaillit fortement à travers leurs références empiriques. En procédant à la manière de Gurvitch, c'est-à-dire en adoptant un regard en « profondeur »⁵⁸, au niveau politique, on se rend compte que les choses, les réalités et les pratiques changent. Certes, on peut nous rétorquer, non sans raison, que les acteurs politiques majeurs ne changent pas. Mais, on ne saurait, sans mutiler les faits, avancer l'idée que les choses ne changent pas du tout. Elles changent, peut-être à pas de tortue, mais elles changent⁵⁹.

⁵³ Joseph-Marie Zambo Belinga, « Une société aux repères ambigus », *The African anthropologist*, Dakar, Codesria, Vol. 10, n°1, 2003, pp. 23-37.

⁵⁴ L'historien et politicologue camerounais Achille Mbembé, pour nommer le temps sociologique dans lequel l'Afrique contemporaine est sommée d'exercer son historicité parle d'un contexte de « pluralité chaotique ». Pour qui veut aller plus loin sur les significations que l'auteur assigne à ce concept, cf. *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Karthala, Paris, 1988, Coll. « Chrétiens en liberté », passim.

⁵⁵ Pour une recension de ces points de vue, voir le livre de Marcel-Duclos Efofodebe, *L'Afrique survivra aux afro-pessimistes. Lettre ouverte à un « ami » de l'Afrique (et à quelques autres)*, L'Harmattan, Paris, 2007.

⁵⁶ Lire Richard Omgba, *L'image de l'Afrique dans les littératures coloniales et post-coloniales*, Yaoundé, L'Harmattan, 2008.

⁵⁷ Sur les préjugés véhiculés sur l'Afrique on pourra se référer, sur le plan philosophique, aux idées défendues par Hegel, cf. *La raison dans l'histoire*, 10/18, Paris 1965. Du même auteur et sur les mêmes thèses, voir *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, Vrin, Paris, 1998. En anthropologie, Lévy-Bruhl, cf. *La mentalité primitive*, PUF, Paris, 1922 ; *Le Surnaturel et la nature dans la mentalité primitive*, PUF, Paris, 1963 et Lévi-Strauss, cf. *La pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962, nous fournissent une version suffisamment expressive de ce regard.

⁵⁸ Georges Gurvitch, *La vocation actuelle de la sociologie*, PUF, Paris, 1950.

⁵⁹ Dans quel sens, c'est là un autre débat. Sur l'importance du changement dans les sociétés politiques africaines, feuilleter, parmi tant d'autres, les travaux pionniers de Georges Balandier. Cf. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*, PUF, Paris, 1955 ; *Sociologie des Brazzavilles noires*, A. Colin, Paris, 1985 (nouvelle édition augmentée, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1^{ère} éd. 1955) ; *Anthropologie politique*, PUF, Paris, 1967 ; *Sens et Puissance. Les dynamiques sociales*, PUF, Paris, 1986 (1^{ère} éd. 1971), *Anthropo-logiques*, PUF, Paris, 1985 (1^{ère} éd. 1974). Voir aussi le livre publié sous la direction de Luc Sindjoun, *La révolution passive au Cameroun*, Dakar, Codesria, 1999.

En marge de cette Afrique institutionnelle sur laquelle la plupart des analystes portent leur attention, à côté des gens « d'en-haut », « *au-delà de l'Afrique des émotions et des larmes, de l'Afrique tragique et comique* »⁶⁰, on observe, depuis la fin des années 1980, l'émergence de ce que l'économiste français Serge Latouche appelle *L'autre Afrique*⁶¹. Cette Afrique là, c'est celle des « oubliés », des gens « sans-importance », composée d'hommes et de femmes qui « veulent vivre même à contresens », qui « se battent pour vivre malgré les temps qui sont de plus en plus difficiles »⁶². Dans cette « autre Afrique » sur laquelle le sociologue Jean-Marc Ela concentre son regard, les jeunes occupent une place de choix. Ils constituent un site à partir duquel on peut lire les *innovations sociales* et la *renaissance de l'Afrique noire*, pour reprendre le titre d'un ouvrage du même auteur⁶³.

Dans le cadre de cette discussion, il s'agit pour nous de nous associer à un dessein épistémologique qui consiste, à partir du contexte camerounais, à élaborer une sociologie de la proximité. Celle-ci oriente la priorité de son attention sur la banalité de la vie de tous les jours. Sur les menus faits produits par les acteurs dans la vie quotidienne et qui sont « *boudés par la recherche technocratique* »⁶⁴, « *laissés-pour compte de l'investigation sociologique et qui pourtant constituent l'essentiel de la trame sociale* »⁶⁵.

De façon plus précise, il est question pour nous, dans le présent travail, de « *rejoindre les jeunes en dehors des lieux de la déviance et de la marginalité sociale où l'on tend à les enfermer* »⁶⁶ pour retrouver comment, à travers leurs manières de parler, de contester, de danser, de chanter, de rire, de créer, etc., ils peuvent être appréhendés comme les inventeurs d'une véritable culture en gestation. En d'autres termes, il s'agit, en considérant les formes d'expression, les idiomes lexicaux, les images et les chansons, les paroles de dérision ou les attitudes, les productions humoristiques et cinématographiques qui se font jour dans les lieux urbains au Cameroun, de mettre au jour certains éléments culturels qui mettent en question la

⁶⁰ Luc Sindjoun, *Sociologie des relations internationales africaines*, Karthala, Paris, 2002.

⁶¹ Serge Latouche, *L'Autre Afrique. Entre don et marché*, Albin-Michel, Paris, 1998. Pour une lecture qui adopte le même type de regard, lire Anne-Cécile Robert, *L'Afrique au secours de l'Occident*, Les Editions de l'Atelier/Les Editions Ouvrières, Paris, 2006. Voir sur le même sujet Enda Graf Sahel, *Une Afrique qui s'invente. Recherches populaires et apprentissages de la démocratie*, Karthala et Enda Graf Sahel, Paris, 2001.

⁶² Ainsi que l'attestent les émeutes « contre la vie chère » survenues au mois de février 2008 au Cameroun. Sur quelques décisions en rapport avec l'amélioration du pouvoir d'achat et l'amélioration de l'emploi au Cameroun prises par le président de la République du même pays, consulter *Cameroon Tribune* n° 9054-5253 du lundi 10 mars 2008.

⁶³ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire*, op. cit., 1998.

⁶⁴ Ibidem, p. 25.

⁶⁵ Michel Maffesoli, *La conquête du présent. Pour une sociologie de la vie quotidienne*, PUF, Paris, 1979, p. 21.

⁶⁶ Anne-Sidonie Zoa, op. cit., p. 236.

prétendue passivité ou la résignation des jeunes à l'égard d'un système socio-politique qui les marginalise⁶⁷. Notre recherche s'inscrit ainsi dans une trajectoire de recherche assez novatrice dans la mesure où,

« Alors que la plupart des écrits antérieurs sur l'enfance et la jeunesse se sont concentrés sur les questions de socialisation, d'éducation ou de développement, et ont eu tendance à dresser des portraits de jeunes comme produits de l'activité des adultes, les travaux plus récents s'intéressent davantage au rôle des jeunes dans le modelage des processus sociaux, politiques et économiques. De plus en plus, l'attention se tourne vers la production d'une « culture des jeunes » par les adolescents eux-mêmes⁶⁸ ; l'accent est mis sur les capacités de rébellion, d'opposition, de résistance ou de contre-hégémonie des jeunes. »⁶⁹

En optant, comme nous prétendons le faire, de nous « mettre à l'écoute des jeunes afin d'apprendre comment ils se voient eux-mêmes »⁷⁰, en nous assignant pour objectif de « découvrir le regard qu'ils portent sur leur propre situation et la société qui les entoure », en choisissant d'orienter nos analyses vers la saisie « des représentations et des valeurs qui orientent leurs comportements et leurs attitudes au quotidien »⁷¹, il s'agit, pour nous, d'apporter une modeste contribution dont l'objectif est de désenclaver le monde des jeunes en nous intéressant, davantage, à ce qui fait sens aujourd'hui pour ces acteurs urbains au Cameroun. En d'autres mots, il est question de retrouver les jeunes dans leurs centres d'intérêts, dans leurs attractions, dans leurs préoccupations pour essayer de pénétrer la « culture juvénile » qui s'y élabore. Car, malgré le peu de considération qu'on leur porte, « beaucoup de jeunes gens sont engagés en Afrique dans des activités sociales, politiques, culturelles et économiques multiples ; ils démontrent une créativité débordante en se forgeant une vie propre dans un climat de conflit et d'instabilité sociale. »⁷²

⁶⁷ Sur ce sujet, voir *Les Cahiers de Mutations*, op. cit., consacré à la gérontocratie gouvernante en poste au Cameroun. Lire également l'article d'Alain Didier Olinga, « L'intelligence de l'inertie », in *Patrimoine* n°0064, Février 2006, pp. 12-13.

⁶⁸ Voir l'important volume dirigé par V. Amit-Talai et H. Wulff (eds), *Youth Cultures. A Cross-cultural Perspective*, op. cit. Pour des exemples récents d'études sur les « cultures des jeunes », voir A. Ross et T. Rose (eds), *Microphone Fiends. Youth Music and Youth Culture*, New York & Londres, Routledge, 1994; H. Pilkington, *Russia's Youth and its Culture : a Nation's Constructors and Constructed*, Londres, Routledge, 1994; T. Skelton et G. Valentine, *Cool Places. Geographies of Youth Cultures*, Londres, Routledge, 1998.

⁶⁹ Filip de Boeck et Alcinda Honwana, op. cit., p. 7.

⁷⁰ Anne-Sidonie Zoa, op. cit., p. 235.

⁷¹ Idem.

⁷² Filip de Boeck et Alcinda Honwana, op. cit., p. 7.

Cette étude entend rendre compte de cet investissement et de cette créativité dans l'adversité. L'entreprise est osée. Faut-il le redire, notre approche est motivée par l'assurance qu'il importe de ne pas dédaigner le « monde d'en-bas » qui est un site pertinent où l'on peut observer l'Afrique en mouvement aujourd'hui⁷³.

« Une Afrique qui, souligne Leka, en marge des grands discours prophétiques sur son effondrement, ses crises, la corruption, toutes catégories pathologiques par excellence, (dont la fixation et l'obsession à en parler trouvent leur source dans un imaginaire afro-pessimiste) construit un être-ensemble urbain obéissant à des formes de transactions informelles et neuves malmenant la civilité officielle mais qui justifie la perdurance sociale. »⁷⁴

La question peut, cependant, nous être posée de savoir quelles sont les raisons qui nous ont déterminé à focaliser notre réflexion sur les jeunes en tant qu'acteur social. Nous avons déjà exposé certaines informations qui peuvent être convoquées en guise de réponses à cette interrogation en nous attelant à montrer que le continent noir en général, et le Cameroun en particulier, est aujourd'hui peuplé, dans son immense majorité, par une population essentiellement jeune et urbaine. Or, paradoxalement, comme nous l'avons relevé, cette catégorie sociale, sur laquelle repose, pourtant, l'avenir du pays, n'est pas au centre des attentions des recherches locales. En effet, ainsi que le précisent Filip De Boeck et Alcinda Honwana,

« Jusqu'à présent, les réponses, les voix, les craintes et les aspirations de ces générations n'ont pas été, semble-t-il, suffisamment entendues. En réalité, nous ne savons que très peu de choses sur ces jeunes : ils restent souvent, et pas seulement en Afrique, nos « autres silences », nos enfants terribles sans voix⁷⁵. Et lorsqu'on la leur donne, elle est le plus souvent construite de l'extérieur, perçue d'en haut, comme un « problème » ou comme une « génération perdue⁷⁶ ». Quand leurs voix ne sont pas passées sous silence, elles ne sont jamais exprimées sans contrainte. »⁷⁷

⁷³ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire.*, op. cit.

⁷⁴ Dieudonné Armand Félix Leka Essomba, « Urbanité et civilité au Cameroun. Analyse des formes de socialité dans la rue à Yaoundé », Mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Yaoundé, Inédit, 2004, p. 11.

⁷⁵ V. Caputo, "Anthropology's silent "others": a consideration of some conceptual and methodological issues for the study of youth and children's culture", in V. Amit-Talai et H. Wulff (eds), *Youth Cultures. A Cross-cultural Perspective*, Londres, Routledge, 1995; L. A. Hirsfield, "L'enfant terrible. Anthropology and its aversion to children", *Etnofoor*, 12 (1), 1999, pp. 5-26.

⁷⁶ D. Cruise O'Brien, "A lost generation. Youth identity and state decay in West Africa", in R. Werbner et T. Ranger (eds), *Postcolonial Identities in Africa*, Zed Books, Londres, , 1996, pp. 55-74.

⁷⁷ Filip de Boeck et Alcinda Honwana, op. cit., p. 7.

Il y a là matière à interrogation car, ainsi que le fait observer Nga Ndong, l'analyse de l'univers des jeunes,

« (...) dans un pays africain, présente, au moins, un (...) intérêt. Il s'agit (...) en effet, de la jeunesse, catégorie sociale la plus importante numériquement et généralement considérée comme le « fer de lance » de la nation mais qui apparaît également comme la cellule la plus psychologiquement délicate et fragile du tissu social. »⁷⁸

Pour ces raisons, mais surtout, parce qu' « ils représentent un terrain d'observation permettant de découvrir les dynamiques culturelles qui s'élaborent dans les villes africaines où de nombreux jeunes sont écartelés entre la famille, l'école et la rue (...) »⁷⁹, il nous semble intéressant de concentrer notre attention sur le segment social que constitue les jeunes. Assurément, l'intérêt porté sur les jeunes peut aider à mieux comprendre comment se déploie l'imagination et l'action de la jeunesse camerounaise « en crise ». D'autre part, les jeunes nous paraissent également être une entrée en matière intéressante « dans la mesure où ils constituent un véritable laboratoire des innovations culturelles et symboliques qui témoignent du potentiel de créativité des jeunes en Afrique. »⁸⁰

Dans le cadre de la présente recherche, les jeunes sont considérés comme des « forces sociales émergentes ». Nous voulons rendre compte des manières de faire à travers lesquelles ils construisent la société camerounaise, tout en étant construits par celle-ci. Tout au long de cet exercice intellectuel qui vise précisément à rendre compte de la créativité et des dynamiques culturelles qui se donnent à voir auprès des jeunes des principales cités urbaines camerounaises, il est question de savoir de quelle manière, en prenant comme matière d'analyse les chansons, les gestes, les signes, les agissements, les actes et les comportements qui constituent quelques modalités d'expression de leur langage, les jeunes sont en train de mettre sur pied des formes de vie sociale qui, en milieu urbain, participent d'une nouvelle culture en gestation. Il s'agit aussi d'examiner la condition des jeunes au Cameroun, c'est-à-dire de situer, à grands traits, l'environnement économique, social et politique au sein duquel la jeunesse camerounaise contemporaine est sommée d'exercer son historicité, en montrant en

⁷⁸ Valentin Nga Ndong, « La jeunesse camerounaise face aux médias, une aventure ambiguë », in Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Série Sciences Humaines, Volume 3 N°1 – Janvier 1987, p. 29.

⁷⁹ Anne-Sidonie Zoa, *art. cit.*, p. 237.

⁸⁰ Idem.

quoi il (l'environnement) leur impose des contraintes et délimite les moyens dont-ils disposent. En dehors de ces centres d'intérêt, notre travail, dans cette recherche, consistera, en considérant certaines manières de parler, de chanter, de danser et de se divertir, à montrer qu'elles font partie de la culture qui se donne à voir dans les principales villes camerounaises, et à travers lesquelles, il est possible de découvrir, chez les jeunes, une autre manière de voir le monde, de nouvelles formes d'affirmation de l'identité culturelle et d'autres modes de contestation politique occultes. Le tout permettant de comprendre les nouvelles dynamiques culturelles qui manifestent la vitalité des jeunes dans les villes au Cameroun.

Ce travail se donne aussi pour objectif de mettre en évidence la réalité selon laquelle, en considérant avec attention ces aspects de la vie des jeunes, il est possible de défendre l'idée qu'on assiste à l'émergence d'une nouvelle culture de la participation à la vie politique à travers laquelle la jeunesse camerounaise affirme sa rupture avec les aînés et le pouvoir. Il se propose de dire également, dans quelle mesure, on peut lire, en questionnant ces manières de faire des jeunes, la matérialisation des ambitions d'une jeunesse camerounaise qui refuse toute mise à l'écart en s'efforçant de trouver sa place dans une nouvelle configuration des choses à laquelle elle ambitionne. A partir de là, le dessein que nous prétendons poursuivre tout au long de cette réflexion s'ordonne autour des interrogations qui suivent.

III – QUESTIONS DE RECHERCHE

Quatre interrogations constituent la lame de fond de ce travail. Nous en distinguons une principale et trois autres qui lui sont subsidiaires.

1. Question principale

En dépassant les images réductrices et négatives, qui affirment la passivité des jeunes à l'égard d'un système socio-politique qui les marginalise et qui présentent la jeunesse camerounaise en la confinant dans les paradigmes de la délinquance et de la maladie, n'est-il pas possible, en s'efforçant de considérer certaines manières de faire que les jeunes développent dans les milieux urbains au Cameroun, de retrouver une autre physionomie de la jeunesse ?

2. Questions secondaires

Q.S.1. Eu égard à ce qu'ils expérimentent dans leurs trajectoires existentielles quotidiennes, comment peut-on caractériser l'environnement socio-économique dans lequel les jeunes sont appelés à se mouvoir au Cameroun dans notre contemporanéité ?

Q.S.2. Dans quelle mesure est-il pertinent de lire les jeunes générations contemporaines comme étant des « catégories en difficulté » ?

Q.S.3. En prenant pour matière d'analyse la créativité qui s'extériorise à travers le choix de s'investir dans des activités économiques informelles, l'émergence de certaines productions culturelles qui se donnent de plus en plus à voir à Yaoundé, mais également le fait de pratiquer le *camfranglais*, ne peut-on pas y déceler, chez les jeunes, une autre manière de voir le monde ?

Ces questions s'articulent autour d'une saisie en profondeur du quotidien et de l'actuel qui travaillent l'existence de plusieurs jeunes. Elles rejoignent également les nouvelles problématiques que nous recommandent certaines figures de la sociologie contemporaine et qui s'organisent autour d'une « anthropologie du proche » et d'une sociologie qui, selon le mot de Joubert et Marchandet⁸¹, s'efforce de retrouver « le social dans tous ses états ».

IV – HYPOTHÈSES

Pour répondre aux quatre interrogations que nous avons formulées en amont, nous avons défini une hypothèse générale et trois hypothèses secondaires.

1. Hypothèse générale

En s'efforçant de porter son regard loin des simplifications abusives et négatives qui confinent la jeunesse camerounaise dans les catégories de la délinquance et de la maladie, les jeunes apparaissent comme des acteurs qui sont au départ d'une nouvelle culture urbaine. Celle-ci est décelable au travers de certaines formes d'expressions qui mettent en question leur prétendue résignation à l'égard d'un système socio-politique qui les marginalise.

⁸¹ Joubert, Sylvie et Eric Marchandet, *Le social dans tous ses états*, Actes du colloque « Etape 89 (extraits) », Paris, L'Harmattan, 1990, Coll. « Dossiers sciences humaines et sociales ».

2. Hypothèses secondaires

H.1. En examinant, au plan économique, l'ampleur du chômage et l'investissement des jeunes dans le secteur informel, mais aussi, au plan social, les difficultés protéiformes que rencontrent cette catégorie d'acteurs, on se rend compte que l'environnement socio-économique dans lequel se meuvent les jeunes camerounais dans notre contemporanéité est marqué du sceau d'une conjoncture qui impose de nombreuses contraintes et délimite les moyens.

H.2. La sous-représentativité des jeunes à des positions de pouvoir privilégiées dont est symptomatique le faible renouvellement des élites politiques et la faible intégration socio-économique de cette catégorie sociale sont les principales portes d'entrée à partir desquelles il est pertinent de lire la jeunesse camerounaise contemporaine comme une « génération en difficulté » contrairement aux générations « dorées ».

H.3. A travers une analyse attentive des activités économiques informelles dans lesquelles s'investissent de nombreuses catégories de jeunes, de l'émergence du rap, des graffitis, de certaines productions humoristiques, mais aussi, de l'usage du *camfranglais* en tant que support langagier, on décèle, chez les jeunes citadins, une autre manière de voir le monde et d'autres modes de contestation politique.

V – MÉTHODOLOGIE

L'armature méthodologique retenue pour effectuer ce travail d'analyse précise les approches théoriques, ainsi que le cadre de l'étude, les méthodes de collecte des données et la définition de notre échantillon de recherche.

1– Cadre théorique

Nous avons retenu trois principales familles de pensée comme grille interprétative et argumentative. Il s'agit principalement de la sociologie du quotidien, de la sociologie générative, et du paradigme des logiques d'action. Chacune de ses théories nous a aidé à donné une cohérence conceptualisée aux faits que nous avons fait parler ici.

1-1- La sociologie du quotidien

Dans le vocabulaire sociologique, l'expression « *vie quotidienne* » est utilisée pour faire référence à l'« *analyse de la manière dont la vie courante s'organise en fonction des conditions temporelles, cognitives, sociales et relationnelles* »⁸².

Ainsi que cela apparaît dans cette définition sommaire, la sociologie de la vie quotidienne s'intéresse surtout à la « *manière dont les individus mènent leur existence au jour le jour* », « *aux temporalités qui organisent la vie sociale* », aux « *modes de réalisation des unités sociales* », aux « *façons dont les individus s'associent* »⁸³. Claude Javeau ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit : « (...) *la sociologie de la vie quotidienne prend pour objets les manifestations brutes de l'activité humaine, telles qu'elles apparaissent de manière régulière et jour après jour au sein des divers groupes, majoritaires ou non, dans une société donnée* »⁸⁴. En focalisant notre attention sur les manières de parler, de danser, de chanter et de rire des jeunes et qui se dynamisent dans le paysage urbain de Yaoundé, il nous faut traquer ce qui se camoufle derrière les apparences, le donné immédiat, pour mieux cerner l'ensemble d'images et de représentations qui sous-tendent les manières de faire des jeunes.

En d'autres mots, ce dont il est question, c'est de scruter et d'examiner comment, à partir d'une analyse minutieuse de certaines manières de faire, de penser et de sentir des jeunes, il est possible d'« *aller les trouver dans leurs lieux d'existence* »⁸⁵ afin de dévoiler quelques détails « *d'une archéologie* » de leur « *mental* »⁸⁶. « *Car, face à l'incapacité de l'Etat postcolonial qui plonge l'Afrique dans une crise indéniable, l'inventivité dont témoignent les acteurs « d'en-bas » semble redonner à la banalité de la vie quotidienne une importance heuristique.* »⁸⁷

A travers cette voie d'approche, il convient véritablement de cerner l'intérêt d'une étude sociologique des modes de vie des jeunes qui nous paraît constituer un axe majeur de la sociologie de l'imaginaire dans le contexte africain. Cette conviction est renforcée si l'on s'accorde avec Zoa que : « *les manières de parler, de s'habiller et de danser (...) sont des*

⁸² Patrick Watier, « *Vie quotidienne* », in André Akoun et Pierre Ansart (sous la dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert/Seuil, Paris 1999, p. 562.

⁸³ Idem.

⁸⁴ Claude Javeau, *La société au jour le jour*, Le Renouveau, Bruxelles, 1981, p. 24.

⁸⁵ Jean-Marc Ela, *Ma foi d'Africain*, op.cit.

⁸⁶ G. Bertolini, *Le marché des ordures : économie et gestion des déchets ménagers*, L'Harmattan, Paris, 1990, p. 8.

⁸⁷ Yao Assogba, Jean-Marc Ela. *Le sociologue et théologien en boubou*, L'Harmattan, Paris, 1999, p. 96.

faits de société par lesquels les jeunes citadins s'affirment comme un groupe spécifique auquel on reconnaît des traits communs »⁸⁸.

Pour rendre compte de ces comportements, il est utile d'aborder des interrogations de fond qui échappent à de nombreux observateurs. Quelques-unes d'entre-elles sont les suivantes : Quels signifiants et quels enjeux se dissimulent à l'arrière-plan de l'« évidente platitude » des manières de parler, de danser ou encore, de se divertir ? Si l'on considère qu'à partir des ces « menus faits », il est possible de lire la réalité d'une société, ne faut-il pas lever le voile, ou s'efforcer de prendre à rebours ces phénomènes ?

En admettant que « le métier de sociologue » commande également de découvrir sa source d'inspiration dans l'attention portée vis-à-vis des objets qui meublent la vie de tous les jours, l'observation des modes de vie et des attitudes que développent les jeunes dans les villes africaines n'oblige-t-elle pas à opter pour une démarche qui a à cœur « de réhabiliter le quotidien »⁸⁹, l'ordinaire ? Si, ainsi que nous le pensons, tel est le cas, rappelons qu'une pareille analyse se situe dans le droit fil des préoccupations chères entre autre à : Lefèbvre⁹⁰, Javeau⁹¹, De Certeau⁹², Goffman⁹³, Maffesoli⁹⁴, Kaufmann⁹⁵, Schütz⁹⁶, Simmel⁹⁷ et, dans le contexte africain, Ela⁹⁸. Pour Lefèbvre en effet :

« La critique de la vie quotidienne implique donc des conceptions et des appréciations à l'échelle de l'ensemble social. [...], cette méthode, qui aboutit à des propositions concernant la globalité sociale s'oppose évidemment à l'empirisme, au recueil interminable de faits ou de prétendus faits. [...] S'agissant du quotidien, il s'agit donc de caractériser

⁸⁸ Anne-Sidonie Zoa, art. cit, p. 239.

⁸⁹ Anne-Sidonie Zoa, *Les ordures à Yaoundé. Urbanisation, environnement et politique au Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 1995, p. 20.

⁹⁰ Henri Lefèbvre, *Critique de la vie quotidienne. 2. Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, L'Arche, Paris, 1961.

⁹¹ Claude Javeau, *La société au jour le jour*, Le Renouveau, Bruxelles, 1991 ; *Prendre le futile au sérieux – Microsociologie des rituels de la vie courante*, Cerf, Paris, 1998, Coll. « Humanités » ; *Sociologie de la vie quotidienne*, PUF, Paris, 2003, Coll. « Que sais-je ? ».

⁹² Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, UGE, Paris, 1980.

⁹³ Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Les Editions de Minuit, Paris, 1991.

⁹⁴ Michel Maffesoli, *La conquête du présent. Pour une sociologie de la vie quotidienne*, PUF, Paris, 1979.

⁹⁵ Jean Claude Kaufmann, *La trame conjugale*, Nathan, Paris, 1992.

⁹⁶ Alfred Schütz, *Le chercheur et le quotidien*, Méridiens-Klincksieck, Paris, 1987.

⁹⁷ Georg Simmel, « *La sociabilité et la sociologie des sens* », in *Sociologie et Epistémologie*, Paris, PUF, 1989. Du même auteur, voir aussi, « *La mode et la coquetterie* », in *Philosophie de la modernité*, Paris, Payot. T. 1., 1989 ; « *Le problème de la sociologie* » et « *Digression sur la fidélité et la gratitude* », in Georg Simmel et les sciences humaines, Méridiens-Klincksieck, Paris, 1992.

⁹⁸ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*, L'Harmattan, Paris, 1994.

la société où nous vivons, qui engendre la quotidienneté (et la modernité). Il s'agit de la définir, de définir ses changements et ses perspectives, en retenant parmi les faits apparemment insignifiants quelque chose d'essentiel, en ordonnant les faits. Non seulement la quotidienneté est un concept, mais on peut prendre ce concept comme fil conducteur pour connaître « la société » et cela en situant le quotidien dans le global : l'Etat, la technique et la technicité, la culture (ou la décomposition de la culture) etc. Tel est à notre avis la démarche la plus rationnelle pour saisir notre société en la pénétrant ... »⁹⁹

Cette clé d'intelligibilité sociologique de la réalité sociale nous conduit à nous approprier l'approche de Michel de Certeau qui, dans le prolongement de Lefèbvre, redonne, lui aussi, toute sa valeur au quotidien, à l'ordinaire. D'après cet historien et anthropologue français, les pratiques quotidiennes « relèvent d'un vaste ensemble, difficile à délimiter et qu'à titre provisoire, on peut désigner comme celui des procédures. Ce sont des schémas d'opérations, et des manipulations techniques. »¹⁰⁰

Outre cela, le même auteur renforce avec davantage de précision l'opportunité de « réapprendre des opérations communes » afin « de lire et écrire la culture ordinaire »¹⁰¹. Dans cette perspective, pour saisir les nouvelles formes d'affirmation de l'identité culturelle des jeunes qui sont en éclosion dans les cités urbaines camerounaises, il importe de prendre en considération les actions quotidiennes et banales de parler, de danser, de rire, etc.

Etant entendu que « le quotidien s'invente avec mille manières de braconner », appréhender celui-ci signifie aussi « analyser le social et le culturel à travers les façons de se déployer dans l'espace et dans le temps ». En s'inscrivant dans une trajectoire similaire, Giard et Mayol¹⁰², refusent d'exclure les objets ordinaires du champ de production de la connaissance. Dans leur étude¹⁰³, ces derniers sont plutôt considérés comme des objets d'analyse scientifique à travers lesquels il devient possible de mettre en valeur le banal, l'ordinaire, le quotidien.

Il faut le souligner avec vigueur, ce projet qui s'intéresse au « quotidien » et au « présent » qui interpellent les anthropologues et les sociologues aujourd'hui¹⁰⁴ s'insère dans

⁹⁹ Henri Lefèbvre, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Vol. I, Gallimard, Paris, 1958, pp. 58-59.

¹⁰⁰ Michel De Certeau, *Arts de faire, l'invention du quotidien*, Vol. I, Paris, 10/18, 1980, p. 97.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 7.

¹⁰² L. Giard et P. Mayol, *Habiter, cuisiner, l'invention du quotidien*, Vol. II, 10/18, Paris, 1980.

¹⁰³ *Idem.*

¹⁰⁴ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit, p. 11.

une problématique plus vaste. En effet, « l'amorce d'une ethnologie du contemporain » et d'une « socio-anthropologie de la proximité » participe de ce que Zoa appelle « *une esquisse de décloisonnement entre les disciplines dans la mesure où l'on veut retrouver l'homme et la société dans leurs manières de faire, dire, vivre, habiter, cuisiner, communiquer, croire (...)* » et, de façon précise dans ce travail, dans les manières de parler, de s'habiller et de danser.

Pour faire ressortir le bien-fondé de notre analyse et préciser l'enjeu de son approche, il est utile de ne pas perdre de vue les changements qui sont en train de s'opérer dans les sciences qui ont pour objet l'étude des sociétés humaines. Les propos ci-après de Gérald Althabe nous instruisent sur ces mutations. En effet :

« Il y a, écrit-il, une incontestable percée de l'ethnologie dans les champs des sciences sociales. Elle est appelée avec insistance à participer à la compréhension du présent de notre société [...] cette utilisation de l'ethnologie doit être resituée dans le déplacement touchant les sciences sociales : d'une part, le quotidien, le micro-social, le privé, l'individu et ses pratiques forment un domaine qui est de plus en plus désigné comme le lieu central où la recherche doit s'exercer ; ses frontières sont floues, ses dénominations variées ; d'autre part, la rencontre avec les sujets est considérée comme un moment essentiel de la production de la connaissance : leurs pratiques et leurs discours sont désormais pris au sérieux, en opposition aux orientations structuralistes de la période précédente qui les avaient totalement disqualifiés »¹⁰⁵.

Cette nécessaire « discontinuité »¹⁰⁶ épistémologique trouve davantage un terrain favorable dans le continent noir où, pendant longtemps :

« Les anthropologues et les sociologues se sont bornés (...) à intégrer à leur analyse la mise en rapport direct de la culture du colonisateur et des cultures autochtones. Avec les

¹⁰⁵ *L'Etat des sciences sociales en France*, La découverte, Paris, 1986, p. 119.

¹⁰⁶ Voir L'introduction de l'ouvrage de Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Gallimard, Paris, 1969, pp. 9-28. Sur la pertinence d'une telle démarche et toujours sur un plan épistémologique, consulter également les contributions de Karl Popper, *La logique de la découverte scientifique*, Bibliothèque scientifique Payot, Paris, 1973 ; Paul Feyerabend, *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Seuil, Paris, 1979 ; Thomas Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris, 1970. Pour une vue d'ensemble, on sera attentif au texte d'Alan Chalmers, *Qu'est-ce que la science ? Popper, Kuhn, Lakatos, Feyerabend*, La Découverte, Paris, 1982. On retrouve les mêmes intentions dans le projet que se propose de conduire Jean-Marc Ela lorsqu'il appelle de tous ses vœux une « épistémologie de la transgression ». Sur le point de vue de cet auteur, bien vouloir lire *L'Afrique à l'ère du savoir : science, société et pouvoir*, L'Harmattan, Paris, 2006. Cf. aussi les ouvrages suivants du même auteur : *Recherche scientifique et crise de la rationalité*, Livre I, L'Harmattan, Paris, 2007 ; *Les cultures africaines dans le champ de la rationalité scientifique*, Livre II, L'Harmattan, Paris, 2007 ; *La recherche africaine face au défi de l'excellence scientifique*, Livre III, L'Harmattan, Paris, 2007.

processus migratoires et la croissance urbaine, il faudra désormais prendre en compte la multiplicité des cultures autochtones qui se rencontrent dans les quartiers où les relations de voisinage ont un impact symbolique, au-delà des conflits ou des possibilités d'échanges. »¹⁰⁷

Or, à bien observer l'Afrique contemporaine, des changements en profondeur se jouent qui méritent l'attention du sociologue :

« Les problèmes de la migration en ville, de la structure de la famille et des nouveaux statuts de la femme, la vie associative et les formes de rapport au religieux peuvent être abordés dans un cadre où la vie de relation, les loisirs, les habitudes alimentaires, l'usage vestimentaire, le choix du mobilier doivent être inventoriés. Peut-être, un bar dancing constitue un véritable observatoire où l'on apprend à découvrir une société au quotidien. (...) . Il est intéressant de pénétrer dans les arrière-cours de cette société qui, au-delà de son visage officiel, cache une réalité plus profonde. Cette situation oblige l'anthropologue et le sociologue africain à opérer une sorte de « déplacement » qui l'amène à sortir l'exotique des brumes de l'imaginaire et des conflits de la praxis coloniale. »¹⁰⁸

Etant donné ce déplacement qui apparaît à bien des égards comme un impératif à la recherche en sciences sociales,

« pour le chercheur africain en sciences sociales il s'agit de percevoir, autour de nous, une autre façon d'être humain. Il nous faut voir ce qui travaille le corps, l'espace, le temps, les individus et les groupes. Tous ces processus qui structurent la quotidienneté des Africains doivent être mis à jour, ainsi que les traits qui constituent la toile de fond sur laquelle se détache ce qui, en apparence, change et donne l'illusion d'être l'essentiel. Notre regard doit porter sur ce qui constitue la réalité et relève de l'ordre de notre quotidien tel qu'il est travaillé en profondeur par des processus qui échappent à notre prise de conscience et auxquels notre vie est soumise à travers des modalités diverses. »¹⁰⁹

Plus précisément, il s'agit pour nous :

« D'apprendre à penser la banalité qui est un ensemble de signes dans lequel se trouve la réalité de l'homme et de la société [...]. Si le banal se caractérise par ce qui passe inaperçu, ce qui est négligé, délaissé et objet de mépris, il est

¹⁰⁷ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op.cit, p. 33.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 33.

¹⁰⁹ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op.cit, p. 32.

*aussi un évènement accessible à qui sait le regarder. De ce point de vue, penser la banalité est une pratique qui se veut une tâche fondamentale à la compréhension de l'Afrique contemporaine. »*¹¹⁰

En empruntant cet itinéraire analytique, nous rejoignons la société urbaine à travers les manières de faire que produisent les jeunes et qui nous paraissent être porteuses d'un véritable langage qu'il nous appartient de déceler. « Il s'agit de repérer le surgissement du nouveau, de l'inédit et du mal connu dans notre propre société où les domaines entiers nous sont en quelque sorte « étrangers » et nous déconcertent. Ce qui peut être tenté, c'est une sorte « d'anthropologie du proche »¹¹¹.

Convie « à se tourner vers le présent et le quotidien », à « prendre le futile au sérieux » comme le proposent Lefèbvre, De Certeau, Javeau, Maffesoli, Althabe ou, plus près de nous, Jean-Marc Ela, « le sociologue doit dépasser les approches technocratiques »¹¹² qui ne mettent pas au centre de leurs analyses la subtilité des « arts de dire et de faire » qui ressortissent d'un important écosystème social, économique, politique et symbolique.

1 – 2 – La sociologie générative

Outre l'approche suggérée par la sociologie du quotidien, notre recherche s'inscrit également dans le champ de la sociologie dynamiste. Encore appelée « sociologie « générative »¹¹³, dans sa prétention à rendre compte de l'intelligence des formations sociales, cette approche théorique pose que :

*« La société n'est pas une chose, fixée dès le temps de sa création, elle est constamment en train de se faire et ne peut se définir qu'« en action ». (...) elle est à tout moment emportée par le mouvement qui constitue son histoire propre – l'histoire de son développement et de ses transformations. »*¹¹⁴

La sociologie dynamiste nous paraît féconde dans cette analyse parce que, dans sa méthode, elle accorde une attention particulière à la compréhension des mutations qui surviennent au sein d'une société donnée, quelle qu'elle soit. Pour cette raison, elle met au

¹¹⁰ Jean-Marc Ela, Conférence au cercle Philo-Psycho-Socio de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé, le 29 octobre 1988, cité par Anne-Sidonie Zoa, *Les ordures à Yaoundé*, op.cit., p. 18.

¹¹¹ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op.cit, p. 34.

¹¹² Idem.

¹¹³ Georges Balandier, *Sens et Puissance, les dynamiques sociales*, PUF, Paris, 1986, p. 9.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 87.

centre de son analyse les changements qui, non seulement surviennent à l'intérieur de la société, mais affectent également le devenir historique de celle-ci. « *L'objet de la sociologie dynamique, nous enseigne Gaston Bouthoul, est l'étude des variations des sociétés, de leurs formes et de leurs facteurs* »¹¹⁵.

Dans cette étude, il est question, pour nous, d'épouser ce cadre de pensée tel qu'il a été approfondi et considéré par Balandier¹¹⁶. A travers cette approche de la réalité, la sociologie est « *sensible à la détection des temporalités propres aux différents segments d'une société comme elle devrait être attentive aux conjonctures particulières* »¹¹⁷.

Insérée dans cette étude, la posture générative nous a été utile pour rendre compte, en convoquant la notion de *dynamiques culturelles* des mutations qui se sont réalisées dans la sphère des manières de travailler, de parler, de chanter, de danser, ou encore, de se divertir des jeunes dans les principaux milieux urbains au Cameroun. Cette théorie nous a également servi de prétexte pour mettre à jour le travail culturel qui s'effectue dans l'imagination et l'action de certains jeunes et qui atteste un changement, une rupture que ceux-ci opèrent (à travers par exemple leurs manières de chanter) par rapport à l'ordre ancien. En effet, ainsi que nous le développerons plus loin, la culture n'est pas statique. Elle est, pour parler comme Balandier « *constamment en train de se faire* ». Dans cette optique, l'observation peut être faite aujourd'hui – pas seulement par les spécialistes d'ailleurs – que, dans leurs formes d'expression quotidiennes, leurs images et leurs chansons, bref, leurs « manières de faire », les jeunes divorcent d'avec un certain nombre de faits et de pratiques qui avaient cours antérieurement. Voilà pourquoi, en faisant appel à la sociologie dynamiste, ce qui nous a intéressé, c'est de faire ressortir les transformations et les mutations, les changements et les turbulences qui dynamisent le champ de la créativité sociale, symbolique et culturelle des jeunes camerounais.

Dans notre recours à cette théorie, nous nous sommes davantage intéressé à la dialectique de la dynamique du dedans et du dehors. Nous avons par exemple pris appui sur les éléments qui appartiennent au patrimoine social, culturel, historique et symbolique propre à la société camerounaise et qui procèdent de « *la dynamique du dedans* » – à l'instar des ressources linguistiques ou technologiques sur lesquels les jeunes prennent appui dans leurs procédures

¹¹⁵ Gaston Bouthoul, *Histoire de la sociologie*, PUF, Paris, « Que sais-je ? », 1975 (1^{ère} éd. 1950).

¹¹⁶ Georges Balandier, *Le désordre. Eloge du mouvement*, Fayard, Paris, 1988.

¹¹⁷ Pierre Ansart, *Les sociologies contemporaines*, Seuil, Paris, 1990, Coll. (3^e éd. revue et augmentée), p. 53.

de créativité –, pour mettre en évidence le rôle des facteurs et des situations inhérents à la société camerounaise dans l'émergence des nouvelles catégories d'affirmation de l'identité culturelle que produisent les jeunes. Quant à « *la dynamique du dehors* », elle nous a été utile pour mieux cerner la contribution des facteurs exogènes et leur influence dans la configuration des imaginaires culturels actuels qui séduisent les jeunes à l'instar du parler qu'est le camfranglais ou encore de certaines musiques urbaines (rap) qui, nourries par la proximité médiatique, sont prisées par les jeunes urbains.

Toutefois, ce qui intéresse la sociologie dynamiste, ce n'est pas seulement le dévoilement de l'aspect mouvant, fluctuant de la réalité des sociétés humaines. En effet, la sociologie dynamiste comporte aussi une dimension critique qui est porteuse pour notre travail. Car, les faits *n'étant jamais ce qu'ils paraissent être ou ce qu'ils disent être*, pour paraphraser l'expression de Balandier¹¹⁸, cette étude, qui tient compte des apparences et des phénomènes qui se jouent sur la scène sociopolitique du Cameroun a souvent dû, pour gagner en profondeur, aller au-delà du discours officiel – qu'il s'agisse ici de celui de la société ou de nos enquêtés –, du seul aspect formel qui, très souvent, fausse l'intelligibilité des faits sociaux.

1 – 3 – Les logiques d'action

Pour rendre compte des multiples pratiques à travers lesquelles les jeunes de Yaoundé affichent leur créativité, cette étude a difficilement pu contourner une sociologie des expériences sociales qu'expérimente cette catégorie d'acteurs. En prenant appui sur les développements de Dubet pour qui : « *La sociologie de l'expérience vise à définir l'expérience comme une combinaison de logiques d'action, logiques qui lient l'acteur à chacune des dimension d'un système* »¹¹⁹, il s'est agi d'examiner, d'une part, les différentes logiques qui influencent les discours et les comportements de ces jeunes. D'autre part, le recours à cette approche théorique nous a permis de montrer comment, par voie de conséquence, la subjectivité et la réflexivité de ces jeunes se construisent dans le constant mouvement de va-et-vient qu'entretiennent ces logiques plurielles.

¹¹⁸ Op.cit, p. 7.

¹¹⁹ François Dubet, *Sociologie de l'expérience*, Seuil, Paris, Coll. « La couleur des Idées », 1994, p. 105.

Le détour par la sociologie de l'expérience, pour cardinal qu'il soit, ne vaut pas grand-chose pour cette recherche si nous ne faisons pas intervenir le paradigme théorique des « logiques de l'action ». Cette grille théorique se propose de « mettre au jour les « raisons d'agir » des individus en prenant en compte la diversité des mobiles et des rationalités, et en tenant compte des discours que tiennent les acteurs sur leur propre conduite. »¹²⁰ A partir de l'approche des logiques d'action que nous appelons, il a été question de montrer que dans leurs procédures quotidiennes de créativité, les acteurs sociaux que sont les jeunes se réfèrent toujours à des logiques d'action plurielles qui font système. De nombreuses pistes de réflexion ont été fouillées afin d'interroger les comportements sociaux en termes de logiques d'action¹²¹.

La première, pensée dans le cadre de certains travaux de la sociologie des organisations¹²² se laisse lire comme la « rencontre entre un acteur, saisi dans toute son épaisseur sociale, et une situation mise en forme par le poids des institutions, les rapports de pouvoir, etc. »¹²³ Cette première approche est en harmonie avec notre étude en ceci qu'elle nous a été utile pour montrer que les images qui façonnent les mentalités collectives des jeunes, qu'il s'agisse du contexte actuel ou passé, sont rendues possibles à cause de l'existence d'un contexte structurel, organisationnel et institutionnel bien particulier. Nous avons ainsi insisté sur le poids de ces déterminismes dans la structuration de l'imagination et de l'action des jeunes, notre volonté étant, ici aussi, de mettre en évidence la logique situationnelle qui informe le comportement des jeunes.

C'est aux travaux pratiqués par Dubet sur le terrain de la sociologie de l'éducation que l'on doit la deuxième piste d'analyse en termes de logique d'action¹²⁴. Celle-ci peut largement contribuer à la compréhension de notre objet d'étude à partir de la considération et de la saisie de sa forme synthétique que Dubet appelle « l'expérience sociale ». En réalité, l'expérience

¹²⁰ Michel Lallement, « A la recherche des logiques d'action », in Philippe Cabin et Jean-François Dortier, *La sociologie. Histoire et idées*, Sciences Humaines, Paris, 2000, pp. 256-257.

¹²¹ Pour le développement de ces pistes, nous nous inspirons très largement des analyses de Lallement, op. cit., pp. 255-261.

¹²² Philippe Bernoux, *La sociologie des organisations*, Seuil, Paris, Coll. « Essais », 1985 ; Henri Amblart et al., *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Seuil, Paris, Coll. « Sociologie », 1996.

¹²³ Michel Lallement, op. cit., p. 256.

¹²⁴ A toutes fins utiles, nous indiquons au lecteur certains ouvrages relatifs à l'éducation et rédigés par cet auteur : *Les lycéens*, Seuil, Paris, Coll. « L'épreuve des faits », 1991 ; *A l'école. Sociologie de l'expérience scolaire* (en collaboration avec Danilo Martuccelli), Seuil, Paris, Coll. « L'épreuve des faits », 1996 ; *L'hypocrisie scolaire. Pour un collège enfin démocratique* (avec Marie Duru-Bellat), Seuil, Paris, Coll. « L'épreuve des faits », 2000. Toujours du même auteur et, plus récemment, *L'école des chances : qu'est-ce qu'une école juste ?*, Seuil, Paris, Coll. « La République des idées », 2004 ; *Faits d'école*, EHESS, Paris, Coll. « Cas de figure », 2008.

sociale n'est rien d'autre qu'un combinatoire de trois logiques d'action principales qu'il distingue et qui renvoient, pour chacune d'elles, à un des systèmes qui composent la société¹²⁵.

Il s'agit de la logique de la stratégie, de la logique d'intégration et enfin de la logique de la subjectivité. Ces trois logiques nous ont servi dans l'analyse des processus à travers lesquels les jeunes mettent sur pied des manières de faire qui sont expressives d'une créativité sociale. En outre, elles nous ont aussi aidé à donner une contenance conceptualisée à leurs logiques d'action.

Avec la logique de l'intégration par exemple, qui révèle que l'action du sujet est conçue en rapport avec l'appartenance groupale, nous avons essayé de voir si les actions que posent ici les jeunes visent leur adhésion à un système d'intégration. Si oui, comment ? Avec quel impact ? Dans la logique de la stratégie, l'action est orientée par des intérêts bien compris et modelés par des principes de la rationalité utilitariste. Les jeunes agissent-ils pour quelque engagement social, le contexte de pluralité chaotique mais surtout économique aidant ? La logique de la subjectivité enfin pose que l'action des sujets est fonction de l'engagement en faveur de certaines valeurs. Il a alors été question d'examiner les conduites des jeunes à la lumière des valeurs aujourd'hui dominantes dans la société camerounaise ? Quelles sont-elles ? Quelle est leur influence sur les agir des jeunes ? Bref, il s'est agi, et c'était là notre principal enjeu, à partir du cadre théorique que propose Dubet, de mettre en avant la manière dont l'acteur (ici le jeune) en construction, combine pour son intérêt propre, les diverses logiques objectives de l'action. Cette capacité à intégrer et à s'ouvrir en même temps aux sensibilités du social pour situer ses procédures de créativité à un certain niveau symbolique, le crée comme sujet. Il vit ainsi son existence comme une expérience. Dans le contexte « camerounais », l'expérience de la dynamique sociale avec ses diverses modalités crée des sources d'inspiration « parallèles » qui font intervenir plusieurs logiques. Cela influence, non sans pertinence, les pôles d'identification et d'attraction des sujets - jeunes.

La troisième et dernière approche en termes de « logiques d'action » à laquelle nous avons recouru dans cette étude a été initiée par Boltanski et Thévenot¹²⁶. Récusant, eux aussi, une lecture déterministe et rationaliste de l'action sociale, ces deux auteurs « considèrent

¹²⁵ François Dubet, *Sociologie de l'expérience*, op. cit, p. 105.

¹²⁶ Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification ; les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, 1991.

*d'abord que les personnes sont dotées de réelles capacités cognitives et morales pour identifier la nature d'une situation quelconque et pour ajuster leur action à cette situation*¹²⁷. En effet, pour eux : *« c'est en fonction de valeurs et d'intérêts qui sont multiples, que les personnes définissent leurs actions. Mais elles doivent aussi établir des compromis et ajuster leurs comportements aux attentes de l'entourage. »*¹²⁸

Le recours à cette approche nous a été particulièrement précieux pour cerner les valeurs et les intérêts qui sont au fondement des logiques d'action des jeunes. Bref, les raisons d'agir dont les acteurs se réclament pour conduire leur action. En prenant en considération les récits de vie de certains jeunes, nous nous sommes attardé sur les arguments qu'ils avancent pour justifier leur agir, coordonner leurs actions et montrer leur bien-fondé. Partant du divorce constaté entre les schémas d'intégration classiques et ceux auxquels s'affilient les jeunes dans leur créativité quotidienne, il s'est agi de faire ressortir les logiques dominantes qui organisent les mythes, les discours et surtout les pratiques des jeunes. D'où la nécessité de prendre avec beaucoup de considération les valeurs de références auxquelles les acteurs recourent effectivement pour manifester leurs désaccords.

1 – 4 – Le recours à l'interdisciplinarité

Etant entendu qu'il nous semble décisif de cerner, à travers la longue durée, la construction d'un certain nombre de développements, nous avons régulièrement convoqué des connaissances historiques (histoire politique, économique et sociale) et sociolinguistiques. Cependant, notre volonté de nous abreuver à la source des connaissances historiques trahit quelque chose de plus fondamental. Celle-ci n'est rien d'autre que le fait que, à travers le choix de notre thème de recherche, nous voulons également apporter une contribution, si modeste soit-elle, dont le but est de nuancer le discours, dominant aujourd'hui dans le monde des idées, qui pose le continent africain comme étant le siège des malheurs de l'humanité. On le soupçonne, il s'agit donc de prendre nos distances d'avec le regard réducteur, stéréotypé, infantilisant et catastrophiste qui émerge dès lors que l'on est attentif à ce qui se murmure

¹²⁷ Cités par Michel Lallement, op. cit, p. 259.

¹²⁸ Idem.

dans les médias occidentaux¹²⁹. Il est aussi question pour nous d'essayer d'affranchir l'Afrique d'une lecture qui ne fait d'elle que le siège d'un immobilisme tous azimuts¹³⁰.

En plus de l'histoire et de la sociolinguistique, notre recherche s'est également laissée féconder par les intuitions fructueuses d'autres sciences (qu'il s'agisse ici des sciences du langage, des sciences humaines, des sciences sociales) ou encore, des sciences juridiques, politiques et institutionnelles en général.

2 – Cadre de l'étude et instruments de collecte des données

2 – 1 – Cadre de l'étude

La ville de Yaoundé définit le site principal à partir duquel cette étude est conduite. Il s'agit d'un lieu urbain sur lequel nous avons opté d'exécuter le travail de récolte des informations. Par ailleurs capitale politique du Cameroun, cette agglomération subjugue par la diversité de son monde. Elle est considérée ici comme un espace dynamique en continuelle fluctuation, point d'intersection d'une multitude de cultures africaines issues, aussi bien des différentes contrées du Cameroun que d'autres pays de l'Afrique. C'est un terrain favorable à l'observation et à l'analyse des pratiques sociales et culturelles contemporaines telles que les manières de travailler, de parler ou de danser.

La décision de mener cette étude dans un milieu urbain est guidée par la volonté qui est la nôtre de produire des connaissances nouvelles sur la créativité sociale (qu'elle soit économique, linguistique, culturelle ou artistique) qui apparaît comme l'un des nombreux phénomènes sociaux, culturels et identitaires contemporains qui s'affiche dans un Cameroun moderne et cosmopolite. La ville est appréhendée, tout au long de cette réflexion, comme un cadre social et culturel particulier, producteur de codes nouveaux, de pratiques, de valeurs culturelles et de représentations collectives originales, dynamiques et métissées. Ainsi, Yaoundé se décline comme le lieu par excellence de la création et de l'invention de nouvelles pratiques culturelles.

¹²⁹ Célestin Mônga procède au même constat. Cf. la préface qu'il signe dans l'ouvrage de Yao Assogba, *Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire. Le défi éthique du développement et de la renaissance de l'Afrique noire*, Laval, PUL, 2004.

¹³⁰ Stephen Smith, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Hachette, Paris, Coll. « Pluriel actuel », 2004.

Notre vigilance s'y est surtout polarisée sur les éléments à travers lesquels il est possible de retrouver une culture spécifique aux jeunes en milieu urbain. Laquelle influence les imaginaires et les représentations sociales de la jeunesse. Dans cette direction, tout le complexe des dits, des productions mentales et oniriques, tout aussi bien que les actions qui constituent et tissent la trame de la vie sociale quotidienne des acteurs sociaux sont les objets que nous avons essayé de rendre intelligibles.

On le voit, en nous intéressant aux manières de travailler, de parler, de se divertir ou de danser qui se dynamisent chez les jeunes, le cadre d'insertion de notre terrain d'étude n'est pas seulement figé. C'est la raison pour laquelle, bien que l'espace urbain yaoundéen présente dans cette recherche, l'avantage de se présenter comme un espace ouvert, il n'est pas en mesure, pris isolément, de circonscrire la géographie de notre étude. A la suite d'Arborio et de Fournier, nous concédons en effet, « qu'une activité particulière, des pratiques ou un mode de vie communs permettent de délimiter un groupe à prendre pour objet d'étude »¹³¹. Pour cette raison, la surface retenue pour effectuer cette recherche ne se restreint guère uniquement au site physique d'une ville (ou même d'un pays). Elle est aussi faite d'« un ensemble de pratiques socialement produites, matériellement codifiées et symboliquement objectivées »¹³² à l'intérieur de la formation sociale camerounaise. Au cœur de ces pratiques, on retrouve les manières de parler, de s'occuper, de rire, de créer ou encore de danser qui sont accessibles dès lors que l'on scrute avec attention les signes, les gestes et les attitudes des jeunes en milieu urbain. Elles donnent à cette analyse un terrain élu et nous astreignent à étudier les discours, les idées et les faits qui sont façonnés et « fabriqués » dans leurs trajectoires quotidiennes par les jeunes. Notre volonté étant aussi, confessons-le, de pénétrer la signification et la vigueur sociologique qui se dissimulent à la suite de ces « insignifiantes, dérisoires et négligeables » pratiques et qui pourtant, sont à même d'aider à apporter une plus value scientifique à l'intelligibilité de la créativité sociale et des dynamiques culturelles.

¹³¹ Anne-Marie Arborio et Pierre Fournier, *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Nathan, Paris, 2001 (2^e éd), p. 12.

¹³² Achille Mbembé, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Karthala, Paris, 2000, p. 16.

2 – 2 – Outils de collecte des données

Nous avons retenu quatre outils qui nous ont permis de recueillir les informations, en relation avec notre thème de recherche. Il s'agit respectivement de l'observation directe non structurée, de l'observation directe structurée, de l'approche documentaire et des entretiens.

2 – 2 – 1 – L'observation directe non structurée

L'observation directe non structurée peut être faite par tout le monde. Elle peut être définie comme le fait pour n'importe qui, sans but, d'exercer sur une surface sociale, sur des conduites sociales son sens de la vue. Dans cette perspective, tout est vu. Le regard doit être porté sur tout. Il n'est ni élaboré, ni sélectif, ni dirigé. Il n'est guère question d'une observation ou d'un regard posé sur les « choses sociales » avec, en fond de toile, l'intention de satisfaire à quelque chose de précis. Ce regard épars embrasse un éventail de faits et consigne des réalités « insignifiantes » qui sont susceptibles par la suite d'être exploitées.

Dans ce sens, bien longtemps avant que nous ne nous décidions à systématiser le projet de cette recherche, nous avons observé concrètement de 1998 à 2009 une foule de faits que nous avons mis à profit dans cette réflexion. Pendant tout cet espace de temps, nous nous sommes toujours préoccupé de sonder les manières de faire des jeunes, en scrutant précisément les manières de parler, de se divertir, de consommer les musiques urbaines d'ici et d'ailleurs, ou encore de danser développées par cette catégorie d'acteur dans la ville de Yaoundé.

La proximité d'avec tous ces phénomènes nous a permis de nous accoutumer avec quelques déclarations, certaines réalités que nous avons analysées ici. Par ailleurs, nous nous sommes presque toujours entretenu avec des amis et/ou camarades, interceptant et rassemblant les actions réciproques provenant de ces opportunités diverses.

Qui plus est, nous sommes nous-mêmes contemporain de l'éclosion des nouveaux codes culturels et des nouvelles manières de parler, de danser, etc., qui se donnent à voir auprès des jeunes et dont nous nous sommes efforcé de démasquer les signifiants. Fort de cette raison, faut-il faire remarquer que nous n'avons pas qu'été spectateur de certains faits que nous avons tenté de traquer et de faire parler ici ? En tant que jeune, nous avons également, à des degrés divers, participé, de façon consciente ou non, à la production, la

construction et la reproduction de la culture juvénile qui s'observe en milieu urbain et que nous prétendons étudier. D'autre part, de 1998 à 2009, nous avons eu la possibilité de résider d'une manière régulière dans deux provinces du Cameroun (celle du Centre et du Littoral), avec comme unités d'investigation les villes de Yaoundé et Douala.

Dans ces lieux, nous sommes rentré en contact d'une diversité de pratiques qui, dans le présent travail ont été très utiles, et à travers lesquelles il nous a été possible de vérifier la créativité sociale et les dynamiques à l'œuvre chez les jeunes. Toutefois, du fait qu'elle est encore inorganisée et peu systématique, l'observation spontanée ne peut servir de socle à une étude scientifique sérieuse. C'est la raison pour laquelle le chercheur se doit de faire intervenir un autre type d'observation. Il s'agit de l'observation directe structurée qu'on appelle encore l'observation scientifique.

2 – 2 – 2 – L'observation directe structurée

L'observation directe structurée fait appel à une construction plus rigoureuse. Il est question ici d'un regard dont l'objectif est de saisir une réalité bien déterminée. Le chercheur qui va sur le terrain se sert ici d'un canevas et d'un schéma d'observation sur la base desquels ses informations seront rassemblées.

Ce travail s'est appuyé, pour la plus grande part, sur des observations de type ethnographique portant sur certains aspects du vécu existentiel des jeunes. Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes proposé de construire notre plan autour de trois types d'observations fondamentales : une observation des formes de travail et des manières de travailler que développent les jeunes qui sont impliqués dans le secteur informel ; une observation des aspects de la vie sociale et politique des jeunes qui nous ont semblé les plus significatifs ; et enfin, une observation attentive des manières de parler que développent les jeunes qui, dans les principales villes camerounaises, pratiquent le camfranglais.

Pour retrouver ces pratiques et ces comportements, nous avons ambitionné de rejoindre les jeunes dans leurs différents lieux de vie. Nous nous sommes particulièrement intéressé à certains établissements secondaires, aux campus universitaires, aux marchés, ou aux différentes aires du ludique que pratiquent de nombreux jeunes. Les boîtes de nuit, les bars, les lieux de distraction et de « monstration » à l'instar des salles de cinéma, des rues, des festivals (en particulier les 2^{ème} et 3^{ème} éditions du Festival Couleurs Urbaines), ou des

restaurants « branchés » ont aussi retenu notre intérêt. En outre, en fréquentant les rues et les marchés des capitales politique et économique du Cameroun, nous avons donné la parole aux nombreux jeunes qui y exercent leur historicité. Dans ces divers secteurs, il a été question de sonder les agissements et les actes sociaux des jeunes, de débusquer ce qui les caractérise.

2 – 2 – 3 – L'approche documentaire

Pour mieux cerner notre objet d'étude, il nous a fallu, au préalable, procéder à une enquête documentaire par une recherche des mémoires et ouvrages consacrés au jeunes en général, principalement au Cameroun et en Afrique. En voulant nous rendre compte de la place de la créativité et des changements culturels dans la vie des jeunes, nous sommes arrivés à constituer un corpus de textes, d'articles, de photos, d'émissions radiophoniques et télévisées sur ce qui fait sens, aujourd'hui, pour les jeunes citoyens. Dans la mesure où la production documentaire que nous avons consultée était importante, cette observation a été indispensable car elle nous a aidés à mieux fixer les contours du sujet qui nous préoccupe.

Grosso modo, le corpus documentaire est constitué de livres généraux, de revues scientifiques ainsi que de mémoires, thèses et rapports divers. Pour mettre la main sur ces documents, il nous a fallu nous rendre dans la bibliothèque du Cercle Philo-Psycho-Socio-Anthropo (CPPSA) de l'Université de Yaoundé I. Nous avons également parcouru les rayons de la bibliothèque du Centre Catholique Universitaire (CCU), ainsi que ceux de la bibliothèque de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC).

En pratiquant la Fondation Paul Ango Ela, nous avons pu nous procurer des textes relatifs à la science politique. L'Institut National de la Statistique (INS) nous a donné l'opportunité de rentrer en possession des statistiques officielles sur la situation générale des jeunes à Yaoundé. Nous avons pu les acquérir en furetant les informations issues des enquêtes camerounaises réalisées auprès des ménages en 1996, 2002 et 2007 (ECAM I, ECAM II et ECAM III), de l'enquête sur le cadre de vie des populations à Yaoundé et Douala en 2002 (CAVIE) et de celle sur l'évolution du secteur informel réalisée en 2005. Enfin, l'Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun (OCISCA) nous a permis d'avoir accès à des données décisives sur que Jean-Marc Ela appelle « le monde d'en

bas » dans ses dynamiques de changement. Nous avons également exploité des données issues de la toile.

2 – 2 – 4 – Les entretiens

Même si plusieurs enquêtes quantitatives auront permis, à titre exploratoire, de préparer ce travail, le fait de s'intéresser au langage¹³³, à la chanson, à la danse, bref, à l'apparence, sujets très sensibles chez les jeunes que nous avons observé, imposait d'utiliser des méthodes plus qualitatives. Dans cette perspective, en plus des observations ci-dessus décrites, pour diversifier les angles d'attaque, nous avons mené des entretiens et des discussions de groupe (dont la constitution n'a pas été particulièrement rigide) afin d'obtenir assez de renseignements de terrain à même de dévoiler la portée des manières de parler, de danser, etc., dans la vie des jeunes.

Dans le but de révéler un système de pensées, de valeurs et de représentations spécifique à une société donnée, la démarche ethnologique et l'approche qualitative de la sociologie compréhensive ont été privilégiées. L'enquête de terrain particulière à ces branches du savoir enjoint aux chercheurs une imprégnation qui présuppose une observation flottante et participante dans le quotidien, à l'échelle d'un quartier, d'une commune ou d'une ville.

La méthode qualitative par entretien a été mise en pratique pour collecter nos données. Elle désigne une méthode de recherche scientifique faisant intervenir un processus de communication verbale afin de recueillir un certain nombre d'informations en relation avec un sujet ou un thème donné¹³⁴. Cette technique offre le privilège de procurer des données qui apportent un maximum de lumières sur les attitudes, les expériences, les perceptions et les imaginaires qui nourrissent la vie quotidienne des acteurs sociaux. Dans cette étude, nous avons marqué notre prédilection pour le mode semi-directif. Des entretiens libres et compréhensifs ont été menés selon la méthode « kaufmannienne »¹³⁵. La démarche, inspirée de l'anthropologie, consiste à considérer les interviewés comme des informateurs et à découvrir leurs catégories de pensées dans le but de mettre en lumière des processus sociaux et des phénomènes culturels.

¹³³ Henri Lefèbvre, *Le langage et la société*, op. cit.

¹³⁴ Gilles Ferréol et al., *Dictionnaire de sociologie*, Armand Colin, Paris, 2002, Coll. « Coursus », 3^e éd.

¹³⁵ Jean Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, Nathan, Paris, 1997, Coll. « 128 ».

Les interviews que nous avons conduites auprès des jeunes¹³⁶ nous ont permis d'avoir des réponses à partir des questions ouvertes et d'une procédure d'échange tendant au maximum vers le naturel, plus en tout cas que dans une approche quantitative. Nous avons devisé avec plusieurs jeunes pour évaluer leurs manières de se vêtir, de danser ou de parler. Toutefois, parce qu'il est nécessaire, « pour pouvoir déterminer sans ambiguïté ce qui, dans les réponses données par les jeunes, leur est vraiment spécifique »¹³⁷, d'interroger une population plus âgée, nous n'avons pas qu'interrogé que les jeunes. Aussi, des spécialistes du langage, des personnes des générations précédentes ont-ils été approchés pour retracer l'évolution des pratiques langagières, des goûts et des manières de faire des jeunes.

En marge de ces interviews semi directifs, nous nous sommes servi, à certaines occasions, d'entretiens non avoués et d'une très moindre directivité dont la construction ne sera pas spécialement sévère. Ceux-ci se sont déclinés sous forme de conversations plaisantes ou sous forme de discussions inopinées en toute clandestinité, d'une façon non avouée. Il s'est agi pour nous, d'écouter ce que les acteurs sociaux disent de leurs propres pratiques à analyser. Voilà pourquoi, ces entretiens se sont très peu prêtés à la comptabilité à l'occasion de ce travail.

3 – Échantillonnage

Dans cette étude, il s'est agi principalement d'analyser les manières de travailler, de parler ou de chanter à travers lesquelles il est possible de lire la créativité sociale et les dynamiques culturelles à l'œuvre chez les jeunes. Vu sous ce prisme, le matériau qu'il nous a fallu rassembler (expériences, discours, attitudes, mentalités, perceptions, etc.) relève non d'une enquête quantitative (enquête par questionnaire ou sondage sociologique), mais bien d'une enquête qualitative. A cause de cela, nous ne sommes pas dans un contexte où une inférence de type statistique est justifiée¹³⁸. Fort de cette considération, nous avons planifié des entretiens avec des jeunes dont les particularités sont les suivantes :

¹³⁶ Cf. la définition de notre échantillon de travail.

¹³⁷ Rodolphe Ghiglione et Benjamin Matalon, *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Armand Colin, Paris, 1998 (6^{ème} éd), Coll. « U ».

¹³⁸ Pour plus d'informations relatives à l'élaboration d'un échantillonnage théorique, nous renvoyons le lecteur au texte de Rodolphe Ghiglione et Benjamin Matalon, op. cit, pp. 50-51.

1. Distribution des enquêtés selon l'âge

Classe d'âge	Effectif	Pourcentage (%)
Moins de 20 ans	4	27
20-24 ans	5	34
25-29 ans	4	27
30-34 ans	2	12
Total	15	100

Les 20-24 ans incarnent la catégorie la plus représentée. Celle des moins de 20 ans vient au second plan. On a, après, celle des 25-29 ans et des 30-34 ans. Ce classement s'inspire de la présentation démographique de la jeunesse urbaine de Yaoundé telle qu'elle a été réalisée par l'étude sur le cadre de vie des populations à Yaoundé et à Douala¹³⁹.

2. Distribution des enquêtés selon le sexe

Sexe	Effectif	Pourcentage (%)
Masculin	9	60
Féminin	6	40
Total	15	100

Sur les 25 individus qui composent notre échantillon, 6 sont de sexe féminin. Les 9 autres sont des jeunes de sexe masculin. Ainsi, 60% de notre groupe d'étude sont des jeunes hommes, tandis que 40% sont des jeunes femmes. Pour comprendre le sens de cette répartition, il faut garder à l'esprit l'idée que certains faits que nous comptons étudier et qui portent en eux les marques de la créativité sociale sont davantage prisés par les jeunes hommes. C'est par exemple le cas du *camfranglais* ou encore de certains arts de dire et de faire. Il ne faut donc pas y voir, de notre part, la traduction d'une volonté d'écarter les jeunes femmes.

¹³⁹ Institut National des Statistiques, « Enquête sur le cadre de vie des populations de Yaoundé et de Douala » (CAVIE), Vol. II A : Résultats pour la ville de Yaoundé, 2002, p. 29. Toujours chapeauter par la même institution, « Enquête sur le cadre de vie des populations de Yaoundé et de Douala » (CAVIE), Vol. II B : Résultats pour la ville de Douala, 200, p. 29.

3. Distribution des enquêtés selon le type de quartier de résidence

Type de quartier	Effectif	Pourcentage (%)
Populaire	9	60
Moyen	5	36
Résidentiel	1	4
Total	15	100

La majorité de nos enquêtés résident dans les quartiers populaires dont on sait l'insalubrité. Les individus qui y vivent sont pour la plupart vulnérables si l'on prend en considération l'ensemble de leurs modalités d'existence. En outre, leur forte représentation dans cet échantillon qui s'inspire de l'enquête sur le cadre de vie des populations à Yaoundé et à Douala précédemment citée, est en réalité un prétexte pour lire comment, à travers les stratégies qu'ils développent par le biais de leurs manières de travailler, de danser ou de parler, les jeunes issus des classes moyennes et populaires, en particulier, se déploient dans les principales villes camerounaises pour se distinguer les uns les autres et bénéficier d'une reconnaissance sociale indispensable au bien-être personnel. Voilà pourquoi, même si cela est possible, il ne faut pas interpréter la présence d'un seul jeune habitant dans un quartier résidentiel comme une réduction de la créativité des jeunes aux seules catégories sociales vulnérables. Sa présence est plutôt à interpréter comme révélatrice d'une tendance résidentielle dans les milieux urbains camerounais.

4. Distribution des enquêtés selon l'activité

Activités	Effectif	Pourcentage (%)
Elèves	3	20
Etudiants	4	32
Diplômés employés	1	4
Diplômés sans emploi	5	36
Déscolarisés sans emploi	1	4
Non déterminé	1	4
Total	15	100

En portant notre attention sur les informations contenues dans le tableau ci-dessus, lesquelles nous renseignent sur la répartition des jeunes selon leur statut, on apprend que la grande partie des individus avec lesquels nous nous sommes entretenus appartient à la catégorie dites des diplômés au chômage (ou en situation de sous emploi). Viennent ensuite les étudiants 32%, les élèves 20%, un diplômé disposant d'un emploi, un déscolarisé sans emploi et un acteur à l'activité indéterminé. La forte présence des scolarisés est intelligible du

moment qu'on sait que le Cameroun enregistre un taux d'alphabétisation des plus élevé comparativement à d'autres pays africains. Par ailleurs, on constate également qu'une frange assez importante des jeunes que nous avons interrogés est composée d'acteurs au statut peu stable. Pour justifier cet état de fait, il faut préciser que les jeunes qui nous intéressent dans ce travail sont des acteurs en devenir, qui se « cherchent » en s'efforçant de négocier leur existence dans des circonstances souvent obscures.

5. Distribution des enquêtés selon la catégorie socio-économique des parents

Catégorie socio-économique	Effectif	Pourcentage (%)
Secteur formel public	2	16
Secteur formel privé	2	12
Secteur informel	10	64
Sans activités	1	8
Total	15	100

Les indications contenues dans la description qui précède nous apprennent que la grande partie des parents (64%) s'activent surtout dans des occupations qui ressortissent des domaines informels dont l'instabilité n'est plus à discuter¹⁴⁰. Pour comprendre l'ampleur de leur représentativité, peut-être n'est-il pas superflu de se souvenir que beaucoup de parents ont perdu leur emploi suite aux licenciements subséquents à la crise économique. Ensuite, notre schéma nous présente deux catégories mineures qui exercent respectivement dans le secteur formel public (16%) et dans le secteur formel privé (12%). La situation professionnelle est une variable importante à considérer parce qu'elle influence grandement la qualité de la prise en charge des jeunes et contraint parfois ceux-ci à « se débrouiller » pour assurer leurs besoins. Lorsqu'ils évoluent dans un tel contexte, les jeunes y puisent souvent les ressources qui sont au fondement de leur créativité.

VI – PRECISION SEMANTIQUE

Dans cette analyse, nous aurons très souvent recours à un certain nombre de termes, de tournures et de notions dont les contours, s'ils ne sont pas précisés, peuvent prêter à équivoques. Voilà pourquoi, suivant en cela la recommandation de Durkheim¹⁴¹ qui postule

¹⁴⁰ C'est le sens du chapitre premier de ce travail de recherche. Voir plus loin.

¹⁴¹ Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Quadrige/PUF, Paris, 2007, 13^e éd. (1^{ère} éd. 1937), p. 34.

que: « *La première démarche du sociologue doit être de définir les choses dont il traite, afin que l'on sache bien de quoi il est question* », nous définirons les termes et expressions suivants : Jeunesse urbaine, créativité sociale et contestation politique.

- **Jeunesse urbaine**

Pour préciser le sens du terme « jeunesse » auquel nous nous référons ici, il faut se souvenir que :

« Les notions d'enfance et de jeunesse ne peuvent être fondées sur de simples critères biologiques ; elles doivent plutôt englober des variables sociales et culturelles telles que le sexe, la religion, la classe, le rôle social, les responsabilités, les attentes, la race et l'ethnicité. »¹⁴²

Bien que nous nous intégrions ces éléments qui permettent une certaine homogénéité, nous ne perdons pas de vue l'idée que, bien que nous leur trouvions un trait d'union dans cette analyse, lorsque l'on parle des jeunes sur un plan général, ils ne font pas référence à une catégorie sociale homogène. En effet, dans la plupart des situations, ils se signalent par les dissemblances de leurs trajectoires existentielles, de leurs provenances régionales, linguistiques et sociales.

Dans cette étude, nous appréhendons davantage la jeunesse comme une étape de la vie. Au-delà des lectures qui posent ce segment social comme un « problème social », , dans cette réflexion, nous envisageons « *les jeunes non seulement comme des proto-adultes ou des êtres en devenir, mais surtout comme des êtres au présent et des agents sociaux à leur présence propre.* »¹⁴³ L'expression « jeunesse urbaine » qui occupe une place centrale dans notre projet analytique sera quant à elle utilisée pour caractériser les jeunes qui évoluent dans l'espace urbain yaoundéen – mais pas seulement¹⁴⁴.

- **Créativité sociale**

Tout au long de ce développement, nous utilisons l'expression « créativité sociale » – sur laquelle nous reviendrons un peu plus en profondeur dans la deuxième partie de ce travail –

¹⁴² Idem, p. 6.

¹⁴³ Filip de Boeck et Alcinda Honwana, op. cit., p. 6.

¹⁴⁴ Sur les caractéristiques et les spécificités du milieu urbain sur lequel se concentre cette étude, bien vouloir se reporter à ce que nous avons écrit pour définir la particularité de notre cadre d'analyse.

pour désigner le processus par et à travers lequel les jeunes prouvent leur spécificité dans la façon de combiner des idées, de mettre sur pied des conditions qui, par l'aboutissement du résultat concret de cette démarche processuelle, changent, modifient ou transforment la perception, l'usage ou la matérialité auprès d'un public donné.

Dans cette analyse, la créativité sociale des jeunes fait également référence à l'aptitude dont dispose cette catégorie d'acteurs pour élaborer, à un moment draconien, des réponses qui sont en mesure de permettre de réaliser, d'une manière efficiente et inattendue, une action.

La créativité sociale doit donc être appréhendée comme synonyme de l'inventivité ou, de la compétence qu'ont les jeunes qui vivent dans les espaces urbains camerounais de produire des idées grâce à la force de leur l'imagination. La créativité sociale fait ainsi appel aux capacités inventives, à l'imagination créatrice.

- **Contestation politique**

Par « contestation politique », il faut entendre ici une action collective d'opposition ou de remise en question violente d'une instance dominante, en l'occurrence ici les pouvoirs publics. La contestation politique, c'est aussi le désaccord entre « les jeunes et l'ordre politique » pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Achille Mbembé¹⁴⁵.

En d'autres mots, il s'agit, sous le couvert de l'expression « contestation politique », d'interroger les langages que parlent les jeunes dans le Cameroun contemporain, et à travers lesquels ils signifient leurs désaccords quant aux manières avec lesquelles les instances dirigeantes administrent non seulement leurs préoccupations existentielles, mais aussi celles de l'ensemble social auquel ils appartiennent.

La dimension politique de la contestation de jeunes s'enracine dans le fait que l'Etat et le pouvoir – dans leur double dimension objective et symbolique – sont les cibles privilégiées des processus critiques que définissent les jeunes dans la mesure où c'est à eux que revient la mission de répondre aux demandes sociales. Or, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte à la lecture de nos analyses, plusieurs références factuelles attestent la nonchalance du pouvoir au

¹⁴⁵ Op. cit.

Cameroun à mettre sur pied des « politiques de l'hospitalité » qui inscrivent au centre de leurs attentions les préoccupations des catégories juvéniles.

- **Modes d'expression et d'action**

Tout au long de ce travail, nous nous référerons à l'expression « modes d'expression et d'action » pour désigner les manières d'être et les conduites à travers lesquelles les jeunes manifestent leur créativité et leur opposition à l'ordre dominant. Cependant, les modes d'expression et d'action désignent également ici les moyens que cette catégorie d'acteurs élabore en vue de participer à la vie de la société à laquelle ils appartiennent.

En réalité, l'idée de fond que nous voulons mettre en exergue et qui se profile derrière cette catégorisation conceptuelle, c'est que la vie sociale au Cameroun ne se résume pas à la subordination des jeunes par les « aînés sociaux ». En effet, les jeunes participent eux-aussi à la construction de leur société. Les modalités de leur participation peuvent épouser la physionomie de l'adhésion au discours tenu par les groupes hégémoniques ou encore celle de la résistance.

Dans cette analyse, les modes d'expression et d'action des jeunes épousent des configurations singulières, souvent déconcertantes, ce qui justifie, tout bien considéré, le fait qu'ils soient méconnus comme tels par plusieurs observateurs. Pour notre part, il s'agit d'être attentif au dynamisme des jeunes dans le secteur informel, à la créativité musicale et à l'usage de l'idiome lexical qu'est le camfranglais. Lesquels nous semblent être quelques unes des conduites éminemment politiques (au sens libéral du terme). Ces conduites portent en elles la double marque de la créativité et de la contestation. Elles peuvent, par exemple, être lues aussi bien comme des attitudes de fuite devant l'âpreté de la ville, la mélancolie des campagnes, ou encore, l'exploitation économique ; et, à ce titre, elles sont très souvent combattues par l'Etat.

Nous insistons surtout pour mettre en évidence l'idée, très significative de notre point de vue, que ces agissements doivent davantage être regardés comme des conduites inépuisables à travers lesquelles les jeunes s'affirment et tentent de créer un ordre urbain qui participe à la construction de la société camerounaise.

En approfondissant cette idée, il est manifeste que la production de la société ne saurait se limiter à la seule action productrice des groupes dominants. Elle est également la résultante d'un travail culturel qui est fait par les catégories « sans importance » et avec lequel, dans

certaines situations, les « gens d'en haut » doivent transiger, puisqu'ils s'y retrouvent généralement.

VII – PLAN DE L'ÉTUDE

Au risque de nous répéter, rappelons que, ce qui nous importe dans ce travail, c'est de montrer que, au-delà des lectures qui, dans leurs analyses du vécu existentiel des jeunes, insistent sur les catégories de la délinquance et de la maladie, la jeunesse urbaine camerounaise se trouve, dès lors que l'on veut bien prêter attention à certaines de ses formes d'expressions, au départ d'une nouvelle culture urbaine. Pour arriver à convaincre sur ce point de vue, la présente étude se bâtit autour de deux moments majeurs.

Dans la première partie, il s'agit de situer le contexte global dans lequel évoluent les jeunes dans les villes de Yaoundé ou de Douala, en considérant la place qu'ils occupent dans divers secteurs de la vie sociale. Cette séquence de notre travail que nous avons intitulé *Bref aperçu de la condition de la jeunesse au Cameroun* s'organise autour de deux chapitres principaux. D'entrée de jeu (chapitre I), nous analysons *la situation socio-économique des jeunes*. En le faisant, ce qui nous tient particulièrement à cœur, c'est de considérer, au plan économique, l'ampleur du chômage et l'investissement des jeunes dans des compartiments divers qu'offre le secteur informel. Il est également question, au plan social, de rendre compte des difficultés protéiformes que rencontrent cette catégorie d'acteurs et qui influencent, au jour le jour, leur vécu existentiel tel qu'il se dynamise dans les principaux espaces urbains camerounais. Au terme de cette rubrique, le lecteur se rendra compte que, le biotope socio-économique au sein duquel les jeunes acteurs urbains camerounais sont appelés à pratiquer leurs expériences quotidiennes dans notre contemporanéité est marqué du sceau d'une conjoncture économique et sociale difficile qui impose de nombreuses contraintes et délimite les moyens.

Dans le deuxième chapitre qui se retrouve dans cette première partie de notre réflexion, et auquel nous avons donné pour titre *La jeunesse camerounaise dans le jeu du pouvoir : « une génération en difficulté ? »*, nous voulons analyser la situation des jeunes au niveau des institutions qui animent la vie politique au Cameroun afin d'aboutir à la conclusion selon laquelle, celle-ci laisse apparaître une sous-représentativité des jeunes à des positions de pouvoir privilégiées dont est symptomatique le faible renouvellement des élites politiques. Nous poursuivons l'analyse en faisant ressortir l'idée que cet état de fait induit non seulement

une « gérontocratisation » et une inertie de la proposition politique, mais entraîne également, surtout en milieu urbain, l'abstentionnisme électoral de la jeunesse camerounaise. C'est fort de ces prémisses de départ, que nous clôturons cet épisode de notre analyse en démontrant que la jeunesse camerounaise contemporaine se décline comme une « génération sacrifiée ».

Après avoir présenté le contexte économique, social et politique dans lequel la jeunesse urbaine camerounaise actuelle exerce son « aujourd'hui », nous réfléchissons, dans la deuxième partie qui forme le corps de ce travail de recherche, au monde des jeunes, à la créativité dont ils font montre, et à quelques aspects des dynamiques culturelles qui travaillent en profondeur leurs univers. C'est donc à juste titre que nous avons intitulé cette étape de notre analyse *Langages des jeunes, créativité sociale et contestation politique*. A l'instar de la première partie de notre travail, elle s'organise autour de deux chapitres.

Dans la première section, *Jeunes, créativité sociale et critique de l'ordre dominant*, nous songeons à ces jeunes qui, confrontés à la pénurie d'emplois, mettent au point leur manière de travailler en déployant la force de leur imagination créatrice dans la conception d'opportunités leur permettant de s'adapter à la vie urbaine. Plus précisément, nous nous proposons de procéder à une analyse attentive des activités économiques informelles dans lesquelles s'investissent de nombreuses catégories de jeunes pour montrer pourquoi ils peuvent être présentés, dans les milieux urbains, comme les inventeurs d'un nouvel ordre économique. Il s'agit aussi dans cette étape de notre travail, de considérer avec attention certains *arts de dire et de faire* (notamment certaines musiques urbaines et la culture qui les accompagne, certaines productions artistiques, etc.) qui sont promues, dans les écosystèmes urbains par des jeunes et à travers lesquels, là aussi, on décèle l'émergence d'une nouvelle culture urbaine que travaillent à faire éclore plusieurs catégories de jeunes.

Quant au dernier titre de cette étude *Jeunes, créativité linguistique et insoumission*, il réfléchit au sens et à la puissance qui se profilent derrière la manipulation que les jeunes font du camfranglais qui est une manière de parler qui se donne à voir auprès des jeunes citadins. Il lit cet idiome lexical comme participant de l'univers des indices qui les intègrent à leur groupe d'appartenance. Le camfranglais est une langue qui a été inventée par les jeunes et qui est à considérer comme un indicateur de leur appartenance à une génération particulière. C'est aussi une forme d'expression qui donne accès à une culture juvénile qui transgresse les frontières identitaires classiques. En prenant appui sur un tel axe analytique, on est invité à

renouveler le regard que l'on porte sur les espaces urbains au Cameroun en les décrivant, non plus seulement comme des cadres où se dramatisent les solidarités par similitude, pour emprunter une terminologie durkheimienne, mais aussi comme des écosystèmes sociaux qui favorisent l'éclosion et l'expression d'une créativité hybride auprès de cette catégorie d'acteurs.

Quoi qu'il en soit, l'objectif poursuivi dans la deuxième partie de cette recherche consiste à mettre en évidence l'idée que, bien qu'on puisse repérer à travers certains comportements factuels des jeunes camerounais une charge destructrice, la jeunesse camerounaise n'y est pas réductible. En d'autres mots, elle n'est pas que « casseuse », « délinquante ». Elle est aussi, et peut-être même surtout, créative dans le contexte actuel fait de plusieurs blocages. Dans cette subdivision de notre travail, nous essayons également de convaincre qu'on décèle, chez les jeunes citadins, une autre manière de voir le monde, de nouvelles formes d'affirmation de l'identité culturelle et d'autres modes de contestation politique occultes. Par là, on assiste également à l'émergence d'un nouveau langage de la participation à la vie politique à travers lequel les jeunes affirment leur rupture avec les aînés et le pouvoir. On peut aussi lire, à travers ces manières de faire des jeunes, la matérialisation des ambitions d'une jeunesse camerounaise qui refuse toute mise à l'écart en s'efforçant de trouver sa place dans une nouvelle configuration des choses à laquelle elle ambitionne.

Première partie

**BREF APERÇU DE LA CONDITION DE LA JEUNESSE AU
CAMEROUN**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans cette subdivision de notre travail, il est essentiellement question de dresser le portrait général des circonstances dans lesquelles les jeunes acteurs sociaux urbains contemporains sont appelés à évoluer au Cameroun. Nous nous attardons davantage, dans cette exposition de l'environnement général au sein duquel les jeunes vivent leur actualité, sur la conjoncture économique, sociale et politique. L'idée, c'est de lire l'expérience sociale des jeunes comme la rencontre entre des acteurs saisis dans toute leur épaisseur sociale, et aussi, de faire savoir que leur situation est mise en forme par le poids des institutions, les rapports de pouvoir, etc. Cette première partie nous permettra de montrer que les réalités qui façonnent le vécu existentiel quotidien des jeunes sont rendues possibles à cause de l'existence d'un contexte structurel, organisationnel et institutionnel bien particulier.

Deux chapitres constituent la toile de fond de cette section. Le premier insiste sur les dimensions économique et sociale qui organisent la vie de tous les jours des jeunes acteurs urbains. Il essaie de mettre en évidence le postulat qui pose que l'écosystème social dans lequel les jeunes exercent leur contemporanéité est en grande partie modelé par les conséquences subséquentes à la crise économique survenue au cours des années 1980, et qui a sapé les fondements économiques, sociaux et politiques de la plupart des Etats d'Afrique.

Le deuxième chapitre quant à lui prend en charge la dimension politique de la vie des jeunes au Cameroun. Après avoir présenté quelques traits dominants de la vie politique camerounaise, il tente d'apporter une réponse à la question de savoir quelle est la place qu'y occupent les jeunes. Il y est également question de caractériser les générations contemporaines en faisant ressortir les informations qui aident à comprendre ce qui les distinguent des générations antérieures. A ce niveau, l'entreprise est osée dans la mesure où, ce qui nous accapare, c'est de lire les générations contemporaines comme étant des « générations sacrifiées ».

Chapitre I

SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le présent chapitre poursuit un double objectif. Il s'agit d'abord, de situer, à grands traits, l'environnement holistique dans lequel se meuvent les jeunes au Cameroun. Dans cette partie, nous nous attarderons davantage sur la conjoncture économique au sein de laquelle la jeunesse camerounaise contemporaine est sommée d'exercer son historicité, en montrant en quoi elle (la conjoncture) leur impose des contraintes et délimite les moyens dont ils disposent.

Il est aussi question, d'autre part, en considérant les circonstances sociales, d'interroger les trajectoires existentielles des jeunes telles qu'elles se dynamisent dans les agglomérations urbaines camerounaises en mettant en évidence comment, dans un contexte de complexité protéiforme, elles influencent leur vécu. Dans l'une ou l'autre partie, la crise apparaît comme une variable structurante de la condition des jeunes.

I – QU'EST-CE QUE LA CRISE ?

D'après son étymologie, le terme *crise* est un mot qui résulte du vocabulaire de la médecine. Il est issu du lexème grec *krisis* qui veut dire « étape décisive », « moment critique ». Ses sources latines nous en apprennent plus. Ici, *crisis* signifie « phase décisive d'une maladie »¹⁴⁶. La crise désignerait ainsi une étape cardinale dans le développement d'une pathologie. Laquelle étape serait, elle-même, une période déterminante pour l'issue que connaîtrait l'évolution de ladite maladie.

Appliquée à l'écosystème social, le mot *crise* est utilisé pour faire référence à un moment de dysfonctionnements, de difficultés majeures, de turbulences, de tensions et de conflits. Très souvent, une crise engendre une série de déséquilibres, de troubles ou de « malheurs sociaux ». Le terme crise a une résonance polysémique. On parle, par exemple, au niveau médical, d'une crise cardiaque ou encore, d'une crise paludéenne. On a aussi des crises d'ordre culturel, familial, scolaire, etc. Aux niveaux économique, politique ou social, le mot crise peut désigner des phénomènes d'intensité variable. En ce qui concerne le volet économique, le même terme s'emploie pour désigner soit une phase critique et illimitée (crise monétaire), soit une phase beaucoup plus importante et frappant toute l'économie d'une

¹⁴⁶ André Akoun, Pierre Ansart (sous la dir.), op. cit, p. 112.

nation (« crise économique »¹⁴⁷). De même, au niveau politique, le terme crise peut également désigner un conflit gouvernemental (« crise gouvernementale »), ou une situation de menace pour les institutions (« crise des régimes » ou « crise politique¹⁴⁸ »)¹⁴⁹.

Pour qui se met à l'écoute du discours que tiennent quotidiennement les populations qui font face à de nombreuses contraintes de survie, il apparaît que :

« Ce que le langage populaire appelle la « crise » est cette carence fondamentale qui caractérise les conditions de vie dans lesquelles se trouvent la majorité des populations africaines. Il s'agit de la situation générale d'insécurité matérielle dans les pays où, dans tous les domaines, surgit une crise aiguë de subsistance. La société est confrontée à la pénurie et à la disette dans les secteurs vitaux où, face à l'eau, à la nourriture, au transport, aux services de base, l'accès aux ressources de première nécessité est devenu un enjeu quotidien. Placée dans un système où « y a pas l'argent », elle se heurte aux contraintes multiples dont le poids est considérable et met en cause l'avenir des systèmes sociaux et familiaux. »¹⁵⁰

Tout au long de notre développement, deux dimensions de la crise focalisent notre attention : la dimension économique et la dimension sociale. C'est en considérant ces aspects que nous tenterons d'analyser la situation de la jeunesse dans le corps social camerounais.

¹⁴⁷ A l'instar de la crise financière qui travaille les sociétés contemporaines. Sur les conséquences de cette récession sur les sociétés africaines, lire John Wakeman-Linn et al., *La crise financière internationale et la récession mondiale : impact sur la région Cemac et considérations stratégiques*, Fonds Monétaire International, Note d'observation des services du FMI, 22 juillet 2009/SPN/09/20.

¹⁴⁸ Voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 1992, Coll. « Références ».

¹⁴⁹ Pour cette précision sémantique des différents usages du terme crise, nous nous inspirons d'André Akoun, Pierre Ansart, op. cit, p. 122. Voir également sur ce sujet l'ouvrage de Charles Gueboguo, *La question homosexuelle en Afrique. Le cas du Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 2006, Coll. « Etudes Africaines », pp. 133-134.

¹⁵⁰ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire*, op. cit, p. 10.

II – SITUATION DE LA CRISE SUR LE PLAN ECONOMIQUE ET INCIDENCES SUR LE VECU DES JEUNES

De l'avis de plusieurs auteurs¹⁵¹, le Cameroun a enregistré une prospérité économique dans les années 1970 et était même cité comme un modèle de croissance au seuil des années 1980¹⁵². Cependant, il a connu une longue et dure crise qui l'a frappé de 1983 à la fin de la décennie 1990, mettant littéralement toute la société aux abois. A cause de cette réalité, il n'est pas faux de soutenir que la crise économique a sévi (et continue de sévir) au Cameroun comme un phénomène majeur de dysfonctionnement social. Quand bien même, à certains moments, elle peut apparaître comme un facteur explicatif *ad hoc* ou un facteur bouc-émissaire incontournable dont il faudrait se méfier lorsqu'il s'agit d'expliquer, de comprendre certaines réalités sociales en Afrique, la crise de l'économie apparaît, à plus d'un titre, comme une variable lourde qui aide à mieux cerner la situation de la jeunesse au Cameroun. Car, même aujourd'hui, malgré la relance de l'économie camerounaise, les effets de la reprise sur le plan économique tardent à se faire ressentir sur les ménages¹⁵³. Et c'est généralement avec beaucoup de difficultés que la plupart de ceux-ci mènent leurs activités. En effet, pour l'essentiel, ces ménages font face à d'énormes difficultés pour satisfaire aux besoins les plus élémentaires à l'instar de se nourrir, se loger, manger, etc.

Pour se convaincre de la place prépondérante que la crise de l'économie joue sur la situation qui est celle de la jeunesse au Cameroun, il nous faut considérer deux réalités qui structurent, au quotidien, l'existence des jeunes. Il s'agit respectivement de la problématique de l'emploi en milieu jeune et du développement du secteur informel.

II – 1 – La problématique de l'emploi en milieu jeune

Réfléchir à la problématique de l'emploi en milieu jeune c'est, en d'autres mots, s'interroger sur l'intégration professionnelle des jeunes sur le marché du travail au Cameroun.

¹⁵¹ Jean Joël Aerts et al, *L'économie camerounaise. Un espoir évanoui*, Karthala, Paris, 2000, Coll. « Les Afriques ». Se reporter aussi à l'article de Virginie Gomez, in *Marchés Tropicaux et méditerranéens*, spécial Cameroun, Janvier, pp. 43-79.

¹⁵² *Ibid.* Prendre connaissance avec le contenu du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), Novembre 2003.

¹⁵³ Célestin Monga, « L'argent qui appauvrit. Un état des lieux macroéconomique et financier du Cameroun », Chapitre I, in Fabien Eboussi Boulaga (sous la dir.), *L'état du Cameroun 2008*, Yaoundé, Editions Terroirs, pp. 133-156.

Cela ne peut se faire sans le questionnement d'un phénomène plus large qui a, aujourd'hui, au Cameroun, pris une ampleur considérable. Nous parlons là du chômage.

« Le chômage se définit d'abord comme une inactivité forcée due au manque de travail, d'emploi (situation sociale objective). Il est aussi un statut reconnu et encadré par des règles qui le définissent et des institutions de gestion et de soutien des chômeurs. Enfin, il est un vécu subjectif dans les trajectoires des individus privés d'emploi. »¹⁵⁴

En prenant appui sur cette définition ou même sur d'autres¹⁵⁵, on se rend compte que la situation de chômage met en évidence deux éléments fondamentaux. Il s'agit, d'une part, de la dimension d'inactivité qui est à prendre en considération et, d'autre part, de la démarche entreprise par un acteur individuel ou collectif en vue de l'acquisition d'un emploi. Du reste, lorsque l'on intègre ces deux paramètres, il n'est pas excessif de dire, à propos du concept de chômage, qu'il désigne une situation objective dans laquelle se trouve une personne (ou un groupe de personnes) qui est contrainte à une inactivité totale ou saisonnière bien qu'étant apte à offrir ses qualifications, ses compétences, bref, sa force de travail.

Au Cameroun, le chômage qui se vit peut être dit de « type structurel » ou « conjoncturel » car il est, *grosso modo*, dû au ralentissement brutal de la croissance provoqué par la crise économique. En effet, ainsi que le rapportent Njike Njikam et al. :

« Le désinvestissement de l'Etat a provoqué de nombreux licenciements qui, à leur tour, ont fait monter le chômage, comme le confirment des enquêtes réalisées en 1991 et 1994 dans la ville de Yaoundé. En effet, il apparaît que 3 chômeurs sur quatre à Yaoundé exerçaient trois années plus tôt une activité, et plus de la moitié des travailleurs protégés sont devenus chômeurs en 1994. »¹⁵⁶

On s'en aperçoit, à travers les références indicatives qui précèdent, si l'on peut dire du chômage qui sévit au Cameroun qu'il est « structurel » ou « conjoncturel », c'est parce qu'il

¹⁵⁴ Jean-Pierre Durand in André Akoun et Pierre Ansart (sous la dir.), *Dictionnaire de sociologie*, op. cit, p. 72.

¹⁵⁵ Nous faisons ici référence à la définition que propose le Bureau International du Travail (BIT), ainsi qu'à celle que suggère Gilles Ferréol. Cf. Ferréol et al. *Dictionnaire de sociologie*, Armand Colin, Paris, 2002, Coll. « Coursus », 3^e éd, p. 19.

¹⁵⁶ Gilles Bertrand Njike Njikam et al, *Caractéristiques et déterminants de l'emploi des jeunes au Cameroun*, 2005.

est, à la base, lié à des données variables qui ont déterminé (et déterminent encore) à un moment précis la situation de l'économie.

Les recherches issues de la sociologie du chômage nous instruisent que ce phénomène n'affecte pas les acteurs qui évoluent dans l'espace social de la même façon. A vrai dire, la vulnérabilité des travailleurs potentiels ou effectifs peut être subordonnée à plusieurs variables. Dans ce sens, la catégorie socioprofessionnelle, l'âge, le sexe, le diplôme, l'origine ethnique, l'appartenance religieuse, le milieu de résidence sont, sans les épuiser, certaines variables à considérer et qui sont susceptibles de structurer le champ socioprofessionnel. Ce constat est riche de sens quand on le confronte à ce qui se dynamise, quant à la question du chômage, dans la surface collective camerounaise. En effet, plusieurs variables, parmi celles énumérées, aident à comprendre les particularités du chômage qui, au Cameroun, apparaît, à maints égards, comme endémique.

Selon de récentes estimations du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), le Cameroun enregistre, aujourd'hui, une forte proportion de chômeurs¹⁵⁷ parmi laquelle, à en croire la même source, il y aurait une très grande population de jeunes. Pour les rédacteurs du Projet DSRP Jeunesse,

« Alors qu'il est évalué à environ 8% de la population active totale, il touche près de 15% des jeunes actifs, avec des écarts prononcés selon le sexe et le milieu de résidence. Les jeunes constituent ainsi la couche de la population qui tire le chômage vers le haut. Les jeunes chômeurs représentent près de la moitié du total des chômeurs avec en milieu rural une proportion avoisinant les 60% du total. »¹⁵⁸

A partir des données que fournit le Projet DSRP Jeunesse, on est forcé de reconnaître que le chômage constitue le problème le plus préoccupant dans la problématique de l'emploi en milieu jeune. L'ampleur et l'impact du chômage sont d'ailleurs soulignés par de nombreuses autres études. Ainsi, par exemple, en reconnaissant que l'envolée du taux de chômage constitue le premier indicateur de la difficulté d'insertion des jeunes camerounais sur le marché du travail, voici ce qu'on peut lire dans un rapport que la Banque Mondiale (BM) consacre à l'analyse de la situation socio-économique au Cameroun :

¹⁵⁷ *Cameroon Tribune* du 17 Janvier 2007. De notre point de vue, ces données chiffrées ne reflètent d'ailleurs que très partiellement la réalité.

¹⁵⁸ Projet DSRP Jeunesse, 2006, p. 1.

« À Yaoundé, sur dix jeunes de 10 à 29 ans se présentant sur le marché du travail en 1992, trois sont chômeurs, six passent dans le secteur informel et un seulement intègre le secteur moderne (public ou privé) »¹⁵⁹.

Les deux enquêtes réalisées respectivement en 1996¹⁶⁰ et 2001¹⁶¹ auprès des ménages sont plus précises. D'après les résultats qu'elles fournissent, le chômage atteindrait le taux de 17% en 1995. Il reflète surtout une population jeune car, sur près de 35% de la population active au chômage, 60% sont des jeunes de moins de 30 ans. On peut aussi consulter les résultats de l'« enquête sur l'emploi et le secteur informel » réalisée en 2005 pour se rendre compte de l'impact du chômage parmi les jeunes. D'après cette étude, le taux de chômage se situerait à 4,4%. Interrogé pour qu'il réponde à la question de savoir « *quelle est la partie de la population la plus touchée par le chômage* », Joseph Tedou, le directeur général de l'Institut National de la Statistique (INS) au Cameroun affirme :

« La situation est plus alarmante chez les jeunes qui sont de plus en plus nombreux à arriver sur le marché du travail. Aujourd'hui, les jeunes de 17 ans représentent la moitié de la population. Le problème est que l'offre ne suit pas. Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont particulièrement touchés par ce phénomène. Dans cet environnement économique, le diplôme ne facilite plus nécessairement l'insertion professionnelle, puisque le taux de chômage augmente avec le niveau d'instruction. »¹⁶²

En faisant parler ces données chiffrées qui mesurent la courbe évolutive du chômage et qui sont assimilables à des « statistiques de la mort », il est difficile de récuser le fait, très significatif, que ce phénomène travaille beaucoup plus les jeunes. Cela ne s'explique pas seulement par l'unique argument économique conjoncturel. En réalité, la situation précaire du marché du travail au Cameroun est due à une combinaison de plusieurs facteurs. Parmi les facteurs souvent évoqués ou étudiés, on retrouve les éléments liés à l'évolution démographique du pays. En effet, le marché du travail est lié à la structure par âge et sexe et à l'évolution de la population. En parcourant le Projet DSRP Jeunesse, on lit ceci :

¹⁵⁹ Banque Mondiale, « Cameroun : Diversité, Croissance, et Réduction de la pauvreté », Rapport n° 13167-CM, 1995, p. 91.

¹⁶⁰ DSCN, « Conditions de vie des ménages au Cameroun en 1996 », MINEFI, ECAM I, 1997.

¹⁶¹ DSCN, « Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2001 », MINEFI, ECAM II, Cameroun, 2002.

¹⁶² In Interview accordé à Louise Simonet le lundi 19 juin 2006 et portant sur la Première étude sur le marché de l'emploi au Cameroun. On peut retrouver l'exhaustivité de cet entretien sur le site d'Afrik.com. cf. www.afrik.com.

« La population active, qui comprend la somme des personnes pourvues d'un emploi et les chômeurs, augmente à un rythme plus rapide que la population totale. La part de la population active dans la population totale est en effet passée de 34,3% en 1987 à 37,3% en 1996 et à 40,5% en 2001. »¹⁶³

A cause de la croissance démographique, poursuivent les auteurs du document précédemment cité :

« [...] on assiste à l'arrivée d'un nombre plus élevé de nouveaux jeunes sur le marché de l'emploi où la pression se fait de plus en plus sentir avec environ 75 400 nouveaux candidats qui en moyenne s'ajoutent chaque année. »¹⁶⁴

Et, *« face à une évolution si pressante de l'offre du travail, la demande ne peut que stagner. »¹⁶⁵* Pour approfondir cette conclusion à laquelle sont parvenus les auteurs du Projet DSRP Jeunesse, ce sur quoi il convient de mettre l'accent, c'est que, il n'y a pas une correspondance entre le marché du travail et les fluctuations qui s'observent au niveau de la dynamique démographique. Pour le dire autrement, si la demande est inerte, ce n'est pas seulement en raison de l'évolution aigue de l'offre du travail. C'est aussi du fait d'un environnement économique et structurel qui ne s'adapte que très peu aux changements qui surviennent, non seulement au niveau des mécanismes économiques, mais aussi, dans le compartiment démographique. Car, cela se sait, la politique économique tout comme la politique en matière d'emploi d'un pays ne sont guère immuables. Elles sont à adapter aux mutations historiques que traverse la société. Ces changements surviennent aussi bien au niveau local qu'au niveau de la société internationale. Or, à bien observer ce qui se dramatise sur la scène sociale camerounaise, force est de constater qu'il y a un décalage entre les exigences du marché de l'emploi et le profil de formation que reçoivent les jeunes camerounais. Et il est dès lors judicieux de se poser la question de savoir *« quel problème se pose pour les jeunes »*. Invité à répondre à cette interrogation, Joseph Tedou précise :

« Il y a un problème d'adéquation entre l'offre de travail et les profils des jeunes. L'emploi public continue de symboliser en quelque sorte l'emploi décent, mais les jeunes en sont exclus à cause de la mise en œuvre, depuis la fin des années 80, de plusieurs programmes de stabilisation des finances publiques et

¹⁶³ Projet DSRP Jeunesse, 2006, p. 2.

¹⁶⁴ Idem.

¹⁶⁵ Idem.

d'ajustements structurels. L'emploi privé formel, qui aurait pu constituer une alternative, demeure encore bloqué. Ces jeunes gens lancés sur le marché du travail, cherchent un moment ... Et lorsqu'ils sont désespérés de ne rien trouver, ils se tournent vers le secteur informel qui est le seul à fournir des opportunités d'emplois, certes peu décentes, mais qui assurent la survie. Cette conjoncture est due à la crise économique qui a touché le Cameroun dans les années 1990 et dont le pays ne s'est toujours pas remis »¹⁶⁶.

Sans perspectives d'emplois satisfaisants, les jeunes au Cameroun sont sacrifiés dans la mesure où, ce sont eux qui paient le plus lourd tribut au chômage. Une situation de chômage qui a pour corollaire une aggravation de la précarité parmi les jeunes. En guise d'illustration, 85,4% de la population entre 20 et 30 ans qui travaillent gagnent moins de 40 000 francs CFA¹⁶⁷. D'autres sources indiquent que 69,3% de travailleurs, dont un fort taux de jeunes, gagnent moins que le salaire minimum légal au Cameroun qui est de 28 216 francs CFA¹⁶⁸. Ce qui représente « un salaire de misère insuffisant pour vivre et subvenir à ses besoins ... »¹⁶⁹. On s'en convainc, les jeunes vivent dans un état d'extrême précarité. Celle-ci se laisse lire comme le fait de manquer de ressources économiques pour satisfaire les besoins fondamentaux, notamment l'alimentation, l'accès à un logement décent¹⁷⁰, les soins de santé, l'éducation, etc. Les jeunes ne sont donc, par conséquent, pas seulement au chômage. Ils sont aussi, à cause de cet état de fait, indigents, démunis. En témoignent les conditions d'existence dans lesquelles ils évoluent¹⁷¹.

Cette situation affecte le pouvoir d'achat de cette catégorie de la population. Dans cette perspective, la baisse du pouvoir d'achat que connaissent les jeunes est également une porte d'entrée à partir de laquelle il est possible de lire la « disette chronique » qui est à l'œuvre dans le monde des jeunes. Privés de travail, les jeunes sont aussi, pour la grande majorité, désargentés. En dépit de la pénurie de statistiques effectives à partir desquelles il nous serait possible d'évaluer avec pertinence le pouvoir d'achat effectif des jeunes, certains

¹⁶⁶ In Interview accordé à Louise Simonet le lundi 19 juin 2006 et portant sur la Première étude sur le marché de l'emploi au Cameroun, op.cit.

¹⁶⁷ Projet DSRP Jeunesse, op.cit.

¹⁶⁸ Le montant du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) au Cameroun a été fixé par le Décret n° 2008/2115/PM du 24 juin 2008 portant revalorisation du SMIG.

¹⁶⁹ In Interview accordé à Louise Simonet, op. cit.

¹⁷⁰ Pour approfondir cet élément, voir sur un plan général, la contribution de Pierre Mbouombou dans sa thèse de Doctorat en Sociologie intitulée « *Habitat et dynamiques urbaines à Yaoundé* », Université de Yaoundé I, 2008, Inédit.

¹⁷¹ Eric de Rosny, « *Douala : l'impossible au quotidien* », in Etudes, Paris, n°3864, Avril, 1997, pp. 459 – 468. Voir aussi sur ce sujet Gilles Séraphin, *Vivre à Douala. L'imaginaire et l'action dans une ville africaine en crise*, L'Harmattan, Paris, 2000, Coll. « Villes et entreprises ».

faits peuvent être cités, qui attestent la chute du pouvoir d'achat chez les jeunes. Dans cette trajectoire démonstrative, ce que révèle le profond mouvement de protestation sociale et politique qui a secoué le Cameroun à la fin du mois de février 2008, c'est l'immense étendue de la précarité sous laquelle croulent de nombreuses populations citadines. Ce n'est d'ailleurs pas, non sans raisons, que les colères populaires de cette période précise ont été baptisées, par les médias, « les émeutes de la faim ».

En tentant une anthropologie des principaux acteurs impliqués dans ce moment contestataire, on se rend compte que cette insurrection a principalement été animée par les jeunes¹⁷². En effet, aussi bien à Douala, Yaoundé, Bamenda, Buéa, etc., cet épisode de protestation populaire a été largement suivi, sous des modalités diverses, par des jeunes camerounais¹⁷³. Ces derniers, à qui l'on a promis depuis fort longtemps un bout du tunnel qui tarde toujours à venir, n'ont pas hésité à « retrousser les manches ». Certains jeunes ont ainsi eu à défiler dans les rues des principales villes camerounaises. Les messages portés sur la grande partie des pancartes résumant en quelque sorte les doléances des manifestants étaient les mêmes : « *on a faim* », « *non à la vie chère, trop c'est trop* », « *Paul Biya, la jeunesse avant la constitution* », « *non à la vie chère et à la clochardisation des Camerounais.* »

On peut s'en apercevoir, une analyse thématique des messages exprimés par les jeunes – mais pas seulement – à travers les pancartes indique clairement que ce sur quoi portaient principalement les revendications des jeunes camerounais qui ont manifesté leur mécontentement, c'est l'amélioration des conditions d'existence qu'ils affrontent quotidiennement dans des circonstances de rareté matérielle. Cette préoccupation se comprend aisément dans un contexte économique où se vit une inflation exponentielle. Et où, paradoxalement, en dépit de l'élévation du niveau de vie, on n'assiste guère à des revalorisations salariales conséquentes¹⁷⁴. Devant cette réalité, il faut reconnaître qu'il est

¹⁷² Ainsi que le montrent le nombre d'arrestations effectuées sur cette tranche d'acteurs. Voir aussi les résultats de l'étude réalisée par une équipe de chercheurs du Centre National de l'Éducation (CNE) au Cameroun, op. cit.

¹⁷³ Parmi la population de jeunes qui ont eu à prendre une part active à la crise de février 2008, il y avait des chômeurs, des étudiants, des élèves, des collégiens, des « sauveteurs », des conducteurs de motos-taxis, etc.

¹⁷⁴ À ce sujet, il est important de noter que, pour faire face à la crise économique qu'il a connu à partir de la fin de la décennie 80, le gouvernement camerounais a, par deux fois, au cours de l'année 93, procédé à la baisse des salaires des fonctionnaires (de près de 50%). Qui plus est, ces salaires n'ont pas été, pendant longtemps, revus à la hausse malgré l'effectivité de la dévaluation du franc CFA en 1994. Ce n'est que récemment, c'est-à-dire précisément au mois de mars 2008 que le chef de l'État camerounais a commandé à son équipe gouvernementale de prendre des mesures visant à revoir le salaire des agents du service public à une hausse salariale de 10% ; Cf. Cameroun Tribune n° 9054/5253 du 10 mars 2008. En dépit de ces mesures, on ne peut manquer de s'interroger sur leur pertinence dans un contexte où le niveau de vie a explosé de plus de la moitié depuis l'année 1994 et où d'autres États en Afrique, qui enregistrent un taux de croissance inférieur à

difficile à la majorité des Camerounais de suivre. Et les jeunes font partie de la catégorie qui est la plus touchée par cette situation de précarité.

Dans notre présentation de la situation économique des jeunes, nous n'avons jusqu'ici que trop mis l'accent sur le chômage et cela se comprend dans un contexte de difficultés d'insertion professionnelle. Cependant, le chômage n'est pas le seul pôle à partir duquel nous est possible d'apprécier la situation des jeunes au Cameroun, tout au moins en ce qui concerne le compartiment économique. D'ailleurs, ainsi que le reconnaît le coordonnateur de la première étude sur le marché de l'emploi au Cameroun, dans un pays où l'économie est largement dominée par l'informel, la notion occidentale de chômage ne va pas sans susciter quelques réserves. Pour Joseph Tedou en effet,

« Cette définition ne convient pas à l'économie du pays. Elle est insuffisante. Les indicateurs pris en compte pour obtenir le chiffre du chômage dans cette enquête sont ceux du Bureau International du travail (BIT). Mais la définition donnée par le BIT n'est pas pertinente, car elle ne renvoie pas à la qualité de l'emploi. Un chômeur BIT est une personne qui n'a pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) lors de la semaine précédant l'enquête et ayant recherché un emploi au cours du mois précédant l'enquête. Pour un Camerounais ordinaire qui connaît bien son milieu, le chômage ne peut pas toucher que 4,4% de la population active. Pour avoir des chiffres plus objectifs, il aurait fallu prendre en compte le chômage, le sous-emploi et le chômage déguisé. Car, si on le prend au sens élargi (chômeurs BIT+chômeurs découragés) le taux de chômage s'élèverait à 6,2% soit un écart de 1,8 point par rapport au taux de chômage affiché »¹⁷⁵

A vrai dire, dans le cadre de notre analyse, le débat sur les statistiques obtenues ou sur celles que l'on aurait pu obtenir si on avait tenu compte d'autres paramètres nous paraît secondaire. Ce qui est instructif pour cette réflexion, c'est l'inadéquation de l'arrière-fond méthodologique et prétendument objectif à partir duquel s'est construite la production des données statistiques pour évaluer « le taux de chômage » au Cameroun et la réalité empirique. Laquelle atteste la forte massification des jeunes dans le secteur informel.

celui que connaît le Cameroun, ont procédé à des revalorisations salariales assez importantes comme c'est le cas au dans la plupart des pays en Afrique de l'Ouest.

¹⁷⁵ In Interview accordé à Louise Simonet, op. cit.

II – 2 – Le développement du secteur informel

Qu'est-ce que le secteur informel ? Quelle place les jeunes y occupent-ils ? Ces interrogations nous intéressent. En effet, à partir d'elles, il est possible de dévoiler la physionomie du vécu d'une frange importante de la jeunesse au Cameroun.

Plusieurs auteurs se sont efforcés de réfléchir à la problématique de l'informalisation des économies dans le monde. En parcourant un certain nombre de travaux menés sur cette question ¹⁷⁶, on apprend que le développement de l'économie informelle dans la majorité des pays du continent noir est dû à plusieurs facteurs. Parmi les plus significatifs, il convient de mentionner la mort de l'Etat-providence et surtout, la faillite des politiques de réformes économiques mises en route par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). En gros, les directives impulsées par ces institutions internationales provoquent une décélération nette des activités du secteur privé et public : compression du personnel, gel des embauches, baisse des salaires, etc. Il s'en suit une crise qui affecte profondément le secteur de l'emploi et, dans le même temps, on note une hausse du chômage qui s'épanouit en laissant comme séquelles une impécuniosité et une précarité existentielle qui se posent avec acuité, notamment au niveau des couches sociales défavorisées.

Devant la démission flagrante de l'Etat de ses responsabilités et face à la précarité des conditions d'existence qui ne cesse de prendre de l'ampleur, la population en général, et les jeunes en particulier, ont développé plusieurs stratégies de survie. Dispersion des stratégies mais aussi dispersion des savoirs, la lutte contre le chômage et contre la pauvreté au Cameroun se manifeste de façons multiples et variées. L'une des plus remarquables de nos jours est, sans conteste, la pratique des activités économiques dites « informelles ».

¹⁷⁶ Pour un exemple, voir Jean-Pierre Lachaud (sous la dir.), *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique subsaharienne : analyse comparative*, Institut international d'études sociales, Genève, 1994. Lire aussi Bruno Lautier et al., *L'Etat et le secteur informel*, L'Harmattan, Paris, 1983 ; Carlos Maldonado et al., *Petits producteurs urbains d'Afrique francophone*, Genève, BIT, 1987 (1^{ère} édition) ; Carlos Maldonado et B. Gouffryau, *L'économie informelle en Afrique francophone. Structures, dynamiques et politiques*, Genève, BIT, 2001 ; Hernando Soto (de), *The other Path*, Washington DC, Hardcover, 1989 ; Meine Pieter van Dijk, *Le secteur informel de Dakar*, L'Harmattan, Paris, 1986a ; Meine Pieter van Dijk, *Burkina-Faso. Le secteur informel de Ouagadougou*, L'Harmattan, Paris, 1986b. Sur l'émergence du secteur informel au Cameroun, consulter Kengne Fodouop, *Les petits métiers de rue et l'emploi. Le cas de Yaoundé*, Yaoundé, Sopecam, 1991. Du même auteur et sur le même sujet, se reporter aux titres suivants : *Le secteur informel porteur de technologies de la ville de Yaoundé*, Yaoundé, Fondation Friedrich Ebert, 1992 ; en collaboration avec Alain Metton, *Economie informelle et développement dans les pays du Sud à l'ère de la mondialisation*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 2000.

La définition de l'expression « secteur informel » ne fait pas l'unanimité des chercheurs. Elle varie selon les analystes et selon le point de vue considéré. Sur le plan étymologique, le terme viendrait de l'anglais « *informal* » qui signifie « ce qui est officieux », « non officiel », ce qui est en dehors des règles ou des statuts. Par la suite, le français l'a emprunté et l'a utilisé dans différents secteurs concernés. Pour Gauthier de Villiers :

« [...] les activités du secteur informel seraient [...] des activités pratiquées généralement par des pauvres, exercées plus ou moins en marge des lois et des institutions officielles et relevant des normes spécifiques par rapport à celles de la modernité »¹⁷⁷.

La définition qu'avance Guy Verhaegen épouse les mêmes contours. Pour cet auteur, l'informel désigne : « [...] toute activité économique spontanée, échappant en grande partie au contrôle de l'administration, souvent en marge des obligations légales, non recensées dans les statistiques officielles, bénéficiant rarement des activités promotionnelles de l'Etat »¹⁷⁸.

Ces définitions, quoique limitatives¹⁷⁹, ont ceci de particulier qu'elles mettent l'accent sur le manque du contrôle par l'Etat et sur l'aspect pratique de l'activité pour les populations qui font face à l'adversité.

Parmi ces pauvres, on retrouve un nombre important de jeunes. A titre d'illustration, « 86,2% des jeunes travaillent dans le secteur informel. »¹⁸⁰ Qui plus est, les résultats de l'« enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005 » aident à mieux rendre compte de l'insertion des jeunes dans le secteur informel. En effet, dans le rapport principal de la phase 2, on peut lire ceci :

« La moyenne d'âge des actifs informels est de 32 ans. Cette moyenne est plus élevée chez les travailleurs indépendants (travailleurs pour compte propre et patrons) où elle est de plus de 36 ans. Les travailleurs dépendants sont beaucoup plus jeunes avec un âge moyen de 22 ans. Les jeunes de moins de 25 ans représentent le tiers des actifs. Ils sont particulièrement nombreux dans les emplois dépendants (64,8% de jeunes)

¹⁷⁷ Gauthier de Villiers, *Le pauvre, le hors la loi, le métis. La question de l'économie informelle en Afrique*, Cédaf, Bruxelles, 1992, p. 4.

¹⁷⁸ Guy Verhaegen, *Le rôle de l'informel dans le développement économique du Zaïre*, cité par Opanga Ekanga, « Approche globale du secteur informel. Concepts et poids dans l'économie du Zaïre », Communication tenue lors du colloque sur *l'Informel : Survie ou chance pour le Zaïre ?*, Kinshasa, mai 1995, inédite.

¹⁷⁹ Sur le caractère limitatif de ces définitions, lire Paul Bodson et Paul-Martel Roy, *Survivre dans les pays en développement*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 9-10. Voir aussi Serge Latouche, *L'autre Afrique. Entre don et Marché*, Paris, Albin-Michel, Bibliothèque Economie, 1998.

¹⁸⁰ *Cameroon Tribune* du 12/01/2000

puisque'ils constituent 62,2% des apprentis payés, 83,6% des apprentis non payés et 74,6% des aides familiaux. »¹⁸¹

La description qui suit nous fournit des renseignements plus objectifs sur la présence des jeunes dans le secteur informel :

Tableau : Répartition des actifs de moins de 25 ans selon le statut par secteur d'activité (%)¹⁸².

Secteur d'activité	Travailleurs indépendants	Travailleurs dépendants	Ensemble
Industrie	43,3	54,3	50,4
Commerce	23,2	21,3	21,9
Services	33,5	24,4	27,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INS, EESI 2005, Phase 2

D'après ce tableau, il apparaît que :

« Lorsqu'ils s'installent à leur propre compte, les jeunes se dirigent principalement vers le secteur industriel (beaucoup plus dans l'agro-alimentaire), ensuite dans le secteur des services (dans la restauration) et enfin dans le commerce, essentiellement le commerce de détail. Lorsqu'ils intègrent des UPI déjà existantes en tant qu'employés, c'est encore principalement dans l'industrie et les services qu'ils le font »¹⁸³.

La présence massive des jeunes dans le secteur informel peut être expliquée par plusieurs arguments. La première raison qui peut être avancée est, sans aucun doute, le fait que les activités qui sont menées dans la sphère du secteur informel se caractérisent par la

¹⁸¹ Institut National de la Statistique, *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005*, Phase 2, Rapport principal, Février 2006, p. 35.

¹⁸² Institut National de la Statistique, *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005*, op. cit., p. 36.

¹⁸³ Institut National de la Statistique, *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005*, op. cit., p. 35.

faiblesse du capital nécessaire à leur mise en train. En effet, il faut reconnaître que la facilité d'accès qu'ont les jeunes aux métiers informels s'explique par la modicité des sommes nécessaires pour réaliser des investissements dans ce secteur. Etant entendu, ainsi que nous nous sommes efforcé à le montrer dans nos précédents développements que les jeunes sont, pour la plupart, non seulement au chômage, mais aussi en situation de précarité, il leur est plus accessible de se tourner vers le secteur informel pour lutter contre la pauvreté urbaine¹⁸⁴.

En réalité, la faiblesse des ressources économiques n'est pas la seule caractéristique qui aide à mieux comprendre pourquoi les jeunes s'orientent vers le secteur informel. D'autres caractéristiques existent, qui méritent d'être citées. On a ainsi, par exemple, le recours aux ressources locales, la propriété familiale de l'entreprise, l'échelle restreinte des opérations, l'utilisation des techniques à forte intensité de main-d'œuvre et d'adaptation au milieu, l'acquisition des qualifications en dehors du système scolaire officiel et la facilité d'opérer sur des marchés non réglementés, mais ouverts et compétitifs.

A ces critères, on peut aussi en adjoindre d'autres non moins importants à l'instar de ceux qui suivent : le fait de ne pas bénéficier d'un crédit bancaire, de présenter un caractère provisoire ou ambulante, de se contenter des investissements faibles, de ne pas tenir de comptabilité, de ne pas inscrire le personnel à la caisse de la sécurité sociale, d'avoir un horaire de travail irrégulier, de ne pas avoir de statut juridique, etc.

S'il est vrai que le secteur informel vient en aide dans la lutte que les jeunes mènent contre l'exclusion sociale en ce sens qu'il leur offre des débouchés professionnels, il faut néanmoins reconnaître que le secteur informel ne va pas sans poser des problèmes. En effet, malgré l'accessibilité et la faisabilité qu'on lui reconnaît, le secteur informel pose un problème de sous-emploi et de travail mal rémunérés ou médiocres¹⁸⁵. Et les jeunes qui s'emploient dans ce domaine d'activités ne sont pas dupes de cette réalité. Interrogé pour savoir s'il trouve son compte dans l'exercice quotidien de son occupation, André, un jeune

¹⁸⁴ La contribution du secteur informel à la lutte contre le chômage est déterminante au regard de l'importance des emplois qu'il crée. « En 1992 [à Yaoundé], plus de 80% des emplois dans l'année l'ont été par le secteur informel, alors que le secteur public ne contribuait qu'à 5% des créations ». Dans la même perspective, selon une étude du BIT/Cameroun citée par le journal *Le Messager* du 16 mars 1996, « le secteur informel comptait 260.000 entreprises pour 1.300.000 emplois, soit 24,5% de la population active du Cameroun. Le secteur informel était ainsi le 2^{ème} pourvoyeur d'emplois de ce pays après le secteur agricole et génèrait une masse salariale de 176 milliards de FCFA ». D'autre part, des enquêtes plus récentes confirment cette tendance. Ainsi, « le secteur informel avec 90,4% des actifs recoupés (dont 55,2% dans le secteur agricole) fournit le plus d'opportunités d'insertion économique malgré les conditions de vie précaires », in Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005, op. cit., p. 13. En ce qui concerne les jeunes, avec 86,2% qui y exercent, le secteur informel est le plus grand fournisseur et créateur d'emplois, cf. *Cameroon Tribune* du 12 janvier 2000.

¹⁸⁵ Cf. les résultats de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005 ».

homme de 24 ans, vendeur d'eau glacée au marché d'Essos répond : « *Je me défends. Comme la vie est dure comme ça là, on fait avec ce qu'on trouve et on essaie d'aider la famille avec ce qu'on peut* ». Cette réponse est assez similaire à celles que nous fournissent Kara et Jo, respectivement revendeuse d'Okok au marché Mokolo et photocopieur au quartier dit « Ecole des Postes »¹⁸⁶ à Yaoundé. Pour Kara, âgée de 32 ans et mère d'une fille de 12 ans, « *le marché est fort, il y a des jours où tu viens c'est sec. Le dehors est dur. Parfois, tu es malade, mais tu dois être là, sinon les enfants vont manger quoi ? C'est mon bureau ici* ». Joe, 23 ans, affirme quand à lui : « *Le dehors a les dents mon frère, c'est dur, mais on va faire comment ? On supporte seulement* ». Les propos de Romuald, jeune sauveteur âgé de 28 ans, rencontré au marché Mvog-Ada, ne s'inscrivent pas en porte-à-faux de ceux des trois précédents répondants. Il reconnaît : « *Mon frère, on se débrouille seulement et on supporte. Le jour où on trouve mieux ailleurs, on part. Le commerce que tu vois si est trop aléatoire* ».

Ce qui frappe dans les dires de ces répondants, c'est l'insistance mise sur les difficultés quotidiennes qu'ils expérimentent dans leur secteur de compétence. « *C'est dur* », « *c'est sec* », « *le dehors a les dents* », etc. sont autant des tournures de tous les jours que prononcent les jeunes qui « attaquent le dehors », pour emprunter une catégorie doxique. Trois expressions sont particulièrement redondantes dans les conversations avec les jeunes qui sont insérés dans cette sphère : « se défendre », « se battre » et « se débrouiller ». A eux trois, ces verbes pronominaux, généralement conjugués au présent de l'indicatif¹⁸⁷ (« on se défend », « on se débrouille », « je me défends », « je me débrouille », « on se bat », « je me bats », etc.), sont devenus une véritable transcription symbolique dans la mesure où ils exposent, d'une manière schématique, et en le résumant, le vivre-au-monde-concret d'une frange importante de la jeunesse urbaine camerounaise dans un tournant de leur existence où subsister est une gageure quotidienne. En effet, « se défendre », c'est résister à une attaque. « Se défendre », c'est aussi lutter, se battre. Dans le vocabulaire militaire, « se défendre », c'est lutter pour résister à une attaque hostile. C'est la raison pour laquelle, dans ce contexte, on utilise souvent l'expression « se défendre contre l'ennemi ». Cette signification n'est pas éloignée de ce que revêtent, pour le jeune inséré dans le secteur informel, les expressions « se défendre » et « se battre ». Dans un environnement difficile où la satisfaction des besoins primaires ne constitue pas un *allant de soi*, le jeune se considère comme agressé par les conditions de son existence. Pour lui, ne pas pouvoir accéder à la jouissance du minimum

¹⁸⁶ En référence à L'Ecole Nationale des Postes et des Télécommunications (ENSPT). En réalité si l'on tient compte de la nomenclature officielle, ce quartier se dénomme Ngoa-Ekellé IV.

¹⁸⁷ Temps utilisé principalement pour exprimer une action contemporaine de l'énonciation.

vital (manger, se loger décentement, se scolariser, etc.) est perçue comme une offense, une provocation qu'il ne digère pas facilement. En investissant le secteur informel pour y pratiquer des activités génératrices de revenus, il élabore une réponse vive et prompte à une situation socio-économique qui le marginalise. Il contre-attaque. Il résiste, avec pugnacité, aux agressions que représentent pour lui l'exclusion sociale et la pauvreté urbaine. Et c'est donc, fort opportunément, que certains auteurs lisent la présence des acteurs sociaux dans l'économie informelle comme une stratégie de survie¹⁸⁸. On pourrait même parler, en nous inspirant du sous-titre d'un ouvrage de Jean-Marc Ela, d'une riposte populaire à la crise¹⁸⁹. C'est aussi cette intention qui point derrière le recours à l'expression pronominale « se débrouiller ».

« En général, les activités informelles n'offrent à ceux qui les exercent que des revenus faibles (en comparaison à ceux fournis par les unités économiques modernes) et très irréguliers et un emploi des plus instables [...] ». Le secteur informel se caractérise ainsi également par une instabilité des emplois qui y sont créés et par une très grande précarité des conditions d'activité. Ceci explique, du reste, pourquoi on l'assimile à un « chômage déguisé ». Les données glanées par l'« enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005 » sont éloquentes à ce sujet :

« La précarité et l'absence de protection sont les caractéristiques principales des emplois offerts par le secteur informel. En premier lieu, seule la moitié de la main-d'œuvre employée est constituée de travailleurs permanents. En outre, la quasi-totalité des employés (97,5%) n'ont aucun contrat écrit avec leur employeur. De même cette main d'œuvre ne bénéficie pratiquement pas de prestation ni de couverture sociale.

*Par ailleurs, la durée hebdomadaire moyenne de travail est de 33,8 heures pour les actifs du secteur informel. Cette moyenne cache des durées de travail très hétérogènes. Pendant que la moitié des actifs travaille moins de 24 heures, un tiers travaille en moyenne 16 heures de plus que ceux du milieu rural. Les actifs de Yaoundé, avec 48,8 heures en moyenne par semaine, ont la durée moyenne hebdomadaire de travail la plus élevée. »*¹⁹⁰

Par ailleurs,

¹⁸⁸ Jean-Marc Ela, *Afrique : l'irruption des pauvres*, op. cit.

¹⁸⁹ *Quand l'Etat pénètre en brousse. Les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala, 1990.

¹⁹⁰ « Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005 », Phase 2 : Enquête sur le secteur informel, rapport principal, pp. 12-14.

« L'immense majorité des actifs ont appris seuls le métier (63,8%) ou se sont formés sur le tas dans une unité informelle (29,9%). Le secteur informel forme donc lui-même la main-d'œuvre qu'il utilise.

Environ trois quarts des travailleurs informels n'exercent pas dans un local professionnel, confirmant ainsi la forte précarité généralisée des activités informelles. Les emplois féminins, qui représentent la moitié des emplois, sont plus précaires que ceux des hommes. Les femmes gagnent en moyenne deux fois moins que les hommes. Chaque genre semble se spécialiser dans des branches distinctes : aux femmes « l'agro-alimentaire », la « confection » et la « restauration » ; aux hommes, la « réparation », le « BTP », les « transports », ainsi que le « commerce de gros ». Les jeunes de moins de 25 ans, qui représentent le tiers des actifs informels sont particulièrement nombreux dans les emplois dépendants d'aides familiaux et d'apprentis. Ils se dirigent principalement vers le secteur industriel.

Le revenu mensuel moyen par actif est de 29 600 FCFA, montant supérieur de 26% au salaire minimum officiel. Ce revenu est deux fois plus élevé en milieu urbain (41 900 FCFA) qu'en milieu rural. Il existe de fortes disparités de revenus. Les revenus les plus élevés se trouvent dans le secteur des services. Par ailleurs, la rémunération est une fonction croissante du statut dans l'emploi et du niveau d'instruction. »¹⁹¹

Ces renseignements, notons-le, ne s'inscrivent pas à rebrousse-poil de nos observations. Ils sont justes la traduction, plus concrète, de certaines caractéristiques qui attestent le sous-emploi, le « chômage déguisé » et la précarité à l'œuvre dans le secteur informel. Dans le cadre de notre sorite, ils nous aident à constater que la situation de la jeunesse camerounaise qui y est, du reste, fortement représentée, ne diffère que très artificiellement de celle dont nous avons pu nous rendre compte en interrogeant la problématique de l'emploi en milieu jeune. D'ailleurs, insertion des jeunes et situation des jeunes dans le secteur informel sont intimement liés dans la mesure où, nous l'avons suffisamment souligné, il y a un lien de causalité et d'interdépendance entre ces deux « choses » sociales.

En analysant ici la problématique de l'emploi en milieu jeune et le développement du secteur informel, notre but était de présenter, à peu près, l'environnement économique dans lequel le jeune évolue. Nous voulions surtout, en prenant appui sur ce pan précis de la réalité sociale, montrer que le contexte économique dans lequel le jeune s'intègre (ou est appelé à

¹⁹¹ « Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005 », Phase 2 : Enquête sur le secteur informel, rapport principal, pp. 12-14.

s'intégrer) est fortement déterminé par les répercussions subséquentes à la récession économique qui a affecté (et continue à affecter) le corps social camerounais. Car, même si on constate une embellie économique quand on interroge les chiffres de la croissance au Cameroun, il faut se presser de faire remarquer que les fruits de cette augmentation positive tardent encore à être répartis, de façon significative, parmi la population. En prenant en considération cette configuration socio-spatiale, la situation du jeune nous y est apparue comme éminemment fragile.

Seulement, il nous est difficile de rendre compte de la position sociale du jeune au Cameroun en circonscrivant uniquement notre regard à la seule dimension de la dépression économique, si importante soit-elle. Cela dans la mesure où celle-ci a fortement déteint sur d'autres aspects de la vie sociale, tout aussi cardinaux pour son épanouissement. Cette volonté de questionner d'autres pans de la réalité sociale est, en plus, en harmonie avec la thèse de Marx qui soutient que le compartiment économique représente l'assise matérielle d'une société sur laquelle se rattache le reste de l'édifice social (notamment la culture et la politique) de sorte que, les changements économiques induisent, à n'en pas douter, des corollaires sur les autres « champs sociaux ». C'est dire que les facteurs sur lesquels nous nous sommes attardé ne sauraient, à eux seuls, expliquer la situation qui est celle du jeune au Cameroun. Et c'est précisément la raison pour laquelle il nous faut considérer dans nos développements ultérieurs la crise sociale et ses manifestations.

III – CRISE SOCIALE ET MANIFESTATIONS SUR LE VECU DES JEUNES

La notion de *crise sociale* n'est pas aisée à aborder. Et, il faut reconnaître qu'il y a une certaine difficulté à cerner son importance dans une conjoncture donnée. Cette difficulté ne se pose pas seulement à nous. Elle est repérable même chez les plus éminents théoriciens de la vie en société. Quoiqu'il en soit, une chose est sûre : il faut une certaine distance dans le temps pour apprécier avec véridicité l'influence et l'envergure véritable d'une crise sociale. Disposons-nous de ce recul ? Il ne nous appartient pas d'en juger. Cependant, il ne fait plus aucun doute pour personne que « *Les sociétés africaines traversent, depuis près de deux décennies, une crise multisectorielle d'une ampleur sans précédent dont elles peinent à*

sortir. »¹⁹² Cette récession n'est pas sans conséquences sur les conditions de vie des membres de ces sociétés. Attentifs au sort des jeunes, Tshikala K. Biaya écrit :

*« Les jeunes (de 40 à 50 % de la population urbaine selon le pays) – « forces vives » d'Etats soumis aux conditionnalités draconiennes de l'ajustement structurel – ont été particulièrement touchés par la crise de l'emploi. Ils ont été à la fois confrontés à l'essoufflement du modèle éducatif colonial, à la fin d'un idéal d'accès à la petite bourgeoisie urbaine, à la disparition de l'Etat-providence et à une précarisation extrême de leurs conditions de vie. (...) En milieu urbain, cette crise économique a également eu des répercussions très importantes (...) »*¹⁹³

Dans cette partie de notre analyse, le but poursuivi est de présenter le contexte social dans lequel les jeunes sont appelés à évoluer dans notre modernité. Nous insistons tout particulièrement sur les conditions de vie des jeunes au Cameroun en montrant en quoi celles-ci sont difficiles. Au terme de cette rubrique, l'on sera mieux renseigné sur les contraintes et les difficultés qu'expérimente la jeunesse et, ainsi, on pourra mieux se figurer ce qu'être jeune au Cameroun en particulier, et en Afrique subsaharienne en général, veut dire. Cette présentation des circonstances sociales dans lesquelles les jeunes sont enjoint d'exercer leur actualité nous force à ordonner notre réflexion autour de certains points.

III – 1 – L'environnement de la santé

Au Cameroun comme dans plusieurs autres régions d'Afrique, en interrogeant le compartiment de la santé, on se rend compte que ce dernier se singularise par la pandémie du VIH/SIDA. Cette pandémie touche, pour la plus grande part, la population jeune au sein de laquelle le taux de prévalence générale est évalué à 5,5% en 2004. C'est, du reste, en prenant en considération cette vérité que certaines enquêtes disent du Sida qu'il représente « *une sérieuse menace pour la jeunesse* »¹⁹⁴. D'après les résultats qu'indiquent l'enquête démographique et de la santé (EDS) réalisée en 2004, quand on considère les caractéristiques socio-démographiques des différents acteurs sociaux, notamment les groupes d'âge, on se rend à l'évidence que, sur le terrain, on assiste à une juvénalisation de l'épidémie. Pour le

¹⁹² Tshikala K. Biaya, « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », in *Politique Africaine* n° 80, Décembre 2005, Paris, Karthala, p. 13.

¹⁹³ Idem.

¹⁹⁴ *Les dossiers du Cluster, VIH/SIDA & Système éducatif : fenêtre sur l'éducation au Cameroun*, Bureau de Yaoundé, Unesco, 2006, p. 13.

montrer, il suffit de jeter un regard sur le taux de prévalence du VIH/Sida. Celui-ci est respectivement de 1,4% pour la tranche 15-19 ans, 5,5% pour la tranche 20-24 ans, 7,8% pour la tranche 25-29 ans, 8,9% pour la tranche 30-34 ans et 8,2% pour la tranche 35-39 ans. Ce qu'il ne faut pas omettre de signaler, c'est qu'il ne s'agit que des statistiques qui prennent en compte les cas cliniquement avérés. C'est dire que, si l'on ne perd pas de vue le fait qu'il existe de nombreux cas non déclarés du fait que certaines catégories de la population restent encore réticentes au test de dépistage du VIH/Sida, le coefficient des malades infectés pourrait être revu à la hausse.

L'EDS fournit aussi des informations sur la distribution du VIH/Sida selon le genre. En parcourant le rapport préliminaire, on apprend ainsi que les jeunes femmes ont un taux de séroprévalence supérieur à celui des hommes. Pour preuve, alors que celui des jeunes hommes compris dans les groupes d'âge variant entre 15-19 ans, 20-24 ans, 25-29 ans et 30-34 ans se chiffrent respectivement à 0,6 %, 2,5 %, 5,1 %, et 8,3 %, pour les mêmes catégories, chez les jeunes filles, on obtient respectivement : 2,2 %, 7,9 %, 10,3 % et 9,4%. En systématisant ces données un peu plus en profondeur, on constate que les jeunes femmes dans la tranche d'âge 20-29 ans ont un taux de séroprévalence deux fois plus élevé (18,2 %) que celui des hommes (7,6 %).

« (...) dans certaines régions, les taux varient même de manière notable selon le sexe. Par exemple (...) dans le Centre, il y a trois fois plus des femmes atteintes par le VIH que d'hommes (6,8 % contre 2,2 %), et plus de deux fois plus des femmes que d'hommes dans l'Adamaoua, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. »

Ces résultats indiquent une féminisation de l'infection à VIH/SIDA dans la mesure où, ils laissent suggérer que les femmes en général, et les jeunes filles en particulier seraient plus exposées au VIH/Sida que leurs partenaires de sexe masculin. Les différences entre les sexes figurent parmi les données saillantes qui maintiennent les femmes dans une situation de vulnérabilité par rapport au VIH. Dans le même temps, du fait de ces disparités, le lourd fardeau de la maladie ploie surtout sur leurs épaules. D'après un document de l'Unicef :

« Les inégalités liées au sexe font que les risques et les conséquences de la séropositivité sont très différents pour les filles et les garçons, les jeunes femmes et hommes, car les facteurs biologiques, sociaux et économiques tissent une toile complexe, une toile que la pauvreté vient encore renforcer »¹⁹⁵.

En effet,

« Comme les filles et les femmes sont souvent plus pauvres et moins instruites que les hommes, elles sont aussi plus souvent dépendantes financièrement et socialement. Ce déséquilibre des pouvoirs limite les choix des femmes dans leurs relations avec les hommes, détermine si et quand elles vont avoir des relations sexuelles et même si ces rapports seront ou non sans danger. En outre, la pauvreté empêche les femmes défavorisées d'avoir accès aux soins médicaux et à une bonne instruction, deux éléments fondamentaux dans la prévention du VIH/SIDA. »¹⁹⁶

Toujours dans le chapitre des facteurs qui exposent davantage les femmes au VIH, il faut aussi relever que :

« Le risque de contamination pendant des rapports sexuels sans protection est entre deux et quatre fois plus élevé pour les femmes que pour les hommes¹⁹⁷. Pour les jeunes filles, ce risque est encore plus fort. Un appareil génital qui n'est pas encore arrivé à maturité peut se déchirer facilement pendant l'acte sexuel, surtout s'il est commis de force ou avec violence, augmentant ainsi les risques d'exposition aux infections. »¹⁹⁸

En considérant les choses d'un autre point de vue, on prend conscience que :

« Dans plusieurs sociétés, les coutumes et les rôles attribués aux hommes et aux femmes ne permettent pas aux femmes d'avoir accès aux informations qui concernent leur corps et leur santé sexuelle. On leur refuse souvent l'accès aux services médicaux, surtout en matière de santé de la procréation, ce qui les prive du traitement et des informations sur les risques liés au VIH. Par ailleurs, les mœurs encouragent parfois les hommes à avoir plusieurs partenaires sexuelles, exposant ainsi au VIH des partenaires pourtant fidèles. »¹⁹⁹

¹⁹⁵ *Les filles, le VIH/SIDA et l'éducation*, Bureau de Yaoundé, Unesco, 2006, p. 9.

¹⁹⁶ Ibidem.

¹⁹⁷ Sur cet aspect, voir John Hopkins University, Bloomberg School of Public Health, « The devastating facts about HIV/AIDS for women », *Population Reports*, Baltimore, printemps 2002.

¹⁹⁸ *Les filles, le VIH/SIDA et l'éducation*, op.cit., p. 9.

¹⁹⁹ Idem. Pour aller plus en profondeur sur les mœurs qui encourageraient parfois les hommes à avoir plusieurs partenaires sexuelles, consulter le document ci-après : *Groupe de travail du Secrétaire général des*

Tous ces éléments indiquent, à suffisance, les éléments à partir desquels prend corps la vulnérabilité féminine. On est, à partir de là, mieux informé sur les dangers qui planent sur les jeunes filles et les femmes – pas seulement en Afrique.

En regardant autrement les informations que fournit l'EDS, il est manifeste, qu' « *en ce qui concerne la situation par milieu de résidence (...) les résultats montrent que, quelque soit le sexe, la séroprévalence dans les villes est plus d'une fois et demi plus élevée que celle en milieu rural.* » Le milieu urbain serait ainsi le cadre où se recrutent la plupart des personnes qui vivent avec le VIH/Sida. Parmi les raisons qui peuvent aider à comprendre une telle réalité, il faut d'abord garder à l'esprit que la ville est avant tout un milieu où se concentre une foule de personnes aux trajectoires composites. La ville, par opposition au village, c'est aussi le lieu de l'anonymat, l'endroit où les gens se rencontrent et partagent, parfois sans vraiment se connaître, certains plaisirs. La ville rend beaucoup de choses possibles. On y retrouve de nombreux loisirs. Au nombre de ceux-ci, on exagère à peine si l'on avance l'idée que le loisir-bar et le loisir-sexe sont les plus pratiqués. Or, le lien entre sida et sexualité n'est pas seulement connu des spécialistes dans la mesure où le pourcentage des femmes et des hommes ayant entendu parler du sida et qui savent qu'il y a un moyen pour éviter le VIH/Sida est élevé. C'est dire que si le sexe est un amusement, ce n'est pas toujours parce qu'on ignore les enjeux qui gravitent autour de sa consommation.

L'autre chose qui aide à comprendre le rapport entre milieu urbain et VIH/Sida, c'est la prise en compte des conditions dans lesquelles de nombreuses citadines et citadins évoluent dans ces secteurs. En effet, les tracasseries matérielles aggravent la situation de ces catégories d'acteurs et les acculent à adopter des comportements sexuels qui ne sont pas toujours de nature à épouser les philosophies développées pour contrecarrer l'inflation du Sida. En dépit de leur attrait pour les milieux urbains, il convient de constater avec Jean-Marc Ela que la ville n'est pas un paradis pour la femme. Très souvent, parce que la ville représente un milieu hostile

« (...) où l'on n'arrive pas à gérer seul les problèmes de logement, d'habillement et de nourriture, la femme est tentée d'investir ses charmes dans la moindre rencontre. Les occasions de ces relations mettent en œuvre des stratégies de conquête

organisée. Il faut à tout prix trouver un partenaire pour briser la monotonie de la vie quotidienne.»²⁰⁰

De plus en plus, les jeunes femmes trouvent leur réconfort économique dans les bras des « sponsors » qu'elles appellent encore affectueusement « le père » en référence à son statut matrimonial. Dans les métropoles camerounaises, la fréquentation de ces sponsors par de nombreuses jeunes filles indique l'ampleur du choix que ces dernières ont fait, de réussir leur intégration urbaine en utilisant comme ressource principale leur corps. Il s'agit là d'une astuce de survie car, « pour nombre de jeunes filles, le corps n'est (...) plus seulement le sujet de beauté. Il doit aussi devenir un objet de rentabilité. Mieux, il ne sera beau que dans la mesure où il atteste de sa rentabilité »²⁰¹. Plus qu'en terrain rural, le corps de la femme, en ville, se donne à voir comme une ressource esthétique, c'est-à-dire, comme un moyen par lequel elle peut influencer le comportement d'autrui et capter des bénéfices. De façon plus précise, l'équipement physique de la femme se présente comme une ressource esthétique dans la mesure où, dans la manière dont il se pare et se meut, se voile et se dévoile, se consomme et s'utilise, il est un moyen dont se sert souvent la ou les femmes pour conquérir certaines positions sociales de prestige. Et, parce qu'elles « sont gentilles », « ne serrent pas les cuisses », « donnent les fesses », « savent réconforter », « prennent soin du ventre et surtout du bas-ventre », de « (...) nombreuses jeunes femmes capitalisent au maximum ces procédures et réussissent, par leurs biais, à conquérir des positions de pouvoir et d'influence non à cause de leurs compétences, mais en compensation de leurs largesses sexuelles. »²⁰² C'est dire, en d'autres mots, que de nombreux destins naissent, se jouent, s'accomplissent et meurent autour de la sexualité.

En observant les interactions sexuelles telles qu'elles se dramatisent entre les femmes et leurs sponsors dans le Cameroun contemporain, on est contraint de remarquer qu'il se produit une transformation dans les imaginaires et les comportements sexuels féminins. Mais, pourrait-il seulement en être autrement dans un contexte social marqué du sceau du sous-emploi, du chômage et de la précarité, quand on sait qu'un tel environnement impose aux acteurs sociaux une reconstruction, une reconfiguration des imaginaires et l'invention de nouvelles ressources symboliques ? Du reste, dans un écosystème social où « les difficultés matérielles aggravent la situation des femmes et retardent (...) la définition d'un nouveau

²⁰⁰ Jean-Marc Ela, *Afrique l'irruption des pauvres*, op. cit., p. 88.

²⁰¹ Achille Mbembé, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, op. cit., p. 137.

²⁰² Ibidem, p. 139.

statut social. », « (...) dans un milieu où tout s'achète (...) »²⁰³ et où de nombreuses femmes arrivent en ville du fait de l'exode rural, que des jeunes femmes, belles et séduisantes « recherchent leur autonomie, obligées d'utiliser leurs atouts physiques pour se placer dans l'un des trois marchés : mariage avantageux, prostitution ou travail, car à qualification égale, la beauté apporte un « plus »²⁰⁴ ne devrait pas déconcerter. Car, si autrefois, dans l'Afrique traditionnelle, le mariage a pu être une solution à travers laquelle les femmes ont pu conquérir un statut social élevé dans la pyramide des positions sociales, aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, force est de reconnaître que, parce que le mariage est devenu difficile,

*« De nombreuses jeunes femmes sont soumises à un célibat qu'elles n'ont pas choisi : ce qui aggrave leur situation. Dans les villes, tout se passe comme si le sexe qui fait aujourd'hui recette, était la grande affaire des femmes exclues de l'emploi. Il faut ici observer les « trottoirs du libéralisme » pour se rendre compte du drame de ces jeunes qui n'ont que leur corps à vendre pour échapper à la précarité des conditions de vie en milieu urbain. »*²⁰⁵

Si la proportion des célibataires augmente dans les centres urbains au Cameroun, le désir de natalité n'est pas en reste ainsi que l'attestent les statistiques sur les filles-mères et les mères-célibataires. Or étant entendu, ainsi que le relève un enquêté, que « toute mère est une potentielle sidéenne », on doit continuer à interroger en profondeur la sexualité des femmes. En effet, pour rendre compte de la façon avec laquelle certaines jeunes filles et jeunes femmes conduisent leur sexualité, il est insuffisant de limiter notre regard aux sponsors. Non pas que leur influence sur le vécu sexuel des jeunes filles et jeunes femmes soit jugée par nous négligeable, mais il y a autre chose. C'est que, dans l'exercice quotidien de leur souveraineté sexuelle, de nombreuses jeunes femmes vivent des situations de multi-partenariat. Dans cette perspective, il arrive souvent que des femmes aient plus d'un partenaire²⁰⁶. A côté de cette réalité, on ne saurait omettre de relever l'existence de la prostitution urbaine qu'a si bien analysée Béat Songue. Pour cette auteure, la prostitution entretient un concubinage étroit avec la réalité du Sida²⁰⁷. Si jusqu'ici, nous n'avons que trop mis l'accent sur la place de choix qu'occupent les femmes dans la production des comportements à risque, il ne faut pour autant pas croire que les hommes sont en reste. En effet, les hommes ont également leur part de

²⁰³ Jean-Marc Ela, *Afrique : l'irruption des pauvres*, op. cit, p. 87.

²⁰⁴ Ibidem, pp. 87-88.

²⁰⁵ Idem, p. 89.

²⁰⁶ Patrick Awondo, « La sexualité chez les étudiants de Douala : entre orthodoxie des pratiques et attrait de l'émergent », article inédit.

²⁰⁷ *Sida et prostitution au Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 1993.

responsabilité dans la médiatisation du VIH/SIDA au Cameroun. Dans cette perspective, il faut dire qu'il n'est pas rare que de nombreux hommes aient un ou plusieurs « bureaux »²⁰⁸ quand ils ne fréquentent pas assidûment des péripatéticiennes. Chez les plus jeunes, la pratique du multi-partenariat est devenue une vérité de Lapalisse. En marge de cette réalité, il se murmure qu'il existe de nombreux jeunes hommes qui se font, de plus en plus, entretenir par des femmes plus âgées qu'eux. Lesquelles n'hésitent pas à pourvoir à leur entretien, leur achetant qui des biens matériels, leur payant qui des études, etc. Mais ce n'est pas tout. Le développement de la prostitution masculine que beaucoup assimilent à l'homosexualité peut également être regardé comme un fait qui est susceptible d'aider à comprendre l'enracinement du SIDA au Cameroun²⁰⁹.

Pour finir, deux éléments, communs aux hommes et aux femmes favorisent directement l'entrée dans le monde du SIDA. Il s'agit de l'usage du préservatif et de la précocité des rapports sexuels. Parlant du premier élément, il convient de rappeler, à la suite des rédacteurs de l'EDS 2004, que *« l'usage du préservatif, bien qu'augmentant avec le cycle d'enseignement fréquenté et bien évidemment avec l'âge, est relativement peu répandu. »* Ce manque de précaution dans les rapports sexuels est préoccupant dans la mesure où les rapports sexuels non protégés constituent le premier mode de transmission du SIDA dans le monde

Par ailleurs, l'infection par le VIH/Sida a, à n'en point douter, une influence significative sur la scolarisation des jeunes et, par voie de conséquence, sur leur formation et leur trajectoire professionnelle future. En effet, la disparition subite ou précoce d'un parent laisse les jeunes sans défenses et ceux-ci se trouvent alors livrés à eux-mêmes. Lorsque les relations parentales (la famille) ne peuvent pas les prendre en charge, ou lorsqu'aucune structure publique n'est apte à les récupérer afin de leur assurer une scolarisation effective, ils n'ont pour seule issue que le travail et parfois la délinquance. A cela, s'ajoute la non-prise en charge gratuite des personnes (en particulier des jeunes) vivant avec le VIH/SIDA qui constitue une des principales sources de fragilisation de la jeunesse, un frein à la croissance économique et une véritable bombe à retardement pour le pays. Qui plus est, le VIH/Sida semble avoir ravi la vedette au paludisme qui, en fait, est la première cause de mortalité en Afrique subsaharienne.

²⁰⁸ Une ou plusieurs maîtresses en d'autres termes.

²⁰⁹ Charles Gueboguo, op. cit.

III – 2 – L'inadéquation entre l'éducation et l'emploi

Affirmer l'inadéquation entre l'éducation et l'emploi au Cameroun c'est, en d'autres mots, reconnaître qu'il y a un manque de correspondance entre l'orientation actuelle du système éducatif (primaire, secondaire et universitaire) et les exigences de l'environnement professionnel actuel. L'idée est donc celle d'une inadaptation, d'un mauvais équilibre entre l'école et le monde du travail. Ici, les questions fondamentales sont celles de savoir à quoi sert l'école dans la modernité africaine et à quoi devrait-elle être utile dans notre contemporanéité. Au Cameroun, si l'on prend en considération ce qui se joue dans le compartiment économique, il est trivial d'affirmer que de nos jours, contrairement à ce qui se passait dans le passé, le diplôme ne garantit plus automatiquement l'accès à un site de travail, c'est-à-dire, à une profession. Ce qui se passe c'est que, en plus des entraves à l'entrée dans le monde du travail, on note un divorce criard entre d'une part, les opportunités d'emplois déjà minces et les types de savoir que reçoivent les jeunes. Pour de nombreux observateurs attentifs à ce qui survient dans les systèmes d'éducation au Cameroun, le contenu actuel des formations primaires, secondaires et universitaires n'apprentent que très peu les jeunes à l'évolution du secteur de l'emploi²¹⁰. Dans cet ordre d'idées, les enseignements que reçoivent les jeunes dans les nombreux établissements secondaires et universitaires où ils sont inscrits se particularisent par leur orientation par trop théorique. L'instruction qu'ils y reçoivent embrasse médiocrement les nécessités actuelles du marché du travail. En effet, la transmission des connaissances s'effectue, en grande partie, dans des cycles d'enseignement qui privilégient une approche générale. A cause de cet état de fait, les jeunes qui empruntent cet itinéraire éducatif ne sont qu'infinitésimalement compétitifs sur le marché de l'emploi, qui n'est rien d'autre que le secteur de l'économie où se négocient l'offre et la demande d'emploi. Ces jeunes accusent un déficit de compétences professionnelles dans la mesure où ils ne disposent pas des qualifications professionnelles qui sont prisées sur le marché du travail. Comme le reconnaît lui-même Yannick, 23 ans, étudiant en Master de Géographie :

« Il y a un manque de formation professionnelle. D'habitude, nous sortons des universités, nous ne savons pas quoi faire parce que nous n'avons pas de formation spécifique. Et nous nous retrouvons à exercer des emplois mal payés »²¹¹.

²¹⁰ Voir les travaux d'André Mvesso : *L'école malgré tout. Les conditions d'une contribution de l'école à l'essor africain*, Yaoundé, PUY, 1998, Coll. « Sociétés » ; *Pour une nouvelle éducation au Cameroun. Les fondements d'une école citoyenne et de développement*, Yaoundé, PUY, 2005, Coll. « Sociétés ».

²¹¹ Entretien réalisé le 15 mars 2009.

En réalité, il ne saurait en être autrement dans un environnement socio-économique où, ce qui particularise la gouvernance éducative, c'est l'inertie. La politique de l'Etat camerounais en matière d'éducation est en déphasage avec les nouveaux enjeux éducatifs qui imposent, de plus en plus, d'intégrer une dimension professionnalisante dans les cursus scolaire et académique afin de dialoguer avec les besoins des entreprises. De nos jours, ce qui rend stérile les longues formations théoriques que reçoivent les jeunes tout au long de leurs études, c'est que celles-ci ne sont pas congruentes aux besoins des entreprises.

S'agissant de la question relative à l'emploi des jeunes, l'obsolescence du système éducatif camerounais est décelable à plus d'un niveau. Commençons par relever la carence d'un échange entre l'institution scolaire et le monde du travail dans lequel les jeunes sont appelés à s'insérer. Cette absence de passerelle entre l'école et l'emploi est manifeste en ceci que, *en dépit des bavardages politiques, le gouvernement camerounais n'a toujours pas défini une politique nationale en matière d'emploi des jeunes*. Et il n'est pas excessif de prétendre, comme le font du reste certaines associations de la société civile que, *tout se passe comme-ci la question de l'emploi des jeunes n'était pas, au-delà des discours politiques*²¹², *au centre des préoccupations politiques des strates dirigeantes*. Car, malgré toute la gymnastique qu'opère le gouvernement de Paul Biya en dotant le Cameroun d'un environnement institutionnel dont l'objectif est de lutter contre l'épineux problème que représente le manque d'emplois, il faut reconnaître que, tant que le Cameroun ne se sera pas doté d'une politique efficiente en matière d'emplois, prétendre, comme le fait l'Etat, vouloir lutter pour l'insertion professionnelle des jeunes en créant des structures comme le FNE ... restera un vœu pieux²¹³. Le chef de l'Etat semble lui aussi reconnaître l'importance de cette action. A cet effet, n'a-t-il pas dit, dans son message du 10 février 2007 à la jeunesse :

*« Le Ministère de la Jeunesse (...), tirant les leçons des Etats généraux de l'emploi, prépare un plan d'action national de l'emploi des jeunes. Un Conseil National de la Jeunesse définira les axes de leur participation au développement de notre pays dans l'optique de la lutte contre la pauvreté »*²¹⁴.

En tout cas la position des jeunes est connue. Dans un document récent, ceux-ci affirment l'importance que revêt à leurs yeux l'élaboration, au Cameroun, d'une politique globale de l'emploi où, ce sur quoi les majuscules doivent être mises, c'est le développement

²¹² Message de Paul Biya à la jeunesse camerounaise, in *Cameroon Tribune* du 13 février 2007.

²¹³ Projet DSRP, 2006, p. 3.

²¹⁴ Message de Paul Biya à la jeunesse camerounaise, in *Cameroon Tribune* du 13 février 2007.

de l'emploi jeune, ainsi que l'indexation de l'ensemble des orientations susceptibles d'aider, pas seulement à la promotion de l'emploi, mais également, à la lutte contre le chômage et le sous-emploi²¹⁵.

Toutefois, rien ne sert à articuler une politique nationale de l'emploi si l'on ne tient pas compte du fait que, toute décision, d'où qu'elle vienne, si elle n'intègre pas dans ses prétentions, la refonte des finalités qui incombent, aujourd'hui encore, à l'école est condamnée à un échec fracassant. Pour comprendre le sens de l'affirmation qui précède, il est utile de faire remarquer que l'appareillage éducatif doit entrer en intelligence avec les exigences du marché de l'emploi. Or, ainsi que le reconnaît André Mvesso, à l'heure actuelle, au Cameroun, tel n'est pas encore le cas. Manifestement,

« Le système éducatif camerounais actuel est encore très largement tributaire du modèle des années soixante, c'est-à-dire, un ensemble de structures scolaires léguées directement par les puissances coloniales, en l'occurrence l'Angleterre et la France qui venaient « d'octroyer » l'indépendance au Cameroun. »²¹⁶.

L'objectif d'un tel système éducatif qui n'a point évolué depuis sa création reste, aujourd'hui encore – dans le contexte actuel où les fondements de l'Etat social se sont avachis, où l'on célèbre le néolibéralisme, et où la Fonction Publique ne peut plus embaucher tous les produits des systèmes scolaire et universitaire – la fabrication des futurs technocrates et hommes de la bureaucratie administrative publique. Or, dans l'état actuel des exigences de la société, cet objectif est suranné, caduc, car il ne s'ajuste pas à la nouvelle donne économique qui a besoin de nouveaux profils que le système éducatif camerounais ne fournit pas ou pas assez. Et c'est précisément à ce niveau qu'on lit le manque d'harmonie entre la formation générale, théorique qui est proposée aux jeunes et les envies contemporaines du marché de l'emploi. Et on comprend pourquoi l'on est fondé à dire que la médiocrité que l'on observe dans les choix académiques est un facteur structurant du chômage des jeunes.

Si l'on questionne avec davantage de profondeur le cas particulier de l'institution universitaire, il ne fait aucun doute que nous sommes en présence de ce qu'il faut bien appeler – n'en déplaise à certains – une université administrative. Sa coloration générale fait de la

²¹⁵ Projet DSRP, op. cit.

²¹⁶ Pour une nouvelle éducation au Cameroun, PUY, Yaoundé, 2005, Coll. « Sociétés », p. 19.

bureaucratie administrative son principal débouché professionnel. D'ailleurs, faut-il rappeler que son but premier était – et cela n'a que très peu changé – de ravitailler l'administration étatique en ressources humaines. Les connaissances qui y sont dispensées s'enferment donc, du fait de cette réalité, dans *une relation de pure linéarité vis-à-vis de l'administration*. Or, ce schéma d'insertion dans le monde de l'emploi est aujourd'hui battu en brèche²¹⁷.

En l'état actuel du dispositif éducatif national, l'orientation administrative du système éducatif perpétue une mentalité bureaucratique dans les imaginaires individuels et collectifs des élèves et étudiants. Malencontreusement, la prégnance d'une telle structure mentale est en dissonance avec les enjeux cognitifs et professionnels de l'heure. Car, réitérons-le, ainsi que nous l'avons mis en exergue dans un travail antérieur, le paradigme bureaucratico-administratif est en crise. La traduction concrète de cette crise est repérable en ceci que, dans la conjoncture actuelle,

*« La fonction publique ne peut plus absorber autant de produits issus de l'institution scolaire que par le passé. De même, soumise qu'elle l'est à la pression des exigences des institutions internationales dont l'affiliation aux théories néolibérales ne fait plus l'ombre d'un doute, elle ne peut davantage créer des postes de travail ou encore procéder à des recrutements massifs au même rythme qu'autrefois. »*²¹⁸

Ce qui aggrave la situation de l'inadéquation entre l'offre et l'emploi, c'est que, pour les étudiants qui se forment dans les universités d'Etat, les ouvertures professionnelles sont étrencées. La plupart des produits de ces institutions se bousculent régulièrement pour présenter des concours administratifs où le succès leur garantirait l'opportunité d'émarger au budget de l'Etat en qualité de fonctionnaire. Le problème c'est que, si par le passé, la plupart des grandes écoles assuraient le matricule à ceux qui y étaient admis, de nos jours – ou plus précisément depuis la crise économique - les opportunités en termes d'écoles intégrant dans la fonction publique se sont étiolées. Sur ce chapitre, mises à part l'Ecole Normale Supérieure (ENS), l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS), la Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales (FMSB), l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

²¹⁷ Une étude indique très clairement tout le mal qu'ont les diplômés des universités publiques à s'insérer sur le marché du travail comparativement à ceux nantis d'une formation professionnelle acquise dans des établissements d'enseignement supérieur professionnels. Cf. Rémon Fohopa et al., *L'emploi et la formation au Cameroun. L'enquête génération 2000*, Proximité, Yaoundé, 2006.

²¹⁸ Jean-Marcellin Manga, « Les dynamiques des modèles sociaux au Cameroun. Esquisse d'une sociologie des imaginaires de la réussite sociale et politique de la jeunesse urbaine de Yaoundé », Mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé I, Année académique 2006-2007.

(ENAM), l'Ecole Nationale de Police (ENP), l'Ecole Militaire Inter-Armes (EMIA) et quelques filières de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) qui injectent encore leurs produits dans la fonction publique, les autres grandes écoles, à savoir l'Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC), l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP), l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique (ENSP), pour ne citer que celles-là, dispensent des formations aux jeunes qui les fréquentent sans leur proposer une insertion quelconque sur le marché de l'emploi.

Les structures institutionnelles mises sur pied par l'Etat et dont l'objectif est de favoriser l'intégration professionnelle des jeunes chômeurs se sont très vite révélées inaptes à accomplir efficacement leur mission. Tel est, par exemple, le cas du Fond National de l'Emploi (FNE) qui a pour mission régalienne d'encourager l'entrée des chômeurs dans le monde professionnel et qui pourtant s'est, très vite, trouvé dépasser par les sollicitations. Au vue de cette situation, il n'est pas exagéré de dire que le jeune évolue dans un environnement socio-professionnel qui l'accule à la marginalité car il doit, très souvent, dans sa quête d'un emploi, davantage compter sur ses propres capacités imaginatives, ses propres aptitudes à formuler des stratégies de survie que sur l'institution étatique. Car ici, l'Etat, foulant aux pieds certains principes du keynésianisme s'avère défaillant, inapte à accompagner les jeunes dans la construction de leur devenir. Cette capitulation de l'Etat dans sa mission régalienne d'accompagnement de la jeunesse fait peser sur l'avenir de cette portion sociale une lourde hypothèque dans la mesure où, il est devenu trivial de rencontrer une foule de diplômés qui peinent à obtenir un travail qui épouse les contours de leur trajectoire de spécialisation.

Cependant, il ne faut pour autant pas croire que les formations professionnelles qui épousent les contours du nouvel environnement économique sont inexistantes au Cameroun. Elles existent bel et bien. Le problème, c'est que leur prix n'est pas démocratique. La plupart des établissements universitaires qui proposent ce genre de formation sont privés. On retrouve aussi, de plus en plus, des universités d'Etat qui fournissent ce type de formation. Le reproche qu'on peut faire quant au fonctionnement des structures universitaires, outre leur vocation administrative, c'est le fait qu'elles ne proposent pas un nombre élevé de formations professionnelles. C'est aussi le lieu de constater l'échec de la réforme universitaire de 1993 qui, au lieu de repenser en profondeur les missions de l'université et de développer, à côté des filières théoriques, des filières professionnelles diversifiées, a plutôt élargi aux structures universitaires nouvellement créées le modèle de l'université mère. La conséquence en est que, une quinzaine d'années plus tard, on constate, quand on questionne ce que deviennent les

étudiants qui en sortent, que celles-ci forment, elles aussi, des cohortes de chômeurs. Et l'université de Maroua nouvellement créée ne pourra que très difficilement échapper à cette vérité.

En réalité, quand on sait le contexte de précarité dans lequel les populations camerounaises évoluent, on devine qu'il leur est ardu de pouvoir suivre des formations, leur coût étant prohibitif. Quoiqu'il en soit, l'accès d'une grande proportion de jeunes camerounais à des cycles professionnels n'est pas pour demain. Pour l'heure, il n'est pas difficile d'apprécier les conséquences de l'inadéquation qui existe entre les formations que reçoivent les jeunes et le monde du travail. Car, ils sont nombreux, les jeunes qui, en dépit de leurs diplômes universitaires (Baccalauréat, Licence, Maîtrise, voire même Doctorat), se retrouvent parachutés dans le secteur informel où ils essayent de s'affranchir de la précarité.

III – 3 – Un accès inégal aux services sociaux de base

Il est difficile de réfléchir à la crise sociale sans considérer l'accès des populations en général, et des jeunes en particulier aux services sociaux de base. Par accès aux services sociaux de base, nous entendons ici la possibilité qu'ont les acteurs sociaux de jouir de certaines commodités, plus précisément, de certains équipements susceptibles de garantir le confort en rapport avec les modes de vie convenant à la vie en milieu urbain.

Ce qui frappe quand on porte l'attention sur l'accès des jeunes urbains aux services sociaux de base, c'est l'inégal accès des citadins aux services sociaux de base. Cet accès inégal est plus souvent lié aux caractéristiques socioprofessionnelles des habitants qui influencent celles de leurs revenus. Dans une large mesure, dans les quartiers des villes de Yaoundé et de Douala, les jeunes, comme du reste la majorité des habitants, éprouvent d'importantes difficultés *d'accès légal* aux services sociaux de base. Ces quartiers sont, en effet, sous-équipés, mal structurés, inorganisés et d'accès difficile, ils n'ont souvent ni rue, ni eau, ni éclairage public, ni services publics, ni lieux de loisirs et développent dans un véritable chaos d'hommes, d'habitations. Plusieurs quartiers se retrouvent dans cette description. A titre d'illustration, dans la ville de Yaoundé, on peut citer des quartiers comme Mokolo-élobi, Melen, Briqueterie, Mvog-Ada, Awae, Nkomkana, Carrière, Ntaba, les flancs de collines d'Oyomabang, de Mbankolo, d'Etetak, de Mvog-Betsi, etc.

La plupart des jeunes résident dans ces quartiers populaires réputés insalubres. Les populations y sont généralement vulnérables, eu égard aux conditions de vie difficiles qu'elles expérimentent. Ce qu'il convient de savoir, c'est que l'architecture de l'habitat déteint fortement sur la qualité d'accès des habitants aux services sociaux de base.

Le déficit d'accès des populations aux services urbains de base trahit celui, plus profond, de l'appropriation du milieu urbain qui, dans sa dynamique de construction, est porteuse de fracture sociale. L'organisation structurelle de la société urbaine camerounaise révèle une cassure sociale qui met en présence un petit nombre de citoyens privilégiés et un effectif considérable de personnes dont l'existence sociale est marquée du sceau de la précarité dans un aspect ou un autre de leurs conditions de vie.

En effet, depuis la décennie 1990, dans des quartiers distingués et mieux équipés, une catégorie de citoyens aisés se construit de « véritables niches écologiques », des îlots de prospérité dans des quartiers chics mieux équipés, affichant, de façon ostentatoire, leur volonté de se démarquer des quartiers mal lotis.

Pour rendre compte de la difficulté d'accès des populations citadines (parmi lesquelles on retrouve un grand nombre de jeunes) aux services sociaux de base, il faut prendre en compte la ségrégation et la distribution sociale qui s'ordonnent en relation avec l'accès aux ressources, aux biens, aux services de base et aux équipements urbains qui sont mal répartis dans les villes camerounaises.

Les jeunes urbains précarisés ont un accès limité aux services urbains. Pour la plupart des jeunes, ceux-ci sont inaccessibles. Dans les quartiers populaires et étudiantins, les services et les équipements collectifs subissent régulièrement des actes de vandalisme. Il y existe très peu d'abonnements formels. Et quand bien même leur présence est effective, c'est une infime partie des citoyens qui en disposent. Il n'est pas rare que ces derniers redistribuent ces services urbains de base dans les quartiers à des tarifs élevés. Parce qu'ils ne peuvent pas avoir accès par voie légale aux services de base, du fait du caractère discriminatoire des coûts qui sont pratiqués, les jeunes citoyens piratent les réseaux d'eau et d'électricité. Les personnes disposant d'abonnements réguliers entretiennent souvent un parasitisme urbain en connectant les membres de leurs familles, leurs amis, etc. au réseau d'électricité et d'eau à travers leurs compteurs propres. Les installations électriques, les canalisations d'eau dans les quartiers sont parfois piratées par des jeunes urbains qui connaissent une situation difficile et ne sont

pas en mesure de consommer ces produits de façon régulière. Ces raccordements clandestins d'électricité exposent les populations à un risque fréquent d'électrocution et d'incendie, notamment dans les quartiers populaires.

Pour ce qui est de l'habitat et du logement urbain, on constate l'insuccès de l'habitat social qui induit corollairement la multiplication des bidonvilles. Les logements collectifs des Camps SIC et les parcelles produites dans les normes ne profitent pas aux couches sociales vulnérables qui en sont les destinataires officiels, ils reviennent plutôt à l'élite et aux cadres moyens des administrations. Il faut noter que socialement, les bidonvilles sont perçus en tant que produits de l'exclusion et des limites opposées à l'accès au foncier et à l'immobilier urbains. Les citoyens réagissent toujours face aux obstacles de leur intégration en développant des stratégies opposées à celles officiellement autorisées, s'estimant exclus, développent l'image de l'Etat casseur, injuste, au service d'une petite minorité²¹⁹.

III – 4 – La nuptialité

En démographie, la nuptialité désigne la proportion de mariages dans une population pendant une période donnée. « *Le mariage, quand à lui, est un acte juridique solennel par lequel un homme et une femme établissent entre eux une union dont la loi civile règle impérativement les conditions, les effets, et la dissolution* ». Si le mariage fait l'objet d'un contrôle juridique aussi strict, c'est que, en tant qu'institution sociale, ce dernier a, entre autres objectifs, pour but de prémunir la société contre certains dysfonctionnements. En outre, le dessein du mariage est également de chercher à établir une certaine cohésion dans les relations interactionnelles qu'échangent, à l'intérieur d'une société, diverses catégories sociales.

Dans la majorité des sociétés du monde en général, et tout particulièrement en Afrique, le mariage apparaît comme la forme séculaire de procédé qui est au départ de la formation de la famille. A côté, l'institution familiale se veut l'« élément formateur, naturel et essentiel de la collectivité ». C'est également la raison pour laquelle la nation « protège et encourage la

²¹⁹ La deuxième enquête camerounaise sur les ménages (ECAM II) fournit à l'analyste des données plus précises ; voir les annexes qui contiennent ce document.

famille, base naturelle de la société humaine ». C'est enfin la raison pour laquelle la paix et le développement harmonieux de la nation dépendent, en grande partie, de la solidarité et de la stabilité des familles. On le constate, le mariage revêt une importance capitale pour l'équilibre de la société. Il est, à cet effet, intéressant de considérer l'action du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille qui atteste ce point de vue. En effet, étant donné l'instabilité des chefs de familles, à plusieurs reprises, l'on a vu l'ancien chef de ce département ministériel, Mme Suzanne Mbomback plaider pour la législation des unions concubines à travers l'organisation de mariages collectifs. Outre le manque de moyens, le modernisme constitue lui aussi une cause à ne pas négliger.

Dans le cadre de ce développement, réfléchir à la nuptialité des jeunes au Cameroun c'est, au sens strict, interroger la relation que ceux-ci entretiennent vis-à-vis du mariage. Il s'agit aussi, pour adopter une vue plus large, de chercher à rendre compte des nouveaux comportements « nuptiaux » que les jeunes développent et qu'ils considèrent comme des étapes « transitoires » vers le mariage. Ces nouveaux comportements nuptiaux se déclinent essentiellement sous la physionomie des « mariages informels ».

S'il nous semble opportun d'interroger la nuptialité des jeunes, c'est eu égard à l'importance qu'a prise, ces dernières années, le recul du mariage auprès des jeunes au Cameroun. En effet, les jeunes hommes et femmes d'aujourd'hui se marient plus tard que ceux et celles des générations antérieures, même si, par ailleurs, il reste vrai que, de nos jours, ils disposent de plus de liberté que leurs aînés dans le choix de leur conjoint. Cette situation, il faut le rappeler, n'est pas que l'apanage du Cameroun. Car, même au niveau mondial, ce constat peut être fait. Dans cette optique, voici ce qu'on peut lire dans un rapport consacré aux jeunes et au mariage :

« De nos jours, la plupart des jeunes se marient plus tard que les générations précédentes. Entre 1970 et 1989, 27% des femmes de moins de 15-19 ans dans les pays en développement étaient mariées contre 21% entre 1990 et 2000. Ceci est particulièrement marqué en Afrique. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, ce pourcentage est même tombé de 53% à 38%. Au Moyen-Orient, une part importante des jeunes hommes reculent leur mariage vers les 30 ans »²²⁰.

On assiste ainsi, aujourd'hui, à une augmentation du célibat en général, et surtout à celle des unions libres dans la société camerounaise contemporaine. Si le mariage désigne l'union

²²⁰ www.prioritejeunes.org

légale contractée entre un homme et une femme, le célibat, quand à lui, qualifie la situation d'une personne qui n'est pas mariée. Et même si, comme il est devenu trivial de l'observer dans la société camerounaise contemporaine, il arrive à un homme de vivre avec une femme, ce fait ne signifie nullement qu'ils sont mariés, quelle que soit la durée et la stabilité de leur relation. Car, faut-il le rappeler, le mariage est reconnu suite à la réalisation de certaines procédures qui, si elles ne sont pas respectées, maintiennent les acteurs sociaux dans le statut de célibataire. Devant le constat de la hausse du célibat, les interrogations que l'on peut se poser sont multiples. L'une d'entre elles nous paraît particulièrement fructueuse. C'est celle de savoir quels sont les éléments qui entrent en ligne de compte et à travers lesquels il est possible de rendre intelligible la régression des jeunes face à l'engagement que représente le mariage. En d'autres mots, pour quels motifs les jeunes camerounais convolent-ils, moins que par le passé, en justes noces ?

Les mobiles qui sont susceptibles d'expliquer la hausse du célibat des jeunes au Cameroun sont variés. En adoptant une vue systématique, ils peuvent être différenciés en deux groupes. Il faut, dans un premier moment, considérer les mobiles manifestes, apparents, facilement repérables, qu'on pourrait encore appeler élémentaires, et, dans un deuxième moment, on peut aussi faire ressortir des mobiles fondamentaux, essentiels ou encore primordiaux.

Au nombre des causes de la montée du célibat qui peuvent être dites manifestes, la rareté des moyens économiques nécessaires à la préparation d'un mariage et le rallongement de la période de scolarité méritent d'être citées. En effet, dans les entretiens que nous avons eus avec certains jeunes, l'argument de la déficience financière pour l'organisation matérielle et spirituelle d'un mariage a été régulièrement convoqué. Roland, un de nos enquêtés, âgé de 28 ans et exerçant dans le secteur informel insiste tout particulièrement sur cet élément en relevant le caractère discriminatoire et, souvent rédhibitoire du manque de moyens financiers. Il faut dire que, dans la pratique la plus courante, la célébration du mariage obéit, en premier lieu, au culte de certains rites et au respect de certaines coutumes qui, cela va sans dire, varie selon les terroirs. En principe, ce n'est qu'après avoir sacrifié à cette conditionnalité qu'intervient, très souvent, la célébration du mariage à l'état-civil. Ce qui rend difficile l'accomplissement des rites qui interviennent dans un mariage, c'est qu'il existe, à chaque palier, des obligations qui imposent des dépenses non négligeables. Cela se fait sentir avec acuité dans la société actuelle en raison de l'importance du budget que doit mobiliser

aujourd'hui, en vue de la dot, tout prétendant soucieux de régulariser sa situation matrimoniale au niveau coutumier²²¹.

Outre le manque de moyens financiers, le rallongement de la période de scolarité est également un élément qui, au nombre des causes apparentes, peut être mentionné pour justifier le faible engouement des jeunes pour le mariage. Ici, ce qu'il convient de dire, c'est que la longue durée de la scolarisation fait qu'aujourd'hui on retrouve de plus en plus des idées et des modes de vie susceptibles de porter atteinte à la pertinence de l'institution du mariage. Cette réalité touche davantage la jeune fille. Tout se passe en effet comme-ci, plus les femmes montent dans les études, moins elles ont des chances de trouver un mari.

En marge de ces raisons élémentaires, il en existe, ainsi que nous l'avons fait valoir en amont, d'autres qui nous semblent plus pertinentes. Il s'agit respectivement du chômage et du relèvement progressif du niveau de vie. Commençons par le chômage et posons-nous la question de savoir en quoi le chômage concourt-il à accentuer le célibat des jeunes.

D'après le *Lexique des termes juridiques*, « est en chômage, le travailleur apte au travail qui manque involontairement d'emploi. » Le fait qu'une personne soit en situation de chômage laisse présumer qu'elle ne dispose pas de moyens financiers. D'une manière générale, c'est de la profession qu'il pratique qu'un acteur social se procure ses moyens de subsistance, même si cela ne doit pas faire oublier qu'il est possible à un individu d'avoir des appointements sans mener une activité.

Dans un contexte où il est très difficile d'avoir accès à un emploi décent, il ne fait aucun doute qu'une personne au chômage, étant entendue qu'elle ne dispose d'aucune source de revenus pérenne, ne peut, d'une manière manifeste et réelle, nourrir la prétention de vouloir prendre femme et, par voie de conséquence, fonder une famille. Cela est d'autant plus vrai que le mariage engendre des engagements protéiformes qui imposent la possession d'un minimum de moyens financiers afin de satisfaire à certains besoins fondamentaux : se loger, se nourrir, se vêtir, s'occuper des éventuels enfants issus de mariage... D'après le code de la famille en vigueur au Cameroun, comme dans beaucoup de sociétés patriarcales, c'est au mari

²²¹ C'est le lieu de signaler qu'en ce qui concerne la dot, il est de plus en plus fréquent dans les régions du Centre, du Sud et de l'Est que la belle-famille présente ses attentes en dressant une liste qui sera remise à la famille du prétendant. Très souvent, il s'agit de présents qui nécessitent un investissement économique non négligeable.

qu'incombe le devoir de prendre soin non seulement de son épouse, mais aussi des éventuels enfants qui naîtront de cette union.

Face à ces imposantes obligations et dans un environnement difficile, ceux qui se contentent des déclarations sentencieuses du genre : « *les jeunes ne veulent plus se marier* », ou encore « *les jeunes d'aujourd'hui préfèrent le concubinage* » devraient refréner leurs points de vue. En effet, ils ne peuvent être tenus pour quantité négligeable ceux qui, comme Pat ou Elodie, tous deux la trentaine révolue, ayant un enfant à leur charge et logeant dans une mini-cité au quartier Ngoa-Ekellé, voient le mariage d'un bon œil, et pour cela, souhaiteraient bien se marier et construire un foyer. Leurs atermoiements tiennent, pour l'essentiel, dans leur situation socioprofessionnelle de précarité. A la question de savoir si le fait de ne pas exercer un emploi salarié est un motif qui explique le refus que les jeunes affichent vis-à-vis du mariage, Fanta, 31 ans, titulaire d'une Licence en Histoire, et au chômage, répond :

« Si j'avais les moyens, je serai déjà légalement et légitimement mariée parce que pour le moment, nous vivons en union libre parce que nous n'avons pas d'argent. Je pense sincèrement que si mon fiancé avait un peu d'argent, nous serions déjà mariés. (Ah bon !). Dans mon cas précis, c'est parce qu'il n'y a pas de moyens. On a encore des besoins primaires. On n'arrive pas encore à se nourrir correctement. On est encore sous la dépendance de nos parents. »²²²

Plusieurs jeunes expérimentent la situation de Fanta. C'est la raison pour laquelle, il n'est pas vain de rappeler que le chômage massif qui prédomine au Cameroun a, tout bien considéré, des retentissements sur l'exhaustivité de la société étant donné qu'il se dresse comme un inconvénient majeur au bien-être social d'une pléthore de citoyens. Et même si d'aucuns réussissent à obtenir une situation, très souvent, le montant de leur salaire, comparativement au niveau de vie ne les autorise guère à contracter des engagements maritaux. Au final, on se rend à l'évidence, ainsi que le suggèrent les rédacteurs du Projet DSRP Jeunesse, que :

« Les contraintes subies par les jeunes sur le marché du travail ont évidemment un lien avec la pauvreté, mais également, l'interaction entre ces contraintes et le phénomène de nuptialité constitue un problème qu'on ne saurait négliger. En effet, le désir de nuptialité qui est perçu comme un devoir naturel au sein des populations peut être source de pressions particulières sur le marché du travail. Le mariage est

²²² Entretien, juillet 2009.

généralement précédé par un bon positionnement de l'homme et, rarement, de la femme sur le marché du travail. Dans les conditions où de tels positionnements sont très difficiles (tant chez les hommes que chez les femmes), de nouveaux comportements nuptiaux sont apparus ou ont pris de l'ampleur parmi les jeunes : mariages informels (« viens et vivons » ou vie maritale), vagabondage sexuel, prostitution. Les mariages entre jeunes sont devenus rares (trouver un homme est très facile, mais trouver un mari est devenu une entreprise titanesque). »²²³

La même source indique :

« En 2001, où on n'avait plus que 17,9% de mariés parmi les jeunes, on a assisté à une baisse drastique de la propension au mariage. Mieux encore, les mariages entre personnes âgées et jeunes sont devenus très courants. La proportion des jeunes parmi les personnes mariées avait presque doublé en 1987 et 1996, passant de 18,2% à 34,6%. Mais entre 1996 et 2001, les adultes se sont appropriés presque toutes les possibilités de mariage. La proportion des jeunes mariés parmi les personnes mariées a en effet chuté à 13,6% en 2001. Les jeunes hommes ont été de loin plus touchés par ce phénomène que les jeunes femmes. Car, de 34,7% de jeunes hommes mariés en 1996, on est passé à 3,8% en 2001, contre 34,5% en 1996 et 21,7% en 2001 chez les jeunes femmes. »²²⁴

Ces statistiques nous donnent une idée un peu plus précise de la situation des jeunes en rapport avec le mariage. Elles indiquent surtout une décrue de la proportion des mariages non seulement chez les jeunes, mais aussi, entre personnes jeunes. Ce qui est intéressant, c'est de remarquer que le circuit du mariage est aujourd'hui accaparé, dans un fort pourcentage, par des aînés sociaux qui, parce que détenteurs de privilèges économiques ou, pour le dire d'une autre expression, d'un statut social honorable dans la pyramide des positions sociales, n'hésitent pas à rivaliser avec les jeunes, leur « arrachant souvent leur go faute de dos ». C'est ainsi qu'il n'est pas inhabituel, dans les métropoles camerounaises, de rencontrer ces adultes sociaux, d'un certain âge – mais aussi d'un âge certain – en train de courir après les jeunettes. Certaines d'entre elles sont mêmes grassement entretenues par eux. Dans le vocabulaire courant au Cameroun, ces messieurs qui n'hésitent souvent pas à braver l'insalubrité de certains quartiers mal famés sont appelés des « sponsors ». Stigmatisés par les

²²³ On assiste à la prolifération de nouveaux modèles familiaux tels que le concubinage ou la cohabitation prolongée avec risque de procréation d'enfants illégitimes, les familles monoparentales, les familles recomposées.

²²⁴ Projet DSRP, pp. 2-3.

organisations de lutte contre le Sida comme des « distributeurs automatique de VIH »²²⁵, ils doivent cette appellation au fait qu'ils sont perçus comme des personnes ayant une situation matrimoniale déjà conquise qui apportent, moyennant certaines largesses sexuelles, un soutien matériel aux jeunes filles qu'ils côtoient intimement. C'est ainsi que certaines d'entre elles se meuvent grâce à la générosité d'un ou de plusieurs sponsors. On les appelle aussi affectueusement « les pères ». Cependant, on note également une tendance qui s'objective de plus en plus de certaines « mamans », à prendre en charge certains jeunes hommes en adoptant le même schéma directeur. Nous n'insisterons pas ici sur la prostitution masculine qui se donne de plus en plus à voir dans les principales villes camerounaises et qui entretient des affinités avec le Sida.

Mais, il n'y a pas que le chômage qui influence profondément la nuptialité juvénile. L'élévation graduelle du niveau de vie à laquelle on assiste dans la plupart des pays africains depuis les années 1990 est aussi un élément à considérer avec attention. Dans cette perspective analytique, ce qu'il convient d'admettre c'est que, s'il est vrai qu'hier, nos parents ne se souciaient que très peu du gabarit de leur progéniture et que, dans ce contexte là, le mariage était une situation relativement « simple et facile », de nos jours, les choses ont beaucoup changé. C'est dans ce sens qu'il faut reconnaître qu'il devient, de plus en plus, difficile à cause du coût de la vie – surtout dans les milieux urbains – de se loger, de se nourrir, d'inscrire un enfant à l'école et d'assurer effectivement son éducation à telle enseigne que, même pour ceux qui ont un emploi, il n'est pas facile de joindre les deux bouts. En réalité, il est très fréquent que, du jour au lendemain, les prix des denrées alimentaires augmentent sur le marché, les frais de transport sont revus à la hausse à cause du renchérissement des prix du pétrole, bref, l'on assiste à une inflation générale qui ne permet pas aux uns et aux autres d'entrevoir l'avenir, sous de meilleurs auspices. A cause de la cherté de la vie, très peu de jeunes citoyens camerounais sont aujourd'hui propriétaires d'un logement et quand ils les sont celui-ci s'avère, la plupart du temps, indécemment cher. Un nombre important de Camerounais sont ainsi en situation de location depuis de longues années. Et, malgré l'importance qu'occupent le chômage et le relèvement progressif du niveau de vie dans l'ordre des facteurs primordiaux qui expliquent la prolifération du célibat au Cameroun et que nous avons examinés, il nous faut reconnaître en toute modestie qu'ils ne suffisent pas

²²⁵ Il est très fréquent, dans les spots publicitaires visant à décourager les comportements qui exposeraient au Sida d'insister sur le rôle des sponsors en tant que personnes à risque de séroprevalence élevée.

à épuiser cette question. Qui plus est, la nuptialité des jeunes n'est qu'une faille, parmi tant d'autres, à partir de laquelle on peut rendre compte de l'exclusion sociale des jeunes.

Cette situation génère un imaginaire pessimiste auprès de plusieurs jeunes. Et, même si le caractère déterminant des moyens pécuniaires mérite d'être réaffirmé dans les transactions matrimoniales, on aurait tort de ne pas relever l'idée, très significative que de plus en plus de jeunes hésitent à se marier, ou pour le dire d'une autre expression, ont « peur de se marier, de s'engager ». Même si statistiquement, on ne sait pas le poids qu'ils représentent, il est de bon ton de rendre compte du point de vue de certains enquêtés qui, comme Liliane, 24 ans, pensent que :

« Le manque de travail pourrait constituer un obstacle au mariage des jeunes. Mais je pense que ce n'est pas la raison capitale. Quand on essaie de voir comment nos parents vivaient avant, c'était d'abord une décision volontaire. Nos parents n'attendaient pas toujours d'avoir une activité salariée. La preuve, beaucoup d'entre nous sont issus de familles dont les parents sont des cultivateurs. L'absence d'emploi ne constitue pas un obstacle des jeunes. Je pense que c'est autre chose. »²²⁶

Cet avis est partagé par Christiane, 26 ans, qui exprime ainsi son point de vue :

« Il y a deux tendances chez les jeunes en ce qui concerne le mariage. Ceux qui ne se marient pas parce qu'ils n'ont pas de profession. Et, l'autre tendance, c'est celle des jeunes qui ne sont pas pressés. Ceux pour qui l'idée de mariage ne s'impose pas encore dans leur esprit. »²²⁷

On aurait tort de penser qu'il ne s'agit là que de points de vue qui sont l'apanage de la population féminine car, certains jeunes hommes, à l'instar de Fred, 32 ans et en situation de chômage, défendent l'idée que :

« C'est la femme qui est pressée de se marier puisque, de toutes les façons, elle vieillit plus que l'homme. En plus, biologiquement, elle a la pression car il est bon qu'elle fasse des enfants tôt. Sinon après, c'est des grossesses à risques, des potentielles maladies, etc. »²²⁸

²²⁶ Entretien, juillet 2009.

²²⁷ Entretien, juillet 2009.

²²⁸ Entretien, juillet 2009.

A partir de ces références, on est obligé de reconnaître que même si l'impécuniosité et le manque de travail sont des variables lourdes dans l'intelligibilité du célibat des jeunes, d'autres éléments entrent en ligne de compte pour justifier les hésitations de ces derniers.

III – 5 – L'augmentation du temps de subordination économique des jeunes

Une autre porte d'entrée à partir de laquelle il est possible de lire la crise sociale qui travaille les jeunes dans l'écosystème social camerounais contemporain est la subordination économique, devenu aujourd'hui triviale, de ceux-ci à leurs parents. La notion de subordination économique des jeunes aux parents renvoie au rapport de dépendance étroite que les premiers expérimentent à l'égard des seconds. Ce sens est assez similaire à celui que la linguistique française assigne à cette notion. En effet, dans cet idiome lexical, les spécialistes manipulent la notion de dépendance grammaticale entre une proposition et une autre. Lesquelles sont souvent reliées par une ou plusieurs conjonctions de coordination. En effet, à cause de la difficulté qu'ils éprouvent pour avoir accès à un emploi décent, il arrive, de plus en plus fréquemment, que des jeunes résident plus longtemps sous le toit parental ou qu'ils restent, quand tel n'est pas le cas, chez des personnes qui leur sont familières.

Face aux difficultés qu'ils affrontent lorsqu'ils sollicitent des emplois, et quand bien même ils les trouvent, à occuper des emplois correctement rémunérés, une quantité importante de jeunes se retrouvent très souvent à squatter, c'est-à-dire à occuper abusivement le lieu d'habitation de leurs parents. Une des conséquences fondamentales d'un tel état de fait est qu'il repousse l'entrée des jeunes dans la vie active en général, et leur entrée en ménage en particulier. Très souvent, les jeunes qui, ayant atteint un certain âge (plus de 25 ans), continuent de rester dans le domicile familial, connaissent des modalités particulières d'existence peu agréables... Subordonnés à la charge parentale et familiale, ces derniers sont considérés comme de grands enfants. Ils ne disposent par exemple pas, pour beaucoup d'entre eux, d'un espace intime propre et cela rejaillit sur la conduite de leur sexualité. Pour espérer des retombées économiques quotidiennes, il leur faut souvent, la mort dans l'âme, mendier de l'argent de poche auprès de leurs parents ou, quand ce n'est pas le cas, de leurs proches parents. Quand bien même on retrouve des jeunes en location, il faut considérer leur indépendance économique avec circonspection. Dans ce sens, un nombre non négligeable de jeunes locataires sont à la charge de leurs parents. On l'observe surtout dans le paysage

estudiantin. Là, il est très fréquent de trouver des « vieux étudiants » qui se font louer des chambres par leurs parents ou proches parents. La dépendance matérielle des jeunes tend ainsi à se prolonger. Elle peut aller au-delà de la séparation résidentielle, de la fin des études ou même du mariage.

Dans les centres urbains, le sort des jeunes filles est particulièrement préoccupant. Ce qui frappe quand on interroge leur situation, c'est de constater qu'elles construisent leurs trajectoires existentielles à partir de nombreux réseaux de dépendance. Quand elles ne sont pas prises en charge par leurs parents, elles se font entretenir par de nombreux sponsors. Ceux-ci pourvoient, qui à leurs études, qui à leur logement, etc.

Les jeunes sont ainsi dépendants des parents dans de nombreux secteurs. A titre d'illustration, ils dépendent des parents pour le logement, pour les soins de santé, etc. Plusieurs jeunes sont ainsi entièrement assujettis à leurs parents. Sur un domaine très concret, ce sont leurs parents qui prennent en charge leurs frais de logement, leurs études (pour ceux qui en font encore), leur alimentation. Ces parents règlent aussi les frais qui couvrent les soins de santé de leurs enfants quand ils sont malades. Parce que personne d'autre ne peut, mieux qu'un jeune, traduire ce que vivent les jeunes qui sont placés sous la tutelle parentale, les propos ci-après tenus par Mathilde, 24 ans, sont révélateurs :

« Nos parents sont déjà fatigués. Parfois, ils nous abandonnent eux aussi, parce qu'ils se lassent. Après le bac ou la licence, il commence à espérer qu'ils ont un nouveau souffle, quelqu'un qui peut prendre la relève et s'occuper d'eux et des plus jeunes. Mais 2 ou 3 ans après, ils se rendent compte que nous sommes toujours une charge de plus en plus lourde pour eux. Ils disent parfois avoir fait un mauvais investissement en envoyant leurs enfants à l'école. Nous nous battons pour survivre (...) »²²⁹.

Ces paroles traduisent un sentiment dominant chez les jeunes. D'aucuns pourraient penser qu'il s'agit là d'une catégorie de jeunes apathique, paresseuse. Sans doute, il pourrait y avoir dans ce point de vue une once de vérité. Cependant, une telle appréciation perd de vue la réalité selon laquelle, il n'y a pas que les jeunes qui ne travaillent pas qui logent, à des âges avancés chez leurs parents. Dans les maisons, on retrouve aussi des jeunes insérés dans le secteur informel – mais pas seulement –. Si pour certains la raison avancée est qu'ils y vivent encore car n'ayant pas encore de stabilité dans leurs activités, pour d'autres, la présence sous

²²⁹ Entretien, juillet 2009.

le toit de papa et de maman se trouve justifié par le fait que le secteur informel paye mal son homme. L'argument ici serait donc celui de l'impécuniosité, car nombreux sont les jeunes qui, à l'instar de Stève, âgé lui aussi de 24 ans, pensent :

« Il faut quand même être capable de se lever un matin et de pouvoir faire quelque chose soi-même. A 28 ou 30 ans, un jeune ne doit plus être chez les parents parce qu'ils doivent soit se reposer, soit s'occuper des plus petits. Et nous devons même leur apporter du soutien. Or pour être indépendants et aider les autres, il faut avoir un emploi, et celui-ci est rare (...) »²³⁰.

Ainsi, contrairement à ce à quoi on se serait attendu, le constat peut être fait que les jeunes, parce qu'ils vivent plus longtemps que par le passé sous le toit parental, sont maintenus, malgré leur âge adulte pour certains, dans des comportements qui seraient normaux chez les enfants. Il y a donc là, manifestement, une infantilisation des enfants devenus grands car, à bien y regarder,

« au lieu d'évoluer vers la fonction de chef de ménage, les jeunes restent enfants plus longtemps. Et, la dépendance envers les parents ou la famille retarde les responsabilités sociales et politiques en les orientant vers d'autres préoccupations »²³¹.

La question à laquelle nous nous sommes efforcé de trouver une réponse tout au long de ce développement a été celle de savoir de quelle manière il est possible, en prenant comme matière d'analyse, les expériences que les jeunes côtoient dans leurs trajectoires existentielles quotidiennes, de déterminer l'environnement socio-économique dans lequel ils sont appelés à se mouvoir au Cameroun dans notre contemporanéité.

Pour répondre à cette interrogation fondamentale, notre effort a consisté, dans un premier moment, à considérer la situation des jeunes sur le plan économique. En le faisant, nous nous sommes rendu compte que les circonstances dans lesquelles les jeunes citadins sont enjoint de fabriquer leur devenir historique sont, en grande partie, marquées du sceau des traumatismes subséquents à la longue crise économique qu'a subi le Cameroun à partir de la moitié des années 1980. D'autre part, en dépit du discours officiel qui vante – à raison ou à tort – les embellies économiques réalisées ces dix dernières années, il faut reconnaître que les retombées de ces bonifications tardent à se répercuter sur les conditions de vie de la majorité

²³⁰ Entretien, juillet 2009.

²³¹ Hortense Eléonore Nga, op. cit.

des populations parmi laquelle figurent en bonne place les enfants et les jeunes. En questionnant la condition économique des jeunes urbains, il nous est apparu que deux réalités structurent, au quotidien, leur existence. Il s'agit, d'une part, du chômage, qui atteint des statistiques effroyables, et, d'autre part, de l'investissement massif des jeunes dans le secteur informel que certains auteurs assimilent à un « chômage déguisé ».

Au plan social, les jeunes ne sont pas mieux lotis. En effet, les éléments que nous avons convoqués nous convainquent que, là aussi, les jeunes affrontent des difficultés plurielles. Sans les épuiser, contentons-nous de citer, parmi les plus significatives, le faible accès dont ils jouissent vis-à-vis des services sociaux de base. Indiquons aussi leur longue dépendance par rapport aux parents. Ces tracasseries que rencontre la catégorie d'acteurs que sont les jeunes influencent, au jour le jour, leur vécu existentiel tel qu'il se dynamise dans les villes de Yaoundé et de Douala. Finalement, on se rend compte que l'environnement socio-économique dans lequel se meuvent les jeunes camerounais dans notre contemporanéité est marqué du sceau d'une conjoncture économique et sociale difficile qui impose de nombreuses contraintes et délimite les moyens.

Chapitre II

LA JEUNESSE CAMEROUNAISE DANS LE JEU DU POUVOIR : « UNE GENERATION EN DIFFICULTE ? »

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans leurs analyses du fait politique en Afrique en général, et au Cameroun tout particulièrement, la plupart des auteurs mettent l'accent sur l'Etat, les transitions démocratiques, les comportements politiques, etc. Très peu d'entre eux s'intéressent à la place qu'occupent les jeunes dans l'espace politique. Et même si, ainsi que le souligne Jean-Pascal Daloz²³², depuis les années 1990, on observe l'émergence de certains champs de recherche qui, jusqu'ici, étaient boudés, il faut dire que les sujets en relation avec la position que la jeunesse occupe dans le jeu politique ne sont pas au centre de la recherche africaniste.

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de nier l'apport fécond des autres problématiques. Toutefois, dans la mesure où les jeunes occupent une place centrale dans la vie de l'Etat en Afrique – tout au moins en ce qui concerne les scrutins électoraux –, les recherches sur cette catégorie sociale s'imposent.

Dans une analyse qui conserve, aujourd'hui encore, toute son actualité²³³, Achille Mbembé relevait naguère que, dans leur interaction avec le pouvoir, les jeunes étaient très souvent perçus à travers des stéréotypes infantilisants, mis au banc du « champ politique » pour emprunter une catégorie bourdieusienne²³⁴. Cette constatation, que d'aucuns peuvent penser vraie, mais d'un autre âge, ne l'est pas moins aujourd'hui, tout au moins dans le contexte camerounais. En effet, les travaux empiriques qui existent sur la mobilisation et la participation politique des jeunes au Cameroun²³⁵ – notamment au niveau des processus politiques, économiques et sociaux – tendent à confirmer cette intuition en dépit de quelques rares écarts. Ils insistent sur le manque d'intégration politique des jeunes du fait de plusieurs blocages (culturels, structurels et/ou conjoncturels).

Dans cette partie de notre travail, nous avons pour ambition de rendre compte de la situation qui est celle des jeunes au niveau politique. Compte tenu de la diversité des portes d'entrée à partir desquelles il est possible d'apprécier cette condition, il s'agit, plus précisément pour nous, à travers des données empiriques, de démontrer quatre choses. Tout d'abord, notre prétention est de faire ressortir l'idée que l'on assiste, au Cameroun, à un faible renouvellement des élites politiques. Ensuite, et c'est là la deuxième intention qui parcourt cette section, nous développerons l'idée que le faible renouvellement de l'élite politique

²³² Jean-Pascal Daloz (sous la dir.), *Le (non) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, CEAN/IEP, Paris, 1999, p. 13.

²³³ Achille Mbembé, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique Noire*, op. cit.

²³⁴ Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 2002.

²³⁵ Il s'agit pour la plupart des travaux d'étudiants. Voir par exemple Hortence Eléonore Nga, op. cit.

camerounaise génère une « gérontocratisation » de la vie politique. Après quoi, nous mettrons en évidence l'abstentionnisme électoral de la jeunesse au Cameroun. Lequel a, surtout en milieu urbain, pris une importance considérable en tant que figure d'expression de la protestation politique. Enfin nous examinerons dans quelle mesure il n'est pas excessif de soutenir, parlant des jeunes camerounais contemporains qu'ils constituent, à maints égards, une « génération en difficulté ».

I – LE FAIBLE RENOUVELLEMENT DE L'ÉLITE POLITIQUE

Postuler l'existence d'un moindre renouvellement de l'élite politique au sein d'une société donnée c'est, en d'autres mots, reconnaître qu'à l'observation soutenue de ce qui s'y joue, *on assiste à un pourcentage peu élevé de remplacement d'une partie des membres de sa classe politique*²³⁶. L'idée ici est donc celle d'un infime changement du personnel politique par un autre, susceptible de créer une nouvelle donne, d'imprimer un état nouveau.

L'élite politique fait référence, dans cette analyse, aux acteurs stratégiques, individuels et/ou collectifs que constituent les entrepreneurs et les organisations politiques. Si ces deux catégories sont ici appréhendées comme faisant partie de l'élite politique, c'est précisément parce que, à cause du pouvoir dont elles sont investies ou de l'influence qu'elles exercent, ces catégories travaillent à l'action historique de la société camerounaise. On peut lire leur contribution non seulement à travers les décisions qu'elles prennent, mais également en considérant les idées, les opinions, les sentiments ou les émotions qu'elles expriment ou qu'elles symbolisent. On peut l'entrevoir, à partir de ce qui précède, nous nous concentrons sur la place qu'occupent les jeunes au sein des formations politiques.

Le faible renouvellement de l'élite politique au Cameroun peut s'apprécier à partir de l'analyse de deux indicateurs qui sont : l'allongement de la durée de vie politique des entrepreneurs politiques à des postes de responsabilité au sein des organisations politiques ou des institutions républicaines, et l'inertie de la proposition politique.

²³⁶ Contrairement à ce que dénonce régulièrement une partie de la presse camerounaise qui insiste sur le non-renouvellement de l'élite politique dans ce pays, nous préférons parler à la suite de Daloz (op. cit, p. 19) de « faible circulation des élites ». Pour mieux cerner la pertinence de ce regard, nous renvoyons le lecteur à l'article de Fred Eboko, « Les élites politiques au Cameroun. Le renouvellement sans renouveau ? », pp. 99-133, in Jean-Pascal Daloz (sous la dir.), *Le (non) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Paris, CEAN/IEP, 1999.

I – 1 – L’allongement de la période d’activité des acteurs politiques

Pour qui scrute avec attention le champ politique camerounais, il est difficile de ne pas noter la permanence de certains acteurs, et plus particulièrement, de ceux qui occupent des postes de pouvoir de premier plan, dans le dispositif de la gouvernance de bon nombre d’entreprises politiques et/ou de certaines institutions républicaines (relevant de l’exécutif, du législatif et du judiciaire).

En effet, si l’on porte notre regard sur la gestion des organisations politiques, le constat qui frappe est que la majeure partie des leaders brillent par leur longévité au pouvoir. Dans la société politique camerounaise, cette situation s’observe aussi bien dans le dispositif de gestion du parti au pouvoir (Rdpc²³⁷), que dans quantité de partis de l’opposition (Sdf²³⁸, Udc²³⁹, Undp²⁴⁰, Mp²⁴¹, Upc²⁴², (pour ne citer que ceux-là). Quand on analyse le fonctionnement de ces entreprises, qu’il s’agisse aussi bien de la durée des mandats des leaders que du choix des acteurs qui font partie des instances décisionnelles, on se rend compte qu’il n’y a guère un véritable recyclage des élites politiques. Nul doute que cela pose le problème de l’alternance au sein des formations politiques²⁴³.

Si l’on prend le cas du Rdpc, force est de constater que son président national, M. Biya, tient les rennes de cette formation politique depuis sa refondation, en 1985 au congrès de Bamenda, sur les cendres de l’Unc²⁴⁴. La même remarque peut être faite au sujet des personnes qui, à l’intérieur de cette famille politique, forment le comité central. Une grande partie des acteurs qui composent cet organe se signalent par leur longévité politique. La preuve, une bonne partie d’entre eux occupent ces fonctions depuis plus de deux décennies.

Cependant, le parti que dirige l’actuel président de la République du Cameroun n’est pas le seul à se situer dans cette mouvance. On retrouve le même schéma managérial au Sdf, le principal parti d’opposition. A titre d’illustration, son leader, John Fru Ndi tient, lui aussi, solidement, depuis 1992, le bâton de commandement. Et, l’analyse que nous avons esquissée

²³⁷ Rassemblement démocratique du peuple camerounais.

²³⁸ Social democratic front.

²³⁹ Union démocratique du Cameroun.

²⁴⁰ Union nationale pour le développement et le progrès.

²⁴¹ Mouvement progressiste.

²⁴² Union des populations du Cameroun.

²⁴³ La plupart des chefs de ces entreprises politiques – hormis l’Undp – occupent cette responsabilité depuis leur création.

²⁴⁴ Union nationale du Cameroun.

à propos des membres du comité central du RdpC peut être, sur le fond, extrapolée au Sdf, l'instance statutaire suprême et décisionnelle de cette formation politique. On pourrait considérer d'autres entreprises politiques dans leur dynamique de fonctionnement que ces observations ne s'effilocheraient pas pour autant.

Cette permanence des leaders politiques que nous avons mis en évidence rejailit forcément sur les compétitions électorales. Les exemples des candidatures enregistrées lors des trois derniers scrutins présidentiels de l'ère dite pluraliste au Cameroun nous en fournissent une illustration patente. En interrogeant le profil des principaux entrepreneurs politiques en compétition, on se rend compte qu'il n'est pas exagéré de défendre l'idée de l'existence d'un faible recyclage du personnel politique de premier plan. Car, pour reprendre une tournure populaire, « ce sont toujours les mêmes qui sont candidats », les mêmes qui sont choisis et investis par leurs formations politiques. Ainsi, M. Biya, M. Fru Ndi, M. Adamou Ndam, M. Bello Bouba pour ne citer qu'eux, sont régulièrement présentés comme candidats par les formations politiques auxquelles ils appartiennent. Tout se passe comme-ci, au sein des familles politiques dont ils tiennent les rennes, il n'y avait pas de compétition, d'adversité. D'ailleurs, ce n'est pas seulement au sein des partis politiques qu'on observe exclusivement le non-renouvellement de l'élite politique que nous étudions. On mesure aussi la pertinence de cette réalité en questionnant des institutions républicaines à l'instar des conseils municipaux et surtout, de l'Assemblée Nationale. C'est peut être le lieu de signaler que certains députés, à commencer par le président de cette institution brillent par leur longévité aux affaires²⁴⁵. L'on sait que le rôle du parti auquel appartient un parlementaire n'est pas neutre dans la distribution des rôles à l'Assemblée Nationale.

Mais, revenons à l'idée de la monotonie à la tête des entreprises politiques pour montrer comment celle-ci déteint sur l'offre compétitive lors des scrutins présidentiels. Au-delà des trajectoires et des programmes politiques des différents candidats, ce qui nous paraît fondamental, c'est de faire émerger l'idée que, le fait que l'on assiste à une itération des acteurs trahit quelque chose de plus profond. Celle-ci n'est rien d'autre que la manière avec laquelle les entrepreneurs politiques en général, et les élites dirigeantes des principales formations politiques en particulier, se représentent le pouvoir et en viennent à imposer ces représentations à la société tout entière.

²⁴⁵ Pour approfondir cette question, le lecteur voudra bien vouloir se reporter à l'ouvrage coordonné par Amadou Nchouwat (sous la dir.), *Assemblée Nationale. Compétences et configurations*, Presses Universitaires d'Afrique, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, 2005.

Considérons de plus près l'attitude des entrepreneurs politiques de premier plan pour relever l'idée, très significative, selon laquelle, pour les responsables des formations politiques, tout se passe comme-ci, dans leur imaginaire, le pouvoir serait le privilège d'une catégorie de personnes dont ils seraient les seuls élus. L'évaluation de la *res publica* s'effectuerait ainsi à l'aune de la thèse substantialiste. A bien regarder les productions mentales et quotidiennes de ces acteurs, on finit par se demander s'ils n'ont pas fait leur l'idée, d'un autre temps, que « certains sont nés pour gouverner et d'autres pour être gouvernés ». C'est du moins la thèse que semble accrédi ter les identifications massives et ostentatoires des leaders des formations politiques, au Cameroun, à des « candidats naturels ».

A partir d'une telle construction de la distribution des rôles, l'on doit s'interroger sur « la culture du commandement ». Et si on peut comprendre que la privatisation des partis politiques et son corollaire, la personnalisation du pouvoir soit de mise dans le parti au pouvoir, on comprend moins la tendance de l'opposition à intégrer elle aussi cette philosophie de la gouvernance. Finalement, on est en droit de s'interroger sur la volonté et la capacité de l'opposition à véhiculer des valeurs démocratiques quand on sait que « ce sont les mêmes qui crient Biya must go, qui eux-mêmes ne partent pas »²⁴⁶.

L'assimilation des « aînés » ou mieux, des principaux responsables politiques à l'idée de la naturalité du pouvoir qu'ils gèrent s'accompagne, très souvent, d'une lecture rapetissante et infériorisante vis-à-vis de ceux qui, à l'intérieur de ces formations politiques, ne partagent pas cette lecture. Les jeunes sont ici régulièrement visés par ces insultes. En effet, dans la mesure où ils s'opposent à cette personnalisation de la vie politique, et parce qu'ils refusent la rémanence de cette tradition autoritaire²⁴⁷, il n'est pas rare que certains jeunes n'aient pas voix au chapitre, ainsi que l'illustre la divergence entre les traditionnalistes et les modernistes au Rdpc²⁴⁸.

Par ailleurs, on ne saurait parler de la situation des jeunes sans relever leur faible intégration à des positions de décisions à l'intérieur des formations politiques. Dans cette perspective, il faut relever que de nombreux jeunes militants ne connaissent, à l'intérieur des

²⁴⁶ Entretien réalisé le 17 avril 2009.

²⁴⁷ Sur la rémanence autoritaire, lire l'article de Joseph Marie Zambo Belinga, « Quête de notabilité, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun », in *Cahier d'Etudes Africaines*, Paris, n° XLIII (3), 171, 2003, pp. 573-589.

²⁴⁸ Patrick Adjedja, « Luites intrapartisanes au Cameroun : Cas du conflit autour de la « modernisation » du Rassemblement démocratique du peuple camerounais », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé I, Octobre 2008.

partis, aucune mobilité sociale. Au Rdpc, si certains jeunes sont membres du Bureau National de l'Ojrdpc²⁴⁹, il faut avouer que très peu connaissent une mobilité politique ascendante (en intégrant par exemple le comité central). En outre, il faut aussi relever que, à l'intérieur des formations politiques, un nombre réduit de jeunes sont responsables de sous-sections, encore moins de section. Tout au plus, les retrouve-t-on à la tête des comités de base.

Et, comme signalé plus haut, on aurait tort de restreindre notre regard au Rdpc, car ailleurs aussi, la situation n'est guère plus reluisante. A l'intérieur des partis politiques, on le constate, les jeunes ne sont pas au cœur du dispositif de commandement au Cameroun. Bien des fois, pour les railler, il n'est pas rare qu'on leur fasse des remarques à propos de leur inexpérience. Cela surprend quelque peu car, comment vouloir disqualifier les jeunes en arguant qu'ils n'ont pas d'expérience quand on sait très bien qu'à l'intérieur des partis politiques, il ne leur ait guère donné la possibilité d'en avoir. A ce propos, ce serait se priver d'un matériau de choix que de ne pas faire mention de la faillite de certaines instances qui, au sein des formations politiques, avaient pour mission fondamentale la formation des hauts responsables de partis politiques à l'instar de l'Ecole des cadres du RDPC.

Ainsi donc les jeunes ne sont pas intégrés politiquement. Pour les retrouver, il faut se tourner vers les activités d'animation, de mobilisation et de récréation que promeuvent la plupart des partis politiques, à l'instar de la célébration de l'anniversaire du parti, ou c'est plus récurrent, des défilés. On s'en rend compte, au sein des partis politiques, si l'on peut être d'accord avec le fait que les jeunes qui y militent ont la possibilité de participer à la vie politique comme électeur, il est difficile pour eux d'être éligible ou élu, très souvent, parce qu'ils ne sont pas souvent socialement intégrés, mais aussi, à cause des usages sociaux de l'âge qui ont cours à l'intérieur des partis politiques.

1 – 2 – La « gérontocratisation » de la vie politique

L'observateur qui scrute avec attention la scène sociopolitique camerounaise peut difficilement ne pas se rendre compte du vieillissement de son personnel politique. Le réaménagement gouvernemental opéré par le chef de l'Etat le 7 septembre 2007 est là pour le confirmer, avec une moyenne d'âge se situant autour de 52 ans. Ce fait n'étonne plus dans la

²⁴⁹ Organisation des jeunes du Rassemblement démocratique du peuple camerounais.

mesure où, au Cameroun, il semblerait que nous ayons affaire à un système de gestion gérontocratique. Ce dernier terme, dérivant des lexèmes grecs *gerôn* (vieillard) et *kratos* (pouvoir), désigne un régime politique dans lequel les pouvoirs sont exercés par des personnes les plus âgées de la société (les gérontes), en raison de leur sagesse (prétendument). Le terme gérontocratie est aussi utilisé pour décrier la mainmise des vieillards sur le pouvoir au détriment d'autres aptitudes comme le mérite, le travail bien fait, etc. Cela sous-entend une politique conservatrice car les gérontes sont considérés comme peu enclins à modifier les structures de la société, mais disposés à la conserver telle qu'ils l'ont connue. Pour employer une terminologie politique à la mode, on dira que gérontocratie rime avec conservatisme, *statu quo*, permanence, etc. Historiquement, on considère l'URSS²⁵⁰ des années 1970 et 1980, avec Leonid Brejnev, Youri Andropov et Constantin Tchernenko, comme l'archétype d'un système politique gérontocratique. De même, la *mafia*²⁵¹, parce qu'elle consacre le droit d'aïnesse est souvent citée comme un exemple de gérontocratie.

En portant notre attention sur la formation sociale camerounaise, reconnaître que la société politique camerounaise est gérontocratique, c'est affirmer que la gouvernance y est détenue et exercée par des individus d'un âge fort avancé. Pour notre part, nous employons le concept de « gérontocratisation » pour nommer le processus à travers lequel la société politique camerounaise se reproduit à travers un ensemble de décisions et d'actions politiques qui maintiennent à des hautes fonctions cumulatives de responsabilité, des vieillards. Cette idée n'est pas neuve. Elle s'inscrit dans le prolongement de notre développement précédent où il nous est apparu que le faible renouvellement de la classe dirigeante était, au Cameroun, une modalité structurante de la vie politique.

En réalité, que l'on prenne comme unités d'observation des secteurs aussi divers et variés que l'armée, la magistrature, le gouvernement, les conseils d'administration, la direction de certaines sociétés publiques et parapubliques, etc., la remarque peut être faite que la gestion de la vie sociale est assurée, au Cameroun, par un personnel qui a, dans une forte proportion de cas, largement passé l'âge légal d'aller à la retraite. A telle enseigne qu'on a l'impression qu'au Cameroun, le non respect de l'âge légal de départ à la retraite semble être institutionnalisé dans la pratique, tout au moins, s'agissant de certaines hautes responsabilités. A titre démonstratif, écrit Christophe Bobiokono,

²⁵⁰ Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

²⁵¹ Le terme *mafia* (on écrit aussi *maffia*) est un mot par lequel on désigne une association secrète d'origine sicilienne servant des intérêts privés par des moyens illicites et, recourant, si besoin est, à la violence.

« On note que certains corps ou catégories socioprofessionnelles de la Fonction publique de l'Etat tiennent la palme d'or de ce qui apparaît comme un abus : les officiers généraux, les hauts responsables de l'administration (spécifiquement en fonction à la présidence de la République ou dans les services du premier ministre), les magistrats de la cour suprême, auxquels on ajoute les ambassadeurs du Cameroun en poste à l'étranger et les membres du gouvernement qui occupent, pour leur part, des postes politiques. A contrario, les médecins, les enseignants, bref les autres corps de la Fonction publique où l'on note pourtant un grave déficit en personnels d'encadrement comme d'exécution, ne bénéficient pas des mêmes « privilèges »²⁵²

D'après ce journaliste, cette situation paradoxale « amène naturellement à se demander s'il y a une caste d'intouchables parmi les serviteurs de l'Etat ? »²⁵³ Pour mieux mesurer l'ampleur du vieillissement stratégique du personnel de l'Etat au Cameroun, peut-être faudrait-il, tout d'abord, solliciter l'éclairage des normes légales qui régissent le fonctionnement de l'administration des carrières publiques. Dans cette perspective, il faudrait questionner ce que prévoit la loi et qui est relatif au départ à la retraite.

Si l'on se rapporte à l'article 124 du Nouveau statut général de la Fonction Publique camerounaise²⁵⁴, la limite d'âge légale pour l'admission à la retraite des fonctionnaires des catégories A et B est de 55 ans. Cette admission à faire valoir ses droits à la retraite s'impose « *d'office, lorsque le fonctionnaire est atteint par la limite d'âge, quelle que soit la fonction administrative qu'il peut exercer en vertu d'un acte individuel ou collectif, sous réserve des statuts particuliers ou spéciaux, ou par anticipation.* »²⁵⁵

En ce qui concerne les fonctions politiques, en particulier les membres du gouvernement, les ambassadeurs, les conseillers spéciaux du chef de l'Etat et du premier ministre « *qui émargent tout aussi pourtant au budget de l'Etat, aucun texte ne fixe, pour l'instant, la borne qui sépare la retraite et la période d'activité.* »²⁵⁶ Ce qu'on apprend en parcourant certains textes particuliers en vigueur au sein de la Fonction Publique

²⁵² Christophe Bobiokono, « Retraite : ce que disent les textes. Critères de départ selon les corps. Pourquoi et comment certains s'éternisent aux affaires. », in Les Cahiers de Mutations, septembre 2007, vol. 046, p. 9.

²⁵³ Idem.

²⁵⁴ Ou, plus exactement, au décret présidentiel n° 94/199 du 7 septembre 1994, modifié et complété par le décret n° 2000/287 du 12 octobre 2000.

²⁵⁵ Art. 123, al. 2.

²⁵⁶ Christophe Bobiokono, « Retraite : ce que disent les textes. Critères de départ selon les corps. Pourquoi et comment certains s'éternisent aux affaires. », art. cit, p. 9.

camerounaise, c'est que certaines dispositions existent, qui prorogent la limite d'âge pour l'admission à la retraite, « *par dérogation au statut général de la Fonction publique.* » Sont ici concernés :

« ... les officiers généraux de l'armée nationale et de la gendarmerie : leur limite d'âge légale pour l'admission à la retraite est de 61 et 60 ans, respectivement pour les généraux de division ou vice-amiraux, d'une part, et les généraux de brigade ou contre-amiraux, d'autre part. Le décret n° 2001/189 portant organisation du cadre des officiers généraux des forces de défense prévoit néanmoins une prorogation « facultative » de trois ans à cette limite d'âge. Le même avantage est accordé aux officiers supérieurs, qui peuvent aller à la retraite du fait de cette bonification respectivement à 61, 60 et 59 ans, pour les colonels, les lieutenants-colonels et les commandants. »²⁵⁷

Les prérogatives qu'induit la mise en application des statuts particuliers ne se limitent pas à ce qu'on appelle trivialement les « hommes en tenue ».

« Dans la magistrature, le statut du 08 mars 1995 (décret n° 95/048) qui a été amendé entre temps, indique que la « limite d'âge est fixée à 65 ans pour les magistrats hors hiérarchie et les magistrats du quatrième grade, à 60 ans pour les magistrats du troisième grade et à 58 ans pour les magistrats des deuxième et premier grade. »²⁵⁸

Quant aux fonctionnaires de l'Education de base, leur limite d'âge pour l'admission à la retraite est « fixée à soixante (60) ans pour toutes les catégories ». Les professionnels de l'Enseignement supérieur profitent également du rallongement de leur carrière²⁵⁹, puisqu'ils vont à la retraite à 65 ans pour les enseignants de rang magistral (professeurs et maître-conférences) et à 58 ans pour les chargés de cours. Avec ceci de particulier que dans leur cas, « la limite d'âge prévue ci-dessus ne peut être reculée ».

Voilà ce que disent les textes. Cependant, ainsi que le suggère Christophe Bobiokono, « on a pu se rendre compte à travers certaines enquêtes que ces dispositions discriminatoires accordées à certains corps sont loin d'être scrupuleusement respectées. » Par ailleurs, poursuit le même auteur dans son analyse :

²⁵⁷ Idem.

²⁵⁸ Christophe Bobiokono, « Retraite : ce que disent les textes. Critères de départ selon les corps. Pourquoi et comment certains s'éternisent aux affaires. », art. cit, p. 9.

²⁵⁹ Cf. Art. 63 du décret présidentiel n° 93/035 du 19 janvier 1993.

« Excepté le cas des fonctionnaires de l'Enseignement supérieur, dans lequel toute prorogation de la limite d'âge de départ à la retraite est explicitement prohibée, le législateur a autorisé le président de la République, tout seul, à déroger aux dispositions générales (art. 124, al. 2) « en raison de la nature et de la spécificité de certaines fonctions. En principe, le président de la République accorde cette prorogation pour une période de deux ans renouvelable une seule fois. »²⁶⁰

Cependant, à y regarder de très près :

« L'observation permet pourtant de se rendre compte, dans l'armée et la magistrature, que l'exception à la règle a été érigée en principe de base. Dans l'armée et la gendarmerie nationale, par exemple, où l'on a enregistré 25 officiers généraux au total depuis l'indépendance du pays, 22 sont encore en fonction et quasiment tous ont dépassé l'âge légal de départ à la retraite (et de plus de 10 ans pour quelques uns !). »²⁶¹

Les références qui précèdent appellent, pour être davantage explicités, une sociologie du droit. Le droit étant appréhendé ici, ainsi que le suggère Philippe Milburn, comme l'« ensemble des normes juridiques et réglementaires auxquelles doivent se conformer les acteurs et les ensembles sociaux, et qui sont produites par les institutions légitimées par ceux-ci. »²⁶² Si nous convoquons, à ce stade de notre réflexion, la sociologie du droit, c'est pour mieux cerner ce qui se dissimule derrière les principes régissant la Fonction Publique au Cameroun. Et, plus particulièrement, à ceux qui prennent en charge les critères de départ à la retraite ou non de certaines catégories de fonctionnaires ou d'acteurs politiques. Mais avant, peut être faut-il rappeler à la suite de Milburn que :

« contrairement à la science juridique, qui considère le droit comme un objet en soi et examine les logiques formelles inhérentes aux textes réglementaires et à leur application, la sociologie se penche sur la place qu'occupe le droit dans les rapports sociaux, et sur la manière dont une société construit un édifice juridique qui contribue à sa cohésion. »²⁶³

²⁶⁰ Idem.

²⁶¹ Christophe Bobiokono, « Retraite : ce que disent les textes. Critères de départ selon les corps. Pourquoi et comment certains s'éternisent aux affaires. », art. cit, p. 9.

²⁶² Philippe Milburn, « Sociologie du droit », in André Akoun, Pierre Ansart (sous la dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert/Seuil, Paris, 1999, p. 159.

²⁶³ Idem.

Plus précisément, « pour elle, le droit représente une forme élaborée de la codification des comportements individuels, des positions et des échanges, des organisations et des institutions. »²⁶⁴ Pour nous suivre, il faut comprendre que nous nous proposons de considérer le droit comme une ressource que les acteurs mobilisent. Les normes juridiques se présentant, sous ce prisme, comme un référent permettant aux acteurs de s'ajuster pour « qualifier l'action, les réseaux et les objets communs dans lesquels ils sont engagés, notamment lorsqu'une controverse surgit à leur égard. »²⁶⁵ A partir de cette base, les textes que nous avons présenté et qui déterminent l'âge de départ à la retraite provoquent notre intelligence. En les parcourant en profondeur ainsi que nous le recommande Georges Gurvitch²⁶⁶, on se rend compte qu'ils font la part belle aux officiers de l'armée et de la gendarmerie, aux magistrats, etc. Or, l'on sait que ces professions ressortissent des appareils répressifs de l'Etat qui, comme le relève fort justement Max Weber détient « le monopole de la violence physique légitime ». Ce privilège accordé aux officiers généraux et aux magistrats peut être analysé sous plusieurs prismes. Pour notre part, nous y voyons la traduction concrète – tout au moins en ce qui concerne les officiers généraux – de la volonté du Prince de « s'assurer par là une fin de règne tranquille, loin des bruits de botte »²⁶⁷. D'ailleurs,

*« Certains de ces officiers généraux (et même certains hommes de troupe devenus officiers de façon exceptionnelle et toujours en fonction en dépit de leurs âges) passent pour des héros, compte tenu de ce que fut leur contribution pour déjouer la tentative de coup d'Etat d'Avril 1984 (leur devoir !) pendant les premières années du pouvoir Biya. Ce dernier leur resterait de ce fait infiniment reconnaissant... »*²⁶⁸

A quelques différences près, la même lecture peut être transposée à la magistrature. Car, dans ce compartiment professionnel :

« Une bonne poignée de hauts magistrats restent en fonction plus de dix ans après avoir dépassé l'âge d'admission à la retraite. Par récompense politique. Ici aussi, précisément à la Cour suprême, la volonté de conservation du pouvoir semble être de mise selon la logique du « donnant-donnant ». En effet, pour une bonne partie de l'opinion publique, le président Biya doit aussi sa longévité au pouvoir à la Cour suprême du pays. A

²⁶⁴ Idem.

²⁶⁵ Philippe Milburn, op. cit, p. 160.

²⁶⁶ Op. cit.

²⁶⁷ Christophe Bobiokono, « Retraite : ce que disent les textes. Critères de départ selon les corps.

Pourquoi et comment certains s'éternisent aux affaires. », art. cit, p. 9.

²⁶⁸ Idem.

tort ou à raison, cette dernière est accusée d'avoir souvent proclamé des résultats complaisants en faveur de Paul Biya ou de son parti, le Rdp, lors des consultations électorales nationales. »²⁶⁹

A en croire le même auteur :

« cette Cour suprême dirigée par des vieux magistrats offrirait plus de sécurité au Président de la République, auquel elle est accusée d'être inféodée, que le conseil constitutionnel prévu par la constitution du 18 janvier 1996, dont les membres sont « désignés pour un mandat de neuf (9) ans non renouvelable. »²⁷⁰

Le droit serait donc ici la codification d'un rapport de force où les gestionnaires de l'Etat se serviraient d'un certain nombre de dispositions légales qu'ils susciteraient afin de se maintenir au pouvoir. Pour le dire autrement, les textes et dispositions particuliers qui rendent possible l'exercice de certaines responsabilités par les officiers généraux et les magistrats à des âges fort avancés, trahissent la volonté de la classe politique au pouvoir de conserver leurs intérêts.

On a vu comment les instances répressives ont été mises à contribution pour prévenir les éventuels risques de conflagration lors de la récente modification constitutionnelle²⁷¹. Laquelle a permis de voir l'usage stratégique qui peut être fait de la légalité. Cette séquence de la vie politique camerounaise a également permis de voir le pouvoir en place affirmer sa volonté de conserver la gestion du pays. Voilà qui atteste une intention gérontocratique : « C'est toujours les mêmes que l'on choisit ». Et on s'appuie sur les appareils répressifs gérés par des « anciens » pour *Surveiller et punir* selon le mot de Foucault²⁷².

Quand on évoque un système gérontocratique, nous l'avons dit, on a en fond de pensée la référence à l'âge. Car il faut se le dire, un vieillard désigne avant tout un « homme d'un grand âge ». Et dire de quelqu'un qu'il est âgé, c'est faire savoir qu'il est d'un âge avancé. L'âge, c'est aussi le temps écoulé depuis qu'une personne est en vie. C'est dans ce sens que l'on demande à quelqu'un : quel âge avez-vous ? L'âge, c'est également une période de la vie : enfance, adolescence, jeunesse, maturité, vieillesse. En sciences sociales, si l'âge est une

²⁶⁹ Idem.

²⁷⁰ Idem.

²⁷¹ Survenue au mois de mars 2008.

²⁷² Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1975, coll. « Tel ».

variable délicate à utiliser, il faut reconnaître qu'elle structure en profondeur la vie des sociétés africaines en général, et de la société camerounaise en particulier.

Dans ces contextes, la société assure une distribution sociale des rôles qui varient en fonction des étapes de la vie. La relation enfance /jeunesse et vieillesse/ sagesse irrigue toute la vie sociale. Jean-François Bayard semble l'avoir perçu. En théorisant cette réalité sous les catégories aînés-cadets, il nous permet de mieux entrevoir la place socialement construite que chacun occupe. *Grosso modo*, les cadets sociaux renvoient :

« Avant tout aux femmes, qui représentent la catégorie sociale la plus exploitée (par les aînés sociaux mais aussi par les cadets). En second lieu, les cadets, soumis à une exploitation moins ample et divisés, grosso modo, en futurs aînés (au sens large) et en futurs aînés privilégiés »²⁷³.

Dans la société traditionnelle africaine, les jeunes devaient respect, soumission et obéissance servile aux parents et aux aînés. La désobéissance était perçue comme source de malédiction. Les aînés ou anciens étaient leurs conseillers et leurs chefs et, rien n'était fait par les jeunes sans leur consentement.

Si l'on doit admettre que les jeunes intervenaient dans les sociétés africaines traditionnelles (ils devaient par exemple veiller sur un ensemble de règlements qui régissaient la société, à savoir la sécurité, l'ordre, l'organisation des manifestations culturelles, des fêtes, etc.), il faut se presser de faire remarquer que leurs activités étaient fortement encadrées par les institutions sociales. A ce propos, rappelons que les activités auxquelles se consacraient les jeunes étaient déterminées par la communauté. Les décisions étaient prises au niveau des instances supérieures de la collectivité. Les résolutions adoptées étaient transmises aux jeunes par le biais de leurs représentants aux organes de direction. Dans une grande proportion, tandis que les adultes étaient tenus de discuter des affaires relevant de la conduite de la société, les jeunes eux, étaient appelés à mettre les décisions arrêtées en pratique.

Dans la société traditionnelle, *« les vieux étaient respectés, sollicités, reconnus par la jeunesse parce que l'âge est la mesure la plus sûre en matière de mentalité, d'expérience. »²⁷⁴* Le jeune était considéré comme immature, incapable de prendre tout seul des décisions. Pour cette raison, il était confiné à des travaux d'exécution, tandis que les adultes, les aînés, les

²⁷³ Jean-François Bayard, *L'Etat au Cameroun*, op.cit, p. 326.

²⁷⁴ Saloum Cissé, « Stratégie d'intégration des valeurs traditionnelles dans nos systèmes d'éducation (enseignement conventionnel) valeur morale et structure traditionnelle de jeunesse », in *Ethiopiennes* n° 1, p. 1.

anciens, eux, avaient l'autorité. Il n'est donc pas excessif de soutenir que la distribution des rôles sociaux faisait de ceux-ci des subordonnés. Cette subordination des jeunes qui, pour certains auteurs, manifeste la volonté de la société traditionnelle d'assurer au jeune une sécurité, peut aussi être interprétée comme le refus de le voir participer en tant qu'agent (et non sujet) à la vie sociale. Et, ainsi qu'on peut le lire sous la plume de Catherine Ngo Sohé, « parfois les aînés ne voulaient pas qu'ils deviennent rapidement des adultes afin de prolonger cette dépendance, puisque les cadets étaient appelés à travailler pour eux jusqu'à l'âge adulte. »²⁷⁵ Le jeune était donc considéré comme un enfant. C'est-à-dire comme quelqu'un qui ne parle pas encore. Comme on peut s'en douter, un tel environnement n'était pas propice à l'individuation des acteurs car, dans une grande proportion de situations, les décisions étaient prises par les anciens. Et le jeune, ainsi que nous avons pu l'établir, était contrôlé, encerclé.

En nous attachant sur la place qu'occupaient les jeunes dans la société traditionnelle, nous avons surtout voulu montrer en quoi elle éclaire la situation présente de la jeunesse, tout particulièrement, au niveau du champ politique. Même si nous devons reconnaître qu'il n'y a pas une frontière étanche entre jeunes et aînés dans la société africaine contemporaine – certains jeunes pouvant occuper des positions de pouvoir au sein de certaines institutions gouvernementales et républicaines – il est difficile de dire que les jeunes n'occupent pas une position subalterne dans la hiérarchie des rôles politiques. Le discours politique dominant réactualise cette lecture infantilisante et réductionniste du rôle de la jeunesse. En nous intéressant à certaines expressions qui ont été popularisées à partir « du monde d'en-haut »²⁷⁶, il est possible de crédibiliser ce point de vue. Précisons.

Si l'on s'en tient à l'expression « la jeunesse, c'est de sept à soixante dix sept ans », le pouvoir s'interdit de reconnaître que la jeunesse est un moment de la vie, une étape transitoire. Et donc également une période existentielle qui a ses déterminants (biologiques, sociaux, juridiques), ses jeux et ses enjeux. Le sens politique qu'on lui reconnaît ici, semble épouser les contours suivants : « La jeunesse n'a pas de limite d'âge et il paraît plus réaliste d'appeler jeunes tous ceux qui, en passant par le moyen, pensent jeune, s'intéressent aux

²⁷⁵ Catherine Ngo Sohé, « Les pratiques vestimentaires des jeunes dans la ville de Yaoundé : De l'hégémonie au partage de cultures », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé I, p. 78.

²⁷⁶ Par exemple : « La jeunesse c'est de 7 à 77 ans » ; « L'école aux écoliers et la politique aux politiciens » ; « les manipulés » ; etc.)

jeunes et mettent leurs ressources au service des jeunes. »²⁷⁷ Cette définition de la jeunesse, comme celle qui la précède, séduit par sa générosité. Sauf qu'elle masque une hypocrisie politique. Laquelle ne reconnaît pas aux jeunes la capacité de rendre compte de leur moi social multiple, de leur condition ou, de leurs aptitudes à s'analyser avec pertinence.

On peut se demander de quel sens et de quelle puissance on peut créditer les logiques d'action d'un gouvernement qui, de la voix de sa bouche la plus autorisée reconnaît : « *L'école aux écoliers et la politique aux politiciens* ». Comme-ci les deux étaient irréconciliables. Et les questions qu'on peut se poser ici sont multiples. A partir du rôle joué par les étudiants dans l'émergence du mouvement nationaliste africain, se prononcer contre la structuration d'un syndicalisme étudiantin, n'est-ce pas refuser une critique intellectuelle et praxéologique de l'ordre dominant ? Qui, mieux que les écoliers peut se prononcer sur leurs conditions de vie, sur leurs aspirations, et surtout, porter leurs revendications ? L'institution scolaire ne constitue-t-elle pas aussi un lieu de socialisation qui permet l'émergence d'une conscience politique ? On pourrait multiplier à l'envie ces interrogations. Contentons-nous d'indiquer qu'elles nous introduisent au cœur du « principe autoritaire »²⁷⁸ qui structure l'interaction entre le « monde d'en-bas » et les « gens d'en-haut ». Et, examinons, pour la suite les conséquences d'un tel état de fait.

1 – 3 – L'inertie de la proposition politique

L'idée du faible renouvellement de l'élite politique au Cameroun et celle de la gérontocratisation de la vie politique dans le même pays se rejoignent toutes les deux à un point d'intersection : celui des conséquences qu'elles induisent sur la société camerounaise. Ces implications qui prennent ici la figure de l'inertie de la proposition politique se font surtout sentir sur ce que nous osons appeler, faute d'une expression plus correcte, « le monde des jeunes ». Qu'on nous comprenne bien. Non qu'elles n'engendrent point des répercussions auprès des autres segments sociaux et, partant, de l'ensemble de l'organisation sociale. Mais les jeunes nous préoccupent tout particulièrement parce que, selon la conceptualisation de Schwartzberg, ils « sont directement au contact des mutations qui s'opèrent dans la société.

²⁷⁷ Comi Toulabor, « L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes « conjoncturés » de Lomé (Togo) », in J.F Bayart, A. Mbembé, C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Karthala, Paris, 1992, coll. « Les Afriques », p. 134.

²⁷⁸ On retrouve cette expression sous la plume de l'historien et politicologue camerounais Achille Mbembé. Voir *Afriques indociles*, op. cit.

Ils ont les informations et les intuitions nécessaires. Ils saisissent plus vite que leurs aînés les changements qui s'accomplissent. Ils apprivoisent mieux le « choc du futur »²⁷⁹. En effet, s'il y a un trait qui, par delà les frontières géographiques, et peut être culturelles, permet de caractériser la jeunesse, c'est bel et bien « la vertu de l'insolence ». Celle-ci prédispose la jeune génération au refus des routines, des répétitions, à l'insoumission à la nature des choses. Tout cela lui permettant d'avoir une vision neuve. Il semblerait que ce soit là un des traits marquants à partir duquel il serait possible de retrouver *l'esprit jeune*.

On peut, sur la base de ces considérations générales, défendre l'idée que la jeunesse se déploie sur le versant opposé à celui de l'inertie. Elle cristallise en elle les espoirs et les promesses des mutations. Et, très souvent, on dit d'une jeunesse peu vigoureuse qu'elle est apathique, indolente. Ou alors, le cas est plus fréquent, on la met à contribution en l'instrumentalisant²⁸⁰. Quoiqu'il en soit, dans un cas comme dans l'autre, c'est sa force (ou sa supposée vigueur) qui est interpellée.

D'après ses racines latines, le terme *inertie* s'origine dans le mot latin *inerte*. Dans son acception première, ce mot est utilisé dans le vocabulaire des sciences de la nature où il désigne la ductilité qu'ont les corps de ne pouvoir d'eux-mêmes changer l'état de repos ou de mouvement où ils se trouvent. Mais le terme inertie peut aussi s'entendre d'une autre façon. Dans ce sens, il renvoie, dans sa manipulation plus large, à la résistance qu'un corps social oppose au mouvement, au changement. En évoquant ici l'idée d'une inertie de la proposition politique au Cameroun, il s'agit pour nous de dire de quelle façon les mécanismes que nous avons évoqué plus haut paralysent la société camerounaise et profitent aux strates dirigeantes parmi lesquelles on retrouve des gérontes et des acteurs issus de ce que nous nommons pour le moment, et avec prudence, « la génération dorée ». Cette idée nous séduit dans la mesure où les jeunes générations dénoncent régulièrement le *statu quo* qui préside aux manières d'administrer les sphères publiques locales²⁸¹.

Commençons par faire observer que le terme « inertie » fait partie de ces mots-slogans qui, souvent, quand ils sont manipulés par la rhétorique politique officielle au Cameroun, agissent peut-être comme révélateurs, mais plus comme écrans déformateurs que comme réformateurs.

²⁷⁹ Roger-Gérard Schwardzenberg, *Sociologie politique*, Montchrestien/EJA, Paris, 1998, 5^{ème} éd., p. 332.

²⁸⁰ Achille Mbembé, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, op. cit., passim.

²⁸¹ Consulter le Projet DSRP Jeunesse, op. cit.

Ce mot qui a pris de l'épaisseur dans l'espace public consécutivement à son utilisation par le chef de l'Etat dans son discours de fin d'année à la nation le 31 décembre 2005 renseigne sur la situation de pourrissement qui est à l'œuvre dans la société camerounaise contemporaine. Les propres dires du président de la République du Cameroun l'attestent :

« Je ne vois que deux facteurs qui pourraient ralentir notre marche en avant. Le premier tient à l'inefficacité de certaines administrations (...). Ce n'est pas leur compétence qui est en cause mais leur manque de volonté d'aboutir (...). Mais il y a plus grave. Je veux parler de la corruption que j'ai souvent dénoncée mais qui continue à sévir. Il y a évidemment une totale incompatibilité entre les efforts que nous déployons pour faire reculer la pauvreté et l'enrichissement scandaleux de quelques-uns. Le détournement des fonds publics se fait, faut-il le rappeler, au détriment de la communauté nationale. Je voudrais aujourd'hui dire très solennellement qu'il faut que cela cesse. »²⁸²

Nous ne nous attarderons pas ici sur une analyse des enjeux que soulève le deuxième facteur sur lequel M. Biya insiste. Et, à bien le décoder, il nous semble que ce que le président de la République fustige : « C'est un système de gouvernance et de régulation sociale porteur d'inefficacité, favorable aux logiques de reproduction et de conservation, aux dynamiques de gabegie et d'ostentation villageoise, aux comportements d'inertie. »²⁸³

D'après Alain Didier Olinga, les logiques de conservation des positions acquises et de reproduction sociopolitique constituent, parmi d'autres facteurs, un élément générateur de l'inertie. Laissons parler le juriste :

« Un autre pilier de l'inertie se trouve dans les logiques de conservation à tout prix des positions acquises, de reproduction sociale et politique. La durée importante des responsables au sommet de l'Etat y est pour beaucoup. En elle-même, et sans que cela puisse constituer un appel à la démission immédiate du chef de l'Etat en place, elle est créatrice d'une impression de fixité et de non renouvellement. 24 ans de présidence pour Ahidjo, déjà 24 ans de présidence pour le président Paul Biya. Deux chefs d'Etat en un demi-siècle, à une ère où le renouvellement des élites dirigeantes est relativement rapide, cela constitue un facteur d'inefficacité. La capacité de mobilisation, d'innovation, ne peut que s'émausser avec le

²⁸² Discours de fin d'année de M. Biya à la nation prononcé le 31 décembre 2003. Le chef de l'Etat du Cameroun reviendra par ailleurs plusieurs fois sur l'ampleur qu'y a pris l'inertie dans le fonctionnement de certaines instances administratives. Pour une analyse détaillée de ces discours, voir l'ouvrage récemment paru d'Alain Didier Olinga, *Propos sur l'inertie*, CLE, Yaoundé, 2009.

²⁸³ Alain Didier Olinga, « L'intelligence de l'inertie », in *Patrimoine* n°0064, Février 2006, p. 12

*temps, par la force des choses. Sauf à être d'un talent et d'une énergie particuliers, il est difficile d'aborder avec une compétence et un enthousiasme égaux les problèmes que sa société affronte dans les années 1980, dans les années 1990, au début du troisième millénaire ! »*²⁸⁴

Pour Alain Didier Olinga,

*« Cette longévité au sommet est, en soi, un facteur d'inertie et d'inefficacité du système, plus porté à s'installer dans la routine. Cette longévité donne des plis particuliers au fonctionnement des institutions et des administrations. Or, comme la logique d'inertie a pris le temps de s'incruster dans le fonctionnement de l'Etat, par-delà les discours, le scepticisme le plus fort s'est emparé de tous, et ne pourra diminuer qu'avec des actes importants, constants, s'inscrivant dans la durée et à terme dans la banale normalité. L'inertie s'est nourrie et diffusée dans le corps social au regard du comportement et de l'inaction des gouvernants ; elle ne peut disparaître qu'avec un management nouveau, radicalement différent avec un nouveau marketing politique plus attractif. Car quelle que soit la capacité d'adaptation des élites, il y a un seuil à partir duquel le vieux ne peut plus être lustré pour être présenté comme du neuf sans se fissurer et exposer malgré lui ses rides. »*²⁸⁵

Cependant, ce sur quoi il convient d'insister, c'est la relation qu'entretiennent inertie et cadets sociaux.

« L'inertie se nourrit de la répression, en très léger tassement il faut le reconnaître, des cadets sociaux, ce que l'on peut appeler le règne de la raison gérontocratique. Un système politique et social qui ne capitalise pas sur les énergies de sa jeunesse ne peut être le ferment d'une société en mouvement. Lorsque les quadragénaires, et même les quinquagénaires, sont considérés comme des cadets sociaux, il s'agit d'une situation franchement préoccupante en termes de circulation inter-générationnelle. La génération des dirigeants actuels est arrivée aux affaires à un âge où l'on a envie de servir, de donner le meilleur de soi, sans compter. Actuellement, les jeunes élites se consomment dans un sentiment d'inutilité et une impression d'être indésirable dans la barque sociale, l'Etat se privant de talents disponibles qui ne demandent qu'à être mis à l'épreuve.

²⁸⁴ Art. cit, p. 13.

²⁸⁵ Alain Didier Olinga, « L'intelligence de l'inertie », art. cité, p. 13.

Comment, dans ces conditions, ne pas aboutir à l'inefficacité ?
»²⁸⁶

II – PEUT-ON PARLER D'UNE GENERATION DE « LA CRISE » ?

Dans la province sociologique, la réflexion portant sur les réalités sociales qui affirment leur étroitesse d'avec les questions générationnelles, intergénérationnelles et/ou intragénérationnelles fait l'objet d'un discours particulier : celui de la sociologie des générations. Construite sur une trajectoire de recherche qui prend sa source d'inspiration à partir des travaux d'Auguste Comte²⁸⁷ et de Karl Mannheim²⁸⁸, cette branche précise de la sociologie a pour objet central l'étude des processus de changements sociaux à l'œuvre dans une collectivité. Sont, par exemple, portés au cœur de son attention, les phénomènes sociaux ayant trait aux changements de valeurs, aux successions d'époques, aux mutations sociales, économiques et politiques qui influencent le cours de l'histoire d'une société donnée.

Parvenu à ce stade de notre analyse, l'interrogation que nous sommes fondé à nous demander est celle de savoir si l'on peut, au regard de l'expérience sociale des jeunes au Cameroun, soutenir le point de vue selon lequel ces derniers constituent « une génération de la crise ». Et si tel est le cas, de quelle manière et pourquoi ? Répondre à cette préoccupation impose, en guise de préalables, de préciser les contours sémantiques que nous assignons au concept de « génération ».

II – 1 – QU'EST-CE QU'UNE GENERATION ?

Fournir une définition satisfaisante au concept de génération ne va pas sans poser d'anicroches, ainsi que le soulignent, du reste, de nombreux travaux réalisés sur la question. Peut-être, ces difficultés tiennent-elles au fait que :

²⁸⁶ Alain Didier Olinga, « L'intelligence de l'inertie », *art. cit.*, p. 13.

²⁸⁷ « L'intérêt d'Auguste Comte pour le problème des générations, écrit Attias-Donfut, réside dans la contribution que, selon lui, on y trouve pour déterminer les lois d'évolution de la société : le rythme de renouvellement des générations donne la mesure du rythme du progrès, tout comme les mouvements de populations, leur accroissement, leur densité influencent l'amélioration de l'esprit humain. », cf. *Sociologie des générations, l'empreinte du temps*, PUF, Paris, 1988, p. 20. De façon plus précise, Auguste Comte aborde en profondeur la question des générations dans la leçon 51 du Cours de philosophie positive, T. IV, Schleicher Ed, Paris, 1908 (1^{ère} éd. 1880).

²⁸⁸ Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Nathan, Paris, 1990 (1^{ère} éd. 1928).

« La notion de génération fait l'objet de multiples usages, elle intervient dans les discours sur les jeunes, sur les vieux, sur les échanges familiaux, elle est invoquée quand surviennent des changements sociaux, politiques ou de nouvelles créations intellectuelles, artistiques ... »²⁸⁹

D'après ce que rapporte Attias-Donfut,

« Lourdemment chargée de sens, cette notion reste vague, car s'il existe des écrits traitant des générations particulières, de relations entre générations, ou encore procédant à des reconstitutions historiques par générations, peu de questionnements ont approfondi la notion même de génération. »²⁹⁰

Cette observation, avérée dans la sociologie occidentale classique, l'est davantage en ce qui concerne la sociologie contemporaine. En suivant la contribution apportée par Louis Chauvel²⁹¹, il est possible de faire ressortir quatre significations possibles du terme « génération ». On distingue ainsi : générations démographiques, générations sociales, générations historiques et enfin, générations familiales.

II – 1 – 1 – La génération démographique

Si l'on s'en tient à la signification qu'en donne Chauvel :

« La génération démographique apparaît d'abord comme une matière première, synonyme de « cohorte de naissance », de groupe caractérisant les individus ne partageant a priori d'autres caractéristiques que le fait d'être nés la même année. »²⁹²

Cette première acception de la notion de génération s'inspire des travaux de démographie. Son principal inconvénient réside en ceci qu'elle ne permet pas de « rendre compte de phénomènes collectifs plus complexes, puisqu'elle reste encrée dans une vision

²⁸⁹ Claudine Attias-Donfut, *Sociologie des générations, l'empreinte du temps*, PUF, Paris, 1988, p. 9.

²⁹⁰ Idem.

²⁹¹ Louis Chauvel, « Génération sociale et socialisation transitionnelle. Fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XXe siècle », Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Décembre 2003, pp. 25-28.

²⁹² Louis Chauvel, « Génération sociale et socialisation transitionnelle. Fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XXe siècle », op. cit., p. 26.

excessive individualiste et atomisante du social. »²⁹³ En revanche, le concept de génération démographique présente l'intérêt d'être approprié :

*« à une recherche empirique sur le groupe des individus dont la trajectoire, par rapport à celles qui précèdent ou suivent, permet de repérer des variations importantes dans un ensemble de caractéristiques diverses, comme l'accumulation patrimoniale, la mortalité ou le taux de départ en vacances. »*²⁹⁴

II – 1 – 2 – La génération historique

La génération historique s'oppose à la notion de génération démographique. La génération historique est une génération marquée par des intérêts spécifiques, ayant une conscience forte et qui a en commun non seulement le fait d'être réunie par une position dans l'histoire, mais également de former un groupe émergent comme acteur collectif : « une génération *« en soi et pour soi » pour le dire autrement.* »²⁹⁵ En parcourant les travaux de Mannheim, on retrouve *« l'idée selon laquelle l'existence sociale d'une génération découle des phénomènes historiques. »*²⁹⁶ Dans le vocabulaire courant, les générations de 1914 ou celles de 1968 sont, en Europe, des exemples de générations historiques. En effet, allusion est faite à celles-ci :

*« pour caractériser ces groupes qui ont eu vingt ans en ces périodes de fracture, dramatique ou plus heureuse, dont la situation historique spécifique a permis peut-être de construire une unité sociale et collective plus ou moins durable à partir d'un amas informe d'individus. »*²⁹⁷

Pour Attias-Donfut :

*« Définir l'appartenance à une génération par le biais de l'histoire et de l'histoire sélective (un évènement ou un phénomène remarquable) participe d'un discours qui relève de pratiques sociales contribuant à la production de la mémoire et de l'histoire : sont ainsi confondus le discours et son objet. »*²⁹⁸

²⁹³ Idem.

²⁹⁴ Idem.

²⁹⁵ Louis Chauvel, « Génération sociale et socialisation transitionnelle. Fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XXe siècle », op. cit., p. 27.

²⁹⁶ Claudine Attias-Donfut, op. cit., p. 171.

²⁹⁷ Louis Chauvel, ibidem, p. 27.

²⁹⁸ Claudine Attias-Donfut, op. cit., p. 172.

La définition (historique) par un événement singulier n'est donc pas satisfaisante pour le sociologue car elle occulte de nombreux pans de la réalité sociale. Elle procède par généralisation abusive d'une situation qui déteint à des degrés divers sur les ensembles sociaux. Et Chauvel n'a pas le propos faux lorsqu'il écrit : « *La génération historique se présente comme une totalité par trop construite.* »²⁹⁹

II – 1 – 3 – La génération sociale

Qu'est-ce qu'une génération sociale ? Comment se définit-elle ? La génération sociale se construit à l'intersection de la génération historique et de la génération démographique :

*« Elle est (...) une cohorte « en soi », partiellement structurée, dont les membres peuvent participer des caractéristiques données sans en avoir nécessairement la conscience ; plus cette conscience se renforce ; plus elle se rapproche d'une génération historique, qui n'est autre qu'une génération « en soi et pour soi ». En revanche, lorsque la construction de ce groupe comme collectif conscient ne se produit pas, ce groupe d'individus devient une génération démographique ou le demeure. Ce peut être le cas d'une génération caractérisée par les taux de suicide nettement plus importants que les aînés ou les puînés, sans être consciente réellement de cette spécificité. »*³⁰⁰

En revanche,

*« Dès lors que des caractéristiques objectives communes ou des traits culturels partagés, ou encore qu'un contexte collectif typique est repérable, l'interprétation en termes de « générations sociales » est pertinente, plus que ne l'est le maintien de la terminologie de « cohorte de naissance », plus instrumentale et neutralisante. »*³⁰¹

A la suite de Chauvel, il n'est pas inutile de relever

« qu'il n'est pas nécessaire qu'une génération soit socialement homogène ni qu'elle porte une idéologie commune

²⁹⁹ Louis Chauvel, *ibidem*, p. 27.

³⁰⁰ *Idem*.

³⁰¹ Louis Chauvel, « Génération sociale et socialisation transitionnelle. Fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XXe siècle », *op. cit.*, p. 27.

pour constituer une génération sociale. C'est bien plutôt le contexte commun (...) qui fabrique cette générationnalité. »³⁰²

Ainsi, ce qui fait sens pour le sociologue qui recourt au concept de « génération sociale », c'est « la mentalité de l'époque », « la temporalité », pour reprendre Balandier. En effet, ainsi que nous le verrons dans la suite de notre analyse, les générations de l'après-indépendance au Cameroun, et celles « post-crise économique » survenue dans les années 1980, sont marquées par un environnement de polarisation sociale, économique et politique interne entre différentes catégories d'acteurs aux intérêts antinomiques et antagonistes. Le contexte camerounais d'aujourd'hui est révélateur de stratégies qu'une majorité de membres appartenant aux nouvelles générations mettent sur pied et aussi d'une inégalité croissante en matière d'intégration sociale entre les générations qui se sont insérées sur le marché professionnel au lendemain des indépendances et celles contemporaines. Cet écosystème social de tension favorise l'émergence des conditions de générations très spécifiques.

A partir de ce qui précède, « *La génération (...) n'a pas lieu de référer à un groupe homogène, mais à un groupe partageant un contexte commun, qui peut être d'autant plus structurant qu'il s'agit d'un contexte d'inégalités et de conflits internes à la génération. »³⁰³*

Dans le cadre de cette analyse, c'est ce troisième sens qui sera le plus retenu. Nous nous intéresserons essentiellement aux générations sociales pour mettre le doigt sur l'ensemble des cohortes connaissant la même « situation de génération », partageant des caractéristiques communes et distinctes de celles des autres. Nous importe, dès lors, prioritairement le contexte spécifique au sein duquel ont été ou sont socialisées les cohortes sur lesquelles nous portons notre attention. Lequel contexte est fait d'événements historiques, de valeurs, d'influences sociales, économiques et politiques, mais aussi de solidarités avec les pairs et souvent contre les aînés sociaux. Car, « *prendre conscience de sa génération implique de prendre conscience aussi – et pourrait-on dire d'abord – des autres générations. »³⁰⁴* En d'autres mots, la génération n'est porteuse de sens et de puissance que si elle est mise en dialogue : relation avec les pairs, les générations précédentes, les structures institutionnelles et aussi, les évolutions historiques.

³⁰² Idem.

³⁰³ Louis Chauvel, « Génération sociale et socialisation transitionnelle. Fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XXe siècle », op. cit., p. 28.

³⁰⁴ Claudine Attias-Donfut, op. cit., p. 189.

II – 1 – 4 – La génération familiale

Le mot génération admet une quatrième signification : c'est celle de génération familiale, « correspondant à un rapport direct de parenté ou de filiation, au sens de la *génération des grands-parents et des petits-enfants ...* »³⁰⁵ Ce sens intéresse surtout les sociologues de la famille à l'instar d'Attias-Donfut. En ce qui nous concerne, cette quatrième acception sera tenue à l'écart de ce travail.

III – LA GENERATION DOREE

L'idée a été soulignée dans les lignes précédentes et mérite d'être reprise à ce niveau. Toute génération sociale se pose en s'opposant aux autres dans un mouvement simultané d'identification qui implique également une différenciation. Ce phénomène, Attias-Donfut le nomme « la confrontation des générations ». Pour cet auteur :

*« Chaque génération se produit sans se connaître et se définit par un rapport aux autres dans une référence/opposition permanente. La conscience, la formation et la définition d'une génération se confondent avec son vieillir. La conscience de génération se constitue d'abord contre la précédente. »*³⁰⁶

En d'autres termes, « tout mouvement qui naît, toute génération qui arrive à l'existence sociale, n'a d'autre appui que le mouvement précédent, ou la génération précédente, par quoi ils se définiront, ou plutôt contre quoi. »³⁰⁷ Ces références soulignent « l'impératif relationnel de la génération. »³⁰⁸ Elles mettent particulièrement en avant ceci que tout discours générationnel se construit en référence à une génération antérieure. Il prend toujours pour point de départ l'autre génération : celle qui la précède ou celle qui la suit : peu importe.

³⁰⁵ Louis Chauvel, *ibidem*, p. 28.

³⁰⁶ Claudine Attias-Donfut, *op. cit.*, p. 194.

³⁰⁷ *Ibidem*, p. 196.

³⁰⁸ L'expression est de Louis Chauvel. Voir « Evolution du système de stratification sociale et succession des cohortes. Grandeurs et décadence des générations de la société française des Tente-Glorieuses à nos jours », Thèse pour le Doctorat de Sociologie, Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille I), décembre 1997, p. 188. Cette communication intergénérationnelle est également soulignée par Claudine Attias-Donfut dans son ouvrage *Sociologie des générations*, *op. cit.*, pp. 184-186.

Par « génération dorée », nous désignons les générations sociales qui se sont insérées sur le marché du travail au lendemain de l'accession de l'Etat du Cameroun à l'autonomie suprême. Pour être plus précis, d'un point de vue socio-historique, nous parlons des générations qui ont connu leur intégration (sociale, économique et politique) au cours des décennies 1960, 1970 et 1980. Il ne s'agit donc pas pour nous de considérer ceux et celles qui sont nés dans ces tranches temporelles. Mais plutôt, de montrer que ceux qui ont fait leur entrée dans la vie socioprofessionnelle au cours des périodes que nous avons évoquées plus haut ont, au Cameroun, bénéficié de circonstances exceptionnelles en matière d'intégration.

Pour rendre compte des raisons qui nous poussent à affirmer que les personnes qui se sont positionnées sur le marché du travail camerounais au cours des années 1960, 1970 et 1980 constituent « une génération privilégiée », il nous faut considérer avec attention les conditions sociales dans lesquelles elles se sont épanouies. Dans cette optique, c'est tout à la fois sur les champs social, économique et politique que nous devons exercer notre regard³⁰⁹.

En ce qui concerne l'environnement social et économique, les conditions d'existence qu'ont côtoyé les générations sociales dorées ont été propices, notamment pour l'accès aux études, l'obtention d'un travail, pour le niveau de salaire ou de revenu, de la consommation, ou encore des modes de vie, pour ne prendre en considération que ces éléments. A titre illustratif, le secteur de l'éducation peut être interrogé. En effet, durant les années 1960, 1970 et 1980, la formation des élèves et étudiants a été accompagnée de bourses d'études et de bourses scolaires. Dans ces contextes, l'élève, l'étudiant, et l'élève-fonctionnaire étaient régulièrement assistés. La bourse d'études, d'un taux variable, représentait la pension accordée à un élève ou à un étudiant pour la durée de ses études. Dans la plupart des grandes écoles et des écoles de formation, cette bourse était également effective. Grâce à elle, de nombreuses générations de Camerounais ont pu bénéficier de certaines facilités tout au long de leurs études, plus particulièrement ceux qui arrivaient des zones rurales et ceux dont les parents, proches ou lointains, n'exerçaient aucune activité salariée et/ou génératrice de revenus.

³⁰⁹ Les travaux d'André Mvesso contiennent de précieuses informations à ce sujet. Les développements qui suivent s'y inspirent en partie. Voir les ouvrages suivants : *L'école malgré tout. Les conditions d'une contribution de l'école à l'essor africain*, PUY, Yaoundé, 1998, Coll. « Sociétés » ; *Pour une nouvelle éducation au Cameroun. Les fondements d'une école citoyenne et de développement*, PUY, Yaoundé, 2005, Coll. « Sociétés ».

Ce qui mérite également d'être mis au jour comme élément dynamogène du secteur éducatif classique, c'est que, au cours des trente premières années qui suivirent l'accession de l'Etat camerounais à l'indépendance, comparativement à ce qui se produit de nos jours, la socialisation scolaire s'est accompagnée d'une forte valorisation du diplôme. Cette valorisation du diplôme a favorisé l'accès de plusieurs catégories d'acteurs dans le milieu professionnel. On a ainsi assisté, au cours des années 1960, 1970 et 1980, à une croissance des salariés au sein de ces générations ; laquelle population émergeait davantage au budget de la Fonction Publique.

Dans un contexte où la population de diplômés n'était pas aussi importante qu'aujourd'hui, et où les opportunités en termes d'insertion professionnelles n'étaient pas rares, dire que le CEP³¹⁰ (ou CEPE³¹¹ comme on l'appelait alors), le BEPC, le Probatoire, le Baccalauréat, etc. avaient une valeur marchande supérieure à ce que valent ces diplômes vingt-cinq années après n'est pas un excès. A partir de ces renseignements, il est possible d'interroger l'insertion professionnelle de la « génération en or ». Sur ce chapitre, relevons d'emblée que ces générations ont su saisir les opportunités ouvertes par la prospérité que connaissait, à l'époque, l'économie camerounaise. Parallèlement, ces mêmes générations ont profité de la dynamique d'emploi des jeunes de la période 1960-1980 : enseignement, santé, etc. C'est ce qui justifie qu'elles n'aient, par exemple, pas connu un chômage de masse ou encore, qu'elles n'aient pas eu affaire à un marché de l'emploi peu favorable.

En effet, de par sa fonctionnalité telle que définie par les pouvoirs publics camerounais, l'Université avait davantage une vocation administrative. L'équation formulée par Mvesso et qui pose que : Ecole = Université = Emploi le démontre clairement³¹². A cause de cet état de fait, il n'était pas rare de se faire recruter une fois son diplôme de Licence obtenu. D'un autre côté, des opportunités professionnelles étaient offertes, la plupart du temps, sous la forme de recrutements à la Fonction Publique aux diplômés de l'enseignement primaire et secondaire.

Pour comprendre les fondements d'une telle conjoncture, il n'est pas inutile de rappeler le contexte économique de l'époque, d'évoquer le rôle de « pompe aspirante » ou de « providence munificente » que jouait l'Etat camerounais. A cette intégration professionnelle, il convient de mentionner le fait que ces générations ont connu des salaires intéressants et,

³¹⁰ Certificat d'études primaires.

³¹¹ Certificat d'études primaires et élémentaires.

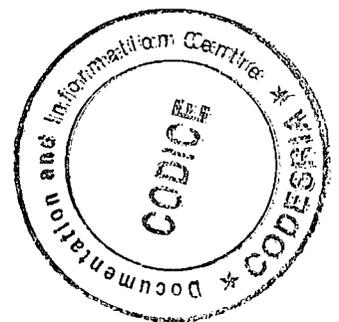
³¹² Op. cit.

beaucoup d'entre ceux qui font partie de ces générations dorées, ont eu un meilleur traitement salarial que celui des générations contemporaines. Ces générations, dont certains sont nés dans les années 1930, 1940, 1950 et 1960, vont tirer les bénéfices d'une situation favorable lors de leur entrée sur le marché du travail. Cette particularité ne se retrouve pas seulement dans les valorisations salariales. Il importe de prendre aussi en compte les différents avantages matériels et symboliques auxquels donnait droit l'accès à certaines fonctions.

La mobilité sociale ascendante est aussi un indicateur du privilège dont ont bénéficié les générations de l'après-indépendance. Ces générations furent en position de force lorsqu'elles arrivèrent sur le marché du travail entre 1960 et 1985, bénéficiant ainsi de bonnes perspectives de carrière. Dans cette perspective, plusieurs acteurs de cette génération dorée ont eu des promotions sociales en accédant à des postes de responsabilité plus facilement que cela n'est le cas pour les générations contemporaines³¹³.

Dans ce sens, les acteurs qui ont eu à évoluer dans cette tranche temporelle constituent une génération dorée essentiellement parce qu'ils ont eu à se mouvoir dans un environnement économique et social marqué du sceau de la prospérité. En outre, du fait de cet environnement, les opportunités économiques, sociales et professionnelles étaient fort intéressantes. L'école assurait l'intégration sociale des acteurs dans le monde adulte. Un examen du niveau de vie, de la valeur sociale de l'âge et de la représentation politique suffirait à nous convaincre sur ce sujet. De l'avis de certains enquêtés, le niveau de vie était satisfaisant. C'est ce que donne à penser les propos ci-après que rapportent Maman Dorothée et Maman Emilienne, toutes âgées de 64 ans, ménagères, veuves et mères de plusieurs enfants :

*« La vie était bonne. On n'avait pas de souci, pas de problème de cherté. La vie n'était pas chère comme aujourd'hui. Nous étions bien nourris, bien logés. L'argent avait vraiment de la valeur. Quand on te donnait 1000 FCFA, tu sentais que ça avait de la valeur. Pour nous qui étions dans les zones rurales, quand tu faisais tes achats avec 5000 FCFA, c'était lourd. »*³¹⁴



L'entretien approfondi que nous avons eu avec M. Kamga, 60 ans, commerçant depuis bientôt trente cinq ans au Marché Central de Yaoundé nous édifie davantage.

³¹³ Contrairement à ce qui se donne à voir dans le Cameroun contemporain. Sur ce sujet, voir, dans notre travail de maîtrise (op. cit), la partie traitant de l'économie symbolique de la réussite, pp. 104-121.

³¹⁴ Entretiens, juillet 2009.

« Dans les années 1960, 1970 et 1980, la vie donnait. Tu exerçais n'importe quelle activité, ça donnait. Commerçant, veilleur de nuit, colleur de roue, tout ça donnait, ça marchait. Moi, par exemple, je commençais alors le commerce, ça marchait. Ce n'était pas comme maintenant où on doit attendre la fin du mois, la saison des salaires, etc. Avant, tout donnait. Mais dès que Paul Biya est monté au pouvoir, tout a commencé à tourner mal. Après, à partir des années 1990, tout le monde a commencé à crier les difficultés. Même pour manger c'est difficile. La vie a commencé à être dure. Maintenant, il y a beaucoup de choses qui se multiplient à cause de la vie difficile. »³¹⁵

Lorsque nous lui demandons, en considérant certains aspects relatifs au volet social, de nous expliquer ce qui se passait par le passé afin que nous puissions-nous même mesurer les lignes de démarcation, l'enquête reprend :

« Le logement n'était pas cher. Dans les années 1970, avec 1000, 2000 FCFA, on pouvait aisément trouver une maison. Ce n'est pas comme maintenant où on fait des augmentations de 200%. A l'époque, je me suis marié comme beaucoup d'autres à 25 ans. J'avais mis l'argent de côté pour faire face à d'éventuels problèmes de maladie, d'accident, etc. Maintenant, je ne t'apprends rien, même à 35 ans, au lieu de prendre la fille d'autrui pour aller miser, mieux vaut être seul. Tu vois plein de jeunes qui veulent se marier à 30, 35, 40 ans mais ils vont trouver l'argent pour payer la maison où ? Ils vont manger quoi ? C'est pourquoi tu vois beaucoup de filles qui chôment. D'autres cherchent le mariage à tout prix. Or avant, la vie était bien. On entrait dans la vie active tôt. »³¹⁶

Même s'il ne faut pas prendre ce que rapportent les interviewés que nous avons rencontré pour argent comptant, il est important de considérer leurs dires comme indicatifs d'une tendance. Celle-ci indique très clairement qu'on a assisté, dans les années antérieures à la crise qui survient dans les années 1980 et qui étend ses tentacules aux années 1990, à une prospérité qu'il est difficile de réfuter d'un revers de la main. Sur ce chapitre, la littérature fait florès.

Du fait de cette situation privilégiée, nombreux sont les individus qui ont pu se construire un logement décent dans les milieux urbains. Dans le même temps, certaines études

³¹⁵ Entretien, aout 2009.

³¹⁶ Entretiens, aout 2009.

montrent très clairement que les modes de vie (notamment les habitudes alimentaires sur un double plan qualitatif et quantitatif) étaient répartis selon une échelle qualitativement appréciable³¹⁷.

Le destin des individus issus de cette génération s'est, pour une grande majorité d'entre eux, joué avant l'âge de trente ans. Etant entendu qu'une forte proportion des acteurs de cette génération se sont intégrés sur le marché du travail avant cet âge, beaucoup parmi eux ont pu avoir une situation stable, se marier et fonder une famille. Cet élément est important à souligner dans la mesure où, se trouve mis en évidence une donnée contraire à ce que vivent les jeunes générations contemporaines. Si, ainsi que le relève Chauvel, le destin d'une cohorte se joue avant l'âge de 30 ans et qu'il n'y a que très peu de changement de son destin après cet âge³¹⁸, on comprend mieux les privilèges dont ont joui les générations dorées à cause du seul fait qu'elles soient nées avant. Il y a donc, n'en déplaise à la sociologie durkheimienne et marxienne, un avantage ou un inconvénient socio-historique à être né tôt ou tard³¹⁹. La conjoncture sociale influençant, grandement, le devenir historique d'une société donnée, la génération dorée rencontre ainsi un destin singulier.

Le champ politique est également un lieu où se dramatise le privilège d'être né avant. Nous l'avons mis en évidence. A plus d'un titre en effet : l'Assemblée Nationale, les partis politiques, le gouvernement, etc., sont des espaces où se concentrent un grand nombre de traits caractéristiques de la génération dorée. Quand on considère les âges auxquels la plupart des acteurs politiques majeurs actuels ont occupé leurs premières hautes fonctions politiques, on se rend compte que c'était à un âge relativement précoce³²⁰. Leurs trajectoires de formation laissent également deviner d'autres opportunités dont ils ont bénéficié : bourses pour suivre leurs études à l'étranger, insertion dans le marché politique avant 30 ans, etc. Tout bien considéré, la génération dorée fait apparaître trois caractéristiques majeures qui sont :

³¹⁷ Anne-Sidonie Zoa, *Les ordures au Cameroun*, op. cit.

³¹⁸ A en croire Chauvel, « pour une cohorte de naissance donnée, la situation à trente ans conditionne les perspectives à tout âge ultérieur. Pour ceux qui n'ont pas fait leur place, les conditions tendent à se figer ensuite. » Pour illustrer son idée, le même auteur avance cet exemple : « Les premières victimes du ralentissement de 1975, les générations nées à partir de 1955 – autrement dit celles qui ont eu vingt ans quand le chômage de masse s'étendait sur ceux qui n'étaient pas à l'abri – conservent aujourd'hui les séquelles de leur jeunesse difficile, même si ce ne sont plus là de jeunes débutants. », in « Les nouvelles générations devant la panne prolongée de l'ascenseur social », op. cit, p. 7.

³¹⁹ En l'occurrence ici durant les années 1930, 1940, 1950 et 1960, 1970, 1980.

³²⁰ Pierre Flambeau Ngayap, *Cameroun, qui gouverne ?*, L'Harmattan, Paris, 1983 ; Henri Bandolo, *La flamme et la fumée*, Sopcem, Yaoundé, 1983.

l'intégration sociale, le plein emploi, et le développement des classes moyennes qui étaient rémunérées à de forts salaires.

L'intégration sociale a pour objectif de lutter contre « l'exclusion sociale ». Cette expression, souvent subjective, peut être regardée différemment selon que l'on se place du côté des exclus ou des groupes dominants. On peut cerner la génération dorée comme étant socialement intégrée si l'on considère la possession des biens les plus répandus dans la société : une source de revenus régulière ; des conditions de logement, d'alimentation, d'accession aux soins de santé et aux loisirs considérées comme « décentes » ou « normales ». Ces deux adjectifs n'ayant de sens que par comparaison avec la majorité de la population camerounaise.

Il va sans dire que la génération dorée n'est guère homogène. Pour le dire simplement, tous les acteurs sociaux qui se sont insérés sur le marché du travail durant les trente premières années de l'accession de l'Etat camerounais à l'indépendance n'ont pas eu le même destin. Un nombre important de personnes n'ont pas pu être intégrées au même rythme que les autres. De même, elles n'ont pas connu une ascension sociale dans ce cadre doré. L'idée qui est importante à retenir ici, c'est que la définition d'une génération ne doit nullement faire oublier les différenciations qui lui sont internes. En effet, à l'intérieur d'une génération, il arrive très souvent qu'un événement affecte différents groupes avec des décalages temporels. C'est peut être ce qui fait dire à Attias-Donfut :

« Le dilemme entre la réalité sociale d'une génération – impliquant un maximum d'unité – et les disparités sociales qui la traversent est l'une des difficultés majeures auxquelles se heurtent les analyses sur ce thème, oscillant des généralisations réductrices qui assimilent le tout à la partie, aux descriptions éclatées des parties qui laissent échapper la dimension sociotemporelle et historique qui balise une génération au-delà de ses divisions. »³²¹

Cette remarque constitue un avertissement. Elle impose à l'analyste une vigilance dans l'explication des phénomènes sociaux qui peuvent s'interpréter comme relevant de situations générationnelles car il n'y a pas d'homogénéité au sein d'une génération sociale.

Les générations dorées ne sont pas une invention de notre esprit ou une « fiction métaphysique ». En confrontant la société camerounaise à son passé, nous avons pu définir les

³²¹ Claudine Attias-Donfut, *Sociologie des générations, l'empreinte du temps*, op. cit., pp. 170-171.

générations dorées comme étant celles qui se sont insérées dans le marché professionnel au cours des années 1960, 1970 et 1980. Nous avons vu que cette tranche temporelle était riche d'évènements politiques, économiques et sociaux qui ont assuré aux générations qui s'y sont mues des conditions propices à leur épanouissement social. Il nous faut à présent considérer une autre génération dite, celle-là, « de la crise ».

II – LA GENERATION « DE LA CRISE »

Existe-t-il une génération « de la crise » ? Cette génération est-elle « en difficulté » ? En quoi peut-on dire qu'elle est une génération « en crise » ? Ces questions sont au centre de notre démarche analytique.

Pour qui s'efforce, un tant soit peu, de décoder l'écho de la conversation sociale quotidienne, poser la question de savoir si les jeunes contemporains constituent une « génération de la crise » est une non question. Car en effet, pour nombre d'acteurs sociaux des générations anciennes et actuelles, cela ne souffre d'aucun doute. En guise d'illustration, il est devenu fréquent, quand on demande à certains jeunes s'ils se figurent comme faisant partie de la génération « de la crise », de s'entendre répondre sans détours :

*« Tu poses la réponse », « Toi-même tu vois comment »,
« Nous sommes effectivement des générations sacrifiées, sans
avenir », ou encore : « La vie n'est pas tendre avec nous »³²².*

On aurait tort de croire qu'il ne s'agit là que d'une catégorie de réponses qui émanent exclusivement de la bouche des jeunes eux-mêmes. Car, on retrouve le même discours auprès de certains enquêtés appartenant à d'autres générations. Dans ce registre, préoccupés par le sort de leur progéniture, certains parents, à l'instar de M. Etienne, 68 ans, constatent avec amertume :

*« Ce sont les jeunes qui souffrent le plus, c'est eux qui
ont un avenir incertain », « on a été jeunes nous aussi, mais ce
n'était pas pareil. A notre époque, c'est le travail qui cherchait
les gens. Aujourd'hui, les jeunes cherchent du travail et ils n'en
trouvent pas. »³²³*

³²² Entretiens informels, juillet 2009.

³²³ Entretien, juillet 2009.

On le devine, ce que mettent en évidence les différentes postures interrogées, c'est que la jeunesse camerounaise contemporaine « va mal ». Ou, pour le dire d'une autre expression, « la jeunesse camerounaise incarne une génération de la crise ». Pour qu'on se comprenne bien, par génération de la crise, nous entendons celles qui, lorsqu'elles s'éveillent à la maturité sociale, sont sommées de conjuguer leur existence dans un environnement politique, mais davantage économique et social consécutifs aux soubresauts de la crise qui a provoqué l'effondrement de l'économie camerounaise à partir de 1985. Le régime historique retenu s'ouvre en 1990 et court encore actuellement. La génération de la crise est formée par un ensemble de cohortes connaissant une situation générationnelle similaire. Dans cette analyse, pour mieux situer en quoi les générations contemporaines peuvent être dites « de la crise », il est nécessaire de considérer au plus près certains indicateurs. Ceux-ci, sont pour l'essentiel, de nature sociale, économique et politique.

Si l'on considère le volet socioéconomique, comparativement aux avantages dont ont bénéficié une grosse proportion de personnes ayant évolué dans le contexte des années dorées, certains faits aident à démontrer que les générations actuelles peuvent être regardées comme des « générations de la crise ». Ici, méritent d'être évoquées, les conditions dans lesquelles les élèves et étudiants suivent leurs formations et leurs études. Pour la plupart d'entre eux, depuis la réforme de 1993, la bourse d'études n'est plus à l'ordre du jour. Contrairement aux générations dorées, les générations contemporaines évoluent loin de l'assistance de l'Etat. Cette situation ne concerne pas seulement les élèves et les étudiants du premier cycle universitaire. Car, même inscrits en cycle doctoral, les étudiants camerounais sont privés de l'aide étatique.

La croissance de la scolarisation et la diffusion des diplômes ont entraîné une dévalorisation de la valeur marchande du diplôme. Le Cep, le Bepc, le Probatoire, le Baccalauréat, la Licence, la Maîtrise, etc. n'ont plus la même valeur marchande qu'il y a vingt cinq ans. Ces diplômes n'offrent plus les mêmes opportunités qu'autrefois. Malgré une élévation continue de l'âge de fin d'études, censée apporter au futur travailleur des atouts essentiels pour trouver un emploi dans des conditions satisfaisantes, la situation objective des générations qui se sont insérées dans le monde professionnel durant les trente premières années postérieures à l'indépendance de l'Etat, est bien distincte de celle des générations contemporaines. Les premières, ainsi que nous l'avons mis en exergue, ont connu un destin extraordinaire à de nombreux égards, et les secondes connaissent actuellement une concentration de problèmes sociaux, liés notamment au chômage de masse et à un marché de

l'emploi peu favorable. Dans la société camerounaise contemporaine, le fait ne surprend plus personne : plus on est monté haut dans l'échelle scolaire, plus on a tendance à se retrouver au chômage.

Le doigt est mis à cet endroit sur l'accès au travail. Et, ce sur quoi il est important de mettre l'accent, c'est l'idée que, dans les circonstances actuelles, on constate la faillite des agents socialisateurs et intégrateurs classiques, et tout particulièrement de l'institution scolaire, en tant qu'outils d'intégration socioprofessionnelle de la majorité des citoyens. C'est là une inflexion majeure par rapport à la fonctionnalité qu'a joué l'école durant les « années dorées ». En réalité, la faillite de l'école s'enracine dans un engrenage plus large qui est celui de la crise économique et de ses succédanés. Cela se sait, le Cameroun a connu une économie prospère dans les années 1960 et 1970. De l'avis de certains auteurs, cet Etat était même tenu pour un modèle de croissance économique au début des années 1980³²⁴.

A cause de cet essor, il n'est pas exagéré de soutenir que ce pays avait, par conséquent pris, entre 1965 et 1985 « un bon départ »³²⁵. Cette conjoncture a eu d'importants corollaires. C'est ainsi que cette phase d'embonpoint économique a favorisé la mise sur pied, par l'Etat camerounais, d'une politique de fonctionnarisation et d'assistance massive aux élèves et étudiants par le biais de l'allocation des bourses d'études. Dans cet écosystème social, il va sans dire que les acteurs qui se sont insérés sur le marché du travail ont bénéficié de mesures exceptionnelles. En témoignent les recrutements, le nombre de concours, les salaires, etc.

On peut s'en rendre compte, il y a un lien de causalité entre la situation macroéconomique qu'a connu le Cameroun dans ce régime historique et les conditions favorables dont ont pu jouir les générations qui ont côtoyé cet âge d'or aussi bien au niveau politique, social, qu'économique. Dans cette perspective, il est aisé d'adhérer à l'idée que la

³²⁴ Jean Joël Aerts et al., *L'économie camerounaise. Un espoir évanoui*, Karthala, Paris, 2000, coll. « Les Afriques », p. 15. Lire aussi le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), 2003, p. 2.

³²⁵ Jean Joël Aerts et al., Idem. Quoique cette idée s'appuie sur des données économiques pertinentes, dire que le Cameroun avait, entre 1965 et 1985, pris une bonne option économique nous semble excessif. De notre point de vue, les bonnes performances macroéconomiques réalisées par le Cameroun au cours de cette période n'étaient qu'une réalité trompe-l'œil. En effet, on peut remettre en question le modèle de développement économique poursuivi par ce pays pour se rendre compte de son inefficience. Il est utile, à ce propos, de relever qu'aux premières heures des souverainetés africaines, certains hommes d'analyse s'inquiétèrent de l'orientation de leurs économies. La littérature produite sur cette question par la théorie sociale est dense. Contentons nous seulement d'indiquer au lecteur la remarquable étude de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, Seuil, Paris, 1962, coll. « Points Politique ». Pour un aspect plus large de cette vision, cf. la thèse dépendantiste du sous-développement de l'Afrique dont l'ensemble de l'œuvre intellectuelle de l'économiste égyptien Samir Amin se fait l'écho. Pour un aperçu de quelques travaux de cet auteur, voir : *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Anthropos, Paris, 1976 ; *Le développement inégal*, Editions de Minuit, Paris, 1973 ; *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, Paris, 1971 ; *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Editions de Minuit, Paris, 1971.

vaste politique d'assistance sociale des citoyens, développée au Cameroun durant les trente premières années postcoloniales n'a pu être effective que dans la mesure où les cours des matières premières, et notamment ceux des principaux produits d'exportation (pétrole, café, cacao et coton) généraient des devises fondamentales à l'Etat. Lequel pouvait, conséquemment, développer et perpétuer une politique d'assistance sociale. De cette manière, si l'Etat camerounais a pu encourager l'enrôlement des diplômés dans l'administration publique et parapublique au cours de cette séquence historique, c'est, en grande partie, dû au fait que la société camerounaise fournissait des denrées agricoles et d'autres matières premières – le pétrole notamment – qui, même faiblement achetées, garantissaient l'insertion linéaire selon l'équation indiquée en amont.

Parce qu'adossé sur ces bases, il est manifeste que *le modèle de la reproduction bureaucratique et de l'insertion linéaire des produits de l'école* sur le marché du travail, ne pouvait que s'effilocher aux premiers soubresauts du ralentissement économique dont les répercussions se sont surtout fait sentir dans toute leur intensité au Cameroun dès 1987³²⁶.

Avec la crise économique qui travaille le Cameroun dès la fin des années 1980 s'engage la faillite du système de reproduction bureaucratique.

*« En effet, cette baisse de revenus, exagérée par la chute du dollar, monnaie de référence des avoirs de l'Etat, réduit (dès 1987 notamment) les interventions de ce dernier au maximum. L'administration camerounaise se retrouve, par conséquent, amputée de ressources économiques du fait du « choc pétrolier » de 1973 et aussi, de la diminution drastique des cours des matières premières. Elle va cesser d'assumer le rôle de « pompe aspirante » pour les diplômés de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. »*³²⁷

Voilà pourquoi, de notre point de vue,

*« Il existe donc un rapport intime entre la situation de crise financière qui se vit au Cameroun et le discrédit du modèle bureaucratique en ce sens que, la crise dudit modèle apparaît comme un corollaire du marasme économique qui survient au cours de la décennie 80 et impose à l'administration d'interrompre son rôle de pourvoyeur à bon marché d'emplois. »*³²⁸

³²⁶ DSRP, op. cit., p. 2.

³²⁷ Jean-Marcellin Manga, op. cit, p. 40.

³²⁸ Ibidem, p. 41.

Seulement, s'il est avéré que la crise de l'économie camerounaise porte une responsabilité dans la situation difficile que les jeunes expérimentent dans notre contemporanéité, « c'est surtout la mise sous perfusion de l'économie camerounaise à travers les politiques d'ajustements structurels qu'il faudrait questionner, étant entendu qu'elles ont eues un énorme coût social. »³²⁹

En effet, pour faire face à la crise, le gouvernement camerounais comme beaucoup d'autres sur le continent a, dans un premier temps, sous les pressions conjuguées des institutions de Bretton Woods et de ses principaux partenaires économiques, mis en œuvre des politiques d'ajustement internes. Celles-ci, pour l'essentiel, visaient :

« À modifier les structures économiques afin de rétablir les équilibres des balances des paiements financiers intérieurs et à restructurer le tissu économique de façon à lui permettre de retrouver un sentier de croissance sans déséquilibres. »³³⁰

Les politiques d'ajustement se sont accompagnées de mesures de restructuration économique grâce à des actions sur les modes de gestion et des réformes sectorielles. Elles impliquèrent également des modifications des termes de l'échange, des structures sociales et des rapports de pouvoir entre les groupes liés aux secteurs concurrencés et ceux liés aux secteurs protégés entre le monde rural et le monde urbain, entre le secteur public et le secteur privé.

Par ailleurs, elles ont été porteuses d'un projet libéral dont le principal but a été de favoriser l'émergence des acteurs innovants et de casser les rentes. Elles visèrent aussi à réduire les marchés parallèles et à introduire efficience et rationalité dans la gestion des ressources. La mise en œuvre des politiques d'ajustement fut assurée par les prêts d'ajustement structurel ou sectoriel (PAS). Ces derniers consistaient en des :

« prêts accordés dans le but de soutenir une réforme en profondeur des politiques et des institutions des pays en développement pour leur permettre de ramener les déficits de comptes courants à des proportions plus tolérables à moyen

³²⁹ Idem.

³³⁰ Philippe Hugon, « Ajustement structurel, effets sociaux et régulation démo-économique », Contribution pour le Séminaire préparatoire au Sommet Mondial pour le Développement Social (Copenhague, mars 1995), ORSTOM, Ministère des Affaires Etrangères, 1995, p. 1.

*terme tout en maintenant le plus grand effort possible pour le développement. »*³³¹

Dans le cas précis du Cameroun, la politique d'ajustement interne adoptée au lendemain du marasme économique a très vite montré ses limites³³². Ces limites ne se sont pas uniquement cantonnées à la seule dimension économique. Le processus d'ajustement a également engendré d'importantes conséquences au niveau social. Parmi les plus strictes, on peut citer : les liquidations et la fermeture de nombreuses sociétés (para) étatiques, les réductions massives d'effectifs, les baisses drastiques de salaires qui ont été opérées dans la Fonction publique et dans les entreprises pour palier à la dégradation de la situation financière caractérisée par des tensions de trésorerie intenable. Au nombre des implications subséquentes à la mise en application des politiques austères des PAS, il nous faut beaucoup plus considérer la suppression des concours, la fermeture et la limitation des recrutements des fonctionnaires car, plus que les autres conséquences des PAS, elles apparaissent comme des variables fondamentales qui font de la politique d'ajustement une donnée ayant favorisé la disqualification du modèle de la réussite par l'école.

En interdisant les recrutements au sein de la Fonction publique sous prétexte de la nécessité de réduire la masse salariale, les PAS ont sérieusement saboté le schéma d'insertion linéaire des produits de l'école dans le domaine socioprofessionnel. Pour de nombreux élèves et étudiants, les opportunités d'accéder, après de longues années d'études, au cadre doré de la bureaucratie administrative sont devenues faibles dans ce domaine. Beaucoup ont pris conscience que l'école, parce qu'elle n'ouvre plus automatiquement l'accès à des postes sur le marché du travail étatique « n'est plus qu'un jeu de hasard dans la compétition sociale »³³³. Elle favorise, de moins en moins, l'ouverture des portes de la Fonction publique. Cela s'est répercuté sur l'imaginaire de la société tout entière. Pour celle-ci, désormais :

*« La croyance que l'école vous juge et vous classe correctement tend à se perdre à partir du moment où, plus on est monté haut dans l'échelle scolaire, plus on a de difficultés à prendre un travail (...) »*³³⁴.

Dès lors, il ne suffit plus seulement d'avoir séjourné à l'école pour occuper une place brillante dans la société. Les règles du jeu ayant changé, on en arrive de plus en plus à jeter

³³¹ Idem.

³³² DSRP, *op.cit.*, p. 3.

³³³ Jean-Marc Éla, *L'Afrique des villages*, Karthala, Paris, 1982, coll. « Les Afriques », p. 91.

³³⁴ Idem.

l'anathème sur l'entité sociale qu'est l'institution scolaire. Dans cette perspective, il n'est pas exagéré de présenter l'école comme « *un facteur de sous-développement* »³³⁵ et de pauvreté du moment que la question qui se pose dorénavant est celle de savoir si cela vaut encore la peine d'engager des investissements importants pour des rendements dérisoires en envoyant les individus à l'école. On est ici à mille lieues de l'enthousiasme suscité *au bon vieux temps* de l'école antichambre de l'emploi administratif. *L'école, n'hésite-t-on pas à affirmer, fabrique de plus en plus des improductifs*. Cette conjoncture va susciter les réticences des familles et de leur progéniture à se « passionner » pour l'archétype scolaire. En analysant la situation, elles se rendent compte que la part qu'elles perdent en s'orientant vers les études est plus importante que les bénéfices qu'elles en tirent.

C'est la raison pour laquelle de nombreux jeunes seront amenés à se tourner vers des activités de la débrouille afin de se rendre moins pesantes les rigueurs de la vie. Il est donc fructueux de souligner que, dans un contexte de PAS, les acteurs sociaux « conjoncturés » ont développé des changements de comportements qui n'affirment plus leur parenté avec le modèle de réussite scolaire : retrait vis-à-vis de l'école pour des activités rurales ou informelles rémunératrices, accroissement de l'apprentissage dans les unités informelles, etc. Dans le même temps, on assiste à une inflation des réalités telles que le grand banditisme, les jeux de hasard, les pratiques de braquage, d'agression nocturne et de violation des domiciles privés, etc. Toutes choses qui participent d'un réajustement des manières de penser et des attitudes, et qui ont, certainement, fait fleurir, auprès des jeunes générations frustrées par une telle conjoncture, des représentations négatives vis-à-vis de l'école³³⁶. A partir de ces références, on voit très bien que la crise de l'économie et les PAS ont favorisé l'avachissement de l'Etat-providence camerounais.

L'Etat-providence, encore appelé « Etat social » a été, au Cameroun – et pas seulement - une conception du rôle de l'Etat qui lui a attribué la responsabilité de jouer un rôle actif dans la promotion de la croissance économique, de fournir une protection sociale aux citoyens, et de corriger les injustices sociales résultant de la marginalisation vraie ou supposée de certaines entités ethno-régionales (politique des quotas). L'Etat a, par conséquent, mené une politique ouvertement interventionniste. Cet interventionnisme étatique

³³⁵ Idem.

³³⁶ Perte d'emploi des parents, baisse des salaires et leurs conséquences sur la vie des jeunes, etc.

visait, de façon prioritaire, à satisfaire trois fonctions fondamentales que sont : la fonction d'affectation, la fonction de répartition et la fonction de stabilisation.

D'abord, il y a eu une « fonction d'affectation ». Ici, l'Etat camerounais avait pour tâche d'attribuer des moyens à la prise en charge de certaines productions non marchandes. L'Etat s'investissait ainsi dans les secteurs de l'éducation (écoles, université, hôpitaux, etc.), mais aussi dans les domaines des entreprises et des infrastructures publiques.

Ensuite, il existait une fonction de répartition. Dans cette optique, l'Etat présidait à la redistribution des richesses produites entre les citoyens.

La dernière fonction enfin, c'était la fonction de stabilisation. Celle-ci faisait de l'Etat le régulateur de l'économie. Ainsi, par exemple, le tissu économique a, pendant longtemps, été détenu par l'Etat et à des rares exceptions près, par les entrepreneurs étrangers et une minorité d'investisseurs locaux qui exerçaient avec l'onction des autorités étatiques.

Ainsi, au lendemain de son indépendance, l'interventionnisme social a été une véritable profession de foi au Cameroun. L'Etat a joué un rôle majeur à travers sa présence soutenue dans des secteurs aussi variés que l'économie, l'éducation et la santé.

De façon concrète, l'Etat a été la mesure de toute chose. Il était, à travers l'administration, les entreprises publiques et parapubliques, le principal créateur d'emplois et notamment, le régulateur du chômage des diplômés. C'était aussi le premier employeur par le nombre d'entreprises. Cette situation aurait peut-être pu perdurer n'eût été, dès 1985, l'interruption brutale de la forte prospérité économique du pays suite à la violente crise financière qui surgit. Ce fléchissement a eu comme effet d'amputer l'Etat d'une part importante de ses ressources financières et celui-ci s'est avoué, de plus en plus, inapte à assumer son rôle de providence munificente. Les PAS qui intervinrent au chevet de l'économie camerounaise imposèrent au gouvernement un plan de redressement structurel qui acheva de démonter l'édifice de l' « Etat vache-à-lait ».

Leur credo pouvait se résumer aux principes suivants : imposer un projet libéral visant à réduire l'emprise de l'Etat dans la gestion économique et favoriser l'introduction d'acteurs privés dans le marché³³⁷. L'Etat voyait, de la sorte, son rôle s'étioler comme gestionnaire

³³⁷ Banque Mondiale, *L'ajustement en Afrique : Réformes, résultats, et chemin à parcourir*, Rapport de la Banque Mondiale sur les politiques de développement, 1993.

planificateur et législateur et surtout, comme employeur. C'est donc tout logiquement que le secteur social se dégrada considérablement lors des années de crise. La situation de l'emploi devint, avec la mort programmée de l'Etat-providence, particulièrement préoccupante. La restructuration des entreprises du secteur public et parapublic entraîna la fermeture de certains établissements et le gel des recrutements à la Fonction publique. L'Etat cessa donc de jouer son rôle de « pompe aspirante », de pourvoyeur d'emplois. Cela favorisa une forte montée du chômage et poussa les jeunes élèves et étudiants à trouver de nouvelles stratégies de survie. Dans le secteur de l'enseignement supérieur, la suppression des bourses d'études est la traduction concrète de la démission de l'Etat-providence. Par cette action, le gouvernement signifiait très clairement que « les choses ne seront plus ce qu'elles étaient ». Il signalait également son engagement à ne plus assister le citoyen, au-delà de la simple figure de l'étudiant, comme cela se faisait, du reste, par le passé.

A l'analyse, il nous paraît *in fine* évident qu'il existe un lien fort entre l'enterrement de l'Etat-providence et la perte de considération qui affecte le modèle de réussite par l'école. Dès lors, la question qui se pose et sur laquelle André, 28 ans, jeune diplômé au chômage attire notre attention peut paraître simpliste, mais elle a toute sa raison d'être : « à quoi ça sert de « fréquenter » (aller à l'école), s'il faut par la suite « chômer » ? C'est aussi l'interrogation qui se fait jour chez de nombreux autres enquêtés. De nouvelles représentations de l'école naissent et qui véhiculent une image péjorée de l'institution scolaire. Des grammaires iconoclastes sont créées³³⁸ qui assimilent l'université « de Paul Biya » à un mouroir, « un cimetière des génies » ou encore « des bacheliers »³³⁹ où les cours sont dispensés dans des « poulaillers ». En réalité, au-delà de la simple structure institutionnelle, c'est l'image même de l'enseignant qui est écorchée parce qu'elle provoque la répulsion.

On s'en rend compte, alors que les acteurs sociaux faisant partie de la génération dorée étaient pour la plupart intégrés, les nouvelles générations connaissent une exclusion sociale forte. L'exclusion sociale est la relégation ou la marginalisation sociale de personnes ou de groupes de personnes, ne correspondant pas ou plus au modèle dominant d'une société. L'exclusion sociale dont sont victimes les jeunes au Cameroun ne doit pas forcément ou exclusivement s'entendre comme synonyme de pauvreté. C'est un phénomène de mise à l'écart qui s'origine dans la non-participation active au marché du travail. Nombre de jeunes

³³⁸Paul Armand, Ntogue. 2006 : « Grève et production du sens », in Patrimoine n° 0064, Février, pp. 10-11.

³³⁹François Nkeme a, en 2002, publié un roman dont nous recommandons la lecture. Il est intitulé *Le cimetière des bacheliers*, Yaoundé, Nolica.

au chômage ou en situation de sous-emploi dans le secteur informel se sentent exclus socialement. L'exclusion sociale, en privant un individu ou une génération de reconnaissance nie son identité³⁴⁰. Au Cameroun, l'exclusion sociale des jeunes générations concerne plusieurs champs comme la famille, le mariage, le logement, la scolarisation. Et c'est précisément parce qu'elles se sentent exclues socialement que les générations contemporaines, fort des ressources dont elles disposent (humaines, financières, etc.) développent des réactions à cette exclusion ainsi que le prouve leur participation de plus en plus massive aux activités économiques dans le secteur informel.

Dans le compartiment politique, cette exclusion est attestée dès lors qu'on interroge la pyramide des âges du personnel politique. Le vieillissement actuel du corps politique en est un trait marquant si l'on considère que ce sont les quinquagénaires et plus qui monopolisent la sphère politique. Avec l'émergence des luttes féministes et des débats autour du genre, on a tendance à oublier que la parité jeunes/âgés est un enjeu aussi important que la parité hommes/femmes. L'analyse de la condition sociale des cohortes nées dans les années 1930, 1940 et 1950 et celles qui ont vues le jour en 1960, 1970 et 1980 nous introduit au cœur des mutations qui affectent la surface sociale camerounaise contemporaine. Celles-ci se déclinent essentiellement sous le prisme du changement social.

³⁴⁰ Cf. notre précédent chapitre.

Dans cette première partie de notre analyse, les préoccupations qui ont été les nôtres se sont articulées autour de deux points qui ont tour à tour été développés dans nos premier et deuxième chapitres.

Notre travail a consisté, tout au long de notre premier chapitre, à présenter le contexte économique et social dans lequel les jeunes acteurs urbains contemporains sont appelés à se mouvoir au Cameroun. Dans cette présentation de l'environnement socio-économique dans lequel les jeunes vivent leur présent, nous nous sommes surtout appesanti, au niveau du compartiment économique, sur deux réalités qui structurent au quotidien la vie des jeunes à savoir le chômage et l'implication des jeunes dans le secteur informel. Au niveau social, nous avons considéré certaines réalités qui nous ont fait apparaître combien fortes sont les difficultés auxquels font face les jeunes qui essaient, au Cameroun, de se fabriquer une trajectoire de réussite sereine. On a ainsi pu se convaincre, si besoin en était encore, que la conjoncture dans laquelle les jeunes évoluent dans notre contemporanéité est, pour une large part, pétri par les contrecoups subséquents à la récession économique survenue au cours du milieu des années 1980. Laquelle récession a corrodé les assises économiques, sociales et politiques de la plupart des Etats d' Afrique.

Dans le deuxième chapitre, ce qui nous a intéressé, c'est de prêter attention à la place que les jeunes occupent dans l'échiquier politique au Cameroun. Ce faisant, nous nous sommes rendu compte que les jeunes sont, pour la plupart, infantilisés, très souvent manipulés par les acteurs politiques majeurs. C'est du reste ce dont nous avons pu nous convaincre en interrogeant, non seulement, la position subalterne que les jeunes occupent au niveau de certaines entreprises politiques institutionnelles, mais également la gérontocratisation de la vie politique qui s'observe au Cameroun. Mais notre effort ne s'est pas arrêté là. Il a aussi été question pour nous, dans le prolongement de cette analyse, de développer l'idée, très significative de notre point de vue, que comparativement à leurs aînées, les générations contemporaines apparaissent, à maints égards, comme des « générations sacrifiées ».

A partir de ces deux chapitres qui tissent la trame de la première partie de notre réflexion, on est forcé de reconnaître que l'environnement économique, social et politique au sein duquel les jeunes citoyens camerounais se doivent d'exister socialement est fait de multiples blocages, de nombreuses entraves. De ce point de vue, on pourrait nous reprocher de procéder à une lecture apocalyptique des conditions dans lesquelles les jeunes urbains

fabriquent, au jour le jour, leur devenir historique. Un tel jugement, s'il est en partie fondé, ne doit pas faire oublier l'intention fondamentale qui parcourt ce travail et qui consiste à démontrer que, en dépit de cette adversité, de nombreux jeunes sont en train de mettre sur pied des actions et des opérations sociales, politiques, culturelles et économiques nombreuses et variées à travers lesquelles ils est possible de repérer leur énorme créativité. Ces jeunes essaient ainsi de se construire une existence particulière dans un décor fait de conflit, d'incertitude et d'instabilité sociale. La deuxième partie de cette étude se propose de mettre en évidence certains aspects de ces engagements et de cette créativité dans l'adversité.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Deuxième partie

**LANGAGES DES JEUNES, CREATIVITE SOCIALE ET
CONTESTATION POLITIQUE**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans ce moment de notre réflexion, nous nous proposons d'analyser la créativité sociale à l'œuvre à travers certains phénomènes sociaux qui sont produits et encouragés par les jeunes acteurs urbains au Cameroun. Cette créativité sociale est décelable dès lors que l'on s'efforce de considérer un certain nombre de réalités sociales. Nous nous contenterons, tout au long de ce développement, de la repérer et de la questionner telle qu'elle s'offre sous nos yeux au niveau des paliers économique, artistique et linguistique. C'est autour de ce cadrage que se construira notre effort analytique.

Mais les objets étudiés ici ne doivent pas seulement et exclusivement être appréhendés comme relevant de l'innovation. Ils méritent également d'être lus en tant qu'ils sont symptomatiques des dynamiques culturelles qui travaillent, en profondeur, les imaginaires sociaux et subjectifs des jeunes générations à l'œuvre dans les villes camerounaises ainsi qu'on le verra à travers la prise en compte de certaines pratiques sociales qui attestent l'émergence d'une nouvelle culture urbaine.

L'hypothèse forte qui commande les intuitions qui vont suivre pose que, en considérant l'implication de plus en plus massive et ostentatoire des jeunes dans le secteur informel, en étudiant attentivement certaines images et chansons, ainsi que quelques productions humoristiques et cinématographiques, bref, certains « arts de dire et de faire », mais aussi, en dévoilant les enjeux sociolinguistiques de l'idiome lexical que constitue le camfranglais, il est possible de découvrir, chez les jeunes acteurs urbains au Cameroun, une autre manière de voir le monde, de nouvelles formes d'affirmation de l'identité culturelle et des modes de protestation politique occultes dont la production et la reproduction sont rendues possible du fait de l'insertion des jeunes dans les centres urbains.

Par là, nous montrerons également comment, nonobstant les difficultés sociopolitiques qu'ils expérimentent dans la négociation de leurs moyens d'existence au quotidien dans les espaces urbains, les jeunes camerounais connaissent une émancipation dans l'imaginaire dont témoigne la diversité de leurs langages.

Chapitre III

**JEUNES,
CREATIVITE SOCIALE ET CRITIQUE DE L'ORDRE DOMINANT**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Cette séquence de notre travail est consacrée à l'étude de la créativité dont font montre les jeunes urbains au Cameroun au niveau des compartiments économique et artistique. De façon plus précise, il est question pour nous, dans cette étape de notre étude de convaincre qu'il est autorisé de soutenir l'idée que les jeunes acteurs urbains sur lesquels nous portons notre attention mettent sur pied des procédures à travers lesquelles se dramatise leur potentiel créatif. Pour rendre compte de cette créativité, notre argumentation se construit autour de deux axes majeurs.

Tout d'abord, il est question pour nous au niveau économique de considérer l'investissement des jeunes dans le secteur informel afin de dévoiler certaines informations à partir desquelles il nous sera possible d'interpréter l'investivité économique des jeunes. Nous chercherons surtout à démontrer que le secteur informel se présente comme un laboratoire où s'objective des innovations économiques qui sont promues par un nombre kaléidoscopique de jeunes acteurs urbains.

Ensuite, il s'agira, en prêtant attention à une autre catégorie de pratiques, notamment les musiques et les danses urbaines, les graffitis, les productions cinématographiques et humoristiques, etc. d'étudier le dynamisme dont font montre les jeunes qui sont insérés dans les espaces urbains et à partir duquel il est également possible de confirmer leur créativité – artistique.

Cependant, en considérant l'un ou l'autre des paliers à partir desquels nous voulons lire ici la créativité des jeunes, nous mettrons aussi en évidence ce qui nous paraît être les nouvelles formes de contestation politique qui s'extériorisent à travers la variété de ces *arts de dire et de faire*. Il nous semble important d'insister sur cette idée dans la mesure où, ce qui nous intéresse aussi, c'est de défendre le postulat selon lequel, en considérant avec sérieux ces modes d'action et d'expression, on est convaincu que ce qui se joue dans les écosystèmes urbains camerounais, c'est la parturition d'une nouvelle culture urbaine que promeuvent les jeunes citadins et qui corrobore que ces derniers ne se vautrent pas dans le fatalisme. Le tout aidant, *in fine*, à rénover le regard que l'on porte généralement sur les jeunes au Cameroun et au-delà.

I – QU'ENTEND-ON PAR « CREATIVITE SOCIALE » ?

Le terme « créativité » est un mot polysémique difficile à circonscrire. Il tire sa source du verbe latin *creare* qui veut dire « créer ». Au sens strict, créer c'est donner naissance à quelque chose, inventer, imaginer. Cette signification est assez proche de celle que lui assigne la religion chrétienne³⁴¹. Mais créer veut aussi dire faire, réaliser quelque chose qui n'existait pas encore. Ses synonymes sont alors : concevoir, élaborer, produire.

A partir du verbe « créer », on obtient certains noms parmi lesquels deux nous intéressent tout particulièrement. Il s'agit des mots *création* et *créativité*. Tandis que la création désigne l'action de donner l'existence, de créer, ou encore l'action de faire, d'organiser quelque chose qui n'existait pas encore, la créativité, elle, fait référence au pouvoir de création, d'invention. C'est dans ce sens que l'on parle, par exemple, de la créativité d'une entreprise. Ces définitions, quoiqu'usuelles, ont le mérite de planter le décor. Elles aident à mieux saisir les contours que revêt le concept de créativité et, en considérant ces références sémantiques, on peut plus facilement entrevoir ce à quoi peut renvoyer l'expression « créativité sociale ».

La créativité sociale peut être rendue comme étant un processus faisant intervenir des éléments cognitifs par lesquels un groupe d'individus (en l'occurrence ici les jeunes) extériorise sa singularité dans la façon de lier des choses, d'associer des idées, d'engendrer des situations qui, par l'aboutissement du résultat concret de cette démarche processuelle, change, modifie ou transforme la perception, l'usage ou la matérialité auprès d'un public donné. La créativité sociale d'une catégorie d'acteurs qualifie aussi la capacité dont dispose ce groupe à produire, à une période précise, des solutions, des idées ou des concepts qui sont susceptibles de permettre de réaliser, d'une manière efficiente et inattendue, une action. La créativité sociale peut donc être comprise comme équivalente de l'inventivité ou, pour faire corps avec le titre d'un ouvrage d'Alex Osborn, de *L'imagination constructive*³⁴². Allusion faite ici à la capacité de produire des idées grâce à l'imagination. La créativité sociale fait ainsi appel aux fonctions inventives, à l'imagination créatrice.

³⁴¹ Voir dans le Livre le récit des origines du monde et de l'humanité. Il y est écrit : « Au commencement, Dieu créa le ciel et la terre ». Cf. la Bible, Genèse I, 1.

³⁴² Dunod, Paris, 1971.

Toutes les précisions faites autour du concept de « créativité » et de la notion de « créativité sociale » permettent d'induire que ces terminologies recouvrent trois grands sens. Premièrement, la créativité sociale renvoie à un acte par ou à travers lequel quelque chose voit le jour dans une société donnée. A ce niveau, la créativité est attribuée à des processus cognitifs, à l'influence de l'environnement social, ou encore, à la personnalité. Ce sens est d'ailleurs en harmonie avec ce que suggère Le Bœuf lorsqu'il écrit :

« La créativité est l'aptitude à créer quelque chose de nouveau, la capacité de produire une nouveauté. L'aptitude créative se distingue de l'intelligence. Elle repose sur un mode de pensée qui s'oppose au raisonnement habituel dans les termes suivants : originalité opposée à conformisme, curiosité opposée à critique, flexible opposé à rigide, ouverture d'esprit opposée à fermeture, dispersion de la réflexion opposée à concentration, interactivité des idées opposée à passivité, coopération opposée à compétitivité, innovation opposée à routinier, pro-rupture opposée à continuité. »³⁴³

Même si elle n'y est pas réductible, la créativité fait également intervenir le génie. L'acte créatif peut être considéré comme le fruit d'une volonté de puiser des informations provenant de la mémoire historique et de l'impératif de les réorganiser d'une manière nouvelle, guidée en cela par l'imagination. Comme on s'en doute, la créativité impose presque toujours une mise en application pratique.

Deuxièmement, la créativité sociale peut, *lato sensu*, être considérée comme la capacité d'apporter ou d'aider à trouver des solutions originales aux problèmes d'adaptation auxquels font face des groupes sociaux. Vu sous ce prisme, la créativité sociale devient une méthode de résolution des problèmes. La démarche créative commence, de ce point de vue, par la reconnaissance d'un problème. A partir de là, on peut postuler que l'acte créatif implique une démarche qui se construit sur un désaccord, une contrariété. Lequel désaccord pousse les individus à se mobiliser pour rechercher une nouvelle solution à la difficulté qui surgit. Ce deuxième sens que prend l'expression « créativité sociale » sera régulièrement convoqué dans cette analyse. Car, à la suite de Yao Assogba, nous sommes d'avis que : « *Les notions de bricolage, de débrouille* qui sont repérables à travers l'essor du secteur informel renvoient à l'ingéniosité, à l'inventivité des acteurs sociaux qui sont appelés à réactualiser la mémoire technologique en mettant en œuvre tout un potentiel de créativité. »³⁴⁴ Dans cette

³⁴³ Alex Mucchielli (sous la dir.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, Armand Colin, Paris, 2004, 2^{ème} éd., p. 270.

³⁴⁴ Yao Assogba, *Jean-Marc Ela. Le sociologue et théologien en boubou*, op. cit., p. 95.

perspective, « (...) *l'homo africanicus imagine des réponses pertinentes aux problèmes auxquels il est confronté dans un contexte de défi quotidien (...).* »³⁴⁵

Troisièmement, la créativité sociale peut être caractérisée par une volonté ou une intention de transformer son environnement, son « propre monde », ce que nous nommons son « moi social existentiel ». La créativité sociale porte donc, de part en part, c'est-à-dire précisément par quelques bouts qu'on la tienne, l'idée de modification, de changement social³⁴⁶. La créativité au sein d'une collectivité peut s'apprécier à plus d'un niveau. Pour nous, notre attention sera davantage portée sur la créativité économique, linguistique et culturelle (musicale et artistique).

Dans le cadre de cette étude, le terme *innovation* sera, très souvent, cité de manière synonymique à celui de créativité. L'innovation se définit comme l'ensemble des démarches qui débouchent sur la réalisation concrète de produits nouveaux ou améliorés. Une innovation, c'est aussi une activité, un fait social qui change la dynamique d'une situation donnée ou d'une manière de vivre. En invitant le concept d'innovation dans cette partie de notre travail, nous nous logeons sur une piste d'analyse similaire à celle ébauchée par Ela. A la lecture des travaux de cet auteur :

« (...) par « innovation », il faut entendre ici non seulement les multiples « arts de faire » qui sont une réponse à la crise, mais aussi les dynamiques diffuses qui manifestent la créativité des sociétés africaines et conduisent à l'émergence des comportements marquant les nouveaux visages d'une Afrique engagée dans un vaste mouvement de restructuration économique et de recomposition sociale. »³⁴⁷

En inscrivant notre analyse dans le sillage de la créativité et des innovations sociales, il s'agit pour nous de révéler les stratégies à partir desquelles les jeunes « *élaborent des alternatives fondées sur les logiques et les rationalités en opposition avec les modèles qui veulent imposer le changement aux sociétés africaines « par le haut* »³⁴⁸. Ainsi que nous l'avons fait observer dans notre propos liminaire, en répudiant au maximum les discours qui ne voient à travers les masses africaines que des acteurs inertes, paresseux, qui « ne sont pas

³⁴⁵ Idem.

³⁴⁶ Pour un aperçu de quelques théories sociologiques du changement social, lire M. Etienne et *al.*, *Dictionnaire de Sociologie*, Hatier, Paris, 1995 ; Voir aussi H. Mendras et M. Forsé, *Le changement social*, Armand Colin, Paris, 1983 ; G. Balandier, *Changements techniques, économiques et sociaux. Etude théorique*, PUF, Paris, 1959 ; Guy Rocher, Introduction à la sociologie générale, T.3, *Le changement social*, Seuil, Paris, coll. « Points-Sciences Humaines ».

³⁴⁷ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit, p. 19.

³⁴⁸ Ibidem, p. 20.

encore rentrés dans l'histoire »³⁴⁹, il est nécessaire de considérer les nouveaux langages et les jeunes générations « pour savoir si les réactions surprenantes aux amputations et aux crises multiformes ne posent pas les fondements d'un système social et culturel qui s'annonce par les trajectoires et les cheminements que l'on doit s'efforcer de découvrir et de comprendre. »³⁵⁰ Pour le sociologue camerounais,

*« (...) ce qui se donne à voir, c'est une Afrique à l'état naissant dans une période de transition où l'on doit rester à l'affût des sociétés neuves dans les lieux d'initiatives et le champ des modifications repérables à travers les nouveaux modes de vie, les réinterprétations confuses, les dynamiques imprévues, les évolutions annonciatrices des ruptures politiques, sociales et économiques. »*³⁵¹

Ce que l'auteur d'*Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire* veut faire savoir, c'est que :

*« L'intelligence des sociétés africaines doit être réaménagée pour saisir le « travail » de ces sociétés sur elles-mêmes, leurs mises en débat, leurs efforts d'interaction, leurs processus de « production ». Sous cet angle, c'est la mise à l'épreuve de l'Afrique contemporaine par les chocs extérieurs et internes qui peut conduire l'observateur à décider si les innovations en cours sont porteuses de changement social. »*³⁵²

Cette volonté de retrouver la subjectivité des jeunes générations contemporaines – et donc aussi de percer les innovations et la créativité sociales telles qu'elles se dramatisent dans la société camerounaise – pour y repérer les signes et les langages qui mettent en exergue leur inventivité et leur force de contestation politique s'intègre dans un projet épistémologique

³⁴⁹ Dans son allocution prononcée à l'université de Dakar, au Sénégal, le 26 juillet 2007, M. Nicolas Sarkozy, président de la République de France, déclarait, au mépris de l'intelligence africaine : « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. » Sur la dimension avilissante de ce discours, voir la critique d'Achille Mbembé (www.africultures.com). Pour d'autres réactions à ce discours, prêter attention au texte de Boubacar Diop et al., *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*, Philippe Rey, Paris, 2008. En ce qui concerne les travaux des universitaires, lire les articles d'Ange Bergson Ngnemzué, « Politique française : immigration et co-développement à la lumière du discours de Dakar », pp. 64-70 et de Nkolo Foé, « Entre négritude et postcolonial : la satire de Dakar ou la revanche historique de l'Occident », pp. 70-75 parus tous dans le Bulletin du Codesria, Nos 1&2, 2008, peuvent également être consultés. Pour avoir une idée à propos du dynamisme paysan, voir Jean-Marc Ela, *L'Afrique des villages*, Karthala, Paris, 1982. Du même auteur, *Quand l'Etat pénètre en brousse*, op. cit. Lire aussi Pierre Pradervand, *Une Afrique en marche*, Plon, Paris, 1989.

³⁵⁰ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit., p. 20.

³⁵¹ Idem.

³⁵² Idem.

plus large qui vise à interroger « l'historicité des sociétés africaines » ou, pour le dire d'une autre expression, « les sociétés africaines ce faisant ». Longtemps considérées malencontreusement comme a-historiques, on saisit de plus en plus la pertinence d'une relecture des sociétés du continent noir en y incorporant la dimension historique³⁵³. Pour le chercheur qui souscrit à ce regard, les crises protéiformes à l'œuvre dans la société camerounaise ne doivent dès lors plus s'analyser comme des pathologies sociales. Suivant en cela la voie entrouverte par Balandier :

« Les crises subies deviennent le révélateur de certaines relations sociales, de certaines configurations culturelles et de leur rapport respectifs. Elles conduisent à considérer la société dans son action et ses réactions, et non plus sous la forme de structures et systèmes intemporels. Elles incitent à rechercher les conditions de l'existence sociale qui sont les plus révélatrices des rapports qui la constituent, à concevoir une analyse des situations et de l'évènement qui a maintenant acquis le statut scientifique. Dans ce même mouvement, l'histoire est restituée à des sociétés que l'erreur et l'indolence théoriques avaient définies comme a-historiques. La dynamique sociale, envisagée dans toute sa complexité, et l'histoire s'imposent conjointement. »³⁵⁴

C'est en prenant en considération cette conceptualisation qui pose le concept de « crise » comme variable lourde dans l'intelligibilité des processus sociaux en Afrique de manière générale, et au Cameroun en particulier, que nous prétendons dévoiler le travail créatif et imaginatif qui se fait jour auprès des jeunes acteurs sociaux contemporains.

³⁵³ Pour quelques exemples de travaux qui insistent sur la dimension historiciste des sociétés africaines, voir Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris, 1989 ; *L'Etat au Cameroun*, op. cit ; Achille Mbembé, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Paris, Karthala, 1988, coll. « Chrétiens en liberté ». Du même auteur, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, coll. « Les Afriques ».

³⁵⁴ Georges Balandier, *Sens et puissance*, op. cit, p. 6.

II – JEUNESSE URBAINE CAMEROUNAISE ET CREATIVITE ECONOMIQUE

Comment, dans le contexte contemporain de crise protéiforme qu'expérimentent les jeunes au Cameroun, ces derniers, loin de se laisser abattre, imaginent-ils plutôt des « formules de survie » ? En quoi le milieu urbain, appréhendé dans sa spatialité se présente-t-il comme un cadre propice à l'inventivité des jeunes générations travaillées par un chômage lancinant ? Ces interrogations, qui inscrivent la créativité économique dont font montre les jeunes acteurs urbains au Cameroun au cœur des analyses que nous allons produire, retiennent notre attention. Elles invitent, d'une part, à analyser le secteur informel en tant qu'expression des innovations économiques et, nous forcent, d'autre part, à démontrer dans quelle mesure l'espace urbain constitue un laboratoire stimulant de ces innovations.

II – 1 – Le secteur informel : un laboratoire où se déploie l'inventivité des jeunes

Plusieurs auteurs ont interrogé le secteur informel. Sur les facteurs ayant favorisé son émergence, ce sur quoi la plupart des travaux mettent l'accent, c'est l'idée que le développement de l'économie informelle va de pair avec la faillite des politiques de réformes économiques initiées principalement par les institutions de Brettons Wood. De façon générale, les axes fondamentaux de ces réformes se trouvent récapitulées dans « Les dix commandements de la Banque Mondiale » à savoir :

- « - Des mesures d'austérité tu adopteras.
- Le rôle de l'Etat tu réduiras.
- Les entreprises publiques tu privatiseras.
- La fonction publique tu dégraisseras.
- Les salaires tu désindexeras.
- Les subventions tu supprimeras.
- La monnaie tu dévalueras.
- A la loi du marché tu te soumettras.
- Les barrières douanières tu aboliras.
- La vulgarisation agricole tu « bénoniseras » (mettras en valeur). »³⁵⁵

La mise en application de ces principes engendre un ralentissement brutal des activités des secteurs privé et public : réduction du personnel, suppression des recrutements, diminution des rémunérations ... Il en résulte une récession dont les conséquences déteignent

³⁵⁵ In *L'Autre Afrique*, 17-23 septembre 1997, p. 10.

fortement sur le marché du travail ainsi que l'atteste l'exacerbation des taux de chômage. Les couches sociales les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les jeunes, sont particulièrement atteintes dans leurs conditions d'existence car elles sont contraintes de vivre leur vie de tous les jours, sous le signe de l'épreuve, insérées dans un contexte social difficile où, en permanence, face aux réalités primordiales de la vie, elles tutoient la pénibilité. C'est dans cet environnement socio-économique éprouvant qu'on constate l'éclosion des petits métiers de rue. Ceux-ci deviennent, en un rien de temps, des « lieux-refuges » pour quantité de chômeurs. Ces derniers vont prendre d'assaut l'univers des activités informelles qui, faute de mieux, leur offre des possibilités de travail, fussent-elles précaires, et un prétexte pour s'affranchir de la dépendance parentale. Qui plus est, en s'adonnant à des activités non formelles, les jeunes y trouvent des ressources leur apportant l'aide nécessaire pour pourvoir à leurs besoins primordiaux et s'affranchir de l'insécurité matérielle.

Le concept de « petits métiers » ou encore de « petits métiers de rue » est généralement utilisé pour identifier les activités qui structurent le secteur informel. Les définitions qu'on avance pour définir l'économie informelle sont fort nombreuses et nous ne pouvons pas toutes les exploiter. Contentons nous de relever avec Kengne Fodouop que, par secteur informel, on désigne :

« Un ensemble de petites unités économiques de production, de distribution et de services, localisées ou non, appartenant essentiellement à des travailleurs indépendants qui emploient parfois une main-d'œuvre familiale, voire quelques salariés ou apprentis. »³⁵⁶

Pour cet auteur, il n'est pas difficile de caractériser les activités qui ressortissent au secteur informel :

« Ces activités se caractérisent (...) par la faiblesse du capital nécessaire à leur mise en train, des techniques (de production et de distribution) rudimentaires, et une main-d'œuvre peu qualifiée si bien que leur productivité est faible. En général, elles n'offrent à ceux qui les exercent que des revenus faibles (en comparaison à ceux fournis par les unités économiques modernes) et très irréguliers et un emploi des plus instables (...) »³⁵⁷

³⁵⁶ Kengne Fodouop, « Le secteur informel porteur de technologies de la ville de Yaoundé : Bilan d'une enquête », op. cit, p. 15.

³⁵⁷ Idem.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, un des éléments qui favoriserait l'intégration des jeunes chômeurs dans le domaine informel serait la faible quantité d'argent nécessaire pour mettre sur pied un commerce. A côté de cette réalité, il ne faut pas omettre de relever que les petits métiers qu'exercent les acteurs impliqués dans l'informel génèrent certains bénéfices économiques qui, quoique souvent maigres, permettent à ceux qui les exercent de s'affranchir d'un certain nombre de difficultés liées à la gestion de leur existence quotidienne.

Malgré les éléments positifs qu'on peut lui reconnaître, le secteur informel recèle certains inconvénients. Cela nous l'avons déjà mis en évidence³⁵⁸. Au risque de nous reprendre, indiquons que ses désavantages sont lisibles à travers ceci qu'il soulève des difficultés liées au sous-emploi, à la mauvaise rémunération de ceux qui y exercent et à la médiocrité des emplois qui y sont pratiqués³⁵⁹. La prise en compte de ces réalités amène à faire observer que, mise à part l'incertitude des conditions de travail, un des traits dominants qui spécifierait le secteur informel est le caractère évanescent des emplois qui y sont fondés. C'est sans doute la raison pour laquelle il n'est pas rare que l'acte de travailler dans le secteur informel soit identifié à un « chômage déguisé ». A vrai dire, si les petits métiers que les acteurs sociaux, parmi lesquels une bonne frange de jeunes, pratiquent dans les surfaces urbaines sont appréciés comme relevant de l'informel, c'est en grande partie parce qu'ils ne sont pas formalisés, c'est-à-dire, qu'ils s'écartent des standards de l'économie moderne. A titre d'illustration, ils sont rarement déclarés et, bien des fois, leurs activités n'apparaissent guère dans les statistiques officielles. Outre ces aspects organisationnels, leur informalité s'observe également au niveau de leur ancrage géographique. Dans ce sens, le constat que l'on peut faire en parcourant la plupart des agglomérations camerounaises (Yaoundé, Douala, Bafoussam, Bamenda, Ngaoundéré, etc.), mais aussi de nombreuses villes secondaires (Mbalmayo, Sangmelima, etc.) est que ces petits métiers fleurissent le plus souvent en marge des marchés réglementés, des structures d'enseignement et/ou de formation, des services publics, des institutions de crédit, etc. En portant un regard rigoureux sur la façon avec laquelle les activités informelles sont agencées dans le compartiment économique au Cameroun, il faut bien se rendre à l'évidence que :

« La plupart du temps, elles n'ont pas de tenue de compte et dans le cas où une comptabilité existe, celle-ci est très

³⁵⁸ Voir, dans ce travail, notre chapitre premier.

³⁵⁹ Pour approfondir ces éléments, cf. l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun, 2005. Par ailleurs, nous avons déjà relevé ce handicap dans notre première partie. Cf. Chapitre premier.

simplifiée. Elles sont souvent contraintes par les circonstances de fonctionner en marge de la réglementation et même quand elles sont enregistrées et qu'elles observent certaines dispositions légales, elles sont presque toujours soustraites à la législation du travail et à la protection sociale. De plus, les travailleurs du secteur informel sont rarement syndiqués – encore qu'ils se regroupent parfois au niveau local dans des associations professionnelles officieuses (...) »³⁶⁰

En prenant appui sur les informations qui précèdent, on voit que le secteur informel bafoue effectivement certains principes de l'économie moderne à forte coloration occidentale³⁶¹. C'est ainsi par exemple que l'on doit interpréter le fait qu'en son sein, on y foule aux pieds non seulement la législation du travail, mais aussi certaines normes de comptabilité³⁶².

L'accent mis sur les dysfonctionnements inhérents au secteur informel occulte la dimension créatrice sous laquelle il est aussi possible de lire le secteur informel. D'après Paul Bodson et Paul-Martel Roy, la tendance à insister sur les aspects négatifs qu'il est possible de repérer dans la dynamique de fonctionnement de cette sphère d'activité s'enracine dans une lecture occidentalocentriste³⁶³. Celle-ci met surtout en exergue les ratés sans estimer « le coût, le dynamisme et l'organisation de ce secteur qui sont autant de qualités importantes qui contribuent à imposer ce dernier face aux rigidités des systèmes économiques dans les PVD³⁶⁴ »³⁶⁵. En scrutant le point de vue de ces analystes, l'idée-force qui point est la suivante :

« L'informel n'est à confondre ni avec l'anarchie, ni avec l'inefficacité, ni encore avec l'absence de comptabilité. Aussi, contrairement à ce qui est souvent écrit, le secteur informel n'est ni marginal, ni mal organisé. En revanche,

³⁶⁰ Kengne Fodouop, « Le secteur informel porteur de technologies de la ville de Yaoundé : Bilan d'une enquête », op. cit., p. 16.

³⁶¹ Sur ce sujet, lire les travaux de Serge Latouche, notamment, *L'autre Afrique*, op. cit. Voir aussi *Décoloniser l'imaginaire – La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, L'aventurine, Paris, 2003, Coll. « L'après-développement » et *L'invention de l'économie*, Albin Michel, Paris, 2005. Plus largement, Serge Latouche est un auteur qui critique à travers une argumentation théorique nourrie de nombreux exemples, les notions d'efficacité et de rationalité économique. Pour Serge Latouche, « c'est du côté de l'informel anti-développementaliste qu'il convient de chercher refuge, comme forme d'économie capable de constituer une véritable alternative au libéral-productivisme. », cité par Salvador Juan (dir.), *Actions et enjeux spatiaux en matière d'environnement : De la contestation aux mesures de protection*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 244.

³⁶² Pour approfondir ces éléments, cf. *L'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun*, op. cit.

³⁶³ Paul Bodson et Paul-Martel Roy, *Survivre dans les pays en développement*, L'Harmattan, Paris, 2003, p. 9.

³⁶⁴ Pays en Voie de Développement.

³⁶⁵ Paul Bodson et Paul-Martel Roy, op. cit, p. 9.

l'informel sert de volant aux secteurs officiels, mais d'une façon parallèle qualifiée souvent de « souterraine » et « submergée » par les économistes, car il n'entre pas dans les normes du système de production en jouant sur les législations et les interdits. »

Parce qu'il se construit à l'opposé du cadre institutionnel, formel, légal, conforme, qui, lui, contrairement à ce qui s'observe dans le secteur informel est davantage administré par l'Etat, « le secteur informel devient ainsi le révélateur des carences de nos systèmes et un lieu d'innovation »³⁶⁶. Cette idée est fructueuse pour asseoir notre hypothèse de départ. Elle instigue en effet que, sans nous emmurer dans une herméneutique économiciste, il est possible de lire le secteur informel comme un laboratoire « alchimique » où s'affirme le potentiel créatif des acteurs sociaux qui y sont impliqués, mais surtout des jeunes acteurs urbains. L'idée mérite d'être approfondie.

Soutenir que le milieu informel est un lieu où se donne à voir la créativité économique des jeunes c'est, en d'autres mots, reconnaître qu'à travers le secteur non formel, s'affirme l'aptitude des jeunes à créer quelque chose de nouveau. Au niveau économique, cette créativité est extériorisée par la génération de nouvelles idées qui rendent faisables la concrétisation de nouvelles activités économiques se déployant à l'envers de l'organisation officielle. C'est donc dire que d'un point de vue strictement théorique, il est possible de repérer l'inventivité économique dont font montre les jeunes générations contemporaines au Cameroun. Plusieurs arguments nous aident à le démontrer. Tout d'abord, relevons que, l'émergence du secteur informel peut s'analyser comme le résultat de la volonté des jeunes « conjoncturés » d'apporter ou de trouver des solutions originales à la situation de chômage qui les frappe. Sous cet angle, le secteur informel devient – par les bénéfices qu'il génère par exemple - un lieu où il devient envisageable aux jeunes qui s'y investissent de résoudre un certain nombre de leurs difficultés. On le voit, s'il est autorisé d'indiquer que le secteur informel est un haut lieu dans lequel se dramatise la créativité des jeunes acteurs urbains au Cameroun, c'est d'abord parce que l'émergence du secteur informel lui-même apparaît comme une nouveauté dans la société postcoloniale camerounaise. Devant « l'irruption des pauvres »³⁶⁷, face aux difficultés qui les pressent, les jeunes vont se mobiliser à partir de la moitié des années 1980 pour rechercher des solutions. Pour cela, ils vont faire montre

³⁶⁶ Idem.

³⁶⁷ Nous empruntons cette expression au titre de l'ouvrage de Jean-Marc Ela, *Afrique : l'irruption des pauvres. Société contre ingérence, Pouvoir et Argent*, Paris, L'Harmattan, 1994.

d'ingéniosité en « se débrouillant » pour évoquer un verbe dont l'usage est devenu banal dès lors que l'on converse avec les acteurs du secteur informel au Cameroun. L'implication des jeunes dans les métiers non formels témoigne ainsi leur capacité à imaginer des réponses intelligentes aux problèmes auxquels ils sont confrontés dans un contexte existentiel où vivre est un défi de chaque instant.

A vrai dire, « si la réhabilitation et la reconnaissance de la créativité populaire du secteur informel s'imposent, c'est dans la mesure où sa fonction stabilisatrice ne peut-être négligée »³⁶⁸. Cette observation mérite d'être mise en évidence parce que, ainsi que le relève Richard Stern³⁶⁹ :

« Il ne faut pas idéaliser le secteur informel. Certes, il est important parce qu'il montre le dynamisme économique et, la plupart du temps, pallie les déficiences du secteur formel. Il n'en demeure pas moins que le secteur informel comporte de graves carences. La structure de sa capitalisation est très faible. Il ne procure que très peu de sécurité aux travailleurs et aux investisseurs, et aux consommateurs sur le plan de la protection contre les risques et les accidents. En outre, ses résultats varient grandement selon les secteurs commerciaux et industriels : il peut se révéler extrêmement efficace pour ce qui concerne la vente au détail de biens de faible valeur, usagés, volés ou de provenance illégale, mais beaucoup moins lorsqu'il s'agit de commercialiser des produits d'un prix plus élevé, nouveaux ou d'usage courant ; il peut se prêter à certains types de production sur une petite échelle, mais moins à la production en série ; enfin il peut convenir à la vente des biens nécessitant peu de publicité (entre autres raisons parce qu'il peut tirer parti des économies extérieures, c'est-à-dire de la publicité déjà faite de biens similaires), mais se révéler moins indiqué lorsqu'il s'agit de lancer de nouveaux produits nécessitant un support publicitaire, autrement dit une action de commercialisation ».

C'est dire, en tenant compte de ces informations, qu'en insistant sur la dimension créative dont le secteur informel est porteur, qu'il faudrait relativiser la créativité dont font montre les jeunes urbains insérés dans le secteur informel³⁷⁰.

³⁶⁸ Jean-Marc Ela, *Travail et entreprise en Afrique. Les fondements sociaux de la réussite économique*, Karthala, Paris, 2006, coll. « Hommes et société », p. 13.

³⁶⁹ Richard Stern, *Une problématique urbaine. Le défi de l'urbanisation pour l'aide au développement*, Centre for Urban and Community Studies, Université de Toronto, 1992, p. 34.

³⁷⁰ Pour approfondir cet élément, on lira avec intérêt le livre de Jean-Marc ÉLA, *Travail et entreprise en Afrique*, op. cit. Le lecteur fera surtout attention à l'avant-propos de cet ouvrage.

II – 2 – Le milieu urbain : un cadre propice à l'émergence des activités créatrices

En quoi l'espace urbain se présente-t-il comme un cadre propice à l'émergence des activités informelles ? Quels sont les éléments à partir desquels il est possible de qualifier les activités informelles qui se font jour dans la plupart des villes camerounaises de « créatrices » ? C'est à ces deux interrogations fondamentales qu'il nous importe maintenant de trouver des tentatives de réponses.

Si l'on considère notre premier questionnement, l'espace urbain apparaît comme un milieu favorable à l'émergence des activités informelles pour deux raisons au moins. La première raison tient aux particularités liées à l'environnement urbain, ou encore, à ce qu'Yves Grafmeyer nomme les « figures de la ville »³⁷¹. La situation dans les villes camerounaises est le résultat des taux élevés d'urbanisation dus principalement aux migrations internes. La plupart des recherches menées en sociologie urbaine attestent la fascination que la ville exerce sur les jeunes générations camerounaises contemporaines³⁷². Sans insister ici sur l'exode rural³⁷³, il est nécessaire de mentionner qu'on assiste à un taux élevé de migration urbaine des populations en provenance d'autres localités du pays, pour diverses raisons, vers la plupart des centres urbains – notamment les villes de Yaoundé et de Douala –. Ces migrations qui sont surtout le fait des jeunes ont pour principales conséquences de favoriser une inflation démographique. Cette inflation démographique est d'ailleurs attestée à travers un examen attentif des statistiques officielles des principales villes camerounaises. Or, l'on sait que la plupart des acteurs sociaux qui se meuvent dans ces écosystèmes sociaux sont travaillés par des conditions de précarité existentielles. Dans une telle configuration, le surgissement du secteur informel se présente comme une aubaine pour les populations qui y trouvent des articles bon marché.

La deuxième raison pour laquelle l'espace urbain apparaît comme un milieu favorable à l'émergence des activités informelles réside en ceci que, dans les centres urbains, les jeunes sont la catégorie sociale la plus touchée par le phénomène du chômage³⁷⁴. Compte tenu de l'existence de ce fort taux de chômage, les jeunes sont contraints, à travers leur implication dans le secteur informel, d'imaginer des activités économiques de survie. Celles-ci doivent

³⁷¹ Yves Grafmeyer, *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan-Université, 1994, coll. « 128 », p. 8.

³⁷² Jean-Marc Ela, *La ville en Afrique Noire*, Karthala, Paris, Coll. « Les Afriques », 1983.

³⁷³ Jean-Marc Ela, *La plume et la pioche*, op. cit.

³⁷⁴ « 49,9% des jeunes entre 15 et 24 ans sont sans emploi dans l'année 2001 » in *Cameroon Tribune* n° 8513/4712 du 12/01/2006.

leur prospérité au fait qu'il y a là un marché qui tient compte du pouvoir d'achat des populations urbaines³⁷⁵. Le milieu urbain s'apparente ainsi à un site où, comme n'importe qui peut le constater au Cameroun, les jeunes acteurs qui opèrent dans des métiers informels trouvent un espace qu'ils conquièrent à travers des idées, des astuces, des pratiques inventives qui prêtent à la ville africaine en général, et à celle camerounaise en particulier l'image réelle d'une société urbaine vivante, singulière et en constante effervescence.

Pour répondre à la question de savoir quels sont les éléments à partir desquels il est possible de qualifier les activités informelles qui se font jour dans la plupart des villes camerounaises de « créatrices », il faut considérer la nature des activités à travers lesquelles les jeunes apportent des solutions à leurs problèmes de pauvreté. En circulant dans les rues des villes de Yaoundé et de Douala, nous avons pu observer les manières de faire de plusieurs catégories de « travailleurs de l'informel ». Sans toutes les citer, il est difficile de ne pas faire mention de ceux qui exercent les métiers d'artisanat de production, les pratiquants des métiers de commerce, des vendeurs à la sauvette, les récupérateurs, etc.

Parmi les catégories qui s'activent dans le secteur de l'artisanat, se trouvent des fondeurs, des ferblantiers, ou encore des soudeurs. Dans la cité capitale camerounaise, ces acteurs se recrutent majoritairement au quartier Briqueterie. Leurs métiers consistent à créer ou mieux, à fabriquer une variété d'articles à partir d'une foule de matériaux ayant fait l'objet d'un véritable travail de récupération et de recyclage qui lui-même n'en est pas moins ingénieux³⁷⁶. Au nombre des matériaux de récupération dont se servent les acteurs que nous avons évoqué plus haut, figurent de vieilles tôles, des bidons et des fûts de fers usagés, des gèges de pneus hors d'usage, des épaves de voitures, du métal en acier servant à boucher l'ouverture des égouts dans les centres urbains, bref, de la ferraille de récupération. En travaillant cette ferraille avec subtilité, ce groupe de travailleurs réussit à confectionner des fours, des fenêtres métalliques, des barbecues, des plateaux de pousse-pousse, des lits en fer, des cantines, des moules à parpaings, des marmites, des couteaux, des hanches de houes et des machettes.

³⁷⁵ Jean-Marc Ela, *Afrique : l'irruption des pauvres. Société contre ingérence, Pouvoir et Argent*, op. cit.

³⁷⁶ Sur ce sujet, voir l'analyse d'Eric Endeme, « Récupération et recyclage de la ferraille au Cameroun : Stratégies, incidences économiques et enjeux sociaux. », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, Année académique 2007-2008. De même, l'ouvrage pionnier d'Anne-Sidonie Zoa, op. cit., contient des indications sur ce secteur d'activités.

Il est également possible de repérer des activités indicatives de créativité si l'on prend la peine de scruter les acteurs qui, dans les villes principales et secondaires au Cameroun, exercent un type précis d'activités génératrices de revenus, notamment le petit commerce de détail. Que ne voit-on pas ici ? Ces activités mettent au devant de la scène un nombre kaléidoscopique d'individus qui commercent, pour la grande majorité, dans les rues urbaines. Dans ce registre, il est devenu très fréquent d'observer des adolescents, de jeunes hommes et femmes, figés à un endroit bien précis ou, quand ce n'est pas le cas, se baladant avec des objets de commerce. La plupart du temps, ces acteurs proposent aux potentiels clients du pain, des œufs, certains produits laitiers³⁷⁷, des biscuits, des brochettes de viande, des arachides grillés, de l'eau embouteillée ou ensachée, des confiseries et des friandises, ... Notons aussi l'existence, au sein de cette catégorie d'« entrepreneurs », de restaurateurs qui pratiquent la vente d'aliments cuisinés (ou d'en cas) dans des enceintes de marchés, leurs alentours, aux abords des rues et dans les gares routières pour ne citer que ces lieux.

En fréquentant les axes routiers qui bordent le Centre-Commercial ainsi que les abords de marchés de la ville de Yaoundé, on constate la prégnance d'une activité commerciale similaire. On y voit, comme le souligne du reste Atchang, un nombre important de jeunes gens arrangeant « sur les trottoirs, sur les aires réservées au stationnement des automobiles ou sur la chaussée même, des articles vestimentaires, des produits de beauté et d'entretien (parfois issus de leur propre fabrication), des objets de quincaillerie, des livres d'occasion, etc. »³⁷⁸ Si depuis les récentes actions visant à améliorer l'esthétique urbaine de la cité capitale, il n'est plus possible de voir, autant que par le passé au rond point de la Poste Centrale des pratiques similaires, on aurait tort de conclure qu'elles y ont totalement disparues. Pour preuve, on y trouve encore, certes avec un effectif réduit, des vendeurs à la sauvette qui y font des pérégrinations. Hormis les « call-boxeurs et/ou call-boxeuses »³⁷⁹, il n'est pas rare qu'on y observe :

« Des vendeurs à la sauvette qui vont et viennent au milieu de la foule, leur panier de marchandises posé sur la tête ou accroché à l'épaule. Pour vendre, leur astuce consiste à se

³⁷⁷ Ceux-ci sont encore appelés *Kossam* dans le langage usuel.

³⁷⁸ Dieudonné Atchang. Cf. « La rue : espace de socialité et d'invention du quotidien des acteurs du secteur informel à Yaoundé », mémoire de DEA en Sociologie, Université de Yaoundé-I, Année académique 2006-2007, Inédit, p. 53.

³⁷⁹ Serge Kenne. K, « Les facteurs socio-économiques de la prolifération de l'économie informelle à Yaoundé. L'exemple des téléboutiques dans le quartier Bonamoussadi », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, Octobre 2007.

faufiler entre les automobilistes, au signal des feux de signalisation, pour proposer des journaux, des cigarettes, des montres, des fruits saisonniers, des friandises et des confiseries à ceux qui en ont besoin. »³⁸⁰

Par ailleurs, parmi les acteurs du secteur informel qui font preuve de créativité économique,

« (...) se distinguent des colporteurs, sorte de marchands ambulants qui, de quartier en quartier, de porte en porte ou de bureau en bureau vendent divers produits de l'habillement, cosmétiques, médicamenteux, musicaux, etc. Comme nombre des vendeurs à la sauvette, leurs marchandises sont transportées sur la tête, à l'épaule ou encore au moyen d'un pousse-pousse. »³⁸¹

On pourrait multiplier, à l'envie, les exemples de métiers pratiqués dans l'informel qui, dès lors que l'on s'efforce de saisir « *la faille du dire et du faire* »³⁸² prouve la créativité des jeunes acteurs urbains³⁸³. Ce qui nous semble fructueux, c'est de noter que ces éléments ne sont pas vides de sens pour le chercheur qui, ainsi que le suggère Javeau, prend le futile au sérieux³⁸⁴. Dans le cadre de cette analyse, ils signifient un ensemble de pratiques originales et particulières objectivées à travers une multitude de savoir-faire quotidien à l'œuvre dans « le monde de la débrouille » au Cameroun. A travers ces données illustratives, on retrouve la production des jeunes par eux-mêmes, ainsi que la réactivation d'un fort potentiel d'inventivité stocké dans les imaginaires culturels. Les ruses subtiles individuelles et/ou collectives que développent les acteurs sociaux « d'en-bas » pour s'affranchir de la précarité existentielle, et à travers lesquelles on voit poindre de nouveaux modes de vie, des recompositions sociales ou encore des innovations affectant divers secteurs de la société informelle, forcent à les regarder comme d'authentiques créateurs de leur « historicité ». Le

³⁸⁰ Dieudonné Atchang, op. cit., p. 66.

³⁸¹ Idem.

³⁸² Michel De Certeau, *L'invention du quotidien* : T. 1. *Arts de dire*, op. cit, p. 5.

³⁸³ On pourra trouver ces informations à profusion dans le travail de Dieudonné Atchang, op. cit. Du même auteur, voir aussi, « Les petits métiers de rue en zone universitaire : Le cas de l'activité de photocopie au quartier Ngoa-Ekellé, mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, 2004, Inédit ; etc Voir surtout le deuxième chapitre. De même, les analyses que conduisent Frédéric Dongmo, « Activités féminines du secteur informel dans l'économie urbaine à Douala. L'exemple de New-Deido et de la « Zone portuaire », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, 1989 ; Serge Kenne, op. cit ; Patrice Djomo Nkouandjo, « Secteur informel et insertion socio-économique des diplômés de l'enseignement supérieur au Cameroun. Cas des vendeurs à la sauvette de Yaoundé », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, 1999, Inédit. Il faut dire que les informations que contiennent ces réflexions, auxquelles il convient de sommer les données de terrain que nous avons relevé et qui structurent la vie du secteur informel, sont indispensables dans la mesure où elles aident à décrire et à profiler des théorisations qui sont, sans cette toile de fond, difficilement saisissables.

³⁸⁴ Claude Javeau, *Prendre le futile au sérieux*, op. cit.

milieu informel en est le creuset. De la sorte, ce serait adopter une lecture réductrice que de ne considérer les pratiques qui s'extériorisent dans le secteur informel que sous le seul prisme de la dérobade ou encore des stratégies de survie. Il nous semble également que les savoir-faire en gestation observés chez les acteurs de l'informel, associés à ce que De Certeau appelle la « liberté buissonnière des pratiques »³⁸⁵ qui les caractérisent, confirment que les activités qui sont pratiquées par les acteurs du secteur informel peuvent être adossées « sur l'articulation entre la recherche des moyens de survie et l'esprit d'entreprise »³⁸⁶. Parce que le secteur informel est un cadre à l'intérieur duquel les acteurs qui y sont impliqués développent des moyens de survie, des activités ingénieuses grâce auxquelles ils peuvent se procurer des revenus, ces « procédures de la créativité quotidienne »³⁸⁷ agissent concomitamment comme révélateurs et vecteurs des dynamiques d'innovations sociales.

Pour cette raison, il ne s'agit plus de voir seulement en ces réalisations populaires de chaque jour de vulgaires recettes face à l'âpreté des conditions de vie qu'expérimentent les jeunes générations contemporaines. A ce sujet, l'observation de Jean-Marc Ela vaut sans doute son pesant d'or :

*« Toutes les pratiques populaires qui manifestent la créativité des sociétés africaines ne sont pas un simple réflexe de survie devant l'ajustement structurel. Il s'agit d'une reprise d'un mode d'organisation à la fois vieux et complexe qui s'appuie sur la mise en valeur des réseaux qui par leur complexité et leur souplesse, manifestent cette double capacité des cultures africaines à renforcer et à recréer des liens sociaux et donc une véritable économie de la vie. »*³⁸⁸

Car, devant les contraintes socio-économiques, les jeunes acteurs urbains déploient des « technologies informelles » à travers lesquelles on mesure leur potentiel de créativité. Là où les instances économiques modernes sont incapables d'absorber la main-d'œuvre d'une population active en plein essor, les jeunes prennent leur revanche en s'investissant massivement dans les activités informelles où ils peuvent désormais s'auto-employer, subvenir à leurs besoins et surtout, exprimer leur savoir-faire. Observons au passage l'esprit d'initiative de ces jeunes qui créent chaque jour de nouvelles activités. Tournant le dos à toute résignation et à tout fatalisme, ces jeunes affirment « qu'ils sont prêts à travailler

³⁸⁵ Michel De Certeau, op.cit.

³⁸⁶ Dicudonné Atchang, op. cit, p. 56.

³⁸⁷ Michel De Certeau, op. cit., p. 39.

³⁸⁸ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit, pp. 406-407.

autrement »³⁸⁹. Par là, ils deviennent aussi des « citoyens acteurs »³⁹⁰. En définitive, il faut admettre qu'à travers leur ingéniosité, les jeunes construisent leur devenir historique sur une note d'espérance. C'est l'espoir d'améliorer leur vécu quotidien parce que comme le déclare un enquêté : « Le Cameroun n'est pas le Cameroun de certains, c'est le Cameroun de tout le monde ». Pour le sociologue Jean Nzhié Engono :

*« C'est cet espoir qui, dans un sursaut d'orgueil souvent typique aux gens désabusés, donne un sens à leur existence et leur fait comprendre lentement mais sûrement la manière dont ils peuvent pallier les conséquences d'une logique qu'ils estiment subir. »*³⁹¹

II – 3 – La contestation à l'œuvre dans le secteur informel

L'implication des jeunes dans le secteur informel ne devrait pas seulement s'analyser comme expressive de la créativité économique dont font montre ces derniers. En effet, considérée uniquement sous cet angle, ce serait une lecture un tantinet réductrice. Car, s'il est vrai que le secteur informel peut s'analyser comme révélateur de la créativité économique, il ne faudrait pas perdre de vue qu'au fondement de toute démarche créatrice, se trouve une détermination à transformer son environnement social, à améliorer son vivre-au-monde-concret. La créativité, qu'elle soit sociale, économique, politique, etc. suppose donc l'idée de changement, d'opposition à un ordre existant incapable de contenter les acteurs sociaux. C'est dire que la contestation, la critique constituent le levain de la créativité. Par contestation, il faut entendre ici une action collective d'opposition ou de remise en question violente d'une instance dominante. La contestation, c'est aussi le désaccord entre deux ou plusieurs parties dont les intérêts sont en contradiction.

Pour bien lire la charge contestatrice dont est porteur le secteur informel, il n'est pas inutile de faire remarquer que le secteur informel s'oppose au secteur formel, légal, institutionnel, etc. L'univers non formel apparaît comme un sous-champ de la société camerounaise où s'affirme l'émergence d'une nouvelle manière d'envisager son intégration dans la société. Il se veut une critique, par les acteurs qui s'y déploient, du système

³⁸⁹ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit., p. 417.

³⁹⁰ Jean Nzhié Engono, « Les mouvements associatifs villageois en milieu urbain au Cameroun : Une approche nouvelle de mobilisation pour un développement du monde rural », in *Revue Camerounaise de Sociologie et Anthropologie*, Yaoundé, PUY, vol. 1, Aout 2004.

³⁹¹ Ibidem, pp. 59-56.

institutionnel qui, en l'état actuel, est incapable de favoriser l'intégration d'une très grande majorité d'individus. L'informalisation de l'économie révèle la faillite du Cameroun officiel ou, plus précisément, de l'école en tant qu'outil d'intégration dans la société camerounaise contemporaine. Tous ces chômeurs diplômés qui viennent, chaque année, par milliers, grossir les effectifs des travailleurs informels³⁹², manifestent l'émergence auprès de cette catégorie d'acteurs, de nouveaux modèles, de nouveaux projets, de nouvelles aspirations, voire de nouvelles utopies qui informent sur les sentiers de la survie sociale.

A l'évidence, l'importance prise, ces vingt-cinq dernières années, par le secteur informel, si elle témoigne de l'échec du Cameroun officiel, atteste également la croissance d'un autre Cameroun, informel celui-là et qui se construit dans un sens contraire au sens voulu par les pouvoirs publics. Comme on peut s'en douter, ce Cameroun, c'est celui des nouvelles générations qui côtoient différentes formes de marginalité sociale. C'est aussi celui des exclus du secteur formel ou, pour reprendre une conceptualisation chère à Jean-Marc Ela, du « monde d'en-haut », qui veulent vivre, vivent, même à contresens, en dépit des sphères de précarité vers lesquelles ils sont acculés.

Dans la pensée « élanienne », le « monde d'en-bas » s'oppose au « monde d'en-haut »³⁹³. Le « monde d'en-bas », c'est celui où l'on retrouve l'immense majorité des acteurs sociaux. Ce qui fait le lien entre eux, c'est leur situation marginale, leur exclusion. Cette exclusion et cette marginalisation sociales se caractérisent principalement par la mise à l'écart des catégories les plus représentatives de la population des droits d'utiliser et de tirer les bénéfices du soi-disant « développement politique, économique et social ». Dans cette analyse, si l'on suit de près le sociologue camerounais, le secteur informel pourrait s'apparenter au monde « d'en-bas » pour au moins deux raisons. Sans les approfondir, citons d'abord le fait que ceux qui s'investissent dans ce secteur, ce sont, pour la plupart, sinon tous, à des degrés divers certes, des « naufragés »³⁹⁴ d'un système socioéconomique qui les relègue aux recoins de la société ainsi que le prouve les trajectoires plurielles des acteurs qui s'investissent dans ce domaine. Faut-il le redire, pour la plupart, il s'agit des « victimes des

³⁹² « Le drame des jeunes universitaires africains condamnés à la débrouille dans les métiers de rue où certains sont réduits à survivre en devenant vendeurs à la sauvette traqués par la police comme on le voit au Cameroun, est un des défis majeurs des années qui viennent. » Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit, p. 123.

³⁹³ C'est nous qui construisons et amplifions cette expression en nous appuyant sur les ressources conceptuelles de Jean-Marc Ela qui, bien que pensant le « haut » par opposition « au bas », ne précise pas ses contours sémantiques.

³⁹⁴ Serge Latouche, *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*, La Découverte/Essais, Paris, 1991, Coll. « Cahiers Libres ».

ajustements », autrefois salariés, tombés en chômage suite aux compressions drastiques subséquentes aux PAS, ou alors – c'est le cas des nombreux jeunes qui s'y retrouvent –, pressés d'exercer leur historicité dans un contexte fait de « difficultés » post-ajustement. Ensuite, il y a la vulnérabilité sociale à laquelle sont exposées ces catégories populaires à plusieurs niveaux.

Le « monde d'en-haut » quant à lui fait référence à celui dans lequel évoluent les strates politico-dirigeantes, les catégories élitistes. Mais le « monde d'en-haut », c'est surtout l'Etat, les acteurs au pouvoir, les groupes qui interviennent dans la compétition politique, qui luttent pour conquérir, exercer et se maintenir à des positions de pouvoir, etc. L'analyste qui s'intéresse aux « gens d'en-haut » veut avant tout comprendre l'Etat, l'Etat et le pouvoir, l'Etat et les gens au pouvoir. L'intéressent tout autant leurs jeux, leurs stratégies et leurs pratiques historiques. Jean-Marc Ela n'est pas le seul à s'être intéressé au « monde d'en-bas »³⁹⁵. Les travaux de Bayart, Mbembé et Comi Toulabor sont également irrigués, certes à des coefficients différents, par l'idée d'explicitier les dynamiques qui opèrent dans le « monde d'en-bas ». Quoique, la démarche « bayartienne », même si elle s'intéresse quelque peu aux « gens d'en-bas », porte davantage son regard sur les « gens d'en-haut »³⁹⁶. Seulement, on aurait tort de segmenter le haut et le bas car, ceux-ci ne sont pas irréconciliables³⁹⁷.

Pour revenir au sujet qui nous préoccupe, l'essor du secteur informel se présente comme une réaction contestatrice originale, créatrice et innovatrice à la banqueroute du fonctionnement de l'ascenseur social. En se situant en grand nombre dans le secteur informel, les jeunes acteurs urbains tournent le dos aux modes d'insertion sociale conventionnels.

« Ici, on devine un fort désir d'alternatives chez les jeunes du fait de la crise des modèles dominants. Le besoin de changer le système, de modifier les règles du jeu apparaît évident, du moins, pour tous ceux qui sont victimes de la conjoncture actuelle dans la société camerounaise. Face à tant de difficultés à s'en sortir, à construire leur vie, les jeunes sentent l'urgence de changer la vie, de vivre autrement. Les jeunes, parce qu'ils voient les choses autrement, imaginent des solutions novatrices à leurs problèmes. Ils procèdent ainsi peu à

³⁹⁵ Sa singularité tient peut être surtout au fait que, ayant vécu avec les « gens d'en-bas », « les gens sans importance », il inscrit davantage au cœur de sa démarche réflexive les préoccupations de ces derniers. Pour ce faire une idée de cette influence, lire le témoignage que le sociologue livre lui-même dans l'ouvrage de Yao Assogba, *op.cit.*

³⁹⁶ Pour un exemple, voir Jean-François Bayart, *L'Etat au Cameroun*, *op. cit.*

³⁹⁷ Ainsi que l'illustre la démarche qu'adopte Jean-Marc Ela dans l'ensemble de son œuvre intellectuelle. Voir à ce sujet quelques références en bibliographie.

peu à la décolonisation, à la déconstruction d'un imaginaire qui leur a été pendant trop longtemps « imposé ». Le secteur informel offre ainsi aux acteurs sociaux un terreau fertile pour changer de vie, changer de paradigme. Dans ce sens, penser autrement son avenir, c'est précisément dire adieu aux modèles conventionnels, au modèle bureaucratique pour retrouver les valeurs d'aujourd'hui. Cela se comprend aisément car, ainsi que l'écrit Serge Latouche (...) « Quand on a été rejeté, mis au rancart (...), lorsqu'on a été licencié économique des entreprises normales, officielles, qu'on est déflaté ou compressé, (...) on est condamné à vivre autrement, c'est-à-dire hors des normes dominantes »³⁹⁸.

La dimension contestatrice dont font montre les jeunes qui se « battent » dans le secteur informel peut également être appréciée à travers ce qu'il convient d'appeler « la marginalité créatrice »³⁹⁹, c'est-à-dire un ensemble de ruses anonymes et d'ingénieuses manières de faire, qui se rapprochent de la « liberté buissonnière des pratiques » dont parle, dans cette occurrence, Certeau⁴⁰⁰.

A bien y regarder, les « arts de faire » qui se dramatisent dans le milieu informel apparaissent comme des stratagèmes, des ruses décelables dans la façon avec laquelle ils utilisent ou modifient les termes des obligations sociales. Ce que nous enseignent les activités informelles, c'est qu'il y a plusieurs manières de jouer, de déjouer ou de refuser de jouer le « jeu de l'autre ». Cette dernière expression désignant ici les règles établies par l'autorité publique. A l'observation des villes camerounaises, on s'aperçoit très clairement que l'espace public est de plus en plus privatisé par les « opérateurs informels ». Sans insister ici sur les mécanismes qui président à cette privatisation, il faut admettre que cet espace offre un terreau fertile aux activités qu'y exercent les « travailleurs de la rue ». En effet, ces derniers « faute d'avoir un espace propre, doivent se « débrouiller », c'est-à-dire s'investir dans un réseau de forces et de représentations établies. »⁴⁰¹ Comme le montre très justement Dieudonné Atchang :

« Dans ces stratagèmes de combattants, il y a un art et un désir de se détourner des règles et des lois d'un espace à la fois critique et contraignant (nous faisons ici allusion aux conditions existentielles précaires et difficiles de l'heure). Ce

³⁹⁸ Jean-Marcellin Manga, op. cit.

³⁹⁹ Dieudonné Atchang use abondamment de cette expression. Cf. « La rue : espace de socialité et d'invention du quotidien des acteurs du secteur informel à Yaoundé », op. cit, p. 66.

⁴⁰⁰ Michel De Certeau, op. cit.

⁴⁰¹ Dieudonné Atchang, op. cit., p. 66.

qui ressort ici, c'est l'habileté des tactiques et des « arts de faire » populaires. »⁴⁰²

Dans sa tentative de caractérisation de ce biotope social, l'analyste est forcé de constater :

—« Dans ce milieu, l'ordre, c'est-à-dire ce qui sert à réguler la société globale, à savoir la loi, est joué et déjoué par un art, celui du populaire. Bien qu'elles soient relatives aux possibilités offertes par les circonstances, les pratiques quotidiennes des acteurs du secteur informel, dans leur ensemble, n'obéissent pas aux lois du milieu, celles qu'instaure l'institué (l'autorité publique) ; et qui régissent la société dans son ensemble. Ces pratiques ne sont pas définies par elles (les lois), mais liées aux activités informelles elles-mêmes et traduisent leur singularité. C'est assurément cette idée qui confère à ces pratiques populaires les attributs qu'on lui reconnaît à savoir « économie souterraine », « secteur-refuge », « économie clandestine », « travail au noir », etc. »⁴⁰³

Certaines données de terrain démontrent effectivement la volonté des jeunes insérés dans le secteur informel de vivre hors des normes dominantes. Il s'agit du refus de payer les impôts (encore appelé désobéissance des procédures fiscales), de l'occupation anarchique et illégale des axes routiers – principalement des trottoirs – que l'on observe dans les centres urbains, et de l'insoumission à l'autorité publique. Ces trois phénomènes sociaux indiquent très clairement qu'aujourd'hui, *« sans nécessairement recourir à des coups de poings, aux cailloux, au feu ou à des armes sophistiquées, les jeunes sont désormais socialisés à travers une culture du conflit avec l'Etat en Afrique. »⁴⁰⁴*

Pour Jean-Marc Ela, en questionnant avec application « l'univers de la débrouille », « on assiste à l'émergence de la violence de l'informel »⁴⁰⁵, à une résurgence de ce que le même auteur appelle « l'esprit d'insoumission »⁴⁰⁶.

« En effet, parmi les acteurs de l'économie populaire en milieu urbain, on observe : un état d'esprit réfractaire au mensonge officiel ; les pratiques des générations qui ont tendance à rejeter les autorités, à tourner en dérision les mots d'ordre, les slogans, les discours, les tics ou les noms de dirigeants ; le refus de se plier à l'ordre établi ; la tendance à

⁴⁰² Dieudonné Atchang, op. cit, pp. 66-67.

⁴⁰³ Ibidem, p. 67.

⁴⁰⁴ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit, p. 320.

⁴⁰⁵ Idem.

⁴⁰⁶ Idem.

*susciter le désordre comme action salvatrice ; la décision de se mettre délibérément « hors-la-loi »*⁴⁰⁷.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, « les travailleurs de l'ombre », insérés dans le secteur informel, affichent un comportement à fort coefficient d'indocilité et, « *le refus de l'impôt est peut-être la forme suprême de la dissidence (...)* »⁴⁰⁸. Ce refus de s'acquitter de l'impôt, qui s'est davantage mis en exergue lors des « années de braise » dans les villes de Yaoundé, Douala et Bafoussam, n'a pas totalement disparu dans la mesure où, ainsi que le constate Jean-Marc Ela, « *Aujourd'hui encore, taxer l'informel à Douala et à Yaoundé ne va pas de soi.* »⁴⁰⁹ On s'en convainc en prêtant attention aux stratégies de dérobaude que développent un nombre non négligeable de vendeurs ambulants, mais pas seulement.

*« Les conflits quotidiens se multiplient entre les petits commerçants et les agents du fisc, les chauffeurs de taxi et les gendarmes, les vendeurs à la sauvette et les forces de sécurité, les chefs de village et de quartiers et leurs populations. Ces conflits renvoient à cette tradition d'indiscipline que se réapproprie la génération des débrouillards dans une Afrique en quête d'un nouvel ordre politique et économique. Le refus de l'impôt met en question la nature même de l'Etat dans un contexte où les travailleurs de la rue ne veulent plus financer les pillards qui s'approprient le monopole de la violence criminelle. »*⁴¹⁰

Au-delà du fait que, à travers le refus de payer l'impôt, les jeunes acteurs qui s'activent dans le secteur informel manifeste leur indocilité, il est possible d'y retrouver une autre signification. Dans cette perspective, on peut soupçonner que, ce qui se joue derrière les actions d'insoumission qu'initient les jeunes, c'est l'idée que :

« Contribuer à sortir l'Etat de la banqueroute financière sans avoir les garanties que ceux qui gouvernent ont la volonté politique de changer leurs méthodes, c'est apporter son appui aux pouvoirs qui tuent, leur fournir les ressources matérielles qui leur permettent d'aggraver le marasme généralisé. A la racine des débats entre l'Etat et l'informel, il faut retrouver l'enjeu politique des stratégies de survie qui, par les emplois qu'elles créent, les revenus qu'elles rapportent, sont devenues des lieux où se réactualise la mémoire d'insoumission dans un contexte où, à court d'argent, l'Etat se jette sur les travailleurs

⁴⁰⁷ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire. Les défis du « monde d'en-bas »*, op. cit., pp. 320-321.

⁴⁰⁸ Idem.

⁴⁰⁹ Idem.

⁴¹⁰ Idem.

*de la rue pour s'alimenter en taxant les petits métiers de survie. Dans cette perspective, la question de l'impôt est au cœur d'une nouvelle génération de conflits au quotidien. »*⁴¹¹

L'occupation anarchique des trottoirs au Cameroun est également un site à partir duquel il est envisageable de déceler la puissance contestatrice des jeunes se dramatiser. Dans les principales villes camerounaises, l'appropriation et le détournement des trottoirs nous en fournit une illustration éloquentes⁴¹². Ces endroits, apparemment banals, tentent de plus en plus à devenir des espaces politiques dans la mesure où les modalités qui régissent leur occupation sont au centre de conflits permanents qui opposent différents acteurs qui interviennent dans la gestion et l'exploitation des trottoirs urbains. *« Il s'agit des municipalités à travers les services d'hygiène, les collecteurs des taxes communales, les gestionnaires des jardins et des parcs, etc. »*⁴¹³

Au-delà de ces exemples épars, ce qui est intéressant à ne pas perdre de vue, c'est qu'on y retrouve la traduction concrète d'une résistance qui prend corps vis-à-vis des pouvoirs institutionnels établis. Le langage que parlent les pratiques d'insoumission que nous avons décrites plus haut est pluriel, fait de ripostes, d'astuces, de ruses, de fourberie, et/ou de duplicité. Les extériorisations de ce langage peuvent être interprétées, si l'on suit le regard que leur applique Dieudonné Atchang, comme *« des signes de « souveraineté » de ces acteurs »*⁴¹⁴. Pour ce chercheur :

*« Force est de constater que ces pratiques affaiblissent le pouvoir de l'institué en subvertissant ou en relativisant les valeurs dominantes (l'interdiction de l'encombrement et de l'insalubrité de la chaussée par exemple), en refusant de répondre aux demandes (le refus de la fiscalité et la non-conformité de l'activité elle-même), en développant les formes d'illégalisme (contrefaçon, vente des produits frelatés, concurrence déloyale, etc.). »*⁴¹⁵

En prenant comme point de repère analytique le secteur informel, mais aussi la diversité des langages d'indocilité que les jeunes y produisent, on mesure combien ces derniers s'affirment en s'opposant à l'ordre voulu. En effet, dans le milieu non formel, le

⁴¹¹ Idem.

⁴¹² Pierre Mbouombouo, « Détournements des trottoirs à Yaoundé : entre logiques économique-sociales et marginalité urbaine », in Nicolas Hossard et Magdalena Jarvin (dir.), *« C'est ma ville ! » De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, L'Harmattan, Paris, 2005, Coll. « Dossiers Sciences Humaines et Sociales », pp. 247-259.

⁴¹³ Pierre Mbouombouo, art. cit, p. 250.

⁴¹⁴ Dieudonné Atchang, op. cit., p. 67.

⁴¹⁵ Idem.

caractère marginal des activités et des pratiques accouche d'un ordre nouveau, articulé autour d'un esprit de soupçon : *l'esprit subversif*. Cet esprit subversif qui loge aujourd'hui au cœur de l'univers informel constitue un trait d'une société qui ne voit derrière la gouvernance institutionnelle que le mensonge officiel et l'incapacité de l'État à inscrire de façon suffisamment pertinente les préoccupations des travailleurs de l'informel au centre de l'agenda politique. Plus largement, cette indocilité est également celle de toute une société qui, à travers son élite dirigeante, n'a pas su anticiper, en tenant compte des spécificités locales, les bouleversements associés aux crises consécutives à son ouverture au monde et aux transformations des bases de la nouvelle civilisation économique.

Les réflexions que nous venons de développer nous ont permis d'apprécier le dynamisme et la capacité inventive et imaginative des jeunes acteurs urbains à travers leur implication dans le secteur informel. Ce dont il faut se souvenir, c'est que nonobstant les contrariétés socio-économiques et politiques qu'ils affrontent dans leurs tête-à-tête quotidien avec l'existence, les jeunes qui vivent dans les centres urbains n'abdiquent pas. « Les technologies informelles » qu'ils élaborent ne permettent pas uniquement de découvrir, pour qui est attentif à ce langage, leur potentiel créatif. Elles administrent également la preuve de l'émergence, chez ces jeunes « naufragés », d'une autre façon d'envisager leur inscription sociale, de s'intégrer autrement que par les schémas conventionnels qui, du reste, sont en faillite. Ce « langage » informel que parlent les jeunes des villes de Douala, Yaoundé, etc. aux profils divers se décline en même temps comme un mode de protestation politique non conventionnel. En effet, ainsi que nous avons pu l'établir, « les managers du trottoirs »⁴¹⁶ se distinguent « comme de véritables acteurs dont l'émergence s'impose à l'analyse de l'économie politique des conflits dans la vie africaine. »⁴¹⁷ Ce contre quoi les jeunes s'opposent à travers leur investissement massif dans le secteur informel, ce sont non seulement les inégalités et les injustices sociales, le chômage et l'exclusion, mais aussi l'incapacité des élites dirigeantes à transcrire avec efficacité au cœur de leurs priorités les préoccupations chères aux jeunes générations contemporaines. Lesquelles, soit dit en passant, en prennent de plus en plus conscience.

⁴¹⁶ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit, p. 321.

⁴¹⁷ Idem.

III – JEUNESSE URBAINE CAMEROUNAISE, CREATIVITE ARTISTIQUE ET CONTESTATION

Dans nos développements antécédents, nous avons surtout cherché à repérer et à analyser un certain nombre de réalités sociales à l'œuvre chez les jeunes acteurs urbains au Cameroun comme étant des éléments à partir desquels il est possible de lire le potentiel créatif, inventif et imaginatif de cette catégorie d'acteurs. Ce repérage et cette analyse se sont faits en nous contraignant à insister davantage sur les dimensions économiques qui structurent le monde des jeunes.

L'objectif poursuivi dans l'étape qui s'annonce ne s'écarte pas fondamentalement des intentions qui ont été les nôtres jusqu'ici. Car, ici aussi, ce qui nous tient à cœur, c'est de montrer de quelle manière on peut renouveler le regard sur les jeunes à travers une étude minutieuse d'un certain nombre de faits. En d'autres mots, en laissant de côté l'analyse de certaines données économiques, nous nous proposons d'étudier d'autres pratiques sociales qui permettent, elles-aussi, de vérifier la créativité des jeunes urbains. Parmi ces pratiques, on retrouve les musiques et les danses urbaines, les graffitis, les productions cinématographiques et humoristiques, etc. Mais nous serons également attentifs à ce que nous pensons être la nouvelle culture de la contestation qui s'exprime à travers la diversité de ces langages. Car, ne l'oublions pas, le point focal de cette argumentation, c'est de mettre en exergue l'idée, très significative pour nous que, en méditant rigoureusement ces langages, on se rend compte qu'on assiste aujourd'hui au Cameroun à l'émergence d'une nouvelle culture urbaine que tendent à promouvoir les jeunes citadins et qui réaffirme que ces derniers ne se complaisent pas dans l'indolence.

III – 1 – Musiques urbaines, créativité artistique et charge contestatrice

Nous avons déjà indiqué, tout au long de cette section, et ce à de nombreuses reprises, que le potentiel inventif dont font, de plus en plus, montre les jeunes acteurs urbains, dans le Cameroun contemporain, s'extériorise à plus d'un niveau. Et si, jusqu'ici, l'accent n'a que trop été mis sur la dimension économique, on aurait tort de ne pas faire observer qu'il est tout aussi possible de repérer et d'analyser cette inventivité ou, pour le dire d'un autre mot, cette créativité, à travers un examen attentif de la culture urbaine qui s'élabore chez les jeunes

citadins à partir du mouvement hip-hop. Avant de le démontrer, peut-être nous faut-il préalablement préciser les contours de ce que nous désignons lorsque nous employons l'expression « *mouvement hip-hop* ».

Tirant son acte de naissance dans les ghettos noirs des grandes villes américaines, la musique (on peut aussi dire la culture) hip-hop⁴¹⁸ s'inscrit à la fois dans la continuité et la rupture avec la musique noire américaine. Elle se situe dans le prolongement de la musique noire américaine dans la mesure où elle est la lointaine héritière des plaintes sur les conditions de vie des Afro-américains (*work songs, negro spirituals, etc.*), de la tradition de l'improvisation apparue avec le *ragtime*, puis le *jazz*, et des dialogues musicaux (*call and response*) présents dans le *blues*.

Dans le même temps, on peut cependant défendre l'idée qu'elle se construit à l'envers de la musique noire américaine, parce qu'elle n'est pas le fruit d'une évolution « naturelle » ou « organisée » du *funk* ou des autres influences mentionnées, inventée par des musiciens confirmés au terme d'une recherche personnelle (comme ce fut le cas pour le passage du *jazz-blues-gospel* à *Musique soul*, et de la *soul* au *funk*), mais l'appropriation de ces musiques par une jeunesse noire défavorisée, urbaine, et surtout non instrumentiste, en dehors des circuits habituels de la production musicale. Contrairement aux anciens styles de musiques afro-américaines qui ne témoignaient que de façon incidente ou détournée des conditions de vie de la communauté noire américaine, le *hip-hop* se présente comme l'expression même de ces conditions de vie et se propose de « coller à la rue », c'est-à-dire de suivre les codes et relations qui règlent la vie des ghettos.

La musique hip-hop apparaît au Cameroun au milieu des années 1990 dans un contexte très mouvementé de contestation socio-politique. Il s'agit d'un contexte national dominé par des crises successives tant sur les plans politique, économique, social que culturel. Il connaît rapidement son essor dans les principales villes camerounaises. Le mouvement hip-hop peut être présenté comme marquant la naissance d'un « mouvement culturel » non seulement dans les cités urbaines, mais surtout dans les quartiers populaires au Cameroun. On peut également considérer le hip-hop, dans l'imaginaire collectif, comme le porte parole d'une culture des jeunes de ces espaces, bien que celui-ci se diffuse à l'échelle de la société

⁴¹⁸ Le Hip-hop est un mouvement culturel et artistique qui est apparu aux Etats-Unis d'Amérique dans le secteur new-yorkais au début des années 1970 qui mêle des aspects festifs et revendicatifs..

globale. De façon générale, le mouvement hip-hop associe trois types d'expression artistique : la musique (*rap*), la danse (*break-dance, smurf*) et le graphisme (*tag et graff*). Toutes ces manifestations sont présentes en terre camerounaise.

S'agissant du rap, tel qu'il se dramatise chez les jeunes artistes urbains au Cameroun, il est à analyser comme un support identitaire si l'on en juge par sa puissance contestataire qui prend son origine dans la colère. Même si l'on est forcé de reconnaître que ce mouvement affiche différentes colorations, on est bien obligé de reconnaître que son harmonie provient de la même énergie révoltée et militante qui traverse les chansons de rap. C'est là d'ailleurs un trait qui le particularise. En effet, « *Le rap est sensible aux exploits locutoires et à la signification des messages. Il fait travailler ensemble le politique et l'esthétique. Il exprime un réquisitoire sans appel contre un système perçu comme ségrégatif et répressif.* »⁴¹⁹

Dans le contexte camerounais, le rap apparaît comme un langage à travers lequel les jeunes affirment leur créativité culturelle⁴²⁰. En questionnant certains propos qui sont développés par les jeunes artistes, on retrouve la critique de la société urbaine. Les chanteurs de rap s'intéressent aux fléaux sociaux liés aux conditions citadines, à travers des thèmes comme la corruption, la prostitution, le népotisme, le chômage, les maladies sexuellement transmissibles, les enfants dans la rue, l'homosexualité, etc. D'autres thèmes sont également développés qui ont trait à l'émigration, à la démocratie, à l'école, etc. Les jeunes camerounais chantent leur existence quotidienne, leurs difficultés, leurs angoisses, mais aussi leurs joies et leurs espérances en rap. Vu sous ce prisme, le rap est la traduction concrète de ce qu'ils sont. Sans doute est-ce la principale raison qui explique le succès de ce genre musical. Le rap comporte une dimension culturelle pour les jeunes citadins camerounais dans la mesure où il exprime leur vision de la société, il est porteur des valeurs qui leur sont les plus significatives. Les sujets chantés, les valeurs, les représentations, et même les formes qui caractérisent ce style musical trouvent leur source d'inspiration dans la réalité sociale et culturelle de la jeunesse camerounaise.

⁴¹⁹ Cyprien Avcnel, *Sociologie des « quartiers sensibles »*, Armand Colin, Paris, 2007, Coll. « 128 », p. 60.

⁴²⁰ Au Cameroun, il est de plus en plus possible de voir s'extérioriser cette créativité culturelle dès lors qu'on est attentif à ce qui se fait en matière d'ingénierie culturelle par les jeunes. Dans le cadre de cette analyse, nous avons surtout observé les phénomènes que nous tentons de décrire au cours des deuxième et troisième éditions du Festival « Couleurs urbaines » qui se sont tenus dans la ville de Yaoundé en 2008 et en 2009. Au programme, il y avait des ateliers de danse, de management artistique et d'écriture, etc. Il faut aussi mentionner la production de nombreux spectacles de rap, de RnB, de pop, de dance hall music, etc.).

A ce titre, le rap est une preuve, parmi tant d'autres, qui donne à voir, non seulement une certaine disposition culturelle, mais aussi une identité particulière. Il devient une faille privilégiée car, vecteur d'une idéologie, il dispose d'un atout non négligeable : celui de passer sur les ondes. A partir de là, il devient possible de faire admettre que, plus que les autres indicateurs, il leur offre la possibilité de faire connaître leur message à la société tout entière. De ce point de vue, en prêtant l'oreille à ce que disent les artistes de rap dans leurs chansons, l'on n'est pas seulement attiré par les sonorités poétiques, esthétiques et/ou musicales. De façon consciente ou inconsciente, qu'on le veuille ou non, on se met également « à l'écoute d'un groupe social qui parle le même langage et qui dit ce que les jeunes pensent de la société et des différents acteurs qui la composent. »⁴²¹ L'album de Valséro est significatif à cet égard. Ainsi,

« Le rap peut être lu comme un mouvement de résistance culturelle (...). Il contribue à ériger au statut d'action collective protestataire, ce qui est souvent vécu sous une forme personnelle. Il facilite une montée en généralité des sentiments d'injustice et d'inégalité. Pour ces jeunes, les paroles urbaines permettent de donner du sens à une expérience d'exclusion et fournissent une autre alternative que celle d'une violence sans objet : en effet, elles transforment cette dernière en une conscience plus politique qui tient à distance les conduites nihilistes et les carrières délinquantes. Contre la logique de la rage, on peut souligner l'existence d'une quasi-conscience sociale et politique de la domination vécue. Même s'il est difficile à ce propos de parler d'une « conscience de classe », cette représentation cohérente des rapports sociaux véhicule des formes de protestation et de mobilisation actives. »⁴²²

Le rap apparaît ici comme le site à partir duquel se construit un discours énonciatif pour le changement. A travers leurs textes, les artistes, les étudiants, les chômeurs, etc. revendiquent un nouveau profil socio-politique. On peut s'en rendre compte, par là, différentes catégories de jeunes trouvent un espace où s'affirme leur implication tangible dans la recherche de la transformation des bases sociales, économiques et institutionnelles nationales. A travers cette nouvelle formule critique de l'ordre politique que forment les jeunes sur fond de précarité, de marginalité et de chômage et à partir de la désacralisation de certains symboles, on mesure combien, dans le Cameroun contemporain, les jeunes sont les acteurs privilégiés du changement social.

⁴²¹ Raoul Germain Blé, « Zouglou et réalités sociales des jeunes en Côte d'Ivoire », *Afrique et développement*, Codesria, Dakar, Vol. XXXI, N° 1, 2006, p. 178.

⁴²² Cyprien Avenel, op. cit, pp. 60-61.

« Ils s'inscrivent directement dans un système d'expression et de communication en expansion dans les villes africaines. Au-delà des musiques enracinées dans le terroir, la jeunesse africaine participe à une nouvelle vague pour laquelle s'impose une manière de vivre qui consiste à rapper. »⁴²³

Le rappeur camerounais Valséro⁴²⁴ dont le style illustre cette mise en scène de la contestation politique n'hésite pas, dans ce sens, à s'en prendre au chef de l'Etat camerounais en personne ainsi que le montre ce morceau choisi :

Couplet 1 :

« Excuse-moi prési, mais il faut que je te parle,
En ton nom ils parlent tous et au nôtre personne ne parle,
Ils disent défendre ta politique, il paraît qu'ils suivent ton programme,
Est-ce toi qui aies décidé de nous exclure de la gamme,
Je veux savoir prési pourquoi pour nous ça marche pas,
J'ai fais de longues années d'études et j'ai pas trouvé d'emploi,
Tu te rappelles t'avais promis qu'on sortirait du tunnel,
On y est toujours ce sont les mêmes qui tiennent la chandelle,
Regarde sur le trottoir ces fillettes n'ont pas le choix,
elles n'ont pas 16 ans elles vendent leurs corps, elles n'ont pas le choix,
Il paraît que l'école ne sert plus à rien,
Les gars se pètent les cacas, pendant ce temps tes ministres friment dans nos rues en Prado C.A.

Refrain (x2)

Alors prési, arrête ça,
C'est ça ton travail,
Ou Inch'Allah je jure un autre fera le travail,
Le peuple n'en peut plus,
Les jeunes en ont marre,
On veut aussi goûter le goût du miel,

⁴²³ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit., p. 317. Pour se faire une idée de l'effervescence du rap dans le contexte africain, lire, en guise d'illustration, Jean-François Havard, « Ethos « bul faale » et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine* n° 82, Karthala, Paris, Juin 2001, pp. 63-77 ; Michelle Auzanneau, « Identités africaines : le rap comme lieu d'expression », *Cahiers d'Etudes africaines*, 163-164, XLI-3-4, 2001, pp. 711-734.

⁴²⁴ Nous nous servons de deux chansons de ce rappeur. Celles-ci sont issues de son album *Politiquement incorrect* produit en 2008.

Sinon on te gare,
Je dis prési arrête ça,
C'est ça ton-travail.

Couplet 2 :

Prési tes potes vivent au bled comme s'ils sont de passage,
Ils amassent des fortunes spécialistes du braquage,
Ils font preuve d'arrogance, ils frustrent le peuple,
Ils piétinent les règles et ils font ce qu'ils veulent,
Ils veulent aussi te faire passer pour le con de service,
Un prési dépassé,
Ils n'ont qu'un rêve te remplacer,
Prendre ta place est un objectif déclaré,
Prési le Cameroun va mal,
Malgré la paix le Cameroun il va très mal,
Les Camerounais souffrent le martyr,
Ils crèvent de faim et y en a plein qui veulent partir,
Le responsable ici c'est toi,
Le garant de la sécu du petit peuple c'est toi,
Surtout, surtout ne te détournes pas,
Sinon comme en février t'auras des jeunes qui pètent un câble,
Prési les jeunes ne rêvent plus,
Prési, prési, les jeunes n'en peuvent plus,
La majorité crève dans le vice, ils basculent,
Et quand le monde avance nous au bled on recule,
Prési tes potes ne t'aident pas,
C'est vrai qu'au fond toi-même tu ne les aide pas,
Ils pillent les fonds à fond et toi tu causes pas,
Et lorsqu'ils changent de front tu leur envoies tes gros bras,
Bras vas-y prési arrête ça,
Ton système est faible et présente trop de failles,
Failles qu'on te le dise pas deux fois fait ton job,
Et ton job c'est d'arrêter ça.

Refrain (x2)

Couplet 3 :

Prési aujourd'hui je te précise la pensée du peuple,
Il faut que tu te décides,
Tu bosses pour lui ou tu bosses contre lui,
C'est à toi de voir la menace elle persiste,
Prési le peuple est fort,
Même si parfois on dit que le peuple est mort,
Le peuple est souverain, il n'a jamais tort,
Il a la force du nombre et peut te donner tort,

On n'a pas peur de la mort,
Même si tes potes appellent les flics en renfort,
Ils disent de toi que c'est toi l'homme-lion,
Mais n'ont qu'un rêve, ils veulent tuer le lion,
Ils prônent la répression l'usage des canons,
Contre son peuple c'est trop con,
Ecoute ton peuple quand ton peuple dit non,
Ils font peut-être du bruit mais ils ont des raisons,
Prési qu'elles sont tes intentions ?
Prési as-tu des solutions ?
Parce qu'il faut que ça change au bled,
Sinon bientôt mon pote,
T'auras un autre raid.

Refrain (x 4)

Dans cette chanson, ce que le rappeur critique, ce sont les failles d'un système qui affiche de plus en plus ses limites si l'on en juge par certaines paroles de l'auteur. Le premier couplet dénonce la mauvaise gouvernance qui contraint de nombreux jeunes à un chômage massif après avoir effectué de longues années d'études. Dans cet extrait, sont aussi décriées les promesses non tenues par le régime de M. Biya, le non renouvellement du personnel d'Etat, la misère de nombreux jeunes qui sont souvent contraints de négocier leur vie à travers le sentier de la prostitution. Le rappeur remet également en question la pertinence d'une école qui, à en croire ses propres dires, « ne sert plus à rien ».

C'est à peu près la même tonalité que l'on retrouve dans le deuxième et troisième couplet. Là, le rappeur fustige la corruption, le désir d'exil, la procrastination et l'incurie d'un système qui produit ce que nous osons nommer une « politique de la mort ». En réalité, le rappeur se fait l'écho des populations qui en ont « marre » de la gestion inefficace de la chose publique. Dans le même temps, ce texte peut aussi se lire comme une invitation, une interpellation des gouvernants à démissionner faute d'avoir pu définir des « politiques de l'hospitalité ».

Le ton est plus tranchant pour qui se met à l'écoute de « *Ce pays tue les jeunes* ».

Intro :

« Le truc dans ce genre de choses,

C'est qu'on se ya⁴²⁵ parce qu'on se parle,
Pour 2008 je me parle,
Pour 2008 je te parle,
J'espère que tu vas bien,
Et qu'il t'arrivera des choses bien,
V-A-L-SERO

Couplet 1 :

J'ai 28 ans, pas de travail, un gosse et une copine à nourrir,
Je vis à Yaoundé, tu parles d'une vie gars,
Plutôt mourir,
Ici on survit grâce au grattage,
Parfois le braquage,
Deviens l'option de ceux qui n'ont pas *gui*⁴²⁶ leurs fesses en
gage,
Parmi les Prados C.A,
Je traîne mes pieds dans la poussière,
La bouche sèche, le ventre vide et les yeux en feu comme un
volcan,
Que c'est dur d'être jeune à Rio dos Camaroes,
Il faut être gosse de riches, pédé, flic ou politicien,
Pendant que les mêmes bouffent,
Ce sont les mêmes qui crèvent de faim,
Le fils de tel est président à ...,
Tellement ça c'est le même refrain,
Moi je trouve ça sinistre,
Tous ces diplômés qui chôment,
Et ces vieillards de ministres,
Tous adeptes de Sodome,
Qui gèrent comme une monarchie un bled dit démocratique,
Moi je trouve ça sinistre et je *fuck*⁴²⁷ le système juridique,
Le Contrôle Supérieur de l'Etat et le *Nyé*⁴²⁸ par habitude,
Le pays va en couille et eux se tournent les pouces,
Les tuniques vertes pourchassent les frères un peu partout dans
les brousses,
Pendant que les vieux pillent les caisses à moitié vides,
Le Contrôle Supérieur de l'Etat se remplit le bide,
Cette génération verra pas le fameux bout du tunnel,
De toute façon j'y crois pas et j'y ai même jamais cru,
Je fais partie de ceux qui pensent qu'il va falloir lutter dur,
Pour sortir les pieds du sac, il va falloir cogner dur,
Car, ce pays tue, les jeunes, et les vieux ne lâchent pas prise.

Refrain (x 2)

⁴²⁵ Comprend.

⁴²⁶ Donné.

⁴²⁷ J'emmerde.

⁴²⁸ Les policiers.

Ce pays tue les jeunes,
Les vieux ne lâchent pas prise,
50 ans de pouvoir, après ça ils ne lâchent pas prise,
Le bled dénature,
La jeunesse crève à petit feu,
Tandis que les vieux derrière leurs forteresses se saoulent à l'eau
de feu,

Couplet 2 :

Déjà 28 piges sur terre frère et pas un brin de soleil,
Mes pères pètent les plombs, par conséquent perdent le
sommeil,
Ils deviennent des dragons,
Qui dans la nuit se transforment,
Pour servir de cibles aux jeunes qui ont choisi l'uniforme
Ils sont prêts, à mourir, pourvu que ça rapporte,
Ici c'est : soit tu baisses ton froc ou la chance passe devant ta
porte,
Y'a rien à faire pour toutes ces mômes qui se dévergondent,
Ils font des trucs de Blancs. Au bled, on sait que ça rapporte,
Ouais, ouais, c'est Y- D- E frère,
Ça pue la merde, on se démène, mais qu'est-ce que tu veux
Man,
On peut rien y faire,
On a trop souffert,
On continue de souffrir,
Please un bol d'air, un plaisir, on a mal pour rire,
Cousin au bled les sociétés ne recrutent plus,
Réclament 5 ans d'expérience aux mômes qui sortent de l'école,
Alors ça braque et ça chôme dur,
Dans les quartiers, ça fout la merde et ça fume dur,
La jeunesse crie car pour elle la vie est trop dure,
Mais le système la leur rend encore plus dure,
Plus dure, Plus dure,
A Yaoundé, ils le vivent, ils le savent, ils le savent.

Refrain (x 2)

Couplet 3 :

Mon nom c'est VALSERO,
Et j'assume mes propos,
Ce pays est comme une bombe,
Et pour les jeunes, un tombeau,
Faites attention quand ça va péter,
Il y aura que des lambeaux,
Alors les vieux faites de la place,
Faut passer le flambeau,
Ce pays tue les jeunes,

Faut surtout pas en douter,
Il faut attendre 50 ans pour se sentir accepté,
Et franchir les 40 ans pour pouvoir se loger,
Il faut avoir les cheveux blancs pour pouvoir diriger,

Ce pays tue les jeunes,
Car les vieux directeurs,
Ne veulent pas de petits jeunes comme cadres supérieurs,
Ils ne pensent ni à l'après, ni à l'avant,
Ni même à la suite,
La seule chose qui compte pour eux,
C'est maintenant et tout de suite (x 2).»

Refrain x 4

Dans cette chanson, ce sur quoi Valséro, le rappeur de la ville de Yaoundé, semble mettre le doigt, c'est sur ce qu'il considère être la mort sociale des jeunes. En réalité, Valséro voit à travers la relégation de la jeunesse camerounaise dans la configuration sociale actuelle un blocage à l'émergence du dynamisme des jeunes. Il n'est donc pas seulement question dans cette chanson de la mort sociale des jeunes, mais aussi, de la mort spirituelle d'une catégorie dont l'un des traits marquant est l'innovation, le changement. Pour lui, les jeunes qui exercent une profession n'échappent pas à cette réalité dans la mesure où ils sont insérés dans des univers de travail qui célèbrent l'immobilisme⁴²⁹. Le regard du rappeur se dirige principalement vers les unités administratives publiques.

A vrai dire, il est également possible de retrouver les germes de ce suicide à travers certaines séquences qui rythment cette chanson. L'auteur y évoque en effet, pêle-mêle, les problèmes de chômage, de clientélisme, de népotisme, de gérontocratie, etc. Nous n'insisterons pas sur l'analyse de ces faits qui ont par ailleurs déjà retenu notre attention dans d'autres séquences de notre réflexion. Contentons-nous de souligner que, tout en peignant les conditions de vie qui travaillent la jeunesse camerounaise, la critique porte davantage sur les incidences du système socio-politique camerounais qui, à en croire le même rappeur, fait la part belle aux aînés sociaux.

⁴²⁹ Nous avons eu deux entretiens avec le rappeur au cours des mois de février et de mars 2009. La séquence que nous développons ici doit beaucoup à ces échanges.

Pour comprendre l'intérêt que nous accordons aux chansons de ce rappeur, il faut garder à l'esprit que celles-ci ne traduisent guère exclusivement ses points de vue, ses idées propres. Elles constituent certes un mode d'expression du chanteur, mais davantage de la formation sociale dont il est à la fois membre et porte-parole. Et si l'on suit la trajectoire qu'esquisse Bourdieu, on est même autorisé à lire, à travers les rôles que joue le rappeur, un devoir de représentation, de délégation au sens strict de ce que cet auteur nomme la *fides implicita*. L'artiste et sa production, il faut le relever, entretiennent en effet, inéluctablement, des rapports d'interdépendance avec le contexte de production, l'environnement et le milieu social. C'est dire si le rap prend sa source dans la société et se décline comme :

« Un dialogue entre les signes proposés par un individu (qui peut être sélectionné comme l'est un « sorcier ») et un groupe : les signes d'expression n'ont ici de sens que si les signifiés suggérés par le « créateur » sont immédiatement investis d'une signification et deviennent des signifiants pour le groupe lui-même qui les reçoit et les enregistre »⁴³⁰.

En prenant appui sur ce développement, il n'est pas exagéré de dire que l'art (et en l'occurrence ici l'art du hip-hop)⁴³¹ a été retenu parce qu'il traduit une vision du monde et une idéologie, ou, tout au moins, des opinions. Celle-ci étant, elle-même, le reflet de la structure sociale, ou pour le dire autrement, des groupes sociaux dont elle exprime le statut (dominant, hégémonique ou dominé), les divisions et les antagonismes, à un moment donné de l'évolution de la société. Car, ainsi que le défend Roger Bastide :

« Il ne faut pas dire, simplement, que l'art est le reflet de la société, et cela parce que la société n'existe pas. Il y a au même moment des sociétés, ou si l'on préfère des groupes sociaux et ce qu'il faut étudier, ce sont les rapports entre ces groupes sociaux et les beaux-arts. »⁴³²

C'est là une perspective qui vaut également lorsque l'on scrute d'autres pans qui entretiennent des rapports étroits avec la culture hip-hop comme c'est le cas avec le slam, la danse (break-dance, smurf, etc.) et le graphisme (tag et graff).

⁴³⁰ Jean Duvignaud, *Sociologie de l'art*, PUF, Paris, 1967, p. 55.

⁴³¹ Toutefois, on pourrait également appliquer le même raisonnement à d'autres catégories de musiques à l'instar du reggae. Cf. pour un exemple l'album du Sultan Oshimihh *The birth of fire. Zion reggae*, Red zone. Achille Mbembé analyse également les rapports entre musique, aliénation et contestation. Voir son ouvrage, *Les jeunes et l'ordre politique*, op. cit, pp. 142-146. Voir aussi certaines musiques du terroir (bikutsi, makossa, etc.) qu'il est possible de considérer dans la contemporanéité camerounaise présente comme des musiques urbaines où s'affirment la créativité des jeunes.

⁴³² Roger Bastide, *Art et société*, L'Harmattan, Paris, 1997, Coll. « Logiques sociales », p. 105.

Basé sur le principe des *joutes oratoires*, le slam⁴³³ de poésie est un type de scène d'expression populaire dans laquelle des poètes s'affrontent à travers les notes d'un jury choisi au hasard parmi le public. Au Cameroun, son essor est assez récent et il reste encore discret. Les règles du slam de poésie sont généralement les suivantes, avec ou sans adaptation selon les organisateurs : inscriptions ouvertes à toutes et tous, performance *a cappella*, peu de décorations sonores, lumineuses ou vestimentaires, liberté d'expression, temps de parole de trois minutes maximum, un texte dit, un verre offert (non accumulable), les textes doivent être de sa propre création.

L'entrée est le plus souvent libre ou à prix minime. La plupart des scènes sont des scènes ouvertes. Il n'y a pas de limites d'âge ou de style. On vient y dire, lire, scander, chanter, jouer des textes de son cru sur des thèmes libres ou imposés. Le jugement est très rare pendant les scènes slam. Les débutants sont encouragés plutôt que critiqués. Chacun, artiste ou non, participe généralement pour le plaisir de partager son texte. Les règles des joutes ou slam de poésie y ajoutent : un jury, choisi au hasard dans la salle note les poètes ou équipes de poètes (poèmes collectifs) ; on doit être l'auteur du texte que l'on présente au public ; l'objet de la joute n'est pas de gagner ou ce que l'on gagne – c'est la poésie elle-même (et le spectacle).

En marge de ces règles habituelles des scènes, le slam a surtout des considérations critiques et sociales sur lesquelles il est intéressant d'insister. C'est une forme de poésie sonore considérée comme un mouvement d'expression populaire, initialement en marge des circuits artistiques traditionnels, aujourd'hui reconnue. C'est un art du spectacle oral et scénique, focalisé sur le verbe et l'expression brute avec une grande économie de moyens, un lien entre écriture et performance. Bien qu'il soit pratiqué par des poètes de tous styles, de tous les milieux sociaux, les poètes issus de la mouvance hip-hop le revendiquent comme étant issu de la rue ainsi que le rap à ses débuts.

*« La danse liée à la musique rap – break dance –
exprime avec le corps ce que la chanson exprime avec les mots,
rivalisant de virtuosité. Dans le langage afro-américain du*

⁴³³ Etymologiquement, l'explication du terme *Slam* est donnée par l'initiateur du mouvement, Marc Smith, lors de son intervention en 2005 au Grand Slam national de Nantes : il explique avoir choisi ce terme pour son sens sportif et ludique de « chelem » (en tennis, basketball, baseball, bridge, etc.).

ghetto, « to hop » signifie « danser », et « hip » dérive du mot « hep » qui veut dire être affranchi, libre, à l'aise. »⁴³⁴

Ainsi, les danses urbaines que les jeunes urbains pratiquent de plus en plus dans les centres urbains et dont la ville de Bamenda nous en offre une illustration des plus parlantes sont aussi un lieu où se donne à voir l'invention d'une nouvelle culture urbaine au Cameroun.

Mais il n'y pas qu'à partir des danses urbaines qu'on peut rendre compte de la créativité des jeunes ou, mieux de la nouvelle culture qui s'élabore dans les cités urbaines camerounaise dans la mesure où le graff et le tag s'y invitent de plus en plus. Rappelons à ce sujet les enjeux de ces deux langages.

« Le graff est une peinture sur les murs ; le tag est une signature. (...). Les travaux portant sur le phénomène des tags identifient quatre principales caractéristiques. Primo, cette pratique relève d'un « désir de visibilité sociale ». Avec le tag, les jeunes s'inscrivent dans l'espace public et y trouvent une place. Secundo, le tag obéit à une logique de « défi par rapport à la loi et à la société ». Tertio, le tag exprime la rage de ceux qui se sentent dominés. Quarto, les tags constituent une performance montrant une certaine habileté à combiner la prise de risque dans des lieux publics et la beauté esthétique de la signature. »⁴³⁵

Le graffiti hip-hop n'est pas un phénomène omniprésent dans le paysage urbain camerounais. Mais il existe bel et bien. Dans un passé assez récent, on a pu voir les murs de l'Université de Yaoundé I décorés de graffitis qui exaltaient les figures du ludique en tant qu'exemples de réussite et de promotion sociale. On a bien senti, à partir de cet exemple, la volonté des graffeurs de vouloir se réapproprier l'environnement et d'y marquer leur mobilier urbain. Comme la majorité des graffitis, ceux-ci étaient réalisés à l'aide de bombes aérosols. Dans la pratique, le graffiti nécessite adresse et entraînement. Il constitue également une véritable technique artistique faisant intervenir de nombreuses notions plastiques (stylisation, géométrisation, équilibre, etc.) et se trouve en relation avec d'autres domaines artistiques (infographie, photographie, bande dessinée, etc.).

En tant que mode d'expression artistique, le graffiti est également porteur d'un message de révolte et d'affranchissement. C'est dans ce sens que, selon Zoa,

⁴³⁴ Cyprien Avenel, op. cit, p. 60.

⁴³⁵ Idem.

« Une relecture des graffitis des amphithéâtres fait apparaître la lucidité implacable des jeunes vis-à-vis de ceux qui gouvernent. Sur les murs des bâtiments de l'Université de Yaoundé, il n'est pas rare de lire ce genre de textes : « Paul Biya, voleur » ; « La vérité vient d'en bas, le mensonge vient d'en haut ». La contestation du doyen de la Faculté des lettres et sciences humaines s'exprime par ces mots sur les murs : « Nguidjol : pilotage à vue ». Le chef de Département de sociologie est mis à nu : « comme il est stérile, il vient tuer le Département de sociologie comme il a tué l'Université de Dschang »⁴³⁶.

Pour cet auteur, à partir de l'analyse du contenu de ces différents messages, on devine combien :

« Le langage des jeunes peut être dur et agressif, voire grossier et méchant. Ces jeunes qui peuplent les campus sont sans pitié à l'égard des dirigeants qu'ils contestent. Leur violence verbale condense toute la colère et les frustrations qui ne cherchent que des occasions pour exploser. »⁴³⁷

L'analyse que conduit Parfait Akana tend à confirmer cette intuition⁴³⁸. S'il est vrai qu'il importe de distinguer graffiti et tag⁴³⁹, il faut surtout insister, ainsi que le font de nombreux auteurs, sur la dimension contestatrice qui assoit leur sol commun.

Cependant, il n'y a pas qu'à travers l'émergence du mouvement hip-hop et de ses succédanés qu'il nous est possible de lire les nouvelles formes d'affirmation de l'identité culturelle des jeunes ou les modes de protestations souterrains. On pourrait tout aussi bien s'orienter vers la radio, la télévision, le cinéma ou les bandes dessinées à travers lesquels se confirme le potentiel créatif des jeunes. Arrêtons-nous par exemple sur l'émergence des productions cinématographiques et humoristiques qui s'extériorisent de plus en plus avec le concours de certains média à capitaux privés. A l'évidence, on y découvre des pratiques

⁴³⁶ Anne-Sidonie Zoa, « Langages et cultures des jeunes dans les villes africaines », *op.cit.*, p. 242.

⁴³⁷ *Idem.*

⁴³⁸ « Médiations murales dans l'espace scolaire et universitaire », Inédit. Les textes de Mamadou Diouf, « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le set/setal à Dakar », *Politique africaine*, n° 46, Karthala, Paris, Juin 1992 et de J. Bugnicourt, « La jeunesse contre le désordre urbain », *Le Monde diplomatique*, avril 1991, p. 28, réfléchissent dans une perspective similaire. Voir aussi *Set Setal : des murs qui parlent. Nouvelle culture à Dakar*, Enda-Dakar, Dakar, 1991

⁴³⁹ De façon plus précise, le graff est l'art qui consiste à réaliser à la bombe de peinture des lettrages complexes ou des représentations de personnages, par exemple. Le tag, lui, en un sens, est la signature qui peut être soit associé à un graff, soit être une simple trace laissée sur un mur ou au détour d'un arrêt de bus.

sociales qui permettent de vérifier la créativité des jeunes. A partir des films, feuilletons et comédies qui sont produits et diffusés sur ces écrans,

« C'est le reflet de la société actuelle qui se donne à voir (par les images) et à entendre par la musique dont on ne peut négliger ni le style ni le message dans la mesure où l'on y retrouve les préoccupations de la vie quotidienne, les espérances et les blessures, les craintes, les besoins et les aspirations d'une société soumise aux pressions de courants porteurs de valeurs contradictoires. »⁴⁴⁰

Ce qui capte surtout l'attention, c'est la puissance avec laquelle l'humour investit les industries de l'imaginaire au point où, pour de nombreux jeunes des villes de Yaoundé et de Douala, les comédiens, imitateurs, caricaturistes, etc. sont devenus des figures de la réussite sociale. Tout se passe comme si,

« Face aux rigueurs du présent, au resserrement des contraintes et à l'ampleur de l'arbitraire, les sociétés africaines retrouvent leurs forces de résistance et de lutte en puisant dans la puissance du rire qui purifie et libère. »⁴⁴¹

C'est aussi le sens des propos suivants tenus par un enquêté et que relève Achille Mbembé : « Moi, quand quelque chose me dépasse, je ris seulement »⁴⁴². D'après Zoa :

« (...) les jeunes savent aussi garder le sens de l'humour. Face à la crise qui atteint leurs conditions de vie et d'études, ils apprennent à rire comme pour vaincre les difficultés auxquelles ils doivent faire face. En fait, dans leur langage, on retrouve les mots qui font rire et qui appartiennent à cette culture de la dérision qui a une dimension politique comme on le voit au Togo. (...) Le rire est ici l'expression de la rupture et de la dissidence (...). Tel est le sens des caricatures et autres « dessins du sourire » qui fleurissent dans les journaux des établissements secondaires et des facultés. L'art de la caricature trouve dans la presse indépendante son lieu d'explosion. Ici, de jeunes talents mettent toute leur capacité d'invention à produire des images qui, autour des dirigeants politiques, provoquent de grands éclats de rires dans les quartiers, les lieux de travail, la rue, les taxis ou sur les campus. »⁴⁴³

⁴⁴⁰ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit, p. 30.

⁴⁴¹ Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*, op. cit, p. 304.

⁴⁴² Cités par Jean-Marc Ela, *Ibidem*, p. 304.

⁴⁴³ Anne-Sidonie Zoa, « Langages et cultures des jeunes dans les villes africaines », op.cit, p. 242.

Ainsi, on retrouve chez les jeunes urbains camerounais divers types de langages qui véhiculent tous l'humour. En prenant en considération la typologie de Favre, on peut faire figurer ces types d'humour dans ce que cet auteur appelle le rire *de transgression* qui s'en prend aux valeurs ou emblèmes de la société, le *rire d'agression* (par dérision) ou encore le *rire de revanche*⁴⁴⁴. Cela rejoint quelque peu la pensée de Freud selon laquelle : « *L'humour ne se résigne pas, il défie : il implique non seulement le triomphe du moi mais encore du principe du plaisir, qui trouve ainsi moyen de s'affirmer en dépit de réalités défavorables.* »

Au Cameroun, le Festival International de la caricature et de l'humour (Fescarhy) manifeste la volonté des jeunes de considérer avec sérieux la force de l'humour. En considérant tout particulièrement la 11^{ème} édition⁴⁴⁵ dont le thème était « Sous mes traits, ma cité : hier aujourd'hui et demain », on peut se rendre compte de la richesse de la capacité créatrice des jeunes. Lors de ce rendez-vous annuel du dessin et du rire, l'on a pu admirer l'organisation des spectacles d'humour mis sur pied pour mettre en valeur le travail des humoristes. L'entrée des Guignols d'Afrique – il existe aussi les guignols du Cameroun qui sont une création très récente –, les caricatures du studio Yata – dont une a mis en scène le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Yaoundé – et bien d'autres créations ont ainsi retenu l'attention.

A partir de ces éléments, on voit très bien que les jeunes ne doivent pas seulement être considérés comme étant à l'écart des processus sociaux, économiques et politiques, ou encore, comme incarnant un rôle social peu engageant. Ils présentent de multiples façades. Et s'il est vrai qu'on peut tout aussi bien les percevoir comme instrumentalisés par le pouvoir ; comme des cibles et des victimes, ou encore comme des rebelles, des hors-la-loi ou des criminels, ce chapitre s'est donné pour but de relativiser cette lecture. L'idée centrale qui a guidé les argumentations qui précèdent tend effectivement à mettre en évidence la réalité selon laquelle, en prêtant autrement attention à la présence, de plus en plus imposante, des jeunes dans le secteur informel, en scrutant avec minutie certaines créations artistiques et culturelles (images, genre musical, chansons, humour), etc., bref, certains « arts de dire et de faire », il est pertinent de dire que l'on discerne, chez les jeunes citadins camerounais, une nouvelle vision du monde. Cette autre manière de voir le monde, qui rend possible l'expression d'une créativité tous azimuts chez bien des catégories de jeunes insérés dans les espaces urbains, dessine la ligne de crête de ce que nous n'avons cessé d'appeler, tout au long de cette analyse,

⁴⁴⁴ R. Favre, *Le rire dans tous ces éclats*, Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 1995.

⁴⁴⁵ La 11^{ème} édition du Fescarhy s'est tenue dans la ville de Yaoundé du 06 au 25 juillet 2009.

de nouvelles formes d'affirmation de l'identité culturelle et des modes de protestation politique occultes.

En adoptant ce regard, nous avons surtout montré de quelle manière, malgré les obstacles socio-politiques dont ils font l'expérience quotidienne dans leur volonté de négocier leurs moyens d'existence dans les espaces urbains, les jeunes camerounais connaissent une autonomie dans l'imaginaire dont témoigne la diversité de leurs langages. Pour rendre compte du sens, mais aussi de la puissance, de ces grammaires, il est urgent de ne pas réduire leur intelligibilité à la seule créativité. En effet, si, ainsi que nous le suggérons, des changements sont lisibles derrière l'inventivité qu'affichent ces jeunes, il faut également y repérer des dynamiques culturelles qui opèrent dans leur monde. Les jeunes ont donc été considérés dans cette section de notre travail comme des forces sociales émergentes, c'est-à-dire comme un ensemble de personnes qui constituent des groupes d'influence au sein de la société. En révélant la créativité dont ils font preuve, nous avons essayé, avec l'espoir d'y être parvenus, à appréhender la situation qu'ils occupent en construisant la société. Une construction créative qui, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, étend ses tentacules bien au-delà de l'économie ou de l'art.

Chapitre IV

JEUNES, CREATIVITE LINGUISTIQUE ET INSOUMISSION

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La créativité des jeunes acteurs urbains au Cameroun ne s'observe pas seulement au niveau de leur implication dans le monde informel.

« En surprenant les jeunes en pleine conversation dans la cour d'un lycée ou d'un collège, sur les campus, dans les chambres et les restaurants de la cité universitaire, dans un taxi, au marché ou à la sortie des églises ou d'une salle de cinéma, on est tout de suite frappé de les entendre parler dans une langue qui leur est propre. »⁴⁴⁶

Cette langue que parlent tant d'adolescents, de jeunes gens et même d'adultes dans les milieux urbains au Cameroun a un nom : c'est le *camfranglais*. A plusieurs égards, cet idiome lexical peut être considéré comme une authentique création qui a été forgée par les jeunes citadins. En choisissant de privilégier cette manière de parler qui constitue un phénomène de société par lequel les jeunes urbains s'imposent comme une catégorie particulière, nous voulons montrer qu'il est possible de découvrir, chez ces derniers, un autre visage que celui des clichés à travers lesquels on a l'habitude de présenter les jeunes. Mais avant d'aller plus loin, peut être faudrait-il avant tout définir ce langage.

I – QU'EST-CE QUE LE CAMFRANGLAIS ?

Il n'est pas aisé de définir et de délimiter le camfranglais. Pour le chercheur en sciences sociales, ce qui aggrave la difficulté, c'est qu'il existe très peu de travaux qui ont pris en charge cet idiome lexical⁴⁴⁷. Pour la plupart, les analyses disponibles sur ce langage sont issues de recherches menées par les spécialistes des langues⁴⁴⁸. La dénomination « camfranglais » découle du terme « franglais »⁴⁴⁹. A en croire ce qu'écrit George Echu,

⁴⁴⁶ Anne-Sidonie Zoa, art. cité, p. 238.

⁴⁴⁷ L'intérêt des sociologues pour le camfranglais est moindre et assez récent. Parmi les rares analyses disponibles et que nous avons pu consulter, signalons l'ouvrage de Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit ; notamment la partie intitulée « La fin des certitudes », pp. 26-40. Questionner dans la même optique la recherche d'Anne-Sidonie Zoa, art. cité. Sur le même objet, parcourir « Camfranglais et adolescents camerounais : vers la création d'un art enfantin national », communication présentée par Joseph-Marie Zambo Belinga au Colloque « Cultures enfantines : universalité et diversité » tenu à l'université de Nantes les 15, 16 et 17 mars 2007 et organisé par le Centre International des Langues de la même institution. Dieudonné Atchang, op. cit., y consacre également un développement, pp. 72-81.

⁴⁴⁸ Pour plus d'éléments informatifs sur l'idiome lexical qu'est le camfranglais, se référer à l'étude réalisée par André-Marie Ntsobé et al., *Le camfranglais : quelle parlure ? Etude linguistique et sociolinguistique*, Frankfurt, Peter Lang, 2008. Le lecteur désireux de se renseigner davantage sur le camfranglais trouvera, dans cette remarquable synthèse critique une base, suffisamment approfondie, à partir de laquelle il lui sera possible de remonter la filière des données bibliographiques.

⁴⁴⁹ Lire les travaux de R. Etiemble, *Parlez-vous franglais ?* Paris, Gallimard, 1964. Consulter aussi Etienne Ze Amvela, « The Franglais Phenomenon : Lexical Interference and Language Mixing in the United Republic of Cameroon » in *Bulletin de l'AELIA*, n° 6, pp. 419-429.

« (...) le franglais se définit par l'usage du français et de l'anglais au sein de la même phrase (...) »⁴⁵⁰. Si le camfranglais s'inspire du franglais, il n'y est pas réductible et, selon le mot d'Edmond Biloa, « Il y a une différence fondamentale entre le camfranglais et le franglais. »⁴⁵¹

— « Le camfranglais se définit comme l'usage du français, de l'anglais, des langues camerounaises ainsi que des langues étrangères enseignées au Cameroun au sein d'un même texte. Il s'agit là d'une création propre au contexte camerounais ; ce qui justifie le bien fondé de l'affixe « cam- », signifiant « Cameroun », qui s'ajoute au mot composé « franglais » pour créer un nouveau composé : « camfranglais »⁴⁵²

L'avis de Ntsobé ne s'éloigne pas véritablement de ce que défend Echu. Pour lui, le camfranglais doit être cerné comme :

« Une parlure », c'est-à-dire une manière de s'exprimer particulière à quelqu'un ou à un groupe d'individus ». Mélange de langues nationales camerounaises, de français et d'anglais, le camfranglais s'enrichit et se revitalise de divers apports linguistiques conduisant à une véritable révolution culturelle qui n'a été ni recherchée, ni désirée, ni même souhaitée par les penseurs camerounais. »⁴⁵³

Ntsobé fait toutefois la précision suivante :

« Mais le camfranglais n'est pas une langue vivante, ni une langue technique, ni une langue commerciale, mais plutôt une langue courante découlant d'une réalité nouvelle, d'une réalité locale, du vécu quotidien que, parfois, aucun substitut français ne peut exprimer avec la même vigueur. »⁴⁵⁴

Les définitions que proposent certains sociologues ayant travaillé sur la question se positionnent, à quelques divergences près, sur une perspective similaire. C'est, par exemple,

⁴⁵⁰ Voir à ce propos André-Marie Ntsobé, Edmond Biloa et George Echu, op. cit., p. 15. C'est aussi le sens que lui-assigne Ze Amvela cité par Emmanuel Chia, « The New Speech Forms of Rapidly Growing City : Pidgin French and Camfranglais in Yaoundé », in Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé, 1990, vol. vi, n° 1 et 2, p. 111.

⁴⁵¹ André-Marie Ntsobé et al., op. cit., p. 21. Emmanuel Chia procède au même constat, op. cit., p. 112

⁴⁵² André-Marie Ntsobé et al., ibidem., p. 15. On retrouvera en annexe certaines illustrations de la phrase camfranglaise.

⁴⁵³ Ibidem, p. 9.

⁴⁵⁴ Idem.

le cas d'Anne-Sidonie Zoa qui, analysant les ressorts sémantiques du camfranglais soutient qu'

« Il s'agit d'un art de parler le français à partir d'un contexte historique et culturel qui impose (...) de se réapproprier la langue de Voltaire en tenant compte à la fois des apports de la colonisation britannique et de l'héritage des cultures du terroir. »⁴⁵⁵

Les remarques de Jean-Marc Ela⁴⁵⁶, antérieures à celle d'Anne-Sidonie Zoa ont un relent homogène.

II – ANALYSE SOCIOLINGUISTIQUE DU CAMFRANGLAIS

Nous avons tenté plus haut de déterminer le camfranglais. Cette entreprise nous a obligé à articuler notre définition en deux séquences distinctes et complémentaires. D'abord, nous nous sommes appliqué à dire ce que n'est pas le camfranglais. Par la suite, l'opération effectuée a consisté à caractériser cette « parlure » en convoquant tour à tour le regard porté par des linguistes et celui, un brin maigre, apporté par des sociologues. Dans cet épisode de notre analyse, il est question d'amorcer une lecture sociolinguistique⁴⁵⁷ du camfranglais. Nous insisterons particulièrement sur les aspects qui semblent les plus significatifs pour notre problématique. Parmi ceux-ci, un accent singulier sera mis, entre autres, sur les locuteurs du camfranglais, les cadres sociaux de production de ce langage, ses fonctionnalités, les thématiques autour desquelles s'architecturent les conversations menées à travers cet idiome lexical.

⁴⁵⁵ Anne-Sidonie Zoa, art. cité, p. 239.

⁴⁵⁶ Restituer l'histoire aux sociétés africaines, op. cit ; plus précisément la section intitulée « La fin des certitudes », pp. 26-40.

⁴⁵⁷ Sur quelques considérations théoriques relatives à la sociolinguistique, bien vouloir se reporter sur un plan général à l'ouvrage de Louis-Jean Calvet, *La sociolinguistique*, Paris, PUF, 2005 (5^{ème} éd.), Coll. « Que sais-je ? ». Parcourir surtout en ce qui concerne plus spécifiquement la sociolinguistique urbaine les contributions suivantes : Thierry Bulot, S. Veschambre, « Sociolinguistique urbaine et géographie sociale : hétérogénéité des langues et des espaces », in *Faire la géographie sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, Coll. « Géographie sociale » ; T. Bulot, D. Caubet, C. Miller, « Introduction. Parlers jeunes et jeunes urbains : le nécessaire inventaire », in *Parlers jeunes, Ici et Là-bas. Pratiques et représentations*, L'Harmattan, Paris, pp. 7-16 ; T. Bulot (sous la dir.), *Lieux de ville et identité. Perspectives en sociolinguistique urbaine*, Vol. I, L'Harmattan, Paris, 2004 ; T. Bulot (sous la dir.), *Lieux de ville et territoires. Perspectives en sociolinguistique urbaine*, Vol. 2, L'Harmattan, Paris, 2004. Un autre livre que le lecteur pourra feuilleter avec intérêt c'est T. Boulot, L. Messaoudi, *Sociolinguistique urbaine. Frontières et territoires*, Editions Modulaires Européenne, Costil-Wodon, 2003. L'étude sociolinguistique que nous osons a pour boussole, outre nos propres recherches, les développements récents réalisés par André-Marie Ntsobé et al., op. cit., p. 41-61.

II – 1 – Les jeunes : locuteurs privilégiés du camfranglais

En linguistique, le locuteur est celui qui produit un énoncé verbal. C'est aussi le destinataire qu'on l'appelle. S'intéresser aux locuteurs du camfranglais, c'est-à-dire aux « camfranglophones » comme les baptise Echu⁴⁵⁸, revient, en d'autres mots, à pratiquer une anthropologie du public qui commerce avec cette langue. Ce qui frappe dans l'observation des acteurs qui utilisent le camfranglais comme support langagier, c'est qu'on a affaire à une population jeune. Le mot jeune ici recouvre avant tout un sens biologique. C'est ainsi que cela apparaît quand on parcourt certaines données de terrain. D'après Charles Tiayon-Lekobou⁴⁵⁹, ce sont majoritairement les jeunes écoliers et étudiants de 10 à 35 ans qui utilisent le camfranglais. Fosso, pour sa part, estime que le camfranglais :

*« est réservé à une classe de jeunes gens entre quinze et vingt-cinq ans, qui ont une envie de marquer leur différence, de montrer qu'ils sont entre eux et qu'ils peuvent s'exprimer en toute liberté, en toute confiance et en toute complicité. »*⁴⁶⁰

Les analyses de Ngo Ngok-Graux indiquent, à quelques nuances près la même tendance. Pour cette analyste, les parties prenantes du camfranglais sont des jeunes dont la catégorisation peut être opérée entre 12 et 35 ans⁴⁶¹. André-Marie Ntsobé, Edmond Biloa et George Echu quant à eux admettent⁴⁶²:

« Suite aux enquêtes menées sur le terrain, il nous a été donné de constater que la tranche d'âge des locuteurs du camfranglais se situe entre 15 et 30 ans. Au fur et à mesure que les camfranglophones évoluent dans la société et atteignent l'âge adulte, ils ont tendance à oublier ou à abandonner cette langue. »

A partir de l'examen des conclusions auxquelles elles aboutissent, on se rend compte que toutes les études évoquées ci-dessus présentent une même ligne de convergence. Celle-ci, sommes-nous tenté de dire, indique très clairement qu'au niveau de la pyramide des âges, ce

⁴⁵⁸ André-Marie Ntsobé et al., op. cit., p. 49.

⁴⁵⁹ Charles Tiayon Lekobou, « Camspeak : A Speech Reality in Cameroon », mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé, 1985.

⁴⁶⁰ Fosso, « Le camfranglais : une praxéogénie complexe et iconoclaste », in Gervais Mendo Ze (sous la dir.), *Le français langue africaine : Enjeux et aouts pour la francophonie*, Paris, Publisud, p. 192.

⁴⁶¹ Elisabeth Ngo Ngok-Graux, « Les représentations du camfranglais chez les locuteurs de Douala et Yaoundé », in *Le français en Afrique* (Revue du Réseau des Observatoires du Français Contemporain en Afrique), n° 21, Nice, Institut de Linguistique française – CNRS, UMR 6039, p. 225.

⁴⁶² Op. cit., p. 50.

sont les jeunes qui sont le plus représentés. Ces derniers se situent dans l'écart d'âge variant entre 15 et 30 ans. A ce propos, deux réflexions nous viennent à l'esprit. La première pose que, une telle lecture ne doit pas faire oublier les risques qu'encourent les recherches statistiques⁴⁶³. Sans reprendre ici les termes de cette controverse méthodologique, nous voulons attirer l'attention sur le fait que la rigidité de cette classification masque des réalités qui, dans une double perspective – celle qualitative et celle de la sociologie du quotidien notamment – sont riches de sens. Dans cette optique, il faut peut être souligner qu'il est de plus en plus habituel, d'après nos observations de terrain, de trouver des personnes qui échappent à cet intervalle converser en camfranglais. Plus concrètement, parmi les locuteurs du camfranglais, on retrouve aussi des personnes de moins de 15 ans ou encore de plus de 35 ans. Cet élément est important à souligner car il indique la vitalité que connaît cet idiome lexical. Et si l'on est d'accord, ainsi que le reconnaissent plusieurs auteurs, que ce sont les jeunes qui « *font majoritairement le camfranglais* », il ne faudrait pas perdre de vue qu'ils réussissent aujourd'hui à convertir à l'usage de ce langage un nombre non négligeable d'acteurs situés sur une frontière intergénérationnelle. C'est ainsi que, dans les chaumières, nous avons pu écouter, avec effarement, des parents et des grands-parents avoir des interactions conversationnelles en camfranglais avec leur progéniture⁴⁶⁴.

La deuxième analyse que nous voulons suggérer à la suite des travaux que nous avons parcouru est que derrière l'emploi du concept « jeune » ici, il ne faut pas avoir en idée un segment social homogène parce que les jeunes locuteurs qui se servent du camfranglais dans leur registre parler ne le sont pas. L'hétérogénéité des camfranglophones s'observe de prime abord au niveau des groupes représentés dans la structure qui périodisent l'existence collective. N'y retrouve-t-on pas des enfants, des adolescents, des jeunes et des adultes ? Des parents, des grands-parents ? Par ailleurs, parmi les jeunes locuteurs du camfranglais, on retrouve des acteurs aux caractéristiques sociales et socioprofessionnelles fort variées : des élèves, des étudiants, des « *populations post-scolaires exerçant les petits métiers dans les grandes agglomérations du Cameroun (vendeurs ambulants, chauffeurs de taxi, chargeurs dans les gares routières), bandits, voleurs à la tire, coupeurs de bourses, etc.* »⁴⁶⁵

⁴⁶³ Sur l'utilisation des statistiques et leur validité en sciences sociales, lire l'ouvrage de Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 2001 (11^{ème} éd), pp. 576-58.

⁴⁶⁴ Même si, et il faut s'empresse de le relever, la proportion est faible.

⁴⁶⁵ André-Marie Ntsobé et *al.*, *op. cit.*, p. 49.

Pour un certain nombre d'auteurs, le camfranglais est « *la langue des bandits de grands chemins, des malfrats de toutes les espèces : voleurs à la tire, coupeurs de bourses ou pickpocket* »⁴⁶⁶. Sans doute ces représentations peuplent-elles l'imaginaire de nombreuses personnes. Et c'est peut-être à elles que l'on doit le fait que l'étude du camfranglais ait jusqu'ici été jugée peu digne d'intérêt⁴⁶⁷. Il convient de prendre ses distances d'avec une telle lecture qui, du reste, est captieuse. On le mesure mieux à travers une immersion dans les grandes métropoles camerounaises dans lesquelles, à l'intérieur des milieux scolaires, étudiantins et informels, la renommée du camfranglais est irrécusable. L'étude réalisée par Fongue tend à déconstruire le stéréotype qui pose le camfranglais comme un langage de « voyou ». Il note que, sur 42 élèves interrogés dans les villes de Yaoundé et de Douala, 41 reconnaissent pratiqués le camfranglais, soit près de 97%. Selon l'enquête menée par le même auteur, 30% des scolaires de lycées et collèges avouent se sentir ennoblis en discourant en camfranglais, soit 70%⁴⁶⁸. Il n'y a donc pas que ceux qui sont considérés comme des « rebus sociaux » qui manipulent le camfranglais. Outre les enfants de la rue, les délinquants, les jeunes sans et/ou sous-scolarisés, on retrouve également, en bonne position, au nombre des locuteurs du camfranglais, des élèves et des étudiants. « *Bref, les camfranglophones sont à la fois chroniqueurs, conteurs, observateurs et commentateurs du quotidien.* »⁴⁶⁹

La diversité des trajectoires des camfranglophones est un élément qui fertilise cet idiome lexical. Par ailleurs, la pratique du camfranglais présuppose une compétence linguistique. Nous avons soutenu plus haut que le camfranglais fait intervenir trois langues au moins : le français, l'anglais et une ou plusieurs langues locales. Il en résulte que le locuteur se doit d'avoir un minimum de compétence linguistique pour se mouvoir aisément dans ce « champ lexical ». Plus le locuteur a une maîtrise de ces répertoires langagiers, mieux il s'exprime et interagit en camfranglais. C'est fort de cette considération que George Echu affirme : « *La compétence linguistique du locuteur influence le nombre de langues utilisées dans une situation donnée d'énonciation. En d'autres termes, plus on est polyglotte, plus on est mieux armé pour enrichir le parler camfranglais.* »⁴⁷⁰ La compétence linguistique renvoie ici à l'ensemble des capacités indispensables aux locuteurs du camfranglais pour être intégrés

⁴⁶⁶ On retrouve cette assertion sous la plume de Pierre Essengue, « La description d'une langue : le camfranglais », mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé I, 1998, p. 22.

⁴⁶⁷ Notamment de la part des spécialistes des sciences sociales.

⁴⁶⁸ Un compte rendu de cette étude est fourni dans l'étude faite par André-Marie Ntsobé et *al.*, op. cit., p. 50.

⁴⁶⁹ Idem.

⁴⁷⁰ Idem.

dans cette communauté. En effet, être capable d'échanger avec l'entourage immédiat ou lointain, tout en mettant en œuvre des facteurs de maîtrise du vocabulaire, d'utilisation du français, de l'anglais et d'une ou de plusieurs langues locales : ainsi peut-on définir la compétence linguistique⁴⁷¹.

L'on ne saurait clore cette présentation des locuteurs du camfranglais sans dire un mot sur leurs caractéristiques génériques. Pour être tout à fait complet sur ce chapitre, il est important de relever que parmi les destinataires du camfranglais, on retrouve aussi bien des individus de sexe masculin que ceux de sexe féminin. Cependant, il faut avouer que « *les locuteurs sont surtout de sexe masculin* »⁴⁷². Cette situation est intelligible si l'on tient compte des représentations négatives qui pèsent sur les camfranglophones et que nous avons évoquées plus haut. Peut-être faut-il insister sur ce que ces manières de penser ne sont pas que l'exclusivité des générations anciennes. Chez les jeunes, certains pensent également que le camfranglais est une langue dévalorisante. C'est là un point de vue que l'on retrouve beaucoup plus chez les jeunes filles et qui, à en juger par nos données de terrain, explique la faible représentativité des jeunes filles parmi les locuteurs du camfranglais. Mireille, 19 ans, élève au Lycée de Mballa II, avoue ne pas parler le camfranglais, « *parce que ça ne m'intéresse pas. Quand un homme parle le camfranglais, ça passe encore. Mais quand c'est une femme, ça ne me plaît pas.* » Si on insiste auprès d'elle afin de savoir pour quelles raisons le camfranglais ne lui plaît guère, on obtient la réponse suivante :

*« Ça ne me plaît pas, c'est vulgaire, très vulgaire. Je trouve cette langue vulgaire. Elle est péjorative. Je ne dis pas que c'est une langue de voyou, parce que j'ai des amis qui parlent cette langue et qui ne sont pas pour autant des voyous. Mais c'est une langue péjorative, je trouve. »*⁴⁷³

La conversation avec Christiane, 19 ans, élève, elle aussi dans un Collège de Yaoundé, est tout aussi édifiante sur le sujet :

« Intervieweur : Parles-tu camfranglais ?

Christiane : Non. J'aime pas, ça dénature la langue, que ce soit le français et l'anglais. Ça fait baisser le niveau de langue. En fait, je parlais avant, mais je me suis rendu compte qu'en

⁴⁷¹ Cette définition de la compétence linguistique que nous proposons est assez simple. Pour approfondir cette notion, nous suggérons au lecteur de s'abreuver aux travaux de Pierre Bourdieu. Voir *Questions de sociologie*, Les éditions de Minuit, Paris, pp. 95-137.

⁴⁷² André-Marie Ntsobé, et al., op. cit., p. 50.

⁴⁷³ Entretien réalisé en juillet 2009.

parlant, j'avais tendance à oublier les mots français à tel point qu'avec les aînés, certains mots camfranglais ressortaient. C'est comme ça que j'ai décidé de ne plus parler le camfranglais.

Intervieweur : Penses-tu que ce soit une langue de voyou ?

Christiane : A mon sens ce n'est pas une langue de voyou. Mais je pense que le camfranglais n'honore pas un intellectuel. Un intellectuel qui parle le camfranglais, ça a tendance à l'amoindrir à mon sens. »

Ces réponses indiquent clairement la distance avec laquelle les jeunes femmes interrogées considèrent le camfranglais. A partir de leurs propos, on constate effectivement que certaines jeunes femmes boudent le camfranglais.

II – 2 – Les cadres sociaux de production du camfranglais

Après nous être livré à l'anthropologie des locuteurs du camfranglais dans le moment qui précède – en cherchant notamment à répondre à la question de savoir qui parle le camfranglais – il nous revient à présent de considérer les cadres sociaux de production du discours camfranglais. Interroger les cadres sociaux de production du camfranglais c'est, en d'autres mots, chercher à savoir quels sont les lieux où l'on parle le camfranglais. La question ici n'est donc plus celle de savoir qui parle, mais plutôt où parle-t-on le camfranglais. A cette question, George Echu répond :

*« Les contextes d'énonciation du camfranglais sont forts diversifiés : cours de récréation (sorties de cours), salle de jeux, famille, dans la rue, au cinéma, au restaurant, au quartier. Bref, le camfranglais se parle dans tous les cadres informels où se rencontrent les jeunes. »*⁴⁷⁴

L'auteur cité fait bien de relever la dimension informelle qui gouverne l'interaction entre le camfranglais et ses lieux de parole car « le camfranglais n'est ni une langue vivante, ni une langue technique, ni une langue commerciale, mais plutôt une langue courante découlant d'une réalité nouvelle, d'une réalité locale du vécu quotidien que, parfois, aucun substitut du français ne peut exprimer avec la même vigueur. »⁴⁷⁵ Certains éléments aident à comprendre la « pourquoiété » de cette informalité.

⁴⁷⁴ André-Marie Ntsobé et *al.*, op. cit, p. 51-52.

⁴⁷⁵ André-Marie Ntsobé, et *al.*, op. cit, p. 9.

Tout d'abord, si le camfranglais est dit informel, c'est eu égard à sa position par rapport aux langues officielles que sont, au Cameroun, le français et l'anglais. Les raisons de cette informalité sont ensuite à rechercher à travers les relations qui se jouent entre le camfranglais et les langues nationales.

« Par rapport au français qui est de toute évidence la langue mère, il existe des rapports de diglossie. Le français occupe, bien entendu, un statut social supérieur à celui du camfranglais : le statut de langue officielle, de langue de l'administration et de la scolarisation. Ainsi, il est utilisé dans toutes les situations officielles et formelles : bureau, salle de classe, radio et télévision, presse écrite, lieux publics, etc. Le camfranglais, par contre, est employé dans des contextes informels que ce soit dans le cadre scolaire, dans la rue, dans les salles de cinéma, au marché ou encore dans les bars. Cette même situation de diglossie s'applique également à l'anglais qui est une autre langue officielle par rapport au camfranglais, langue véhiculaire à portée limitée. »⁴⁷⁶

D'autre part, sur un plan purement éducatif, le langage camfranglais est perçu comme une langue qui participe à l'étiollement de la qualité du français écrit et parlé par les francophones⁴⁷⁷. De là à conclure que c'est un idiome lexical importun relativement à la politique du bilinguisme officiel qui fait de la promotion du français et de l'anglais le fer de lance de leur système éducatif, il n'y a qu'un pas qui est vite franchi⁴⁷⁸.

« Quand aux rapports entre le camfranglais et les langues nationales véhiculaires, il faut préciser que le camfranglais a un statut sociolinguistique inférieur par rapport aux langues nationales. Alors que les langues nationales dominent le paysage linguistique lorsqu'il est question d'exprimer la solidarité ethnique des locuteurs ou des groupes ainsi que dans certains domaines précis tels que les campagnes électorales et les meetings politiques, l'église, la famille, les activités au village, etc., l'usage du camfranglais serait mal perçu, pire encore toléré dans de telles circonstances. »⁴⁷⁹

On peut le constater, le camfranglais souffre d'une non reconnaissance officielle. Or, comment faire quand on sait que pour exister, une langue a besoin de trouver ses lieux, ses moments, ses cadres d'expression, etc. Tout bien considéré, on comprend que les

⁴⁷⁶ Ibidem, p. 46.

⁴⁷⁷ Idem.

⁴⁷⁸ Idem.

⁴⁷⁹ Ibidem, p. 47.

camfranglophones – qui, il faut le rappeler, sont constitués de locuteurs jeunes constituant un groupe socialement marginalisé – investissent des contextes d'énonciation officiellement peu et/ou pas du tout reconnus à l'instar des cours de récréation (sorties de cours), des salles de jeux, des espaces de famille, des rues, des salles de cinéma, des restaurants, des quartiers, etc. Considérons de plus près les espaces familiaux et professionnels, les campus scolaires et universitaires, et surtout les espaces urbains qui, sans les épuiser, sont quelques sites où s'incarne la parole « camfranglaise ».

II – 2 – 1 – L'environnement familial et professionnel

Le milieu familial est sans aucun doute un des lieux où il est possible d'observer les jeunes acteurs urbains discourir en camfranglais. André-Marie Ntsobé, Edmond Biloa et *al.* l'admettent également lorsqu'ils soutiennent : « *La cellule familiale au sein de laquelle l'enfant naît et grandit apparaît à notre avis comme le cadre institutionnel par excellence.* »⁴⁸⁰ Pour s'en rendre compte, il n'est pas superfétatoire de donner la parole à certains interviewés, à l'instar de Marc et Anthony, âgés respectivement de 18 et de 20 ans, et tous deux élèves en classe de Terminale, qui reconnaissent, pour l'un : « *Il m'arrive très souvent de parler le camfranglais à la maison avec mes frères et certains potes qui viennent me rendre visite* » ; et pour l'autre : « *Je cause souvent le camfranglais à la piaule avec mes frangins. On bavarde, on se tape les divers, etc.* » En s'adossant sur ces propos de nos jeunes enquêtés, on mesure combien grande est l'influence du cadre familial dans le circuit de la communication des camfranglophones. On comprend mieux le fait que la famille soit un lieu où s'énonce le discours camfranglais si l'on ne perd pas de vue le fait qu'il est courant que les membres d'une même fratrie communique par le biais de cet idiome lexical. Dans cette perspective, le fait que les frères et/ou les sœurs d'une même famille bavardent avec familiarité sur des sujets divers, en camfranglais, ne constitue pas un phénomène rare. Ce qu'on remarque et qui méduse, c'est l'aisance avec laquelle les parents et les grands-parents issus des générations qui n'ont pas connu le camfranglais s'accommodent eux-aussi avec cette langue que prise leur progéniture. Dans les familles, les protagonistes ne sont pas seulement les individus unis par les liens de sang. Avec des amis venus rendre visite, autour d'une console de jeux ou encore à l'occasion de tresses que se font les filles, le camfranglais est à l'honneur. Grâce ou plutôt à

⁴⁸⁰ André-Marie Ntsobé et *al.*, p. 51.

travers lui, les jeunes se racontent les derniers « scoop », comme ils disent eux-mêmes, ils « se tapent les commentaires ».

A côté des cercles familiaux, « un autre cadre formel repérable est le milieu professionnel. »⁴⁸¹ Cependant, l'ampleur du camfranglais dans les secteurs professionnels formels n'a pas une forte portée. Et, c'est en prenant en considération cette réalité qu'on peut lire, écrit sous la plume de certains auteurs :

« (...) contrairement à la famille, il est moins réceptif, « perméable » au camfranglais. La raison essentielle en est que très souvent, l'entrée dans le monde du travail coïncide, dans le cycle de l'existence humaine, avec la période de maturité physiologique et psychologique ; par ailleurs, avec le travail et ses corollaires, l'on « vieillit » à ses propres yeux, et la société accorde le respect et la considération dus à ses membres actifs, producteurs et, a priori adultes et responsables, donc « sérieux », « rangés ». Dès lors, on le voit, le camfranglais gêne, mieux il détone, choque et surtout « dégrade » son utilisateur. L'autocensure ici joue un rôle occulte, mais très puissant autant que la censure du milieu « bourgeois ». »⁴⁸²

Si « les observations ci-dessus, pour fondamentalement vraies, et vérifiables qu'elles soient, doivent être nuancées sinon revues »⁴⁸³, ce n'est pas seulement parce qu'elles varient « quand on passe des « cols blancs » et autres fonctionnaires aux travailleurs manuels peu scolarisés. »⁴⁸⁴ C'est aussi parce nos observations suggèrent que, quoiqu'à une faible intensité, de jeunes cadres emploient régulièrement le camfranglais dans leur environnement professionnel. Cet emploi se fait très souvent entre jeunes cadres de la même génération où, le cas est plus fréquent, recrutés quasi au même moment. Ce qui se passe c'est que, quand ces derniers sont entre eux, ils conversent volontiers en camfranglais : les ordres, les informations à communiquer se font en camfranglais ainsi que nous avons pu l'apprécier à l'ARMF⁴⁸⁵. Il va sans dire que pour communiquer avec ses collaborateurs, ses collègues⁴⁸⁶, ou encore ses supérieurs hiérarchiques, les échanges ne se font pas en camfranglais, mais plutôt dans l'une des deux langues nationales, quand ce n'est pas dans l'une ou l'autre des nombreuses langues nationales qui enrichissent l'univers linguistique camerounais.

⁴⁸¹ André-Marie Ntsobé, Edmond Biloa et George Echu, op. cit., p. 52.

⁴⁸² André-Marie Ntsobé, Edmond Biloa et George Echu, op. cit., p. 52.

⁴⁸³ Idem.

⁴⁸⁴ Idem.

⁴⁸⁵ Agence de régulation des marchés publics.

⁴⁸⁶ Très souvent quand ceux-ci ne sont pas du même service ; ce qui distend les liens de proximité.

C'est le lieu de dire que l'on ne doit pas seulement privilégier la seule question de savoir où parle-t-on camfranglais. En d'autres mots, dans son analyse du contexte d'énonciation, le chercheur ne doit pas se limiter à considérer le seul cadre spatial, géographique⁴⁸⁷. La logique situationnelle est tout aussi importante à explorer car ainsi que nous le défendions dans les lignes antérieures, le camfranglais a aussi ses moments. On le remarque, le camfranglais vit en étroit concubinage avec le français et l'anglais. Les camfranglophones ont conscience de sa marginalité. Et, très vite, ils savent très bien où se situe la frontière entre ce qui est permis, ce qui est toléré et/ou ce qui est interdit. C'est ainsi par exemple qu'ils savent que l'officiel ou ce (ceux) qui l'incarne (ent) ne fait pas bon ménage avec l'informel. A cause de cela, il est très difficile à un élève ou à un étudiant de se servir de cet idiome lexical pour faire des interventions quand un enseignant dispense sa leçon. Par contre, comme le rappelle le dicton : « le chat parti, les souris dansent ». Ceci pour dire que dès que l'officiel s'efface, ou tout au moins ce qui lui sert de support symbolique, les locuteurs du camfranglais lui redonnent toutes ses lettres de noblesse. C'est ainsi qu'en l'absence d'un enseignant ou au terme d'un cours, les élèves ou les étudiants conversent en camfranglais. Il y a là une dimension stratégique, mais surtout symbolique⁴⁸⁸ que l'on retrouve également dans l'utilisation que les locuteurs font des langues nationales lorsqu'ils les utilisent préférentiellement aux langues officielles dans certains milieux⁴⁸⁹.

Dès lors, au vu de nos constats de terrain, il ne nous paraît pas fructueux de dire que le camfranglais est absent dans les milieux professionnels institutionnels. Ce qui nous semble davantage fécond, c'est d'avancer que, la plupart du temps, le camfranglais n'intervient pas dans les échanges formels qui se tissent entre interactants au sein des cadres professionnels du même genre. En revanche, il arrive assez souvent que dans leurs échanges informels, à l'intérieur des administrations, les employés de toutes les catégories (cadres, ouvriers, etc.) et de toutes les conditions s'abreuvent aux ressources lexicales du camfranglais. Si l'usage du camfranglais dans les espaces de travail formels impose une sophistication argumentative, il n'en est pas de même dès lors que l'on jette son dévolu sur le secteur informel. Il faut le reconnaître :

⁴⁸⁷ Dans la perspective sociolinguistique, une telle perspective est dite extensive.

⁴⁸⁸ Nous l'analyserons plus loin.

⁴⁸⁹ Bourdieu (op. cit.) insiste sur la notion de « marché linguistique ». Laquelle s'avère effectivement fertile pour approfondir nos intuitions.

« C'est dans ces innombrables « petits métiers » de la crise, dans le secteur dit informel de l'économie nationale où l'on « se débrouille » au quartier, au marché, dans la rue qu'on dénombre des effectifs croissants et des locuteurs enthousiastes du camfranglais. Les vendeurs à la sauvette ou « sauveteurs », les revendeurs et autres laveurs de voitures sont parmi les représentants les plus notables de ce secteur d'activité. »⁴⁹⁰

L'univers langagier informel est ainsi dominé par un recours massif au camfranglais. Bien que la ville de Douala ne soit pas épargnée par cette réalité, notons que ce langage connaît une forte prospérité dans la cité capitale camerounaise « où le pidgin est peu répandu ». Le camfranglais rythme les échanges qu'entretiennent au quotidien les acteurs du secteur informel. C'est le langage ordinaire, c'est-à-dire commun aux « travailleurs de la rue » dans la mesure où c'est à lui qu'ils recourent pour se parler et se comprendre. Le camfranglais fait ici office de signe de reconnaissance, de mot de passe. Il permet également aux pratiquants de l'informel de créer des indices à travers lesquels il leur est possible de s'identifier hors de leur biotope social⁴⁹¹.

II – 2 – 2 – Les campus scolaires et universitaires

L'environnement familial et professionnel ne constitue pas l'unique lieu où s'énonce la parole camfranglaise. En effet, « Après le milieu familial et professionnel (socio-économique, l'école (campus, cours de récréation...) se présente comme le cadre institutionnel le plus prospère à l'utilisation du camfranglais »⁴⁹². Pour Ntsobé et *al.*, il n'y a là rien de véritablement surprenant car, d'après leurs observations, « (...) l'institution scolaire en est le creuset, le laboratoire sociolinguistique »⁴⁹³. Dans cette perspective, ces auteurs écrivent :

« Dans cet espace matériel et culturel qui lui est réservé, la jeunesse pratique ce jargon à l'envers ; ceci constitue à coup sûr un paradoxe des plus flagrants : l'école, en effet, devrait plutôt favoriser, sinon imposer la norme linguistique sur la déviation, la censure étant représentée par le

⁴⁹⁰ André-Marie Ntsobé et *al.*, op. cit, p. 52.

⁴⁹¹ Pour approfondir les aspects sur le camfranglais et le langage informel, le lecteur pourra lire les analyses de Dieudonné Atchang, op. cit, pp. 70-81.

⁴⁹² André-Marie Ntsobé et *al.*, op. cit, p. 53.

⁴⁹³ Idem.

corps professoral en général, et les professeurs de français en particulier. »⁴⁹⁴

Notre observation des milieux scolaires et universitaires camerounais tend à confirmer ces observations. Pour se rendre compte de la pertinence de ces références, il ne suffit pas seulement de se rendre dans les différents établissements scolaires et universitaires. Il faut en plus s'efforcer d'y être attentif à la langue qu'utilisent de nombreux élèves et étudiants pour converser, nommer leur monde et traduire leurs aspirations et inquiétudes. C'est dans ce sens que dans les cours de récréations, dans les enceintes des campus universitaires, autour et dans les pourtours des sites de sports qui y existent, il est fréquent de trouver des individus qui conversent dans ce langage spécifique aux jeunes acteurs urbains au Cameroun.

Ce qui ressort de la recherche menée par Florence Akwetel et dans laquelle elle tente d'évaluer l'ensemble des répercussions de cet idiome lexical sur le français écrit en milieu scolaire de Yaoundé, c'est qu'on aurait tort de penser que les élèves – et pensons-nous aussi les étudiants – ne pratiquent ce jargon que hors des salles de classes ou des amphithéâtres. Car, à la question formulée par cette auteure et qui est celle de savoir si les élèves manipulent le camfranglais entre eux, à l'intérieur des salles de cour, 153 enseignants de lycées sur 185 questionnés répondent « oui ». En d'autres mots, en nous référant à ce travail, il est clair que 82,70% des professeurs de lycées pensent que les élèves parlent cette langue dans les salles de classe⁴⁹⁵.

A partir de ces données, on peut se faire une idée assez précise de ce que peut être l'ampleur du camfranglais dans les espaces scolaires et universitaires. Pour cela, il n'est pas inutile de relever, à la suite de Ntsobé et al, que si déjà les élèves n'hésitent plus à parler le camfranglais à l'intérieur des salles de classe, on devine aisément ce qu'il doit en être dans les lieux de récréation⁴⁹⁶ où ils évoluent en se référant davantage à leurs propres normes. Et il est difficile d'être en dissonance avec George Echu lorsqu'il reconnaît :

« L'enquête d'AKWETEL confirme que même le sacrosaint espace de la classe est profané et que les enseignants en sont conscients. On peut bien penser en effet qu'une conversation animée entamée dans la cour de récréation ou sur le chemin du lycée est difficilement interrompue net au seuil de

⁴⁹⁴ Idem.

⁴⁹⁵ Florence Akwetel, « Impact du camfranglais sur le français parlé des élèves des Lycées de Yaoundé », mémoire de DIPES II, Ecole Normale Supérieure, Université de Yaoundé I, 1991.

⁴⁹⁶ André-Marie Ntsobé et al., op. cit, p. 53.

la salle de classe, à moins que le professeur, surtout de français, s'y trouve déjà ou qu'il soit réputé sévère sur le plan de la discipline et de la correction générale. Le dernier cours de la matinée ou de l'après-midi n'est pas plus tôt terminé que revient l'inévitable camfranglais qui « reprend ses droits » dans tout le campus scolaire plongé dans l'effervescence de la sortie de cette marée humaine qui se déverse dans les quartiers de la ville. »⁴⁹⁷

Le fait que des jeunes élèves et/ou étudiants s'entêtent à vouloir parler le camfranglais dans des contextes où il est officiellement proscrit n'est pas neutre. Nous le démontrerons plus loin dans notre étude. Pour l'heure, ce qui semble urgent, c'est de considérer un autre terrain qui, lui aussi, se présente, sur bien des points, comme un contexte d'énonciation du camfranglais.

II – 2 – 3 – Le milieu urbain

La ville se donne à voir comme un milieu d'énonciation du camfranglais. La ville étonne par la diversité de son monde. Elle apparaît comme un site dynamique en continuelle fluctuation. La ville, c'est aussi un lieu de brassage multiculturel. C'est le point d'intersection d'une multitude de cultures issues, aussi bien des différentes contrées du Cameroun que d'autres pays de l'Afrique. C'est un cadre favorable à l'expression, à l'observation et à l'analyse du camfranglais en tant qu'il est une pratique langagière et culturelle contemporaine. Nous avons déjà pu établir que les jeunes camerounais évoluent aujourd'hui en grande proportion dans les milieux urbains. Faut-il en plus insister pour relever qu'il y a là matière à dynamiser et à « vitaliser » le camfranglais quand on sait que l'essentiel de ses locuteurs sont des jeunes ? La réponse semble s'imposer d'elle-même. Pour George Echu :

« Le camfranglais est avant tout un phénomène caractéristique de la jeunesse citadine. En effet, la ville demeure le lieu de brassage par excellence des différentes composantes socioculturelles du pays, alors que les zones rurales recèlent des communautés linguistiques beaucoup plus homogènes. Le caractère hétéroclite de cette population citadine (en dehors des cas éventuels de friction intertribale) débouche nécessairement sur la constitution d'un soubassement complexe marqué notamment par un réseau d'interférences linguistes, d'emprunt lexical et d'alternance codique de tous ordres qui viendront

⁴⁹⁷ Idem.

*s'ajouter et se mêler au franglais prépondérant pour, naturellement, produire le camfranglais. »*⁴⁹⁸

L'idée qui nous semble riche de sens et que parvient à nous faire déceler Echu, c'est que le cadre urbain entretient une relation intime avec le camfranglais dans la mesure où il (le camfranglais) est lui-même une langue qui ne vit que grâce aux emprunts et aux échanges que les acteurs sociaux aux trajectoires plurielles entretiennent entre eux. Or, le milieu urbain parce qu'il assure l'hybridation entre diverses catégories de la population rend possible la perdurance et la reproduction du camfranglais. Pour qu'on se comprenne bien, il ne faut pas oublier que le camfranglais emprunte aussi bien à l'anglais, au français qu'aux langues locales. Et ce qui pose le milieu urbain comme un laboratoire pour la prospérité présente et/ou future du camfranglais, c'est que c'est la ville, en réunissant des ressortissants d'origines nationales et ethniques différentes qui fait en sorte que des échanges linguistiques se passent entre eux. Ce qui malheureusement ne peut pas être le cas dans les zones rurales où le trait dominant et structurant de la vie dans ces zones, c'est l'homogénéité linguistique. Le camfranglais se nourrit ainsi d'emprunts lexicaux, d'alternance codique, etc. Voilà pourquoi il n'est pas rare, dans une phrase camfranglaise de se rendre compte de l'utilisation de termes qui, hormis les deux langues officielles en vigueur au Cameroun, épousent, presque toujours, les contours d'une coloration identitaire lexicale locale. Et cela, George Echu paraît l'avoir perçu lui qui, dans un moment de son analyse, prend en charge, le « lexique du camfranglais », en faisant intervenir ces particularités⁴⁹⁹.

*« Il faut relever ici que, tout en restant un phénomène sociolinguistique essentiellement urbain, le camfranglais est encore plus influent et envahissant dans les agglomérations les plus importantes eu égard à leur poids démographique, économique, politique et administratif, sans oublier le nombre et la qualité des institutions scolaires et socio-éducatives, premiers fournisseurs des adeptes et locuteurs du camfranglais. Nul ne sera donc surpris de constater que Douala, Yaoundé, Bafoussam, Edéa, Nkongsamba, Mbalmayo, entre autres, caracolent en tête de ce hit-parade inédit. »*⁵⁰⁰

Mais ce n'est pas tout.

« A l'importance multiple des villes sus-citées s'ajoute un facteur mineur, mais non négligeable pour autant, qui pourrait expliquer et justifier davantage l'implantation et

⁴⁹⁸ André-Marie Ntsobé et al., op. cit., p. 51.

⁴⁹⁹ Ibidem, p. 69-91.

⁵⁰⁰ Ibidem, p. 51.

surtout la prospérité « régionale » du camfranglais ; c'est ce que nous appelons le « bilinguisme plus ». Nous entendons par là le fait que les plus grosses agglomérations urbaines sont aussi – et proportionnellement – celles où le bilinguisme officiel (français-anglais) du pays est le plus effectif et « palpable » par un réel brassage des populations anglophones et francophones, et par l'enseignement plus intensif de la langue de Shakespeare dans les institutions scolaires et universitaires : introduction de l'anglais dans les cours moyens des écoles primaires, création des écoles bilingues, collèges et lycées bilingues sans oublier les clubs bilingues des établissements d'enseignement secondaire et universitaire. »⁵⁰¹

Toutes ces réalités positionnent les villes camerounaises comme des sites ouverts. Et, dans le cadre de ce travail, on voit très bien comment le recours au camfranglais en tant que catégorie langagière ne peut être circonscrit à l'échelle d'une seule affiliation urbaine. En portant notre attention sur le camfranglais, on se rend effectivement compte – si besoin en était encore –, qu'une activité langagière particulière, des pratiques ou un mode de vie communs peuvent permettre à l'analyste de délimiter un groupe à prendre pour objet d'analyse. C'est en grande partie du fait de cette raison que l'insertion spatiale retenue pour étudier le camfranglais ne se limite pas seulement au site physique d'une ville. Elle est aussi faite d'une foule de pratiques langagières socialement produites, matériellement codifiées et symboliquement objectivées qui rendent possible et expressive l'identité camfranglaise. Dans cette optique, en considérant avec un peu plus d'attention le développement du camfranglais, nous épousons les vues de George Echu qui défend :

« Nous pourrions également parler d'une « ligne de front » du camfranglais. Elle représente pour nous l'ensemble de ces villes des provinces francophones du Littoral et de l'Ouest géographiquement limitrophes des provinces anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Cette « ligne de front » irait de Douala à Fomban en passant par Mbanga, Nkongsamba, Bafang, Bafoussam et Mbouda. »⁵⁰²

Les références qui précèdent aident à démontrer en quoi est-ce que l'environnement urbain se positionne comme un cadre énonciatif qui commande la construction, la production et la reproduction d'un discours camfranglais spatialement situé. Cependant, même si nous sommes parvenu à convaincre sur ce chapitre, il nous faut reconnaître qu'un détour s'impose

⁵⁰¹ Idem.

⁵⁰² André-Marie Ntsobé et al., op. cit, p. 52.

pour considérer la « rue » : cet autre endroit qui, lui aussi, tout bien considéré, s'affiche comme étant un contexte non négligeable d'énonciation du camfranglais.

II – 2 – 4 – La rue

Qu'est-ce que la rue ? Comment et pourquoi peut-elle être appréhendée comme un cadre d'expression du camfranglais ? Ces deux interrogations nous importent. De façon immédiate, la rue désigne une voie de circulation bordée d'habitations. On parle, par exemple, en se référant à ce sens, d'une rue à sens unique. La rue, c'est aussi l'ensemble des habitants d'une voie publique de circulation. C'est dans ce sens qu'on dira par exemple : toute la rue est au courant de ses histoires. Enfin, le terme *rue* renvoie également à un milieu populaire urbain. Le sociologue se satisfait difficilement de ces définitions même si, il faut le reconnaître, il s'en inspire très souvent. En prenant soin de relever que de toutes les façons, et quelle que soit la définition considérée, la rue est un espace ouvert par définition et illimité par principe, nous tenons à préciser qu'à la suite de Leka Essomba, nous soutenons que :

« La rue n'est pas seulement un lieu de passage. C'est un lieu de rencontre, de croisement, d'échange. C'est un espace public partagé, un espace de reconnaissance où l'on s'expose, où l'on se fait voir. Il s'agit aussi d'un lieu de mise en valeur des identités diverses qui renseigne sur l'imaginaire social, à travers la manière dont les gens se regardent, se croisent et se parent. Il s'agit d'un espace social total où se construisent, se déconstruisent et se reconstruisent des pratiques individuelles diversifiées. »⁵⁰³

En suivant la trajectoire sur laquelle se construit cette définition, on se rend compte qu'il est possible de recevoir la rue comme un espace social où se donne à voir des modes collectifs d'arrangements sociaux, des modes de production, de reproduction et de validation de compromis qui assurent à une société sa perpétuité et sa stabilité relative – rappelons que des révoltes aux conséquences souvent importantes naissent dans les rues –. Pour le dire d'un autre mot, la rue est un cadre à travers lequel se dramatise les imaginaires et les représentations que se font les acteurs sociaux. En effet, la rue :

« Donne à voir des paysages urbanistiques très disparates mais se donne surtout à voir les empreintes vivantes. Les temporalités fugaces que l'on observe renvoient à des

⁵⁰³ Armand Leka Essomba, op. cit, p. 148.

logiques différentes d'emprunts, d'usages de passages (...). A ce titre la rue nous semble à la fois constituer un révélateur particulier (au sens quasi photographique du terme) des dynamismes actuels de changements et d'innovations sociales en Afrique. Même s'il est parfois difficile de distinguer celles mises en œuvre dans une situation géographique et historique donnée de celles répondant à des évolutions plus profondes. »⁵⁰⁴

La rue est donc considérée comme un lieu de rencontre, de passage, d'échanges et de relations interpersonnelles, de solidarités diverses ou encore de socialité. C'est un espace qui remplit plusieurs fonctions et rend possible l'éclosion de plusieurs activités en société, notamment dans les secteurs économique, politique et socioculturel. La rue, parce qu'elle favorise le divertissement, la liberté, le défoulement, se déploie sur le versant contraire du cadre familial qui, lui, est un espace clos et conventionnel. Les travaux menés par Ntsobé et al posent la rue comme étant un site non négligeable dans l'effervescence du camfranglais. Pour ces auteurs, pour le chercheur qui étudie « *les domaines et champs d'action camfranglais, la rue prend toute son importance* »⁵⁰⁵.

« (...) elle est déterminante, voir incontournable, dans l'histoire de l'évolution de ce parler. On peut dire en effet que le camfranglais, langage des jeunes, est aussi le langage de la rue qui en est le creuset, le laboratoire. (...) la rue tolère tout sauf l'intolérance, le formalisme et le dogmatisme, notamment dans le domaine des usages linguistiques. Dans la rue, le camfranglophone est et se sent, plus que partout ailleurs, réellement chez lui, dans son élément naturel, son biotope, au « pays natal » du parler qu'il utilise. Dans la rue, les censeurs et autres défenseurs patentés de la langue de Vaugelas. En revanche, bonjour la licence, la créativité, les audaces de toutes sortes. Car ici on est entre soi, du même bord. On échange des nouvelles d'ici et d'ailleurs : on se raconte en camfranglais les derniers potins du quartier, les échos de la dernière « bougui », etc. Naturellement, c'est au cours de ces rencontres que les uns et les autres enrichissent éventuellement leurs glossaires de termes nouveaux, de nouvelles trouvailles lexicologiques et syntaxiques. »⁵⁰⁶

Pour vérifier que la vitalité que connaît le camfranglais s'épanouit dans la rue, il est nécessaire de retrouver le langage avec lequel les travailleurs de l'informel traduisent leur

⁵⁰⁴ Pierre Janin, « Une géographie sociale de la rue africaine », in *Politique africaine*, Paris, Karthala, 2001, p. 187.

⁵⁰⁵ André-Marie Ntsobé, Edmond Biloa et George Echu, op. cit., p. 54.

⁵⁰⁶ Idem.

concrétude. En parcourant les rues urbaines au Cameroun⁵⁰⁷, on mesure le lien de connivence qui s'établit entre le camfranglais et les acteurs qui y séjournent. Il est important de savoir qu'ici, la rue intègre également, outre les cadres sociaux déjà énumérés, les endroits

« De rencontre ponctuelle ou habituelle des jeunes tel que les salles de jeux et les boîtes de nuit, ainsi que le cadre des multiples occasions de fêtes et de réjouissance diverses dont raffole la jeunesse : anniversaires, succès sportifs et académiques « arrosés », bals des jeunes à l'occasion des traditionnelles semaines culturelles des établissements, fêtes de fin d'année, etc. »⁵⁰⁸

Mais c'est surtout les lieux de marché qui s'imposent comme de véritables temples du camfranglais. Là, les préoccupations de chaque jour, les attentes et les désillusions, les soucis et les envies que côtoient les catégories d'acteurs qui y séjournent se disent en camfranglais. Les interactions conversationnelles qui se jouent entre jeunes commerçants, vendeurs à la sauvette et autres s'énoncent en camfranglais. Les négociations pour l'achat d'une marchandise imposent également de maîtriser cet idiome lexical. Quand, pour obtenir le prix d'une chaussure le client s'avance et demande à John : « Mbom, c'est how much ? » (Mon cher, combien coûte cet article ?), la réponse fournie par ce dernier est susceptible de dérouter les non-initiés : « Donnes seulement deux cacas ? » (Donnes seulement 20. 000 mille francs CFA). Cette réaction n'est pas facilement intelligible pour celui qui se fait sourd au « langage informel ». En réalité, en pénétrant dans les marchés populaires, à l'instar du Marché Central et du Marché Mokolo à Yaoundé, du Marché Mboppi ou du Marché Nkololoun à Douala, entres autres, le chercheur qui s'intéresse au camfranglais se rend très vite à l'évidence qu'il pénètre un autre monde, un nouveau monde qui s'écrit, mais surtout se dit avec ses signes, ses symboles ou, pour le dire d'un seul mot, son langage.

Dans cet univers, le recours au camfranglais sert de marqueur identitaire et joue une fonction éminemment intégrative en ce sens qu'il s'agit là d'un véritable trait de cohésion. Ce qui est intéressant pour l'acteur qui manipule cette langue dans ce milieu, c'est qu'il se sent, au même titre que d'autres acteurs du même groupe affinitaire, solidairement engagé dans un destin collectif. Et, le fond commun – fait de dictons, de proverbes, de sentences, de mots et d'expressions argotiques – qui ressort des tournures et expressions qu'il manipule et qu'

⁵⁰⁷ Pour une typologie de ces rues, voir Armand Leka Essomba, op. cit.

⁵⁰⁸ André-Marie Ntsobé et al., op. cit, p. 54.

Atchang a pu identifier⁵⁰⁹ en pratiquant une immersion dans ces milieux ne traduit pas autre chose. Il signifie la conscience commune d'appartenance à un même temps sociologique qu'ont ces acteurs dans la dramatisation de leurs expériences quotidiennes. C'est sans doute un des paliers à partir duquel il est possible de lire la socialité « en actes » dans le secteur informel. Une telle interprétation trouve d'ailleurs un supplément de pertinence si l'on emprunte une approche similaire à celle d'Emile Durkheim pour qui, la rhétorique populaire, notamment le proverbe, se décline comme « *l'expression condensée d'une idée ou d'un sentiment collectif, relatif à une catégorie déterminée d'objets* »⁵¹⁰.

La sociologue Anne-Sidonie Zoa confirme elle aussi la prégnance du camfranglais dans les secteurs de la rue en reconnaissant que l'utilisation de ce mode langagier « *est plus développé chez les jeunes travailleurs de la rue qui sont en contact permanent avec les commerçants nigériens* ». D'après ce qu'on peut lire dans ses écrits, ces derniers « *l'intègrent aussi dans leurs stratégies d'affaires, surtout lorsqu'ils s'entendent pour tromper les clients. Ce langage convient particulièrement dans toutes les formes de négociations* »⁵¹¹. Et c'est fort de ces constatations qu'elle peut se prononcer :

*« Il importe de relever le sens que les jeunes donnent à la rue dans les trajectoires de la vie urbaine. Ces jeunes qui investissent la rue la transforment en un milieu social qui n'est pas comme les autres. Il est un espace de vie où ils accèdent à une nouvelle vision du monde et acquièrent de nouvelles connaissances. La rue n'est pas simplement un lieu de travail où l'on se livre aux activités de survie, elle est un espace social total où les jeunes créent leur propre monde, avec son organisation, ses hiérarchies, ses règles de vie, ses normes et ses codes. En marge de la famille et de l'école, les jeunes trouvent dans la rue un véritable lieu de socialisation. C'est là qu'ils apprennent à parler le langage qui les distingue des autres groupes sociaux. Bref, la rue tend à devenir le lieu d'émergence de la culture des jeunes dans les villes africaines. »*⁵¹²

Nous venons de considérer différents contextes d'énonciation du camfranglais. Cette séquence de notre analyse appelle deux remarques de notre part. La première c'est qu'elle nous a permis de nous rendre compte que, du point de vue des espaces que nous avons répertoriés, il est possible de dire que le camfranglais s'épanouit certes « *partout où il y a des*

⁵⁰⁹ Voir Atchang, op. cit, notamment les annexes.

⁵¹⁰ Emile Durkheim, *De la division du travail social*, PUF, Paris, 1967, p. 145.

⁵¹¹ Anne-Sidonie Zoa, art. cité, pp. 239.

⁵¹² Ibidem, pp. 239-240.

camfranglophones, mais de préférence où et quand ils se retrouvent entre eux, dans leurs espaces de liberté »⁵¹³. La deuxième observation quand à elle fait état de ce qu'il n'existe pas une homogénéité dans la pratique de ce langage. En effet, ainsi que nous avons eu à le faire remarquer, les locuteurs du camfranglais ont des trajectoires disparates. Mais surtout, il est impératif de souligner que le registre des camfranglophones varie selon qu'on a affaire à des publics différents. Le camfranglais que manipulent les étudiants et les élèves n'a, par exemple, pas la même consistance et la même épaisseur linguistique que celui que pratiquent les « travailleurs de l'informel ». Dans le même ordre d'idées, il est important de savoir qu'en fonction des zones géographiques, des différences culturelles et des contacts avec diverses langues nationales, le camfranglais prend une coloration différente. C'est, à titre d'illustration, ce qui fait par exemple qu'entre le camfranglais parlé à Douala et celui développé à Yaoundé, il y ait un certain nombre d'écarts. Pour être tout à fait complet sur ce volet, nous aurions certainement dû nous appesantir sur les thèmes autour desquels conversent les camfranglophones. Cependant, au risque de nous priver d'une information qui enrichirait ce travail, nous laissons cet aspect de côté⁵¹⁴. La question qui nous intéresse à présent étant celle de savoir en quoi et pourquoi il est possible de lire la créativité des jeunes en milieu urbain derrière le recours au camfranglais. C'est là l'objet de notre prochaine étape.

III – LIRE LA CREATIVITE LINGUISTIQUE A TRAVERS LE CAMFRANGLAIS

Nous avons déjà précisé le sens et la puissance des contours que nous assignons, dans ce travail, à la notion de créativité. Nous avons également signalé que cette créativité ne s'observe pas seulement au niveau du compartiment économique. En ce moment, nous prétendons la repérer, l'analyser et la rendre intelligible dans son versant linguistique. Le tout devant culminer dans une démonstration de l'idée qui est la nôtre et selon laquelle, à travers une observation rigoureuse, l'on peut certifier la créativité des jeunes en milieu urbain en questionnant le camfranglais. Notre argumentaire s'appuie sur trois éléments. Il s'agira, dans le premier mouvement de cette réflexion de considérer les fondements même du camfranglais pour voir comment, à partir d'un ensemble de référents historiques, sociaux et culturels (influence de l'anglais, du français et des langues locales), les jeunes ont pu inventer cette

⁵¹³ André-Marie Ntsobé et *al.*, op. cit, p. 54.

⁵¹⁴ Le lecteur désireux de s'informer davantage trouvera un développement y relatif dans l'ouvrage, abondamment cité dans ce travail, d'André-Marie Ntsobé et *al.*, op. cit, pp. 54-61.

langue. La deuxième articulation nous impose un détour par une analyse des structures stylistiques et lexicologiques du camfranglais pour voir où situer, à ce niveau, son originalité. Enfin, nous verrons comment, il est possible de découvrir, chez les jeunes acteurs urbains qui pratiquent cet idiome lexical au Cameroun, une autre manière de voir le monde, une nouvelle forme d'affirmation de l'identité.

Considérons tout d'abord, dans le premier mouvement de notre démonstration, les fondements même du camfranglais. A ce niveau, le camfranglais peut être lu comme un indicateur de la créativité des jeunes si l'on porte notre attention sur la façon avec laquelle les jeunes combinent différentes langues qui participent de leur mémoire historique pour inventer ce langage. Pour cela, il est important de relever que cette façon de communiquer qui est singulière aux jeunes acteurs urbains camerounais se construit à travers un mélange de langues nationales camerounaises, de français et d'anglais⁵¹⁵. « *Le camfranglais s'enrichit et se revitalise de divers apports linguistiques conduisant à une véritable révolution culturelle...* »⁵¹⁶. Le camfranglais se veut une langue usuelle qui dérive d'une réalité nouvelle, d'une réalité locale, du vécu quotidien des jeunes. Si, ainsi que nous l'avons mis en exergue dans les lignes antérieures, il tire son acte de naissance du port de Douala, il importe de relever que le recours au camfranglais mérite d'être interprété comme symptomatique de la volonté des jeunes qui le pratiquent de s'affirmer et de s'exprimer entre eux de façon à n'être compréhensible que par une catégorie très restreinte de locuteurs⁵¹⁷. En choisissant de nous attarder sur la puissance créatrice des jeunes, il est nécessaire de rappeler que l'émergence du camfranglais s'origine dans un contexte de plurilinguisme. Ce plurilinguisme est attesté par l'existence au Cameroun, de plus de 200 langues. D'après certains spécialistes des sciences du langage, « *En 1993, on s'est aperçu après les dernières enquêtes effectuées (...) que le Cameroun compte en fait 248 unités-langues ...* »⁵¹⁸. Aux langues nationales, s'ajoutent deux langues officielles : le français et l'anglais ; et on pourrait aussi bien mentionner à ce niveau l'allemand et l'espagnol qui sont des deuxièmes langues auxquelles sont scolarisés les jeunes scolaires dès la classe de 4^{ème}. C'est dire tout le processus créatif qui est opéré par les jeunes pour construire l'idiome lexical qu'est le camfranglais. Car, il convient de le souligner avec vigueur :

⁵¹⁵ Il convient aussi de remarquer que ce parler gagne aussi les campagnes même s'il est vrai qu'il ne s'y exprime pas avec la même envergure.

⁵¹⁶ André-Marie Ntsobé et al., op. cit, p. 9.

⁵¹⁷ Ibidem, p. 54.

⁵¹⁸ Idem.

« Au plan lexicologique, le camfranglais intègre tout le vocabulaire « passif » que possèdent les jeunes en français, en anglais, en pidgin-english, en langues nationales, en espagnol, en allemand et en latin ... »⁵¹⁹.

En examinant l'apport du français, de l'anglais, du pidgin-english, des langues locales, des autres langues non-camerounaises, on se rend compte que le camfranglais se ravitaille à plusieurs râteliers. On y retrouve pêle-mêle, selon la classification qu'en fait Echu⁵²⁰, des mots français, des termes provenant de l'argot, des néologismes, des abréviations, etc. L'influence de l'anglais standard et déformé, de la composante pidgin-english ; ainsi que l'apport des langues camerounaises (notamment des termes d'origine duala et/ou basaa, ewondo, bulu et eton ; bamiléké : bagangté, bafoussam, ghomala, bangou, ngemba, badenkop ; fulfulde, haoussa ; et d'autres langues camerounaises) est tout aussi perceptible. En plus de ces détails :

« Il faut aussi signaler que les influences socioculturelles ont une incidence considérable sur le camfranglais. A cet égard, force est de reconnaître que le cinéma, surtout les films américains traduits en français, apporte des expressions telles que « coup de filet » (rafle), « ne pas faire cadeau » (être sincère), et « faire un tabac » (avoir du succès). A cela faut-il ajouter l'impact des mouvements « rapp » et « hi pop » avec la génération des « yo » et « yoyettes ». Ces phénomènes socioculturels sont ressentis non seulement à travers le comportement social de jeunes, mais aussi au niveau du comportement langagier. »⁵²¹

A tous ces éléments, viennent s'additionner des procédés comme la « tentative de francisation des termes provenant des autres langues », la « désémantisation » et « la resémantisation des termes » et enfin, le « caractère polysémique de certains termes ». Point n'est besoin d'insister sur l'analyse de ces processus qui ont été suffisamment analysés et illustrés par certains auteurs⁵²². Ce qui nous paraît fécond, c'est de relever qu'à travers l'effervescence de ce langage, les jeunes réussissent à inventer une langue. Pour situer correctement ce langage, il est capital de s'interroger sur son statut et de prendre en compte sa fonction sociolinguistique. En d'autres mots, cela revient à caractériser le camfranglais en

⁵¹⁹ André-Marie Ntsobé et al., op. cit, p. 27. Pour plus de détails, voir M. A Boum Ndongo-Semengue et E. Sadembouo, « L'atlas linguistique du Cameroun : les langues nationales et leur gestion », in Gervais Mendo Ze (sous la dir.), *Le français langue africaine : Enjeux et atouts pour la francophonie*, Paris, 1999, Publisud, pp. 67-79.

⁵²⁰ André-Marie Ntsobé et al., op. cit, pp. 69-91..

⁵²¹ Ibidem, p. 85.

⁵²² Idem.

cherchant à savoir ce qu'il est : est-il un argot, un jargon, un sabir, un pidgin, un dialecte français ? Cette préoccupation que l'on retrouve également chez Ntsobé⁵²³ mérite qu'on s'y attarde pour mieux révéler la position complexe qu'assume le camfranglais car, il peut aussi bien se décoder comme l'un ou comme l'autre. Si l'on prend en compte la contribution de George Echu,

« Le camfranglais assume (...) la dimension d'un argot à travers les critères d'utilisation tels que la familiarité, la passion, la tendresse pudique, la séduction, la frime, le snobisme, le plaisir d'être dans le vent et la désinvolture. »⁵²⁴

A en juger par les propos de ce spécialiste camerounais :

« Pour ceux qui ont considéré cette langue comme un argot, leur argumentaire semble se fonder sur l'influence considérable de l'argot français à travers le cinéma et les romans policiers, surtout dans la variété du camfranglais parlé à Yaoundé. (...). L'argotisation du camfranglais est par ailleurs responsable du fait que ce parler soit considéré comme un langage codé qui n'est accessible qu'aux initiés. En puisant son fond lexical de l'argot français ainsi que des emplois argotiques propres au contexte local, le camfranglais se présente comme un véritable parler argotique qu'emploient les jeunes Camerounais francophones habitant les métropoles. »⁵²⁵

Mais le camfranglais peut aussi s'analyser autrement, comme un jargon par exemple. L'on peut défendre ce point de vue en s'arc-boutant sur le sens que Dubois fournit à cette catégorie notionnelle. Pour cet auteur :

« Le jargon a d'abord été une forme de l'argot, utilisée dans une communauté généralement marginale qui éprouve le besoin de ne pas être comprise des non-initiés ou de se distinguer du commun. Par extension, le jargon est employé pour désigner une langue dont on juge qu'elle est déformée ou incorrecte ou incompréhensible. »⁵²⁶

⁵²³ André-Marie Ntsobé et al., op. cit, pp. 41-46.

⁵²⁴ Ibidem, p. 42.

⁵²⁵ Idem.

⁵²⁶ Jean Dubois et al., *Dictionnaire de linguistique*, Larousse, Paris, 1973, p. 272.

Sans épouser totalement le rapprochement que semble établir certains auteurs entre le camfranglais et le jargon, l'argument avancé par Georges Echu nous aide à mieux l'appréhender :

« Le camfranglais est non seulement construit autour de la phrase française, mais il est, d'après FOSSO (1999 : 190), « une désorganisation de la syntaxe française ». Cette déformation du français ne se limite pas uniquement à la syntaxe ; elle recouvre bien d'autres domaines tels la morphologie, le lexique et la sémantique. En d'autres termes, la déformation morphologique, lexicale, syntaxique et sémantique du français à travers le camfranglais rend ce dernier incompréhensible aux non-initiés. Si le camfranglais se parle entre les jeunes gens du même bord, il est toutefois incompréhensible à la majorité écrasante des locuteurs du français au Cameroun. »⁵²⁷

Mais le camfranglais peut tout aussi bien être considéré comme un sabir ou encore comme un pidgin. Pour les analystes qui posent le camfranglais comme un sabir⁵²⁸ :

« Le camfranglais est un sabir créé au début des années 1980 par les lycéens s'estimant tributaires d'une triple culture francophone, anglophone et camerounaise que leurs aînés ne possédaient que partiellement. Cette langue spontanée mélange ainsi un lexique principalement local et anglais autour d'une syntaxe française simplifiée, dans le but de semer les aînés curieux qui, en effet, n'y voient que du feu. »⁵²⁹

Ce point de vue est également celui de Fosso et d'Essono. Fosso affirme péremptoirement : *« ce que nous avons appelé camfranglais est en réalité le sabir camerounais »⁵³⁰*. Pour asseoir son point de vue, il convoque Marouzeau qui considère que ce que l'on appelle sabir n'est en réalité rien d'autre que *« toute langue consistant dans un mélange »⁵³¹*. Poursuivant sa démonstration, Fosso défend l'idée que :

⁵²⁷ André-Marie Ntsobé et al., op. cit., p. 42.

⁵²⁸ Voir les travaux de Denis Bitja'a Kody, « Problématique de la cohabitation des langues », in Gervais Mendo Ze (éd), *Le français langue africaine : enjeux et atouts pour la francophonie*, Paris, Publisud, pp. 80-95. Lire également le texte de Fosso, « le camfranglais : une praxéogénie complexe et iconoclaste », Gervais Mendo Ze (éd), *Le français langue africaine : enjeux et atouts pour la francophonie*, Paris, Publisud, pp. 178-194

⁵²⁹ Denis Bitja'a Kody, « Problématique de la cohabitation des langues », art. cit., pp. 94-95.

⁵³⁰ Fosso, « Le camfranglais : une praxéogénie complexe et iconoclaste », in Gervais Mendo Ze (sous la dir.), *Le français langue africaine : Enjeux et atouts pour la francophonie*, Paris, 1999, Publisud, p. 194.

⁵³¹ J. Marouzeau, *Lexique de la terminologie linguistique*, Paris, Geuthner, 1951.

« ... le sabir n'est utilisé que pour des relations épisodiques, à l'objet limité, particulièrement pour le commerce ; le sabir camerounais est restreint aux milieux scolaire et universitaire »⁵³².

Dans son *Précis de linguistique générale*⁵³³, Jean-Marie Essono dit, parlant du sabir :

« (...) qu'il est une langue composite née du contact de deux communautés linguistiques ou même plus qui n'ont aucun moyen de se comprendre, notamment dans les transactions commerciales. Les sabirs n'ont pas de structure grammaticale bien définie et permettant des juxtapositions de mots ... Il s'agit en d'autres termes d'une langue déformée, utilisée par une communauté mal acculturée dans ses rapports avec le groupe dominant. »⁵³⁴

Si l'on se range derrière l'hypothèse qui lit le camfranglais comme un pidgin, on se rend compte que cette démarche interprétative s'appuie également sur des éléments probants. Car, si l'on est en harmonie avec Essono qui pense que « le pidgin est une langue hybride née du contact d'une langue véhiculaire avec d'autres langues permettant l'intercompréhension de communautés linguistiques différentes ... »⁵³⁵, il est possible de s'accorder sur la filiation du camfranglais au pidgin.

De toutes les façons – et ce, quelle que soit le point de vue considéré – il est difficile de ne pas corroborer l'hypothèse qui pose le camfranglais comme une langue produite par ses locuteurs en « braconnant » à gauche et à droite. Il s'agit d'une véritable invention des jeunes acteurs urbains au Cameroun. Sans doute faudrait-il prendre en compte certains éléments stylistiques et les soumettre à l'autopsie pour apprécier toute l'étendue du génie créateur dont font montre les jeunes. L'on est informé que, pour Kerstin Störl, « (...) le style est un phénomène qui stimule la créativité, qui nous permet de jouer avec la variabilité de la langue et que l'on remarque souvent en comparant des textes, des variétés et des langues. »⁵³⁶ Mais cet auteur ne s'arrête pas à ce niveau. Pour lui,

« La manipulation créatrice du langage montre que la créativité produit la variation. Cela ne concerne pas seulement le choix des formes linguistiques qui conduisent à la variabilité,

⁵³² Fosso, art. cité, p. 194.

⁵³³ L'Harmattan, Paris, 1998, pp. 58-59.

⁵³⁴ Idem.

⁵³⁵ Jean-Marie Essono, op. cit, p. 59.

⁵³⁶ Préface de Kerstin Störl, in André-Marie Ntsobé et al., op. cit, p. 11.

mais aussi – à une plus grande échelle – les variétés linguistiques, comme les différents dialectes, sociolectes, langues mélangées etc., notamment le camfranglais. »⁵³⁷

La créativité qu'affichent les jeunes qui recourent au camfranglais s'exprime également à travers les formes d'expression et les tournures que fabriquent les jeunes. Ces éléments sont importantissimes à souligner dans la mesure où ils attestent le travail créatif des destinataires. A partir de cet idiome lexical, on peut soupçonner ce que pensent les jeunes qui manipulent ce langage par rapport aux différentes cultures qui leur sont proposées. On peut également y voir de quelle manière ils construisent, en le nommant, leur propre univers mental, culturel et symbolique. Mais il y a plus.

La deuxième articulation à travers laquelle nous nous imposons de faire ressortir la créativité qui se dissimule derrière le recours au camfranglais nous impose un détour par une analyse des structures morphologiques et lexicologiques du camfranglais pour voir où situer, à ce niveau, son originalité. Même si, nous ne nous attarderons pas trop sur cette section, il est impératif d'insister sur ce qu'Edmond Biloa⁵³⁸ appelle la « création lexicale » qui se donne à voir dans le camfranglais car, « *En plus des emprunts, le camfranglais a recours à ses propres processus de création de mots. Il arrive aussi qu'il crée de nouveaux mots en se servant d'autres langues.* »⁵³⁹ Pour mieux cerner cette créativité lexicale, il est tout aussi nécessaire de prêter attention aux onomatopées, à la dérivation, à la composition, aux abréviations, à la reduplication et à l'inversion, aux haplogogues, etc.⁵⁴⁰. Car ce sont là autant de procédures qui rendent palpables l'extériorisation de l'inventivité langagière des jeunes.

Mais la créativité dont témoignent les jeunes au niveau du langage que représente le camfranglais déborde largement le cadre des considérations relative aux innovations linguistiques, stylistiques, lexicologiques ou encore morphosyntaxiques. Pour s'en rendre compte, il importe de dire que le recours à cet idiome lexical trahit quelque chose de plus fondamental dans la mesure où, derrière l'invention de ce langage, on peut s'autoriser de discerner, chez les jeunes citadins, une autre manière de voir le monde, une nouvelle forme d'affirmation de l'identité culturelle. Cette nouvelle façon de voir le monde et cette nouvelle forme d'affirmation de l'identité culturelle ne sont repérables que si l'on considère quelques

⁵³⁷ Idem.

⁵³⁸ André-Marie Ntsobé et *al.*, op. cit, p. 95.

⁵³⁹ Idem.

⁵⁴⁰ Ibidem, pp. 95-99.

fonctions du camfranglais, notamment la fonction d'identification et de divertissement qui, si l'on en juge par les travaux d'Echu sont les principales fonctions sociales du camfranglais⁵⁴¹. Sur la fonction d'identification et d'intégration, laquelle nous intéresse davantage, Echu écrit :

*« De façon générale, le camfranglais ne se parle que dans un groupe homogène au sein duquel les membres entretiennent entre eux des relations d'amitié, de voisinage ou de classe d'âge. Ce faisant, ils manifestent leur identité ; l'identité de ce groupe restreint qui ne se comprend qu'entre eux. Pour ces jeunes, il s'agit d'une langue véhiculaire grâce à laquelle ils s'expriment sans contrainte et dans laquelle ils se reconnaissent. »*⁵⁴²

Le propos de Fosso n'emprunte pas un axe fort divergent. Pour cet auteur :

*« Le camfranglais apparaît comme un phénomène discriminatoire ; il est réservé à une classe de jeunes gens entre quinze et vingt-cinq ans qui ont envie de marquer leur différence, de montrer qu'ils sont entre eux et qu'ils peuvent s'exprimer en toute liberté, en toute confiance et en toute complicité. Sous ce rapport, le camfranglais a également une fonction phatique, il est la manifestation de la conscience de groupe, groupe de toutes les complicités dont le camfranglais est le mot de passe qui rassure qu'on est bien entre gens du même bord. »*⁵⁴³

Sans doute est-ce la raison pour laquelle, comme le suggèrent du reste de nombreux auteurs, le camfranglais est une langue secrète, intelligible aux seuls initiés⁵⁴⁴.

*« Parler camfranglais, c'est donc, ainsi que le souligne Féral, être un jeune citoyen qui revendique une identité camerounaise (cam) dans un pays officiellement bilingue (franglais). »*⁵⁴⁵

⁵⁴¹ André-Marie Ntsobé et al., op. cit., pp. 48-49.

⁵⁴² Ibidem, p. 48.

⁵⁴³ Fosso, art. cité, p. 192.

⁵⁴⁴ Emmanuel Chia et J. Gerbault, « Les nouveaux parlers urbains : le cas de Yaoundé » in Actes du Colloque International sur *Des Langues et des villes*, Dakar 15-17 décembre 1990 (collection dirigée par Robert Chaudenson), Paris, ACCT et Didier Erudition, pp. 263-277.

⁵⁴⁵ Carole de Féral, « Le français au Cameroun : approximations, vernacularisation et camfranglais », in Didier de Robillard et Michel Beniamino (sous la dir.), *Le français dans l'espace francophone*, T. 1, Paris, Edition Champion, 1993, p. 213.

La nécessité de faire apparaître les nouveaux regards qui se dessinent à travers la préférence que les jeunes manifestent, dans les centres urbains, pour le camfranglais nous force à nous demander :

« Pourquoi les générations actuelles préfèrent-elles ce langage en violant délibérément toutes les règles de grammaire et en s'écartant sans scrupules des vocabulaires reçus ? Bref, d'où vient ce goût et cette rage de « massacrer » froidement les langues officielles d'un Etat ? »⁵⁴⁶

Ces demandes autorisent à considérer la charge contestatrice dont est porteuse la langue camfranglaise et qui nous semble être l'essence même de cet idiome lexical.

IV – LANGAGE CAMFRANGLAIS ET INDOCILITE

En affirmant, ainsi que nous l'avons fait en amont, que l'essence du camfranglais épouse les contours de la contestation, l'idée de fond que nous voulons faire apparaître c'est que, le lien qui unit le camfranglais à la contestation est un lien d'inséparabilité, d'indivisibilité. On pourrait d'ailleurs, à ce propos, qualifier ce lien en affirmant, si l'on se sert d'une expression chère au sociologue américain Charles Cooley, que le camfranglais et la contestation sont « twin-born » et « twin-developped ». C'est dire si la créativité des jeunes germe sur la contestation.

Pour s'en convaincre, il est urgent de dépasser les analyses qui, dans leur présentation du camfranglais, insistent davantage sur les seules fonctions d'intégration et/ou de divertissement⁵⁴⁷. Cette démarche nous oblige à nous approprier, en les élargissant, les développements, déjà esquissés en ces domaines, par Ela⁵⁴⁸ et Zoa⁵⁴⁹. D'après la lecture que suggère Jean-Marc Ela, en étant attentif à la manière avec laquelle les jeunes manipulent le camfranglais, « on découvre chez eux une volonté manifeste de provoquer en transgressant, avec ironie, les règles du « bon usage » du français et de l'anglais. »⁵⁵⁰ A partir de cette considération, il n'est pas excessif de se demander, en reprenant quelque peu une

⁵⁴⁶ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit., p. 28.

⁵⁴⁷ C'est George Echu qui typologise ainsi les fonctions sociales du camfranglais. Pour un aperçu, voir André-Marie Ntsobé et al., op. cit., pp. 95-99.

⁵⁴⁸ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit., pp. 26-40.

⁵⁴⁹ Anne-Sidonie Zoa, « Langages et cultures des jeunes dans les villes africaines », art. cit.

⁵⁵⁰ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit., p. 28.

interrogation naguère formulée par Ela si, « *Dans un pays, comme le Cameroun, qui n'a pas de langue de communication propre comme le swahili, le sango, le wolof ou le lingala* », les jeunes ne manifestent pas leur récrimination contre l'autorité de deux langues officielles qui s'opposent à ce que l'on se parle sans contraintes ? A cette interrogation, le point de vue de Jean-Marc Ela est le suivant :

« A Yaoundé où le pidgin est peu répandu, mettre le français entre parenthèses quand on se retrouve loin des bureaux des ministères n'est pas innocent. Il y a là un « détour » qui traduit les aspirations profondes d'une société en crise d'identité. Pour les jeunes, il ne s'agit pas seulement de se soustraire à la censure des parents et des adultes en s'entretenant dans une langue que les initiés sont seuls à maîtriser. Les plus avertis font exprès de parler mal le français. En violant les règles apprises, c'est comme s'ils désacralisaient la langue des anciens maîtres. »⁵⁵¹

Le commentaire qu'appelle cette argumentation de Jean-Marc Ela laisse soupçonner d'autres fonctionnalités que l'on peut assigner au camfranglais. Il y a tout d'abord le fait que l'utilisation du camfranglais parmi les jeunes signifie explicitement une volonté d'exclusion de certaines catégories sociales au nombre desquelles figurent les aînés sociaux, et plus précisément les adultes et les parents. Il y a donc ici une forme de contestation linguistique qui peut être dite intergénérationnelle. Et on se retrouve là au cœur d'un enjeu identitaire très prononcé car, à travers le recours au camfranglais en tant que sociolecte, les jeunes acteurs urbains se prononcent délibérément en faveur d'une identité particulière et particularisante.

Dans cette perspective, l'utilisation du camfranglais peut être analysée comme une façon de contourner les interdits instaurés par les parents et les adultes. Pour qui sait que les échanges linguistiques qui se passent à travers le langage courant témoignent d'une certaine retenue à évoquer certaines réalités explicitement, il est possible de se laisser convaincre que le camfranglais permet aux jeunes de désigner ces réalités par un langage détourné, dénué des connotations immédiates liées aux mots du registre habituel. C'est peut être cela qui explique que pour mieux entrevoir le caractère iconoclaste du camfranglais, il faut interroger les thèmes qui meublent les conversations des jeunes et où, très souvent, ils n'invitent pas les aînés. En effet, le lexique du camfranglais est particulièrement riche. « (...) *chaque situation s'exprime par les mots appropriés. Il existe un langage pour les examens et la fraude, les*

⁵⁵¹ Idem.

filles, l'amour et la sexualité, la bourse et le pouvoir. »⁵⁵² Pour convaincre sur ce sujet, quelques illustrations suffisent.

« Pour détourner l'attention de leurs parents, les jeunes ont inventé un code dont ils se servent en parlant sous leur nez. Ainsi, le « ré pé », c'est le père tandis que la « ré mé », c'est la mère. On ne se contente plus d'utiliser les mots tels que le « vieux » ou la « vieille » que les parents comprennent facilement et n'aiment pas toujours. Sur le campus universitaire, le mot « epsi », abréviation de la lettre grecque epsilon, désignait la bourse des étudiants quand il y en avait. Au fond des quartiers populaires, on pouvait entendre : « epsi est tombé » ou « epsi est là », pour dire que le paiement des bourses était commencé. Le « bord » désigne les notes de cours. Pour se moquer du professeur esclave de ses notes de cours, les étudiants crient dans l'amphithéâtre : « l'homme n'est rien sans son bord » (...). Dans un contexte de crise qui frappe les jeunes en particulier, souffrir des « maux de poche », c'est manquer d'argent ; être « ngué », être « foiré » par opposition à avoir des « do » ou dollars. De nombreux termes constituent un reflet ou un indicateur de la vie sociale. « Lancer le gombo » signifie draguer une fille, mais aussi glisser l'argent entre les mains de quelqu'un pour le corrompre. »⁵⁵³

Le champ lexical de la sexualité est particulièrement fourni dans la mesure où il existe une variété de mots et d'expressions pour dire et nommer chaque situation qui structure le vécu sexuel :

« Pour dire la fille, on utilise les termes comme la « wa », la « nga », la « pikine », le « cacao ». On dira : d'une fille jolie, « bon cacao » opposé au mauvais cacao » ; courtiser, « tchatch la nga », « lancer le maïs », « tâcler » ; se laisser séduire, « tomber sans glisser » ; aimer, « piff » ; « ndolo », souffrance, car quand on aime une fille, on souffre pour elle ; le baiser, « la moppe » ; échanger un baiser, « moppans » ; aphrodisiaque, « manpower », démarreur ; faire l'amour, « binda », « tarer », « tailler » ; la rupture, « bollè » ; l'infidélité, « bondir », « déclasser » ; devenir enceinte, « avaler la banane » ; le sperme, « biberon » ; les prostituées, « poteaux », « lucioles », « lampes tempêtes », « wolowoss » ; la maîtresse, « deuxième bureau », « mapan » ; le SIDA, « Syndrome inventé pour Décourager les Amoureux. »⁵⁵⁴

⁵⁵² Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit, p. 27.

⁵⁵³ Anne-Sidonie Zoa, art. cité, pp. 240-241.

⁵⁵⁴ Ibidem, p. 241.

Les indications qui précèdent nous donnent des informations pertinentes sur la vitalité du camfranglais. Ce que suggèrent l'emploi du camfranglais, c'est que « *Pour les jeunes d'aujourd'hui, le français n'est plus un fétiche* »⁵⁵⁵. Ce que les jeunes acteurs urbains recherchent derrière l'utilisation du camfranglais, c'est avant tout à inventer une nouvelle langue populaire.

*« Cette langue est celle du « monde d'en bas ». Elle tend à devenir l'instrument de communication des jeunes sans parole dans un système sociopolitique et économique qui les rejette dans la marginalité »*⁵⁵⁶

C'est à ce niveau qu'il faut situer le deuxième enseignement que l'on peut tirer de l'orientation contestatrice qu'Ela assigne au camfranglais. Car,

*« En rupture avec les élites intellectuelles et les leaders politiques incapables d'opérer « la déconnexion », les jeunes optent pour un langage dont l'essor obéit à la logique de « l'informel » où, précisément, l'imagination est puissante et active. Pour les jeunes, les gens vivent dans un monde « ordinaire », populaire. Or, à Yaoundé, le français n'est pas une langue populaire. Il faut échapper à la langue du Blanc pour se parler. Ce sentiment domine jusqu'en milieu étudiant. A travers le camfranglais, le langage de la rue tend à devenir le langage du peuple. »*⁵⁵⁷

En réalité, derrière le recours des jeunes au camfranglais dans les espaces urbains camerounais, on peut voir la contestation que cette catégorie d'acteurs expriment vis-à-vis des langues officielles qui portent, dans l'économie symbolique courante, la figure de l'étranger et de l'étrange. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir comment elles sont malmenées à travers le camfranglais comme-ci, ce que semblent suggérer l'intimité que les jeunes entretiennent avec ce registre langagier, c'est l'idée de « ces langues qu'on nous impose, alors que nous n'en voulons pas ». Jean-Marc Ela n'a donc pas le regard faux lorsqu'il reconnaît :

« On dirait que les nouvelles générations se plaisent à brouiller la communication avec la société en s'appropriant les moyens d'expression accessibles à leur âge dans les groupes, les cercles, les bandes ou les milieux scolaires qui se donnent leur vocabulaire et leur grammaire pour produire du sens. Il faut appartenir à la « tribu » pour comprendre les mots, les

⁵⁵⁵ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit, pp. 28-29.

⁵⁵⁶ Ibidem, p. 29.

⁵⁵⁷ Idem.

*images et les symboles qui s'écartent délibérément des langages
institués. »*⁵⁵⁸

Quoiqu'il en soit, il est difficile de ne pas reconnaître que les générations actuelles préfèrent le camfranglais. Dans la même veine, il ne faut pas être un spécialiste des sciences du langage pour se rendre compte qu'à travers le camfranglais, ce qui se donne à voir, c'est la façon avec laquelle les jeunes profanent intentionnellement toutes les normes grammaticales et prennent, sans vergogne, des distances d'avec les vocabulaires reçus. Jean-Marc Ela dit d'ailleurs, parlant des jeunes, qu'ils ont un goût et une rage de « massacrer » froidement les langues officielles de l'Etat camerounais⁵⁵⁹.

Tel qu'il est employé par les travailleurs du secteur informel, le camfranglais est également un dire et un parler populaire qui ne cherche pas le « vrai », « le bon usage », le respect des règles des langages institués. Mais surtout, c'est en camfranglais que les jeunes qui s'activent au quotidien dans le secteur informel ont pris l'habitude de manifester leur mécontentement. Dans cette perspective, il faut peut-être faire observer que c'est principalement en camfranglais que les « sauveteurs » expriment leur violence verbale. Le camfranglais doit s'analyser comme une nouvelle forme d'affirmation par les jeunes d'une identité culturelle en même temps qu'il faut y voir un mode de protestation clandestin⁵⁶⁰.

Pour comprendre la portée de cet idiome lexical, il est important de souligner qu'il ne s'épanouit pas uniquement dans un contexte travaillé par une crise politique, économique ou sociale. Son acte de naissance se situe aussi dans un contexte où émerge une crise des langages. Le camfranglais se positionne comme le langage d'une génération. C'est un langage de jeunes qui disent non au français et à l'anglais qui sont les langues officielles au Cameroun, mais surtout les langues de l'ailleurs, des anciennes puissances colonisatrices. Même s'il est vrai qu'avec la « décolonisation », les langues du colonisateur sont devenues les langues de ceux qui les emploient, les jeunes ne se privent pas de s'opposer à l'emprise de ces langues. Peut être l'ampleur que connaît le camfranglais aujourd'hui dans les centres urbains camerounais a-t-elle aussi quelque chose à voir avec le refus, par les jeunes générations, de la

⁵⁵⁸ Jean-Marc Ela, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, op. cit, p. 27.

⁵⁵⁹ Ibidem, p. 28.

⁵⁶⁰ Ibidem, p. 29. Pour avoir un regard porté sur le camfranglais comme nouvelle forme d'identité culturelle, prospecter les observations de Dicudonné Atchang, op. cit., pp. 77-92.

domination politique que les élites dirigeantes au Cameroun exercent avec la bénédiction des puissances occidentales⁵⁶¹.

L'analyse du camfranglais fait ainsi apparaître la créativité linguistique des jeunes acteurs urbains au Cameroun. Cette créativité se construit à travers un savant métissage dans lequel s'entremêlent les langues des anciennes puissances colonisatrices, devenues depuis les langues des anciens colonisés, et les langues nationales. Ce métissage contribue à enrichir cet idiome lexical qui lui-même prospère à partir de ce que George Echu nomme « un fonds primitif qui est le français ». Sur ce point, on est d'accord avec Ntsobé qui écrit : « *dans le phénomène camfranglais, c'est la phrase française qui devient l'espace, le cadre des occurrences de quelques vocables anglais, camerounais ou autres.* »⁵⁶² Les mots camfranglais sont ainsi issus, non seulement de plusieurs coins du monde, mais aussi de plusieurs terroirs du Cameroun. Dans le langage camfranglais, les mots français, les termes provenant de l'argot, les néologismes, les abréviations, les termes anglais, la composante pidgin-english, tout comme les termes d'origine duala, baasa, ewondo, bulu, eton, etc. se côtoient allègrement⁵⁶³.

Dans un contexte où certains analystes ne voient à travers les manières de vivre et d'occuper la ville qu'une réactualisation de la « solidarité par similitude », l'observation du métissage qui se tisse dans la parlure qu'est le camfranglais nous autorise à lire la ville, tout au moins à ce niveau, comme un espace où les identités ethniques sont supprimées au profit d'une langue qui permet à la majorité de se reconnaître, de communiquer, d'exister. En effet, qu'ils soient duala, eton, basaa, etc. les jeunes citadins qui s'expriment en camfranglais empruntent dans la boîte à outils lexicologiques de l'autre. Ici, la figure de l'autre cesse d'être une figure ennemie et se confond avec son identité individuelle, personnelle. On assiste donc ici à une unité dans la diversité. Les jeunes urbains sont unis par leur pratique commune du langage camfranglais, mais aussi, par leurs conditions de vie, leurs temporalités présentes. Leur diversité se situe au niveau de leur idiosyncrasie, de leurs expériences personnelles.

En réalité, on ne peut s'empêcher de lire, derrière le recours au camfranglais l'affirmation d'une identité particulière. L'idée mériterait sans doute d'être approfondie, mais

⁵⁶¹ Nous parlons plus précisément de la France. Pour comprendre cette idée, il faut se rappeler que pour la plupart, les locuteurs du camfranglais sont davantage des francophones que des anglophones.

⁵⁶² André-Marie Ntsobé et al., op. cit, p. 69.

⁵⁶³ Ibidem, chapitre 5.

si l'on part du constat selon lequel dans les milieux urbains la pratique des langues nationales par les enfants et les jeunes tend à s'étioler, il est possible de considérer que, ce qui se donne aussi à voir derrière le recours massif que ces derniers font au camfranglais, c'est l'affirmation chez ces jeunes générations d'un propre langage, d'un territoire identitaire qui leur garantirait une certaine intimité, un code.

L'existence du camfranglais doit beaucoup à l'existence des espaces urbains. Pour George Echu, on distingue : « *En fonction des pôles d'utilisation, deux grandes variétés de camfranglais (...) : le camfranglais de Douala et celui de Yaoundé* »⁵⁶⁴. Nous n'insisterons pas ici sur les spécificités du camfranglais tel qu'il est parlé dans chacune de ces villes⁵⁶⁵. Ce qui nous intéresse davantage, c'est de mettre en exergue l'idée que comme toute créativité, celle qu'on décèle à travers le camfranglais se construit dans un constant mouvement d'appropriation, de réappropriation et d'invention. Cette idée, nous l'avons quelque peu effleurée lorsque nous parlions du métissage. Comme dans tout métissage culturel, il y a parmi les éléments qui permettent de lire la créativité sociale ou linguistique tel qu'elle se dramatise chez les jeunes urbains, des emprunts locaux ou extérieurs. Car, selon le mot de Gandhi, aucune culture ne peut prétendre vivre en exclusivité. L'essentiel, de notre point de vue, étant de pouvoir rester soi en sachant faire usage des emprunts qui nous proviennent de l'extérieur.

Cet élément nous conduit au terme de notre développement. Faut-il le réitérer, ce qui nous a occupé, c'était de démontrer que dans la société camerounaise, les jeunes ne constituent pas seulement une puissance destructrice. Ils sont aussi, et peut-être même surtout, dans le contexte actuel, une catégorie qui aide à penser le devenir du Cameroun. Dans cette perspective, nous avons fait le pari de les présenter comme des acteurs chez qui il est possible de lire une créativité linguistique.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'importance du langage dans l'évolution d'une société⁵⁶⁶. Il nous semble plus indiqué de relever qu'à partir d'un examen attentif du camfranglais, il nous a été donné de vérifier de quelle manière les jeunes citoyens s'affirment au Cameroun comme un ensemble spécifique auquel on reconnaît des traits communs. Le camfranglais se donne ainsi à décrypter comme une langue qu'ont inventé les jeunes pour se

⁵⁶⁴ André-Marie Ntsobé et al., op. cit, p. 47.

⁵⁶⁵ Ibidem, p. 47- 48.

⁵⁶⁶ Henri Lefebvre, *Langage et société*, op. cit.

parler, ou mieux, pour se poser en s'opposant aux aînés. Point n'est besoin d'être devin pour soupçonner que ce qui se profile derrière le recours à ce langage, c'est l'émergence d'une nouvelle culture urbaine. Laquelle nous paraît être une faille importante à partir de laquelle les jeunes divorcent avec les aînés sociaux. Mais le camfranglais se décline aussi, pour qui est attentif à la société parallèle qui émerge de plus en plus au Cameroun, comme un laboratoire où se fabrique la modernité. En acceptant de regarder autrement cet idiome lexical qu'à travers le seul prisme de la péjoration, nous sommes d'avis qu'on se trouve là en face d'un vouloir vivre différent, portés par les jeunes urbains.

C'est non seulement une autre manière d'envisager son inscription sociale, mais aussi une nouvelle façon d'inventer et d'indiquer son identité culturelle. Loin des discours convenus sur les modes conventionnels ou non conventionnels théorisés par la science politique classique, on peut également y percevoir des modes de protestation politique occultes qui s'avouent comme tels et dont la production et la reproduction sont rendues possible du fait de l'insertion des jeunes dans les centres urbains. A cause de tous ces éléments, il n'est pas exagéré de soutenir le point de vue selon lequel, malgré les âpretés socio-politiques qu'ils conjuguent, au jour le jour, à travers les efforts qu'ils sont obligés de produire pour négocier leurs moyens d'existence au quotidien dans les espaces urbains camerounais, les jeunes citadins connaissent une émancipation dans l'imaginaire dont témoigne la diversité de leurs langages. C'est ce qui appelle à renouveler le regard sur les fonctionnalités des milieux urbains au Cameroun en particulier, et en Afrique en général. Cela toutefois constitue l'objet d'un autre débat.

CONCLUSION

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Parvenu au point d'achèvement analytique de cette réflexion, nous saisissons mieux ce que nous apprennent les jeunes lorsque nous nous employons à poser sur eux une attention qui obvie au piège pathologique. Les jeunes, ainsi que nous nous sommes avancé à les décrire dès l'entame de ce travail, ne peuvent pas exclusivement se laisser cerner à partir des catégories tragiques. Dans la réalité, ils s'affichent sous de nombreux visages. Aussi, est-il tour à tour possible de les appréhender comme étant instrumentalisés par le pouvoir. De la même façon, il est également envisageable de les présenter à travers le prisme de la victimisation, considérant dans ce sens qu'ils sont des cibles, des proies faciles, ou qu'ils forment un segment social qui est très souvent exploité et abusé. Enfin, il arrive très régulièrement qu'on les décrive comme des combattants, des activistes, des personnes entreprenantes, ou encore des rétifs, des destructeurs, des hors-la-loi et criminels. Dans la plupart des cas, les jeunes enchevêtrent concomitamment plusieurs de ces positions. Située au confluent de plusieurs statuts, l'existence de cette catégorie d'acteurs est absconse et ils s'évertuent à se mouvoir, réussissant la plupart du temps à s'insérer sur de nombreux registres sociaux du fait de la polysémie de leurs structures statutaires et comportementales.

Ici, notre préoccupation a été de méditer sur cette catégorie sociale en la considérant comme une force sociale émergente. Dans cette perspective, nous avons surtout cherché à appréhender de quelle manière ils sont en train de construire la société camerounaise tout en étant aussi construits, eux aussi, par celle-ci. Nous nous sommes ainsi proposé de rendre compte de la manière avec laquelle il nous est possible de comprendre la vie actuelle de ces jeunes et d'en discerner les intentions par la conception qu'ils ont de l'avenir.

Dans cet esprit, en construisant son discours à rebrousse-poil des lectures précédentes qui ont longtemps dominé l'analyse du monde des jeunes et qui se sont prioritairement focalisées sur les sujets relatifs à la socialisation, à l'éducation ou au développement, ou qui, quand ce n'était pas le cas, ont eu à interroger les réalités spécifiques aux jeunes comme résultant de l'activité des adultes, cette étude a emprunté une trajectoire similaire à celle qu'esquissent des travaux récents qui mettent davantage l'accent sur le rôle des jeunes dans la fabrication des processus sociaux, politiques et économiques. En l'initiant, nous avons surtout voulu porter notre attention sur la production d'une « culture des jeunes » par eux-mêmes. Sans doute est-ce la principale raison pour laquelle nous avons délibérément privilégié leur faculté de dissidence, d'opposition ou d'insoumission.

A vrai dire, la considération portée sur les jeunes en tant que site par excellence d'intelligence du monde social et de sa complexité nous a été, à divers niveaux, mais surtout dans le contexte africain, inspirée par les productions intellectuelles de sociologues aussi divers que Yao Assogba, Anne-Sidonie Zoa, Jean-Marc Ela, pour ne citer que ceux-là. Sur le plan théorique, ce travail s'inscrit davantage dans la perspective des études de la sociologie du quotidien et de la banalité, rayon qui, d'un point de vue holistique, n'a pas toujours été perçu comme une priorité pour la recherche locale dominante.

Ces auteurs, qui ont régulièrement été convoqués tout au long de cet effort de réflexion, tracent, pour qui s'efforce, un tant soit peu, de dépasser les thématiques de recherche qui ont longtemps séduit la sociologie institutionnelle, les nouvelles pistes théoriques, méthodologiques et épistémologiques qui, aujourd'hui, méritent de retenir l'attention des hommes d'analyse. Dans le contexte du continent noir, l'enjeu consiste, *grosso modo*, à renouveler le regard en portant son attention sur des objets qui jusqu'ici ont été méconnus ou, le cas est plus fréquent, sont mal connus par une frange non négligeable de chercheurs. C'est un regard qui affiche, au jour le jour, la manière dont les gens ordinaires, dans leur tête-à-tête quotidien avec la vie, refusent de se laisser acculer par l'adversité, et déploie toute la force de leur imagination pour élaborer de nouveaux modes de vie, de nouvelles manières d'exister socialement, économiquement, politiquement et culturellement afin de négocier leur vouloir vivre.

Si le *métier de sociologue* nous commande de rejoindre la société dans sa production, le chercheur ne peut ne pas être insensible à ce renouvellement théorique qui, au regard des prétentions dans lesquelles s'est vautrée la sociologie bourgeoise qui irrigue bien des pans de la recherche transnationale et au-delà, relève d'une *épistémologie de la transgression* pour emprunter une expression chère à Jean-Marc Ela.

Tout au long de ce travail, nous avons voulu montrer que, en portant le regard au-delà des travaux qui, dans leurs analyses du vécu existentiel des jeunes, s'appesantissent davantage sur les catégories de la délinquance et de la maladie, toutes pathologiques par essence, il est possible de défendre et d'illustrer l'idée que la jeunesse urbaine camerounaise se trouve, dès lors que l'on veut bien prêter attention à certaines de ses formes d'expressions, à la source de l'invention d'une nouvelle culture urbaine. Pour arriver à convaincre sur ce point de vue, la présente étude s'est construite autour d'un certain nombre de linéaments.

Dans la première partie, il s'est agi de situer le contexte global dans lequel évoluent les jeunes dans les villes de Yaoundé en considérant la place qu'ils occupent dans divers secteurs de la vie sociale. Cette séquence de notre travail que nous avons intitulé *Bref aperçu de la condition de la jeunesse au Cameroun* s'est organisée autour de deux chapitres principaux. D'entrée de jeu (chapitre I), nous avons analysé *la situation socio-économique des jeunes*. En le faisant, ce qui nous tenait particulièrement à cœur, c'était de considérer, au plan économique, l'ampleur du chômage et l'investissement des jeunes dans des compartiments divers qu'offre le secteur informel. Il a également été question, au plan social, de rendre compte des difficultés protéiformes que rencontrent cette catégorie d'acteurs et qui influencent, au jour le jour, leur vécu existentiel tel qu'il se dynamise dans les principaux espaces urbains camerounais. Au terme de cette rubrique, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte, il apparaît que le biotope socio-économique au sein duquel les jeunes acteurs urbains camerounais sont appelés à pratiquer leurs expériences quotidiennes dans notre contemporanéité est marqué du sceau d'une conjoncture économique et sociale difficile qui impose de nombreuses contraintes et limite les moyens.

Dans le deuxième chapitre qui se retrouve dans cette première partie de notre réflexion, et auquel nous avons donné pour titre *La jeunesse camerounaise dans le jeu du pouvoir : « une génération en difficulté ? »*, nous avons voulu analyser la position qu'occupent les jeunes au niveau des institutions qui animent la vie politique au Cameroun. Nous avons abouti à la conclusion selon laquelle, celle-ci laisse apparaître une sous-représentativité des jeunes à des positions de pouvoir privilégiées dont est symptomatique le faible renouvellement des élites politiques. Par ailleurs, cet état de fait a favorisé la « gérontocratisation » du mode de gestion de la chose publique au Cameroun, et une inertie de la proposition politique. A cause de toutes ces informations, mais davantage parce que, contrairement à leurs aînées, les jeunes générations sont marginalisées économiquement et socialement, exclues de la plupart des zones d'influence et de pouvoir, elles nous sont apparues comme des « générations critiques ».

Après avoir présenté le contexte économique, social et politique dans lequel la jeunesse urbaine camerounaise actuelle exerce son « aujourd'hui », nous avons réfléchi, dans la deuxième partie qui forme le corps de ce travail de recherche, au monde des jeunes, à la créativité dont ils font montre, et à quelques aspects des dynamiques culturelles qui travaillent en profondeur leurs univers. C'est donc à juste titre que nous avons intitulé cette étape de

notre analyse *Langages des jeunes, créativité sociale et contestation politique*. A l'instar de la première partie de notre travail, elle s'est organisée autour de deux chapitres.

Dans la première section, *Jeunes, créativité sociale et critique de l'ordre dominant*, nous avons songé à ces jeunes qui, confrontés à la pénurie d'emplois, mettent au point des manières de travailler en déployant la force de leur imagination créatrice dans la conception d'opportunités leur permettant de s'adapter à la vie urbaine. Plus précisément, nous nous sommes proposé de procéder à une analyse attentive des activités économiques informelles dans lesquelles s'investissent de nombreuses catégories de jeunes pour montrer pourquoi ils peuvent être présentés, dans les milieux urbains, comme les inventeurs d'un nouvel ordre économique. Il s'est aussi agi dans cette étape de notre travail, de considérer avec attention certains *arts de dire et de faire* (notamment certaines musiques urbaines et la culture qui les accompagne, certaines productions artistiques, etc.) qui sont promues, dans les écosystèmes urbains par des jeunes et à travers lesquels, là aussi, on décèle l'émergence d'une nouvelle culture urbaine que travaillent à faire éclore plusieurs catégories de jeunes.

Quant au dernier titre de cette étude *Jeunes, créativité linguistique et insoumission*, nous y avons réfléchi au sens et à la puissance qui se profilent derrière la manipulation que les jeunes font du camfranglais qui est une manière de parler qui se donne à voir auprès des jeunes citadins. Nous y avons décrypté cet idiome lexical comme participant de l'univers des indices qui les intègrent à leur groupe d'appartenance. Le camfranglais est une langue qui a été inventée par les jeunes et qui est à considérer comme un indicateur de leur appartenance à une génération particulière. C'est aussi, avons-nous pu nous convaincre, une forme d'expression qui donne accès à une culture juvénile qui transgresse les frontières identitaires classiques. En prenant appui sur un tel axe analytique, on s'est aperçu qu'il est opportun de repenser le regard que l'on porte sur les espaces urbains au Cameroun en les décrivant, non plus seulement comme des cadres où se dramatisent les solidarités par similitude, pour emprunter une terminologie durkheimienne, mais aussi comme des écosystèmes sociaux qui favorisent l'éclosion et l'expression d'une créativité hybride auprès de cette catégorie d'acteurs.

Quoi qu'il en soit, l'objectif poursuivi dans la deuxième partie de cette recherche a consisté à mettre en évidence l'idée que, bien qu'on puisse repérer à travers certains comportements factuels des jeunes camerounais une charge destructrice, la jeunesse

camerounaise n'y est pas réductible. En d'autres mots, elle n'est pas que « casseuse », « délinquante ». Elle est aussi, et peut-être même surtout, créative dans le contexte actuel fait de plusieurs blocages. Dans cette subdivision de notre travail, nous avons également essayé de convaincre qu'on décèle, chez les jeunes citadins, une autre manière de voir le monde, de nouvelles formes d'affirmation de l'identité culturelle et d'autres modes de contestation politique occultes. Par là, on assiste également à l'émergence d'un nouveau langage de la participation à la vie politique à travers lequel les jeunes affirment très souvent leur rupture avec les aînés et le pouvoir. On peut aussi lire, à travers ces manières de faire des jeunes, la matérialisation des ambitions d'une jeunesse camerounaise qui refuse toute mise à l'écart en s'efforçant de trouver sa place dans une nouvelle configuration des choses à laquelle elle ambitionne.

A travers cette étude, on s'aperçoit bien que dans leur précarité et dans l'inégalité de leur rapport de force face à l'Etat, les jeunes usent d'incalculables trésors d'imagination non seulement pour se soustraire à la dictature de l'indigence et du besoin, mais aussi pour échapper au contrôle du pouvoir. Les jeunes ne sont donc pas passifs ; ils ne sont pas des hommes robotisés par l'Etat postcolonial ; ce sont des sujets, des acteurs ou des agents, selon le concept de Bourdieu, participant individuellement, ou collectivement, à la construction de leur société. Ces acteurs produisent, modèlent et transforment, avec leurs modestes ressources matérielles et intellectuelles, leurs formations sociales, étant ainsi parties prenantes de l'histoire et de l'historicité de celle-ci. Comme on peut s'en rendre compte, en interrogeant le continent noir et son statut dans la théorie sociale en tant que champ d'investigation épistémologique, on est convaincu que si l'on se force à scruter la concrétude et les *arts de dire et de faire* qui sont délaissés par la sociologie institutionnelle classique, on ouvre une faille qui éclipe les marécages de l'afropessimisme qui, tout en s'abreuvant aux sources des théories évolutionnistes et racistes, regardent le monde social africain comme un univers de régression, de retard, inaccessible aux mutations sociales. Pourtant, une interrogation rigoureuse et patiente de certaines formes d'action et d'expression des jeunes nous a conduit à nous rendre compte que ce qui se donne à voir à travers ces arts de faire, c'est un véritable laboratoire de changement et d'innovations sociales qui laisse soupçonner, à travers les comportements des jeunes, les succès et les échecs de la modernité, les luttes sociales qui traversent l'imaginaire des jeunes et surtout des promesses d'avenir optimistes.

Rédigé sous la pression à laquelle tout exercice de recherche académique soumet son auteur, ce travail ne doit peut-être pas être regardé comme une étude accomplie, mais plutôt comme une analyse s'accomplissant. Car, nonobstant une longue et patiente descente sur le terrain de nos observations, nous avons la conviction que des ouvertures relatives à l'accès à certains renseignements quasi-infranchissables auraient pu davantage enrichir cette réflexion. Nous nous consolons cependant à l'idée que nous avons essayée, tout au long de cette trajectoire de recherche, de mettre en exergue un des phénomènes sociaux qui n'ont pas toujours retenu l'attention des chercheurs dans le contexte de la recherche sociologique locale qui ploie sous l'hégémonie oppressante des problématiques de la société bourgeoise. Notre effort dans cette tâche a peut-être davantage consisté à aller à la découverte de l'inédit en s'efforçant de le cartographier, de le rendre descriptible et surtout intelligible. Dans cette perspective, nous nous sommes surtout attaché, dans notre contribution, à sortir de l'hibernation des objets de recherche pertinents. Tout notre vœu est que de telles démarches murissent et se diversifient.

BIBLIOGRAPHIE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I – OUVRAGES

1. Aerts (Jean Joël) et al., *L'économie camerounaise. Un espoir évanoui*, Karthala, Paris, 2000.
2. Amblart (Henri) et al., *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Seuil, Paris, 1996.
3. Amin (Samir), *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Anthropos, Paris, 1976.
4. Amin (Samir), *Le développement inégal*, Editions de Minuit, Paris, 1973.
5. Amin (Samir), *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, Paris, 1971.
6. Amin (Samir), *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Editions de Minuit, Paris, 1971.
7. Ansart (Pierre), *Les sociologies contemporaines*, Seuil, Paris, 1990.
8. Arborio (Anne-Marie) et Fournier (Pierre), *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Nathan, Paris, 2001 (2^e éd).
9. Assogba (Yao), *Jean-Marc Ela. Le sociologue et théologien en boubou*, L'Harmattan, Paris, 1998.
10. Assogba (Yao), *Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire. Le défi éthique du développement et de la renaissance de l'Afrique noire*, Laval, PUL, 2004.
11. Attias-Donfut (Claudine), *Sociologie des générations. l'empreinte du temps*, PUF, Paris, 1988.
12. Avenel (Cyprien), *Sociologie des « quartiers sensibles »*, Armand Colin, Paris, 2007.
13. Balandier (Georges), *Anthropo-logiques*, PUF, Paris, Biblio-Essais, 1985 (1^{ère} éd. 1974).
14. Balandier (Georges), *Sociologie des Brazzavilles noires*, Armand Colin, Paris, 1985 (1^{ère} éd. 1955).
15. Balandier (Georges), *Sens et Puissance, les dynamiques sociales*, PUF, Paris, 1986 (1^{ère} éd. 1971).
16. Balandier (Georges), *Le désordre. Eloge du mouvement*, Fayard, Paris, 1988.
17. Balandier (Georges), *Sociologie actuelle de l'Afrique noire, dynamique sociale en Afrique centrale*, PUF, Paris, 1955.
18. Balandier (Georges), *Anthropologie politique*, PUF, Paris, 1967.

19. **Bandolo** (Henri), *La flamme et la fumée*, Sopecam, Yaoundé, 1983.
20. **Bastide** (Roger), *Art et société*, L'Harmattan, Paris, 1997.
21. **Bayart** (Jean-François), *L'Etat au Cameroun*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1985 (2^e éd. revue et augmentée).
22. **Bayart** (Jean-François), Mbembé (Achille), Toulabor (Comi), *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.
23. **Beat Songue** (Paulette), *Sida et prostitution au Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 1993.
24. **Bernoux** (Philippe), *La sociologie des organisations*, Seuil, Paris, 1985.
25. **Bertolini** (G.), *Le marché des ordures : économie et gestion des déchets ménagers*, L'Harmattan, Paris, 1990.
26. **Bodson** (Paul) et **Roy** (Paul-Martel), *Survivre dans les pays en développement*, L'Harmattan, Paris, 2003.
27. **Boltanski** (Luc) et **Thévenot** (Laurent), *De la justification ; les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, 1991.
28. **Bouthoul** (Gaston), *Histoire de la sociologie*, PUF, Paris, 1975 (1^{ère} éd. 1950).
29. **Bulot** (T.), **Messaoudi** (L.), *Sociolinguistique urbaine. Frontières et territoires*, Editions Modulaires Européenne, Costil-Wodon, 2003.
30. **Bulot** (Thierry) (sous la dir.), *Lieux de ville et identité. Perspectives en sociolinguistique urbaine*, Vol. I, L'Harmattan, Paris, 2004.
31. **Bulot** (Thierry) (sous la dir.), *Lieux de ville et territoires. Perspectives en sociolinguistique urbaine*, Vol.2, L'Harmattan, Paris, 2004.
32. **Calvet** (Louis-Jean), *La sociolinguistique*, PUF, Paris, 2005 (5^{ème} éd.).
33. **Chabal** (Patrick) et **Daloz** (Jean-Pascal), *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Economica, Paris, 1999.
34. **Chalmers** (Alan), *Qu'est-ce que la science ? Popper, Kuhn, Lakatos, Feyerabend*, La Découverte, Paris, 1982.
35. **Certeau** (Michel De), *Arts de faire, l'invention du quotidien*, Vol. I, 10/18, Paris, 1980.
36. **Daloz** (Jean-Pascal) (sous la dir.), *Le (non) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, CEAN/IEP, Paris, 1999.

37. Diop (Boubacar) et al., *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*, Philippe Rey, Paris, 2008.
38. Dobry (Michel), *Sociologie des crises politiques*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 1992.
39. Dubet (François), *Sociologie de l'expérience*, Seuil, Paris, 1994.
40. Dumont (René), *L'Afrique noire est mal partie*, Seuil, Paris, 1962.
41. Durkheim (Emile), *De la division du travail social*, PUF, Paris, 1967.
42. Duvignaud (Jean), *Sociologie de l'art*, PUF, Paris, 1967.
43. Ela (Jean-Marc), *La plume et la pioche. Réflexion sur l'enseignement et la société dans le développement de l'Afrique noire*, Yaoundé, CLÉ, 1971.
44. Ela (Jean-Marc), *L'Afrique des villages*, Karthala, Paris, 1982.
45. Ela (Jean-Marc), *La ville en Afrique noire*, Karthala, Paris, 1983.
46. Ela (Jean-Marc), *Ma foi d'Africain*, Karthala, Paris, 1985.
47. Ela (Jean-Marc), *Quand l'Etat pénètre en brousse. Les ripostes paysannes à la crise*, Karthala, Paris, 1990.
48. Ela (Jean-Marc), *Afrique : l'irruption des pauvres. Société contre Ingérence, Pouvoir et Argent*, L'Harmattan, Paris, 1994.
49. Ela (Jean-Marc), *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*, L'Harmattan, Paris, 1994.
50. Ela (Jean-Marc), *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du monde d'en-bas*, L'Harmattan, Montréal/Paris, 1998.
51. Ela (Jean-Marc), *L'Afrique à l'ère du savoir : science, société et pouvoir*, L'Harmattan, Paris, 2006.
52. Ela (Jean-Marc) et Zoa (Anne-Sidonie), *Fécondités et migrations africaines : les nouveaux enjeux*, L'Harmattan, Paris, 2006.
53. Ela (Jean-Marc), *Travail et entreprise en Afrique. Les fondements sociaux de la réussite économique*, Karthala, Paris, 2006.
54. Ela (Jean-Marc), *Recherche scientifique et crise de la rationalité*, Livre I, L'Harmattan, Paris, 2007.
55. Ela (Jean-Marc), *Les cultures africaines dans le champ de la rationalité scientifique*, Livre II, L'Harmattan, Paris, 2007.

56. Ela (Jean-Marc), *La recherche africaine face au défi de l'excellence scientifique*, Livre III, L'Harmattan, Paris, 2007.
57. Essono (Jean-Marie), *Précis de Linguistique*, L'Harmattan, Paris, 1998.
58. Efofodebe (Marcel-Duclos), *L'Afrique survivra aux afro-pessimistes. Lettre ouverte à un « ami » de l'Afrique (et à quelques autres)*, L'Harmattan, Paris, 2007.
59. Enda Graf Sahel, *Une Afrique qui s'invente. Recherches populaires et apprentissages de la démocratie*, Karthala et Enda Graf Sahel, Paris, 2001.
60. Foucault (Michel), *L'Archéologie du savoir*, Gallimard, Paris, 1969.
61. Feyerabend Paul, *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Seuil, Paris, 1979.
62. Fohopa (Rémon) et al., *L'emploi et la formation au Cameroun. L'enquête génération 2000*, Proximité, Yaoundé, 2006.
63. Favre (R.), *Le rire dans tous ces éclats*, Presses de l'Université de Lyon, 1995.
64. Geschiere (Peter) et Konings (Piet) (sous la dir.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, ASC-Karthala, Paris, 1993.
65. Ghiglione (Rodolphe) et Matalon (Benjamin), *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Armand Colin, Paris, 1998 (6^{ème} éd).
66. Giard (L.) et Mayol (P.), *Habiter, cuisiner, l'invention du quotidien*, Vol. II, 10/18, Paris, 1980.
67. Goffman (Erving), *Les cadres de l'expérience*, Les Editions de Minuit, Paris, 1991.
68. Grafmeyer (Yves), *Sociologie urbaine*, Nathan-Université, Paris, 1994.
69. Gueboguo (Charles), *La question homosexuelle en Afrique*, L'Harmattan, Paris 2006.
70. Gurvitch (Georges), *La vocation actuelle de la sociologie*, PUF, Paris, 1950.
71. Hernando (Soto de), *The other Path*, Hardcover, Washington DC, 1989.
72. Javeau (Claude), *La société au jour le jour*, Le Renouveau, Bruxelles, 1981.
73. Javeau (Claude), *Prendre le futile au sérieux – Microsociologie des rituels de la vie courante*, Cerf, Paris, 1998.
74. Javeau (Claude), *Sociologie de la vie quotidienne*, PUF, Paris, 2003.
75. Kaufmann (Jean Claude), *La trame conjugale*, Nathan, Paris, 1992.
76. Kaufmann (Jean Claude), *L'entretien compréhensif*, Nathan, Paris, 1997.

77. **Kengne Fodouop**, *Les petits métiers de rue et l'emploi. Le cas de Yaoundé*, Sopecam, Yaoundé, 1991.
78. **Kengne Fodouop**, *Le secteur informel porteur de technologies de la ville de Yaoundé*, Fondation Friedrich Ebert, Yaoundé, 1992.
79. **Kengne Fodouop**, (avec Alain Metton), *Economie informelle et développement dans les pays du Sud à l'ère de la mondialisation*, Presses Universitaires de Yaoundé, Yaoundé, 2000.
80. **Kuhn Thomas**, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris, 1970.
81. **Lachaud** (Jean-Pierre) (sous la dir.), *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique subsaharienne : analyse comparative*, Institut international d'études sociales, Genève, 1994.
82. **Latouche** (Serge), *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*, La Découverte, Paris, 1991.
83. **Latouche** (Serge), *L'autre Afrique. Entre don et Marché*, Albin-Michel, Paris, 1998.
84. **Latouche** (Serge), *Décoloniser l'imaginaire – La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, L'aventurine, Paris, 2003.
85. **Latouche** (Serge), *L'invention de l'économie*, Albin Michel, Paris, 2005.
86. **Lautier** (Bruno) et al., *L'Etat et le secteur informel*, L'Harmattan, Paris, 1983.
87. **Lefèbvre** (Henri), *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Vol. I, Gallimard, Paris, 1958.
88. **Lefèbvre** (Henri), *Critique de la vie quotidienne. 2. Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, L'Arche, Paris, 1961.
89. **Lefèbvre** (Henri), *Le langage et la société*, Gallimard, Paris, 1966.
90. **Lévy-Bruhl**, cf. *La mentalité primitive*, PUF, Paris, 1922.
91. **Lévy-Bruhl**, *Le Surnaturel et la nature dans la mentalité primitive*, PUF, Paris, 1963.
92. **Lévi-Strauss**, cf. *La pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962.
93. **Maffesoli** (Michel), *La conquête du présent. Pour une sociologie de la vie quotidienne*, PUF, Paris, 1979.
94. **Maldonado** (Carlos) et al., *Petits producteurs urbains d'Afrique francophone*, BIT, Genève, 1987.

95. **Maldonado** (Carlos) et B., *L'économie informelle en Afrique francophone. Structures, dynamiques et politiques*, BIT, Genève, 2001.
96. **Mannheim** (Karl), *Le problème des générations*, Nathan, Paris, 1990 (1^{ère} éd. 1928).
97. **Marouzeau** (J.), *Lexique de la terminologie linguistique*, Geuthner, Paris, 1951.
98. **Mbembé** (Achille), *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, L'Harmattan, Paris, 1985.
99. **Mbembé** (Achille), *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, Karthala, Paris, 1988.
100. **Mbembé** (Achille), *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Karthala, Paris, 2000.
101. **Meine** (Pieter van Dijk), *Le secteur informel de Dakar*, L'Harmattan, Paris, 1986.
102. **Mvesso** (André) : *L'école avant tout. Les conditions d'une contribution de l'école à l'essor africain*, PUY, Yaoundé, 1998.
103. **Mvesso** (André) : *Pour une nouvelle éducation au Cameroun. Les fondements d'une école citoyenne et de développement*, PUY, Yaoundé, 2005.
104. **Mendo Ze** (Gervais) (sous la dir.), *Le français langue africaine : Enjeux et aouts pour la francophonie*, Publisud, Paris, 1999.
105. **Mendras** (H.) et Forsé (M.), *Le changement social*, Armand Colin, Paris, 1983.
106. **Ngayap** (Pierre Flambeau), *Cameroun, qui gouverne ?*, L'Harmattan, Paris, 1983.
107. **Nkeme** (François), *Le cimetière des bacheliers*, Nolica, Yaoundé.
108. **Ntsobé** (André-Marie) et al., *Le camfranglais : quelle parlure ? Etude linguistique et sociolinguistique*, Peter Lang, Frankfurt, 2008.
109. **Ongba** (Richard), *L'image de l'Afrique dans les littératures coloniales et post-coloniales*, L'Harmattan, Paris, 2008.
110. **Popper** (Karl), *La logique de la découverte scientifique*, Bibliothèque scientifique Payot, Paris, 1973.
111. **Pradervand** (Pierre), *Une Afrique en marche*, Plon, Paris, 1989.
112. **Robert** (Anne-Cécile), *L'Afrique au secours de l'Occident*, Les Editions de l'Atelier/Les Editions Ouvrières, Paris, 2006.
113. **Rocher** (Guy), Introduction à la sociologie, T.3, *Le changement social*, Seuil, Paris, 1968.
114. **Salvador** (Juan (dir.)), *Actions et enjeux spatiaux en matière d'environnement : De la contestation aux mesures de protection*, L'Harmattan, Paris, 2007.

115. **Schütz** (Alfred), *Le chercheur et le quotidien*, Méridiens-Klincksieck, Paris, 1987.
116. **Séraphin** (Gilles), *Vivre à Douala. L'imaginaire et l'action dans une ville africaine en crise*, L'Harmattan, Paris, 2000.
117. **Sindjoun** (Luc), *Sociologie des relations internationales africaines*, Karthala, Paris, 2002.
118. **Smith** (Stephen), *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Hachette, Paris, 2004.
119. **Sylvie** (Joubert), et **Marchandet** (Eric), *Le social dans tous ses états*, Actes du colloque « Etape 89 (extraits) », L'Harmattan, Paris, 1990.
120. **Schwartzberg** (Roger-Gérard), *Sociologie politique*, Montchrestien/EJA, Paris, 1998, 5^{ème} éd.
121. **Stern** (Richard), *Une problématique urbaine. Le défi de l'urbanisation pour l'aide au développement*, Centre for Urban and Community Studies, Université de Toronto, 1992.
122. **Touré, Moriba et Fadayomi** (T. O.) (sous la dir.), *Migrations et urbanisation au Sud du Sahara : quels impacts sur les politiques de population et de développement*, Dakar/Paris, Codesria/Karthala, 1983.
123. **Zoa** (Anne-Sidonie), *Les ordures à Yaoundé. Urbanisation, environnement et politique au Cameroun*, L'Harmattan, Paris, 1995.

II – ARTICLES

1. **Auzanneau** (Michelle), « Identités africaines : le rap comme lieu d'expression », *Cahiers d'Etudes africaines*, 163-164, XLI-3-4, EHESS, Paris, 2001, pp. 711-734.
2. **Bios Nelem** (Christian), « De la séduction médiatique à la mobilité transfrontalière : L'utilisation d'Internet par la femme camerounaise en question », *in Revue Camerounaise de Sociologie et Anthropologie*, Vol. 4, n°1, Avril, Yaoundé, PUY, 2007, pp. 57-81.
3. **Bitja'a Kody** (Denis), « Problématique de la cohabitation des langues », *in Gervais Mendo Ze* (éd), *Le français langue africaine : enjeux et atouts pour la francophonie*, Publisud, Paris, 1999, pp. 80-95.

4. **Blé** (Raoul Germain), « Zouglou et réalités sociales des jeunes en Côte d'Ivoire », *Afrique et développement*, Codesria, Dakar, Vol. XXXI, N° 1, 2006, pp. 168-184.
5. **Boeck** (Filip de) et Honwana (Alcinda), « Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique », *Politique Africaine* n° 80, Décembre, Paris, Karthala, 2005, pp. 5-11.
6. **Boum Ndongo-Semengue** (M. A) et **Sadembouo** (E.), « L'atlas linguistique du Cameroun : les langues nationales et leur gestion », in Gervais Mendo Ze (sous la dir.), *Le français langue africaine : Enjeux et aouts pour la francophonie*, Publisud, Paris, 1999, pp. 67-79.
7. **Chia** (Emmanuel) et Gerbault (J.), « Les nouveaux parlars urbains : le cas de Yaoundé » in Actes du Colloque International sur *Des Langues et des villes*, Dakar 15-17 décembre 1990 (collection dirigée par Robert Chaudenson), ACCT et Didier Erudition, Paris, 1992, pp. 263-277.
8. **Chia** (Emmanuel), « The New Speech Forms of Rapidly Growing City : Pidgin French and Camfranglais in Yaoundé », in *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé*, vol. vi, n° 1 et 2, 1990, pp. 102-127.
9. **Cruise O'Brien** (D.), "A lost generation. Youth identity and state decay in West Africa", in R. Werbner et T. Ranger (sous la dir.), *Postcolonial Identities in Africa*, Londres, Zed Books, 1996, pp. 55-74.
10. **Eboko** (Fred), « Les élites politiques au Cameroun. Le renouvellement sans renouveau ? », in Jean- Pascal Daloz (sous la dir.), *Le (non) renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, CEAN/IEP, Paris, 1999, pp. 99-133,
11. **Féral** (Carole de), « Le français au Cameroun : approximations, vernacularisation et camfranglais », in Didier de Robillard et Michel Beniamino (sous la dir.), *Le français dans l'espace francophone*, T. 1, Edition Champion, Paris, 1993, pp. 205-218.

12. **Fosso**, « Le camfranglais : une praxéogénie complexe et iconoclaste », in Gervais Mendo Ze (sous la dir.), *Le français langue africaine : Enjeux et aouts pour la francophonie*, Publisud, Paris, 1999, pp. 178-194.
13. **Havard** (Jean-François) « Ethos « bul faale » et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, n° 82, Karthala, Paris, Juin 2001, pp. 63-77.
14. **Hugon** (Philippe), « Ajustement structurel, effets sociaux et régulation démo-économique », Contribution pour le Séminaire préparatoire au Sommet Mondial pour le Développement Social (Copenhague, mars 1995), ORSTOM, Ministère des Affaires Etrangères, 1995, 23 p.
15. **Janin** Pierre, « Une géographie sociale de la rue africaine », in *Politique africaine*, n° 82, Paris, Karthala, 2001, pp. 177-189.
16. **Lado** (Ludovic), « L'imagination africaine de l'Occident », in *Etudes*, Paris, Juillet-Aout, 2005, pp. 17-27.
17. **Lallement** (Michel), « A la recherche des logiques d'action », in Philippe Cabin et Jean-François Dortier, *La sociologie. Histoire et idées*, Paris, Sciences Humaines, 2000, pp. 256-257.
18. **Mbouombouo** (Pierre), « Détournements des trottoirs à Yaoundé : entre logiques économico-sociales et marginalité urbaine », in Nicolas Hossard et Magdalena Jarvin (dir.), « *C'est ma ville !* » *De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, L'Harmattan, Paris, 2005, pp. 247-259.
19. **Monga** (Célestin), « L'argent qui appauvrit. Un état des lieux macroéconomique et financier du Cameroun », Chapitre I, in Fabien Eboussi Boulaga (sous la dir.), *L'état du Cameroun 2008*, Editions Terroirs, Yaoundé, pp. 133-156.
20. **Nga Ndong** (Valentin), « La jeunesse camerounaise face aux médias, une aventure ambiguë », in *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Série Sciences Humaines*, Volume 3 N°1 – Janvier 1987, pp. 27-48.

21. **Nga Ndongo** (Valentin), « Les mensonges scientifiques du nouvel africanisme politique », in *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, Numéro Spécial, Actes des « Mercredis des Grandes Conférences » 2006-2007, Les Grandes Editions, Yaoundé, pp. 71-90.*
22. **Ngnemzué** (Ange Bergson), « Politique française : immigration et co-développement à la lumière du discours de Dakar », *Bulletin du Codesria, Dakar, Codesria, Nos 1&2, 2008, pp. 64-70*
23. **Nguendo Yongsi** (H. B.), **Dickens** (Priso D.), **Ngala Ndi** (Humphrey), « Mutations fonctionnelles de l'espace en milieu urbain camerounais : occupation des fonds de vallées et risques de santé à Yaoundé », in *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, Vol. 1, N° 8, Nouvelle série, 2008, Premier et Second Semestres, Les Grandes Editions, Yaoundé, pp. 229-231.*
24. **Ngo Ngok-Graux** (Elisabeth), « Les représentations du camfranglais chez les locuteurs de Douala et Yaoundé », in *Le français en Afrique* (Revue du Réseau des Observatoires du Français Contemporain en Afrique), n° 21, Nice, Institut de Linguistique française – CNRS, UMR 6039, 2006, pp. 219-225.
25. **Nkolo Foé**, « Entre négritude et postcolonie : la satire de Dakar ou la revanche historique de l'Occident », *Bulletin du Codesria, Dakar, Codesria, Nos 1&2, 2008, p. 15.*
26. **Nzhié Engono** (Jean), « Les mouvements associatifs villageois en milieu urbain au Cameroun : Une approche nouvelle de mobilisation pour un développement du monde rural », in *Revue Camerounaise de Sociologie et Anthropologie, Yaoundé, PUY, vol. 1, Aout 2004, pp. 55-68.*
27. **Rosny** (Eric de), « Douala : l'impossible au quotidien », in *Etudes, Paris, n°3864, Avril, 1997, pp. 459 – 468.*

28. **Rosny** (Eric de), « L'Afrique des migrations : les échappées de la jeunesse de Douala », *in Etudes*, Paris, Tome 396, pp. 623-633.
29. **Tsala Tsala** (Jacques Philippe), « Psychologie et développement. Comment la psychologie peut-elle contribuer au développement du Cameroun », *in Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Yaoundé I, Numéro Spécial, Actes des « Mercredis des Grandes Conférences » 2006-2007*, Les Grandes Editions, Yaoundé, pp. 91-124.
30. **Tshikala K. Biaya**, « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », *Politique Africaine* n° 80, Décembre 2000, Karthala, Paris, pp. 12-31.
31. **Zambo Belinga** (Joseph-Marie), « *Quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun* », *Cahiers d'Etudes Africaines*, n°XLIII (3), 171, EHESS, Paris, 2003, pp. 573-589.
32. **Zambo Belinga** (Joseph-Marie), « *La scénographie de la déviance dans les scrutins politiques. La violence comme phénomène électoral d'ici et d'ailleurs* », *in Cahier d'Études Africaines*, XLVII (1), 185, EHESS, Paris, 2007, pp. 29-63.
33. **Zambo Belinga** (Joseph-Marie), « *Une société aux repères ambigus* », *The African anthropologist*, Vol. 10, n°1, Codesria, Dakar, 2003, pp. 23-37.
34. **Ze Amvela**, « The Franglais Phenomenon: Lexical Interference and Language Mixing in the United Republic of Cameroon », *in Bulletin de l'AELIA*, n° 6, 1983, pp. 419-429.
35. **Zoa** (Anne-Sidonie), « Langages et cultures des jeunes dans les villes africaines », *in* Madeleine Gauthier et Jean-François Guillaume (sous la dir), *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde*, Laval, PUL/L'Harmattan, 1999, pp. 237-250.



III – THESES

1. **Chauvel** (Louis), « Evolution du système de stratification sociale et succession des cohortes. Grandeurs et décadence des générations de la société française des Tentes-Glorieuses à nos jours », thèse pour le Doctorat de Sociologie, Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille I), Décembre 1997.
2. **Eboko** (Fred), « Pouvoirs, jeunesses et sida au Cameroun. Politique publique, dynamiques sociales et constructions des sujets », thèse pour le Doctorat en Science politique, sous la direction de Jean-François Médard, Institut d'Études politiques de Bordeaux, Centre d'Étude d'Afrique Noire, Université de Montesquieu / Bordeaux IV, Décembre 2002.
3. **Mboumbouo** (Pierre), « Habitat et dynamiques urbaines à Yaoundé », thèse de Doctorat en Sociologie intitulée Université de Yaoundé I, 2008.
4. **Nga Ndongo** (Valentin), « L'opinion camerounaise », T. I., Problématique de l'opinion en Afrique noire, thèse pour le Doctorat d'Etat ès Lettres et Sciences Humaines (Sociologie), Université de Paris X – Nanterre, U.F.R de Sciences Sociales.
5. **Zambo Belinga** (Joseph-Marie), « Les élections au Cameroun. Contribution à l'explication du vote dans les localités dites « acquises » au Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (Rdpc) et au Social Democratic Front (Sdf) », Thèse pour l'obtention du Doctorat d'Etat, Université de Yaoundé I, 2004.

IV – MEMOIRES

1. **Adjedja** (Patrick), « Lutttes intrapartisannes au Cameroun : Cas du conflit autour de la « modernisation » du Rassemblement démocratique du peuple camerounais », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé I, Octobre 2008.
2. **Akwetel** (Florence), « Impact du camfranglais sur le français parlé des élèves des Lycées de Yaoundé », mémoire de DIPES II, Ecole Normale Supérieure, Université de Yaoundé I, 1991.

3. **Awondo** (Patrick), « Loisir et socialité à Yaoundé. Contribution à une sociologie du ludique au Cameroun », Mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Yaoundé I, 2004.
4. **Awondo** (Patrick), « Loisir et mode au Cameroun. Analyse de la culture ludique à Yaoundé », mémoire de DEA en sociologie, Université de Yaoundé I, 2006.
5. **Atchang** (Dieudonné), « Les petits métiers de rue en zone universitaire : Le cas de l'activité de photocopie au quartier Ngoa-Ekellé », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, 2004.
6. **Atchang** (Dieudonné), « La rue : espace de socialité et d'invention du quotidien des acteurs du secteur informel à Yaoundé », mémoire de DEA en Sociologie, Université de Yaoundé-I, Année académique 2006-2007.
7. **Chauvel** (Louis), « Génération sociale et socialisation transitionnelle. Fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XXe siècle », Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Décembre 2003.
8. **Djomo Nkouandjo** (Patrice), « Secteur informel et insertion socio-économique des diplômés de l'enseignement supérieur au Cameroun. Cas des vendeurs à la sauvette de Yaoundé », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, 1999.
9. **Dongmo** (Frédéric), « Activités féminines du secteur informel dans l'économie urbaine à Douala. L'exemple de New-Deido et de la « Zone portuaire », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, 1989.
10. **Endeme** (Eric), « Récupération et recyclage de la ferraille au Cameroun : Stratégies, incidences économiques et enjeux sociaux. », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, Année académique 2007-2008.
11. **Essengue** (Pierre), « La description d'une langue : le camfranglais », mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé I, 1998.

12. **Kenne (Serge)**, « Les facteurs socio-économiques de la prolifération de l'économie informelle à Yaoundé. L'exemple des téléboutiques dans la quartier Bonamoussadi », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, Octobre 2007.
13. **Leka Essomba (Armand)**, « Urbanité et civilité au Cameroun. Analyse des formes de socialité dans la rue à Yaoundé », mémoire de DEA en Sociologie, Université de Yaoundé-I, 2004.
14. **Manga (Jean-Marcellin)**, « Les dynamiques des modèles sociaux au Cameroun. Esquisse d'une sociologie des imaginaires de la réussite sociale et politique de la jeunesse urbaine de Yaoundé », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé-I, 2007.
15. **Manirakiza (Désiré)**, « Le sport-loisir au Cameroun. Analyse de la sociabilité dans le « deux-zéro » et le « bonbon » à Yaoundé », mémoire de DEA en sociologie, Université de Yaoundé I, 2009.
16. **Nga Hortense (Eléonore)**, « L'absentéisme électoral chez les jeunes de la ville de Yaoundé », mémoire de DEA en Sociologie Politique, Université de Yaoundé I, Année académique 2007-2008.
17. **Ngo Sohé (Catherine)**, « Les pratiques vestimentaires des jeunes dans la ville de Yaoundé : De l'hégémonie au partage de cultures », mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Yaoundé I.
18. **Njoya Mama (Mohamed)**, « Socialisation politique des jeunes et reproduction socio-culturelle au Cameroun : le rôle des partis politiques », mémoire de Maîtrise en sociologie, Année académique 1998-1999, Université de Yaoundé I.
19. **Tiayon Lekobou (Charles)**, « Camspeak : A Speech Reality in Cameroon », mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé, 1985.

V – TEXTES ET COMMUNICATIONS INEDITS

1. **Akana** (Parfait), « Médiations murales dans l'espace scolaire et universitaire », Inédit.
2. **Alawadi** et **Mimché** (Honoré) « Sociologie d'un nouvel itinéraire d'accumulation et de promotion sociale chez les jeunes camerounais : le phénomène des « feymen », Inédit.
3. **Chouala** (Yves-Alexandre), « L'entrepreneur feyman au Cameroun : les transformations de l'ethos de l'accumulation », Communication présentée au Colloque International de l'APAM sur « les entrepreneurs en quête de normes », Yaoundé, 2005.
4. **Zambo Belinga** (Joseph-Marie), « Camfranglais et adolescents camerounais : vers la création d'un art enfantin national », communication présentée au Colloque « Cultures enfantines : universalité et diversité » tenu à l'université de Nantes les 15, 16 et 17 mars 2007.

VII – DICTIONNAIRES

1. **Akoun** (André) et **Ansart** (Pierre) (sous la dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert/Seuil, Paris, 1999.
2. **Ferréol** (Gilles) et *al.*, *Dictionnaire de sociologie*, Armand-Colin, Paris, 2002 (3^e éd).
3. **Mucchielli** (Alex) (sous la dir.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, Armand Colin, Paris, 2004 (2^{ème} éd).

VIII – DOCUMENTS DIVERS

1. **Banque Mondiale**, « Cameroun : Diversité, Croissance, et Réduction de la pauvreté », Rapport n° 13167-CM, 1995.

2. **Banque Mondiale**, « L'Ajustement en Afrique : Réformes, résultats, et chemin à parcourir », Rapport de la Banque Mondiale sur les politiques de développement, 1995.
3. **DNSC**, « Enquête camerounaise auprès des ménages en 1996 », **ECAM I et II**, 1997.
4. **DNSC**, « Deuxième enquête camerounaise sur le cadre de vie des populations à Yaoundé et à Douala » (CAVIE), 2002.
5. **DSRP (Document de stratégie de réduction de la pauvreté)**, Novembre 2003.
6. **INS**, « Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005 », Phase 1 : Enquête sur l'emploi, Rapport principal, 2005.
7. **INS**, « Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005 », Phase 2 : Enquête sur le secteur informel, Rapport principal, 2006.
8. **INS**, « Troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM III) ». Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007, Juin 2008.
9. **Njike Njikam (Gilles Bertrand) et al.**, Caractéristiques et déterminants de l'emploi des jeunes au Cameroun, 2005.
10. **Projet DSRP Jeunesse**, 2006.

IX – DISCOGRAPHIE

1. **Sultan Oshimihn**, *The birth of fire*. Zion Reggae, Red zone, Yaoundé, 2006.
2. **Valséro**, *Politiquement incorrect*, Yaoundé, 2008.

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE I

Thèmes d'entretien

- Chômage et implication dans le secteur informel
- Nuptialité, précarité et influence sur le mode de vie des jeunes
- Dépendance parentale et stratégies des jeunes
- Orientation scolaire/ universitaire et insertion professionnelle
- Camfranglais, genre et représentations sociales.
- Camfranglais et contexte d'énonciation

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE II : Identité des personnes « interviewées »

Noms ou prénoms	Age/ans	Sexe	Statut matrimonial	Activité	Quartier de résidence	Scolarité	Catégorie socio-économique des parents
1. Faus	26	M	Marié, 1 enfant	Cadre	Bastos	Master	Formel public
2. André	24	M	Célibataire	Vendeur d'eau	Essos	CEPE	Informel
3. Kara	32	F	Célibataire, 1 enfant	Revendeuse	Mokolo	CEPE	Informel
4. Joe	23	M	Célibataire	Photocopieur	Ngoa-Ekellé III	BEPC	Informel
5. Romuald	28	M	Célibataire	Vendeur à la sauvette	Mvog-Ada	CAP ⁵⁶⁷	Informel
6. Fanta	31	F	Célibataire, 1 enfant	Chômeuse	Bonamoussadi	Licence	Informel
7. Yannick	23	M	Célibataire	Etudiant	Bonamoussadi	Master	Formel public
8. Liliane	24	F	Célibataire	Etudiante	Obili	1 ^{ère} année	Informel
9. Christiane	26	F	Célibataire	Etudiante	Melen	3 ^{ème} année	Informel
10. Fred	32	M	Célibataire	Chômeur	Damase	Maîtrise	Informel
11. Mathilde	24	F	Célibataire	Etudiante	Mvog-Betsi	Licence	Informel
12. Stève	24	M	Célibataire	N.D	N. D	N. D	N. D

⁵⁶⁷ Certificat d'Aptitude Professionnelle

13. Mireille	19	F	Célibataire	Elève	Nsimeyong	Terminale	Formel public
14. Natacha	19	F	Célibataire	Elève	Biyem-Assi	Terminale	
15. Anthony	20	M	Célibataire	Elève	Biyem-Assi	Première	Formel privé
16. Marc	18	M	Célibataire	Elève	Ekounou	Troisième	Informel
17. Etienne	68	M	Marié, 5 enfants	Retraité	Nsimeyong		Informel
18. John	19	M	Célibataire	Déscolarisé sans emploi	Mokolo		Informel
19. Mama Dorothee	60	F		Ménagère	Mendong	CAP	
20. Mama Emilienne	60	F	Veuve, 5 enfants	Ménagère	Tsinga	BEPC	

TABLE DES MATIERES

DEDICACE	i
REMERCIEMENTS	ii
RESUME	iv
ABSTRACT	v
SOMMAIRE	vi
INTRODUCTION	1
I- Problème de recherche.....	2
II- Problématique.....	2
III - Questions de recherche.....	19
1. Questions principale.....	19
2. Questions secondaires.....	20
IV - Hypothèses.....	20
1. Hypothèse générale.....	20
2. Hypothèses secondaires.....	21
V- Méthodologie.....	21
1. Cadre théorique.....	21
1.1. La sociologie du quotidien.....	22
1.2. La sociologie générative.....	27
1.3. Les logiques d'action.....	29
1.4. Le recours à l'interdisciplinarité.....	32
2. Cadre de l'étude et instruments de collecte des données.....	33
2.1. Cadre de l'étude.....	33
2.2. Outils de collecte des données.....	35
2.2.1. L'observation non structurée.....	35
2.2.2. L'observation directe structurée.....	36
2.2.3. L'approche documentaire.....	37
2.2.4. Les entretiens.....	38
3. Echantillonnage.....	39
VI. Précision sémantique.....	42
VII. Plan de l'étude.....	46

PREMIERE PARTIE : BREF APERÇU DE LA CONDITION DE LA JEUNESSE AU CAMEROUN.....	49
CHAPITRE I : SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES	51
I. Qu'est-ce que la crise ?	52
II. Situation de la crise sur le plan économique et incidences sur le vécu des jeunes.....	54
II. 1. La problématique de l'emploi en milieu jeune.....	54
II. 2. Le développement du secteur informel.....	62
III. Crise sociale et manifestations sur le vécu des jeunes.....	69
III. 1. L'environnement de la santé.....	70
III. 2. L'inadéquation entre l'éducation et l'emploi.....	77
III. 3. Un accès difficile aux services sociaux de base.....	82
III. 4. La nuptialité.....	84
III. 5. L'augmentation du temps de subordination économique des jeunes.....	92
CHAPITRE II : LA JEUNESSE CAMEROUNAISE DANS LE JEU DU POUVOIR	
: « UNE GENERATION EN DIFFICULTE ? ».....	96
I. Le faible renouvellement de l'élite politique.....	98
I.1. L'allongement de la période d'activité des acteurs politiques.....	99
I.2. La « gérontocratisation » de la vie politique.....	102
I.3. L'inertie de la proposition politique.....	111
II. Peut-on parler d'une génération de la « crise » ?.....	115
II.1. Qu'est-ce qu'une génération ?.....	115
II.1.1. La génération démographique.....	116
II.1.2. La génération historique.....	117
II.1.3. La génération sociale.....	118
II.1.4. La génération familiale.....	120
III. La génération dorée.....	120
IV. La génération de la « crise ».....	127

DEUXIEME PARTIE : LANGAGES DES JEUNES, CREATIVITE SOCIALE ET CONTESTATION POLITIQUE.....	139
-----------------------------------------------------------------------------------------------------	------------

CHAPITRE III : JEUNES, CREATIVITE SOCIALE ET CRITIQUE DE L'ORDRE DOMINANT.....	141
-------------------------------------------------------------------------------------------	------------

I. Qu'entend-on par « créativité sociale ».....	143
II. Jeunesse urbaine camerounaise et créativité économique.....	148
II.1. Le secteur informel : un laboratoire où se déploie l'inventivité des jeunes	148
II.2. Le milieu urbain : un cadre propice à l'émergence des activités créatrices.....	154
II.3. La contestation à l'œuvre dans le secteur informel.....	159
III. Jeunesse urbaine camerounaise, créativité artistique et contestation.....	167
III.1. Musiques urbaines, créativité et charge contestatrice.....	167

CHAPITRE IV : JEUNES, CREATIVITE LINGUISTIQUE ET INSOUMISSION.....	184
-------------------------------------------------------------------------------	------------

I. Qu'est-ce que le camfranglais ?.....	185
II. Analyse sociolinguistique du camfranglais.....	187
II.1. Les jeunes : locuteurs privilégiés du camfranglais.....	188
II.2. Les cadres sociaux de production du camfranglais.....	192
II.2.1. L'environnement familial et professionnel.....	194
II.2.2. Les campus scolaires et universitaires.....	197
II.2.3. Le milieu urbain.....	199
II.2.4. La rue.....	202
III. Lire la créativité linguistique à travers le camfranglais.....	206
IV. Langage camfranglais et indocilité.....	214
CONCLUSION.....	222
BIBLIOGRAPHIE.....	229
ANNEXES.....	246
TABLE DES MATIERES.....	259

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE